



National Library  
of Canada

Bibliothèque nationale  
du Canada

Canadian Theses Service

Services des thèses canadiennes

Ottawa, Canada  
K1A 0N4

## CANADIAN THESES

## THÈSES CANADIENNES

### NOTICE

The quality of this microfiche is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Previously copyrighted materials (journal articles, published tests, etc.) are not filmed.

Reproduction in full or in part of this film is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30. Please read the authorization forms which accompany this thesis.

**THIS DISSERTATION  
HAS BEEN MICROFILMED  
EXACTLY AS RECEIVED**

### AVIS

La qualité de cette microfiche dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

Les documents qui font déjà l'objet d'un droit d'auteur (articles de revue, examens publiés, etc.) ne sont pas microfilmés.

La reproduction, même partielle, de ce microfilm est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30. Veuillez prendre connaissance des formules d'autorisation qui accompagnent cette thèse.

**LA THÈSE A ÉTÉ  
MICROFILMÉE TELLE QUE  
NOUS L'AVONS REÇUE**

LA PENSEE POLITIQUE ET SOCIALE  
DU  
PRESIDENT HABIB BOURGUIBA

par  
Brahim MESTIRI

Thèse présentée à l'Ecole des Etudes Supérieures de  
l'Université d'Ottawa en vue de l'obtention d'une  
Maîtrise ès-Art (M.A.), Science politique option  
Théorie politique et Analyse des Idéologies.

Ottawa, avril 1983



UNIVERSITÉ D'OTTAWA  
UNIVERSITY OF OTTAWA

A Zohra, } ma mère,  
qui est dans l'au-delà.

Je remercie vivement Monsieur le Docteur André VACHET, Professeur de Science Politique à l'Université d'Ottawa, qui a bien voulu accepter de diriger cette thèse. Je lui suis très reconnaissant de ses conseils, de sa bienveillance et de sa sollicitude.

C'est à Souād que je dois le calme imperturbable, la joie et l'amour, dans lesquels s'est rédigée cette thèse. A mes deux fils, Bassem et Anis, je suis redevable également, de la compréhension et de la patience qu'ils ont montrées durant tout ce temps consacré à la rédaction.

**Brahim MESTIRI.**

## INTRODUCTION

Le destin d'un pays est souvent influencé par le comportement de ceux qui le gouvernent. Chacun des grands chefs d'Etat a sa manière de penser et d'agir. De là, l'importance d'étudier leur pensée pour comprendre la vie et la situation politique des peuples.

Personne ne conteste l'importance du rôle du leader tunisien, Habib BOURGUIBA, dans l'histoire de son pays, lui qui a restauré la République à Carthage, la Tunisie d'aujourd'hui, et qui préside depuis aux destinées de ce petit pays dynamique d'Afrique du Nord.

Nous savons, en effet, que ce territoire carthaginois fut une République prospère dont parle longuement Aristote dans La Politique. Mais les trois Grandes Guerres Puniques (dont la deuxième fut l'oeuvre presque tout entière du Général carthaginois, Hannibal), menées de 264 à 146 av. J.-C., contre l'Empire romain, ont affaibli Carthage. Celle-ci fut détruite de fond en comble par Rome en 146 av. J.-C. Jugurtha se révolta bien contre l'occupant romain en 104 av. J.-C., et tenta de libérer son pays. Mais en vain. Carthage demeura une colonie occupée et opprimée par différents envahisseurs. D'abord, par les Romains, ensuite, par les Vandales en 440, puis successivement par les

Byzantins en 534, les Arabes en 647, les Turcs en 1574,<sup>1</sup> et enfin par les Français en 1881, à la suite du Traité de Bardo\*, signé le 12 mai de la même année et par lequel

Le Bey\*\* devait reconnaître le protectorat de la France. Sa souveraineté était théoriquement maintenue ainsi que les institutions traditionnelles du pays, mais un Résident Général français exerçait en fait la direction des affaires intérieures et extérieures.<sup>2</sup>

Carthage n'a récupéré son indépendance et sa souveraineté totale qu'à l'avènement du leader Habib BOURGUIBA: la Tunisie est redevenue, en 1957, République, grâce à Bourguiba.

Un tel rôle justifie qu'on analyse la pensée de cet homme qui n'a cessé, depuis sa jeunesse, de 1928<sup>3</sup> et jusqu'à nos jours, de combattre pour la liberté, la dignité, le progrès, la prospérité, bref pour la promotion de l'homme. Cette pensée qu'on peut qualifier de sagesse comme le suggère l'ancien Président du Conseil de la France, Edgar Faure, quand il s'écrie: "Habib Bourguiba, le coeur enflammé de la sagesse".<sup>4</sup> La pensée de Bourguiba, qui se prolonge dans son action, va transformer tout un peuple et en animer sa volonté d'indépendance l'amenant à briser les chaînes de

---

<sup>1</sup> André RAYMOND et Jean PONCET, La Tunisie, Que sais-je? P.U.F. Paris 1971, p. 26.

\*Banlieue de Tunis . \*\* Titre équivalent à celui de Roi.

<sup>2</sup> Ibid., p. 26.

<sup>3</sup> Habib BOURGUIBA, Ma Vie, Mes Idées, Mon Combat, Publications Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1977, p. 95.

<sup>4</sup> Le journal tunisien L'ACTION, du 25 novembre 1979.

la soumission, de la résignation et à aspirer à l'épanouissement et à une vie digne, vie tant chantée désespérément par le poète tunisien, Aboul-Qacem CHABBI. Chabbi souffrant, d'un côté, de l'injustice, l'humiliation, l'oppression du colonialisme, et d'un autre, de l'inertie, l'apathie du peuple tunisien résigné, prophétise:

Lorsqu'un jour le peuple veut la vie,  
Force est, pour le destin, de répondre,  
Pour la nuit de s'évanouir,<sup>5</sup>  
Pour les chaînes de se rompre

Mais ce peuple ne pouvait encore alors se débarrasser de joug du colonialisme. Pourquoi? Manque de stratégie, de tactique? Manque de confiance dans les dirigeants du Vieux Parti tunisien, "Le Destour"? Ou bien manque de courage, de chaleur, d'ardeur, qui enflamme les coeurs? Aucune ardeur pour l'indépendance et l'émancipation ne semblait jaillir d'elle-même.

Ce n'est, en effet, que sous la pensée et l'action de Bourguiba que le peuple s'est organisé, s'est éclairé et a aspiré à la liberté. Alors, confiant, le peuple a suivi celui qui lui indiquait la voie de la libération, puis du développement. Il n'y a pas, à notre avis, une politique réelle, entièrement émancipatrice, sans une grande confiance en un leader. C'est grâce à cette confiance en la personne de Bourguiba que le peuple tunisien va avancer à pas sûrs.

---

<sup>5</sup> Aboul-Qacem CHABBI, Poèmes, Editions Seghers, Paris, 1959, p. 17.

vers la dignité, la liberté et la démocratie; c'est grâce à cette confiance aussi, génératrice d'attachement, d'affection, d'estime que Bourguiba puise sa force dans le peuple. Et c'est grâce à ce rapport réciproque que la Tunisie va accéder à l'indépendance complète.

La Tunisie a le mérite d'avoir pris l'initiative de la lutte de libération et ouvert ainsi la voie de l'indépendance non seulement à l'Algérie et à l'Afrique du Nord mais à tous les peuples du Continent noir. Ces derniers ont même accédé à la souveraineté sans grand'peine, en répondant par oui à un référendum. Pour arriver au même résultat, nous avons dû, nous, consentir les plus lourds sacrifices, souffrir de la répression, séjourner dans les prisons et les camps d'internement. Rien ne nous a été épargné, même pas la défection de mes compagnons de lutte.<sup>6</sup>

Seront donc effacés ainsi soixante-quinze ans environ de colonisation française de 1881 (l'établissement du Protectorat français en Tunisie) à 1956 (l'Indépendance de la Tunisie)!

Cette longue période, jalonnée d'oppressions, comme nous l'enseigne l'histoire politique de la Tunisie, cette longue période de soumission, d'humiliation, d'obscurantisme, d'analphabétisme, de fatalisme, s'explique surtout par la résignation du peuple tunisien à l'humilité, à l'indignité, à l'assimilation, à la spoliation, et donc par le manque de clairvoyance: voilà l'entrave à l'élévation de sentiments,

---

<sup>6</sup>Habib BOURGUIBA, Ibid., pp. 2 et 3.

à l'affranchissement, à l'émancipation, à la souveraineté.

Avant l'entrée de Bourguiba sur la scène politique, les revendications du Parti Destourien se limitaient à:

- a) la participation d'un plus grand nombre de Tunisiens à l'administration du pays;
- b) la répartition juste de fonctions administratives.

Mais en fait, la Tunisie était gouvernée par la France, par son représentant, le "Résident Général". C'était bien lui qui gouvernait le pays et non pas le Bey qui occupait alors un rang simplement symbolique.

Bourguiba va changer cet ordre. Les revendications du Parti Destourien sont secondaires pour lui. Le facteur décisif, "de vie ou de mort", c'est l'indépendance du pays.

Il y a là une opposition radicale qui provoque une scission profonde et définitive dans la vie politique tunisienne. Bourguiba organisa alors, le 2 mars 1934, à Ksar-Hellal (village tout près de Monastir), un Congrès extraordinaire où il prononça son premier discours politique: ce fut un revirement total des congressistes. Tous ont approuvé avec enthousiasme et sans réserve ce discours. Un nouveau parti se forme: le Néo-Destour dont Bourguiba prend la tête. Il incite immédiatement les Tunisiens à entamer la lutte nationale et à y confirmer leur état d'esprit et de vie, à combattre la résignation et le fatalisme et à s'appuyer sur leurs forces propres.

Ce changement dans les attitudes de penser et de se conduire puise son dynamisme de façon incontestable dans l'exemple d'Habib Bourguiba qui ne fait, depuis son entrée dans la scène politique, qu'appeler à la prise de conscience, à l'indépendance, à la souveraineté, à la liberté, à la dignité.

Mais la persévérance de Bourguiba, sa lutte ~~continue~~, entamée en 1928 et marquée précisément par ce Congrès de Ksar-Hellal, ne se sont point arrêtées à la réalisation de l'indépendance du pays, le 20 mars 1956, elles ont été poursuivies et se poursuivent jusqu'à nos jours:

-Le 8 avril 1956: création de l'Assemblée Constituante.

-Le 14 avril 1956: constitution du premier Gouvernement de la Tunisie indépendante.

-Le 25 juillet 1957: Bourguiba élu Président de la République Tunisienne par l'Assemblée Constituante qui abolit la Monarchie.

Au fond, la décision de l'Assemblée Constituante, concernant la fondation de la République, n'est que la volonté politique de Bourguiba: "J'ai pu, dit-il, mettre fin à une dynastie archaïque qui était un non sens".<sup>7</sup>

---

<sup>7</sup>Discours, Genève: 19 juin 1973.

Un fait à remarquer, ici; à la destitution du Bey, au moment de le détrôner, aucune goutte de sang n'a coulé. C'est un fait très rare: nous n'avons qu'à réfléchir à ce qui s'est passé: peu de révolutions nationales ont été accomplies sans haines, massacres, carnages, etc. Le modèle tunisien est presque unique et là encore l'influence de Bourguiba est manifeste, lui qui ne cesse de soutenir qu'on ne peut vraiment pas innover en recourant à la haine et à la vengeance.

-Le 19 juillet 1961: lutte pour l'évacuation de Bizerte se déclenche et le 15 octobre 1963: le dernier soldat français quitte la Tunisie.

-Le 12 mai 1964: Bourguiba signe la loi nationalisant les terres coloniales. Il précise que "cette loi a été signée sur la table même qui avait servi à Sadok Bey pour signer le Traité du Bardo".<sup>8</sup> Par là, Bourguiba projette devant nos yeux et devant notre esprit un tableau bien concis: faiblesse beylicale et oppression coloniale. Par cet acte, Bourguiba manifeste, aussi, son grand attachement à cette terre et à ce sol tunisien. Si cette loi du 12 mai 1964 est considérée par Bourguiba comme "une victoire éclatante",<sup>9</sup> c'est qu'elle a restitué la terre à leurs

---

<sup>8</sup> Habib BOURGUIBA, Ma Vie, Mes Idées, Mon Combat, p. 311.

<sup>9</sup> Habib BOURGUIBA, Au Terme de la Décolonisation, Publications Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1964, p. 7.

véritables propriétaires, c'est qu'elle a déraciné le mal, puisque toute colonisation se fonde sur l'usurpation des propriétaires autochtones.

Et puis, le combat pour le développement. Bourguiba s'engage dans la bataille contre le sous-développement, car l'indépendance n'a de sens sans le progrès et la prospérité:

Notre action sur le plan économique, écrit-il, se propose d'élever le niveau de vie, c'est-à-dire d'arracher le pays au sous-développement, à la misère, au chômage et à la faim.<sup>10</sup>

La théorie et la pratique de Bourguiba nous paraissent d'ores et déjà une méthode de vie, un ensemble de réflexions, de pensées et d'actions, entreprises depuis plus d'un demi-siècle maintenant. C'est une doctrine aspirant au développement complet de l'homme, à un socialisme libéral, démocratique et humanitaire ou personnaliste.

Cette conception nous semble ainsi caractérisée par trois principes fondamentaux:

A. La priorité de la cause nationale et de ses exigences.

C'est le principe premier qui fonde tous les autres. Affirmation de l'identité tunisienne malgré les tentatives d'assimilation et de domination. Nécessité du mouvement de libération nationale et de son organisation. Mais pour cela, Bourguiba n'a compté que sur les propres moyens des Tunisiens,

---

<sup>10</sup> Habib BOURGUIBA, Discours de la Victoire, Public., Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1959, p. 53.

sur leur propre force et sur la "matière grise", l'esprit. Bourguiba n'a pas éprouvé de crainte paralysante devant la gigantesque force matérielle de la France. Son courage fut toujours inébranlable.

Ce Bourguiba, déclarait le Général De Gaulle, a quelque chose de commun avec moi: le courage de prendre des rendez-vous avec l'histoire.<sup>11</sup>

Bourguiba a sa propre force: le peuple et l'esprit:

"Toute ma vie, dit-il, j'ai eu foi dans la suprématie de l'esprit sur la matière".<sup>12</sup>

Cette entreprise de libération de la Tunisie ne pouvait donc pas être poursuivie dans la haine et le mépris des peuples, mais dans un esprit de respect mutuel, de coopération internationale se basant sur des échanges systématiques. Bourguiba croit à une "coopération libre" qui ne laisse pas de place à la dépendance économique et politique - une atteinte à la souveraineté nationale.

B. La démocratie conçue comme un contact direct avec le peuple.

Parler directement au peuple, discuter avec la base, visiter la masse n'importe où aux endroits même les plus éloignés. Cette démocratie nous apparaît, ici, comme un attachement réciproque indéfectible, enraciné entre le

---

<sup>11</sup> Camille BEGUE, Le Message de Bourguiba, Librairie Hachette, Paris, 1972, p. 5.

<sup>12</sup> Ibid., p. 5.

leader et son peuple que rien ne peut défaire. Bourguiba considère le peuple tunisien comme "sa raison de vivre".

Ainsi, dès le début du mouvement national, Bourguiba va fonder un parti politique ayant comme objectif premier, la mobilisation du peuple entier par la présence dans chacun des villages et dans les villes, par le contact direct et continu, le dialogue constant avec tout le peuple.

C. Un humanisme, un personnalisme radical.

Bourguiba place l'homme au-dessus de toutes choses. Celui-ci a droit sans restrictions au bien-être, à la dignité et à la joie de vivre. Il y a là un

nouvel humanisme qui revendique pour tous les hommes et toutes les femmes le pouvoir de se développer, un nouvel humanisme qui lutte pour la libération de l'homme et pour son évolution comme sujet et non comme objet,<sup>13</sup>

un nouvel humanisme qui lutte plus précisément pour la sauvegarde de la personnalité tunisienne.

Cet humanisme entraîne nécessairement l'émancipation et la promotion de la femme: Bourguiba y voit la sauvegarde, l'équilibre de la société. Il la considère égale à l'homme sur tous les points de vue (salaire, vote). Bourguiba interdit la polygamie, ce qui constitue, à notre avis, une originalité par rapport à la religion musulmane qui permet à l'homme de se marier avec quatre femmes et même plus, si on en est capable.

---

<sup>13</sup> Habib BOURGUIBA, Message adressé à l'U.N.E.S.C.O. à l'occasion de la 1ère Journée Internationale de l'alphabétisation, en septembre 1967.

Ces principes définissent une manière de pensée et d'agir qui sera essentielle à la réalisation de la souveraineté, de la liberté, de la dignité, de la paix, de la prospérité, de l'épanouissement du peuple tunisien.

Ce qui a été réalisé, a déclaré Pierre Mendès-France, dans le sens d'une mutation dans le cours de l'histoire en Tunisie, s'explique par l'action de l'homme qui a l'intuition et la stature de Bourguiba. <sup>14</sup>

Il nous semble donc que Bourguiba domine et incarne le progrès. Car, il n'y a pas eu, à notre connaissance, un leader ou un Chef d'Etat, à l'instar de Bourguiba qui a pu se tenir à la direction du Parti et des masses populaires pendant près d'un demi-siècle, dans l'unité, la stabilité, dans la dignité, le progrès et dans la popularité.

Bourguiba, déclare Arthur Conte, écrivain et historien français, se fixe même dans l'histoire comme l'un des plus grands rénovateurs de tous les temps. <sup>15</sup>

Mais au-delà du rôle politique et historique de Bourguiba, il est évident que les principes qui fondent sa pensée, fixent une conception générale de l'homme et de la société, comme le suggère d'ailleurs Camille Bégué quand il écrit que Bourguiba nous

enseigne que la politique ne consiste pas uniquement à gérer les choses. Elle doit viser à éduquer les hommes et à les tirer vers le haut. <sup>16</sup>

---

<sup>14</sup>Le journal tunisien, L'ACTION, du 31 août 1978.

<sup>15</sup>Le journal tunisien, L'ACTION, du 5 septembre 1978.

<sup>16</sup>BEGUE, Le Message de Bourguiba, p. 335.

La source première de notre admiration pour Bourguiba, réside justement dans cette grandeur de pensée, dans son élévation morale et dans les hauts faits de sa longue carrière politique qui peuvent servir d'exemples pour notre temps et pour les époques futures. Voit-on l'exemple de la Révolution sage - c'est-à-dire évitant l'écoulement du sang - émancipatrice, donnée par lui à toute l'Afrique du Nord?

Voilà justement, ce qui nous incite à traiter de la pensée du Président Habib Bourguiba.

Ce qui s'est passé en Tunisie est, nous paraît-il, susceptible d'admiration: nous n'avons qu'observer, pour saisir le sens de notre admiration, ce peuple unifié, souverain, solidaire, plein d'ardeur et de création:

Depuis des millénaires, écrit Bourguiba, la Tunisie a été privée d'un gouvernement national issu du peuple. Le pauvre Jugurtha lui-même avait vainement tenté, de créer ce gouvernement. Mais il fut trahi par son beau père et livré aux Romains. Il mourut étranglé dans sa geôle après avoir figuré au triomphe de Marius. Un jour, au Kef\*, je reçus la visite d'Amintore Fanfani. Il remarqua sur mon bureau "La Guerre de Jugurtha": "Vous êtes en train de le lire", me dit-il. -Oui, répondis-je, je suis un Jugurtha qui a réussi. Il a fallu deux mille ans." Ce sont là les vicissitudes du temps. 17

Il nous semble donc que la pensée du Président Bourguiba mérite qu'on s'y attache pour en faire l'analyse, l'interpréter et en faire la synthèse. C'est ce que propose cette

---

\*Ville de Tunisie.

17 BOURGUIBA, Ma Vie, Mes Idées, Mon Combat, p. 352.

thèse. Deux démarches sont possibles. La première suit strictement l'ordre chronologique pour rendre compte du développement et du déroulement de cette pensée dans l'histoire et le temps, mais ceci a le désavantage de rendre la synthèse difficile sinon impossible sans de longues répétitions. La seconde, que nous préférons, procède selon l'ordre thématique, mais après en avoir situé le contexte historique et social.

Mais, comme il faut bien noter que Bourguiba est d'abord un homme politique, un homme d'action, et non un philosophe, la synthèse de sa pensée ne s'impose pas d'elle-même. Il nous semble alors nécessaire de la rattacher et de la comparer aux grandes idéologies, aux grandes synthèses de la philosophie sociale et politique: le nationalisme, le libéralisme, le socialisme, la théorie démocratique et le personnalisme.

Le plan de notre exposé s'impose alors naturellement. Ainsi dans une première partie, après avoir défini le contexte politico-social et identifié un certain nombre d'influences, nous nous attacherons à analyser la formation de la pensée de Bourguiba et les thèmes principaux qui la caractérisent. La deuxième partie va situer ceux-ci dans le prolongement des grandes interprétations théoriques de la pensée politique et sociale.

Mais avant de développer cette analyse, qu'il nous soit permis d'en situer, au-delà des objectifs scolaires, la signification personnelle et l'engagement subjectif qui l'inspire.

Je suis tunisien corps et âme. J'ai vécu durant toute mon enfance, ma jeunesse, et je vis encore dans l'ère bourguibienne. J'ai vu et je ne cesse de voir l'exploit de Bourguiba. Mais, bien que j'aime ma patrie, chers lecteurs, je vous jure que je ferai de mon mieux, au cours du développement de cette thèse, de n'être pas aveuglé par cet amour, de m'éloigner de tout esprit partisan, mais aussi de l'indifférence, de demeurer autant que possible, franc et sincère, juste et loyal devant Dieu et devant la Science, fidèle à tous ceux qui ont cherché avec acharnement la vérité et la cherchent encore, en vue du progrès, de l'épanouissement et de l'émancipation de l'homme:

Peut-être, de l'aveu général, nous dit Aristote, vaut-il mieux et faut-il même, pour sauver la vérité, sacrifier nos opinions personnelles, d'autant plus que nous aussi nous sommes philosophes. On peut avoir de l'affection pour les amis et la vérité; mais la moralité consiste à donner la préférence à la vérité. <sup>18</sup>

En abordant l'étude de la pensée du Président Habib BOURGUIBA, se présente à notre esprit, enfin, l'image de

---

<sup>18</sup> ARISTOTE, Ethique de Nicomaque, Editions Gonthier, Paris, 1971, p. 24.

Gustave Flaubert, ce grand écrivain français du 19ième siècle, qui, dans son ouvrage Salammbô, a tracé une image de la vie carthaginoise, de son peuple, de ses Suffètes (Hannon et, surtout, Amilcar Barca, l'"immortel", père d'Annibal). Nous éprouvons une grande émotion devant cette évocation de la réalité carthaginoise à laquelle il devait consacrer cinq ans. Et nous comprenons ce cri de l'écrivain devant la tâche à accomplir:

Que toutes les énergies de la nature,  
que j'ai aspirées, me pénètrent et qu'elles  
s'exhalent dans mon livre. A moi puissance  
de l'émotion plastique! Résurrection du  
passé à moi! à moi! Il faut faire, à  
travers le beau, vivant et vrai quand même. 19

Une même émotion nous envahit en abordant l'étude de la pensée et de l'action de Bourguiba, de cet homme qui a rendu à Carthage son génie et qui en a ressuscité la République. Au fond de nous-même, s'élève le même appel que celui de Flaubert, appel à la lumière, lumière de la raison, lumière de la foi, au souffle divin. A nous vérité! A nous puissance de l'esprit! Que nos sensations, nos observations, nos jugements, s'expriment dans cet ouvrage!

---

<sup>19</sup> Gustave FLAUBERT, Salammbô, Garnier-Flammariion, Paris, 1964, p. 23.

PREMIERE PARTIE

LE CONTEXTE, LA FORMATION ET LES GRANDS THEMES  
DE LA PENSEE  
DU PRESIDENT HABIB BOURGUIBA

## CHAPITRE I

### Le contexte politico-social:

#### l'histoire de la Tunisie

C'était dans un village du Sahel tunisien, Monastir, qu'a vu le jour, le 3 août 1903, Habib BOURGUIBA. Depuis déjà vingt-deux ans, la Tunisie subissait le protectorat français.

Mais depuis des siècles, depuis 1574, la Tunisie avait été privée d'une véritable souveraineté nationale et son histoire avait été une longue suite de misères économiques, politiques et sociales, une longue suite de guerres civiles entre les commandants de la milice, les deys, et les fonctionnaires civils percepteurs d'impôts et administrateurs des tribus, les beys.

D'abord, les Mourad II et III massacrés par Ibrahim Chérif qui le sera à son tour "par les troupes du dey d'Alger".<sup>1</sup> Ensuite,

le nouvel agha de la milice, Hussein Ben Ali, un soldat d'origine grecque, réussit à sauver Tunis assiégé par les Algériens; il les battit et les contraignit à une retraite précipitée. Cette victoire lui donna le prestige nécessaire pour prendre le pouvoir. Il se fit proclamer bey en 1705,<sup>2</sup>

cette dynastie husseinite qui, dans

---

<sup>1</sup>Jean GANIAGE, Les Origines du Protectorat Français en Tunisie, Maison Tunisienne de l'Édition, Tunis, 1968, p. 12.

<sup>2</sup>Ibid., p. 12.

le massacre et l'assassinat," se transmettait de mâle en mâle et par rang d'âge parmi la descendance de Hussein Ben Ali",<sup>3</sup> ne s'est pas perpétuée seulement jusqu'à 1881, date de l'établissement du Protectorat français sur la Tunisie, mais aussi jusqu'à 1957, date de la proclamation de la République Tunisienne, par l'Assemblée Constituante, sous l'impulsion du leader Habib Bourguiba.

Durant toute cette période de 1574 à 1881, le bey qui gouvernait la Tunisie ne jouissait pas d'une pleine autorité, car il était assujetti à l'Empire Ottoman, autrement dit à la Sublime Porte. Cette dépendance tire son origine de l'invasion dirigée par Sinan Pacha, Commandant du Corps expéditionnaire turc en 1574:

Lors de leur avènement, les beys envoyaient à Constantinople une ambassade chargée d'en informer le sultan et d'obtenir un firman d'investiture qui était la marque de leur dépendance. Ces ambassades, celles que les beys envoyaient pour féliciter les sultans lors de leur avènement s'accompagnaient toujours d'un cortège de présents, chevaux de prix, armes richement décorées, chéchias de Tunis, que les beys considéraient comme des offrandes volontaires mais que la Porte tenait pour le tribut dû par un vassal.<sup>4</sup>

Le pays gouverné par les beys, n'était pas donc souverain. De plus, les beys firent des dépenses énormes, ce qui affaiblit, bien sûr, l'économie du pays et imposa

---

<sup>3</sup>Ibid., p. 13.

<sup>4</sup>Ibid., p. 15.

un joug écrasant sur le dos de la population. Economie incontrôlée et corrompue non pas seulement par les beys, mais aussi par la Cour, par les proches des beys, par les Mamelouks même, anciens esclaves au service des beys. Impôts, redevances, fermages: genres de vermines qui sucent le sang du peuple. Et, une fois, ce peuple vidé, puis délaissé au hasard, aux vicissitudes, où vont ces vermines chercher du sang nouveau? A un autre monde, bien sûr, au-delà des frontières, dans l'endettement sans remboursement: d'où décadence, dégradation et indignité. Amour-propre, désintéressement de l'intérêt du peuple, ambition exagérée: voilà l'obstacle à la prospérité, au progrès, au développement intellectuel et matériel, donc à la souveraineté et à la liberté du peuple: "Plus les peuples seront éclairés, plus ils seront libres", écrit Voltaire. D'où vient la lumière du peuple? Par son délaissement? Par sa résignation au destin? Non. Cette lumière vient du souci du relèvement de l'esprit, de la promotion de l'homme.

Mais les beys, leur Cour, leurs Mamelouks et la plupart de leurs Premiers Ministres (Mustapha Khaznadar, Mustapha Ben Ismail), ne s'intéressaient pas à cette promotion de l'homme; ils ne pensaient qu'à l'accumulation de leurs richesses, à leur plaisir toujours inassouvi et grandissant.

En effet, comme l'affirme Jean Ganiage

Les princes\* tunisiens avaient gouverné à la turque\*\*, avec l'aide d'une poignée de mamelouks, renégats chrétiens d'origine grecque ou circassienne élevés au palais, et d'aventuriers italiens venus chercher fortune à la cour tunisienne. Les mamelouks étaient achetés esclaves sur les marchés de Constantinople où ils étaient amenés tout enfants. Ils étaient élevés dans la religion musulmane, puis affranchis; la faveur du bey pouvait les élever aux plus hautes fonctions. La dynastie husseinite était elle-même d'origine grecque; Mustapha\*\*\*, le premier ministre, était un grec; ses gendres étaient Circassiens; presque tous les dignitaires de la cour étaient Grecs ou Circassiens. C'est parmi ces mamelouks que le bey choisissait à son gré ministres et favoris. Les plus heureux devenaient parents du prince qui leur donnait en mariage ses soeurs ou ses filles.<sup>5</sup>

Ce tableau nous montre que ce genre de gouvernement est trop loin du peuple. Il ne se met en contact direct avec le peuple que pour le piller, l'opprimer, l'obliger par la force à payer des impôts exorbitants qui ne vont pas être utilisés pour son intérêt, mais pour la somptuosité des beys pour de folles dépenses et pour l'intérêt privé des premiers ministres.

Prenons comme exemple, les trois derniers beys qui ont régné de 1837 à 1882, avant et tout juste après l'établissement du Protectorat français: Ahmed Bey (1837-1855);

---

\* Princes, parce qu'ils dépendaient du Sultan turc.

\*\* Entendons par "à la turque" somptuosité et prodigalité.

\*\*\* Il s'agit de Mustapha Khaznadar.

<sup>5</sup> Ibid., p. 63.

Mohamed Bey (1855-1859) et Mohamed es Sadok Bey (1859-1882).

Le premier, en se souciant d'imiter l'Europe, mais faute de ménager de l'argent public, de s'inquiéter des questions financières, ne put continuer les constructions de la Mohammédia, ville qu'il s'efforçait de créer autour de son troisième palais, non loin de Tupis, sur la route de Zaghouan, dont "il se flattait de faire le Versailles tunisien",<sup>6</sup> et ces constructions tombèrent en ruine; il dut aussi faire licencier l'armée. Les manufactures furent, les unes après les autres, abandonnées aux chacals.

Le second voulait vivre à l'instar d'un souverain oriental, il "entretenait un gigantesque sérail, le plus vaste qu'on eût vu, dit-on, depuis le règne de Salomon."<sup>7</sup>

Ici, Ganiage affirme que:

Le bey (Mohamed) se consola de ses déboires avec ses 1.200 femmes, à qui il fit élever, au Bardo, le beau harem qui abrite aujourd'hui le musée Alaoui. Son zèle à les servir hâta, dit-on, sa fin.<sup>8</sup>

Quant au troisième, le Bey Mohamed es Sadok, il se désintéressait également des affaires publiques;

il vivait toute l'année enfermé dans ses palais du Bardo et d'Hamman-Lif ou, en compagnie d'une poignée d'intendants et de mignons, il se livrait à la boisson et à la débauche. Très vite d'ailleurs,<sup>9</sup> le souverain parut sombrer dans une sénilité précoce.

<sup>6</sup> Ibid., p. 159.

<sup>7</sup> Ibid., p. 165.

<sup>8</sup> Ibid., p. 165. GANIAGE se réfère à l'ouvrage: l'Histoire de l'Afrique du Nord de Charles-André JULIEN, p. 697.

<sup>9</sup> Ibid., p. 85.

Ce bey s'adonnant à la boisson, d'après un vétérinaire italien à son service depuis de longues années, "buvait chaque jour une bouteille de cognac, et même davantage dans le courant de la journée".<sup>10</sup> Une note anonyme envoyée au Quai d'Orsay nous trace l'existence quotidienne du bey de Tunis vers 1877 ou 1878, c'est-à-dire trois ans avant l'invasion de la Tunisie par les troupes françaises,

Mohammed es Sadok, le souverain actuel de la Régence\* n'a aucune intelligence et il est adonné aux vices les plus honteux. Son harem n'est peuplé que de petits garçons qu'il affiche sans aucune pudeur... Il ne s'occupe jamais d'affaires, que quand il y est obligé par les Consuls et se contente alors de réciter une leçon qui lui est faite d'avance par son Ministre.<sup>11</sup>

Quant aux Premiers Ministres, Mustapha Khaznadar, Mustapha Ben Ismail, qui dirigeaient le gouvernement, ils étaient, eux aussi, corrompus, indifférents à l'intérêt public, excepté Khérédine Pacha. Khaznadar, avide de richesses, ne possédait aucune instruction. Il savait à peine lire et écrire.

Il n'avait nul souci de l'intérêt public et n'avait pas plus de programme d'administration que de politique étrangère; il vivait au jour le jour en s'appliquant à piller de son mieux les revenus de la Régence. Sa seule préoccupation était de se maintenir au pouvoir et d'accroître toujours la fortune considérable et les biens immenses qu'il avait amassés.<sup>12</sup>

---

<sup>10</sup> Ibid., p. 85.

\* Dénomination ottomane.

<sup>11</sup> Ibid., p. 85.

<sup>12</sup> Ibid., p. 82.

Selon Villet, inspecteur des finances français, détaché auprès du gouvernement beylical,

Sidi Mustapha n'a jamais eu et n'aura jamais d'autre système politique que de piller et de ruiner, à son profit, le pays qu'il gouverne,<sup>13</sup>

avec sa créature Mahmoud Benaiad qui, en 1852, s'était enfoui en France avec les fonds d'une banque qu'il avait ruinée. Un autre personnage tristement célèbre, le caïd Nessim, directeur des Finances, "s'était approprié plus de trois millions"<sup>14</sup> de francs français, détournés du trésor public.

Cette situation de la Tunisie allait cependant connaître quelque redressement avec l'avènement du Premier Ministre Khérédine, patriote sincère, qui, "à Paris avait étudié l'organisation politique des Etats occidentaux".<sup>15</sup> Il a préparé la création, en 1879, du premier hôpital musulman de la ville, l'hôpital Sadiki, ainsi que le collège Sadiki, fondation la plus originale, le 13 janvier 1875, où

cent cinquante boursiers musulmans, internes ou demi-pensionnaires, devaient recevoir un enseignement fondé à la fois sur le Coran et sur l'étude du français ou de l'italien, des mathématiques et des sciences.<sup>16</sup>

---

<sup>13</sup> Ibid., pp. 82-83.

<sup>14</sup> Ibid., p. 183.

<sup>15</sup> Ibid., p. 307.

<sup>16</sup> Ibid., p. 373.

Malgré le modeste programme des études, le bannissement de toute discussion, la réduction de l'étude des matières scientifiques,

cet enseignement n'en constituait pas moins une tentative originale pour concilier les traditions musulmanes et les méthodes de l'Occident, dans un pays qui ne connaissait d'autre formation intellectuelle que la récitation des textes sacrés.<sup>17</sup>

L'intention de Khérédine était de former dans ce collège, véritable pépinière, des fonctionnaires tunisiens diplômés et d'envoyer les meilleurs élèves en Europe poursuivre des études supérieures. Ce sera dans ce collège que le futur leader Habib Bourguiba entreprendra ses études secondaires.

Cette politique stricte et sincère menée par Khérédine, ses talents d'homme d'Etat, son intégrité, son souci de la cause publique, attitudes "si peu répandues dans les milieux tunisiens"<sup>18</sup> en ce temps, ne plaisent ni à l'ex-premier ministre Khaznadar qui, grâce à ses amis de Tunis, à ses agents établis à Paris, et, surtout, à son immense fortune, "put soutenir contre son successeur une campagne de dénigrement et d'attaques systématiques",<sup>19</sup> ni, bien sûr, au Bey accoutumé à la prodigalité, à la somptuosité, à la boisson et à la débauche:

---

<sup>17</sup> Ibid., p. 373.

<sup>18</sup> Propos de Victor VILLET, inspecteur des Finances français, cité dans GANIAGE, Ibid., p. 310.

<sup>19</sup> Ibid., p. 363.

Khéredine mit contre lui l'entourage du prince en proposant de nouvelles économies sur la maison du bey et les pensions des princes. Sa destitution était déjà décidée; il la précipita par son attitude tranchante: le 22 juillet 1877, le Bey lui demandait sa démission.<sup>20</sup>

La cause de cette destitution ne fut pas seulement l'intrigue de Khaznadar et le mécontentement du Bey, mais aussi l'insistance du favori du Bey, Mustapha Ben Ismail, et la provocation du Consul de France, Théodore Roustan dont le plan pour une vaste pénétration économique en Tunisie n'avait pas été accepté par Khéredine, plan devant faciliter l'établissement du Protectorat français.

Mustapha Ben Ismail, prenant donc la succession de Khéredine, avait tout d'abord permis à Roustan de retrouver sa puissance en Tunisie. C'est ainsi que le raccordement de la ligne de chemin de fer reliant Tunis à l'Algérie, fut accordé à la compagnie Bône-Guelma, ce que Khéredine avait refusé déjà à Roustan. A l'encontre de Khéredine, aussi Ben Ismail s'efforça de rompre les liens de vassalité unissant Tunis à l'Empire ottoman. Cette position ne faisait qu'entretenir l'ambition de Roustan qui désirait que la Tunisie s'éloigne davantage de la Porte Sublime pour faciliter l'établissement du Protectorat français. De telles politiques de la part de Ben Ismail s'expliquent par l'influence de Roustan. Ben Ismail, en effet, était dépourvu de toute

---

<sup>20</sup>Ibid., p. 387.

connaissance de l'administration, des affaires publiques et même de toute instruction. Ex-employé "comme serviteur et comme apprenti-perruquier dans des boutiques italo-maltaises" ,<sup>21</sup> il devait, une fois premier ministre, s'adonner au pillage du pays: "Il volait les bijoux du bey et, pour meubler son palais, faisait vider les salles du Bardo."<sup>22</sup> Il avait accaparé plusieurs villas,

24 domaines...situés dans le nord-ouest de la Régence, près de Bizerte, de Mateur ou Béja. L'un d'eux, le domaine Gafour, proche de Téboursouk, qui avait appartenu au Khaznadar, comptait environ 48.000 hectares. Il s'y ajoutait encore 100.000 pieds d'oliviers, 20 boutiques et 2 foundouks dans la ville de Tunis.<sup>23</sup>

Le redressement qu'avait connu l'administration tunisienne pendant le gouvernement de Khérédine fut renversé par celui de Ben Ismail. L'anarchie y régna de nouveau. Les mauvaises méthodes traditionnelles, ressurgissent partout: détournements d'impôts directs perçus par les caïds, à leur profit, brigandage et razzias par les tribus nomades. Les administrateurs des biens habous, suivant l'exemple de Ben Ismail, se mirent à détourner à leur faveur, les fondations dont ils s'occupaient. Même le collège Sadikí n'en avait pas été ménagé.

Toute cette suite de politiques inspirées par l'amour-propre, l'ignorance, le manque de foi et de loi, le

---

<sup>21</sup>Ibid., p. 389.

<sup>22</sup>Ibid., p. 392.

<sup>23</sup>Ibid., p. 392.

désintéressement de l'intérêt public, la prodigalité, les dilapidations, les détournements, la mauvaise gestion, ne faisaient qu'appauvrir politiquement et économiquement le pays. Cet appauvrissement du pays incita Beys, Premiers Ministres, Cour, Acolytes et Créatures, à faire appel au crédit étranger, surtout à Paris et à Londres où

l'argent était abondant et bon marché. Les capitaux accumulés par l'épargne, par les bénéfices du commerce et de l'industrie, devaient se contenter d'une rémunération toujours inférieure à 6% l'an. Les emprunts d'Etat n'offraient guère plus de 4 à 5% et les gouvernements pouvaient se permettre des conversions sans risquer de désorganiser leurs trésoreries.<sup>24</sup>

Mais le gouvernement tunisien une fois endetté n'arrivait plus à s'acquitter de ses dettes et cet endettement toujours croissant avait rendu la Régence plus dépendante des puissances étrangères et surtout de la France dont plusieurs sociétés (la maison Erlanger: projets de travaux publics; la société des Batignolles: construction de locomotives; Société Marseillaise de Crédits: acquisition des vastes propriétés de Khéredine), s'installèrent en Tunisie.

Le peuple spolié, le Bey et le gouvernement dans l'embarras, corrompus et sans puissance, la France trouva, en fin de compte, l'occasion propice d'établir son protectorat sur la Tunisie et de réaliser son rêve: parvenir à

---

<sup>24</sup> Ibid., p. 172.

faire de la Tunisie une colonie française pour consolider sa puissance et donner plus de sécurité à l'"Algérie de la France"! Projet prémédité déjà lors du Congrès de Berlin, le 13 juin 1878, qui avait réuni la France, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Autriche-Hongrie, la Russie, l'Italie et la Turquie, pour mettre fin à la crise balkanique ouverte depuis 1875:

Si on avait bien fouillé les poches de M. Waddington\* à son retour de Berlin, on y aurait peut-être trouvé la clef de la Tunisie.<sup>25</sup>

Ainsi, sous prétexte de mettre à l'abri, d'une façon durable, la sécurité et l'avenir de l'Algérie, de la "France africaine" et sous prétexte de châtier les trois cents Khroumirs armés tunisiens (ces derniers avaient pénétré en Algérie pour venger un des leurs, "voleur de bétail", abattu par des Algériens), les troupes françaises dirigées par le général Bréart, avaient envahi la Tunisie. Elles forcèrent ainsi le Bey Mohamed es Sadok de signer, le 12 mai 1881, la convention connue sous le nom de Traité du Bardo, établissant officiellement le protectorat français sur la Tunisie:

Nous ne saurions trouver, écrit Roustan, une meilleure occasion pour agir ici et pour agir seuls.<sup>26</sup>

---

\* Le délégué de la France.

<sup>25</sup> Ibid., p. 421.

\*\* L'expression est de Jules Ferry, Président du Conseil français.

<sup>26</sup> Ibid., p. 537.

Ces événements en Afrique du Nord n'avaient pas entraîné une crise internationale. Aux appels du bey, aucun pays ayant un consul à Tunis n'avait répondu, à part quelque "mauvaise humeur" de l'Angleterre et certaine "émotion" en Italie et en Turquie, mère de la Régence. Il est vrai que Bismarck, lors du Congrès de Berlin, avait encouragé discrètement la France à coloniser la Tunisie, pour faire oublier aux Français la perte de l'Alsace-Lorraine. Et, le 4 janvier 1879, au comte de Saint-Vallier, envoyé de Waddington, Ministre français des Affaires Etrangères, venu sonder les dispositions du chancelier dans l'affaire tunisienne, Bismarck lui déclara:

Je crois que la poire tunisienne est mûre et qu'il est temps pour vous de la cueillir; l'insolence du Bey a été le soleil d'août de ce fruit africain qui pourrait maintenant se gâter ou être volé par un autre si vous le laissez trop longtemps sur l'arbre; mon désir est de vous donner des gages de bon vouloir dans les questions qui vous touchent et où il n'y a pas d'intérêts allemands opposés aux vôtres...<sup>27</sup>

En plus du facteur de l'Alsace-Lorraine, il y avait aussi un autre qui avait poussé à cette expédition tunisienné, c'est que

Jules Ferry avait surtout voulu s'assurer, vis-à-vis de l'opinion française, un succès extérieur à la veille des élections générales, au printemps de 1881...<sup>28</sup>

---

<sup>27</sup> Ibid., p. 439.

<sup>28</sup> Ibid., p. 542.

Donc, la colonisation de la Tunisie ne fut pas la conséquence d'une décision d'un simple groupe de colons français, mais d'une décision prise par la France puisqu'elle fut votée par l'Assemblée Nationale française et approuvée par presque tous les députés à l'exception de Clémenceau qui, n'ayant pu être persuadé par les arguments de Jules Ferry, déclarait devant la Chambre des députés:

Je ne vois pas là...l'institution de grands débouchés pour notre commerce, la création de comptoirs ou d'établissements industriels, rien, en un mot qui ressemble à la légitime exploitation des ressources du sol tunisien. Je n'aperçois, dans toutes les entreprises dont j'ai parlé, que des hommes qui sont à Paris, qui veulent faire des affaires et gagner de l'argent à la Bourse...Ces affaires là peuvent intéresser des particuliers. Mais elles n'intéressent pas l'honneur national et je dis que ce n'est point pour de telles affaires qu'il fallait engager une lutte avec le bey de Tunis et créer la crise qui a amené l'expédition.<sup>29</sup>

S'il eut aussi quelques résistances, Jules Ferry n'en recueillit pas moins "la confortable majorité de 322 voix contre 124".<sup>30</sup>

La cause essentielle de l'expédition tunisienne, croyons-nous, ne réside pas dans le soutien de Bismarck à la France pour que celle-ci oublie l'affaire de l'Alsace-Lorraine, ou dans la soi-disant rébellion des Khroumirs, ou dans la trahison du Cabinet Ferry qui veut gagner coûte-que-coûte

<sup>29</sup> Ibid., p. 553.

<sup>30</sup> Ibid., p. 543.

les élections générales; ou dans l'établissement de débouchés pour le commerce et l'industrie de la France, ou dans l'association de Gambetta et Roustan pour gagner une grande fortune, ou dans les appétits des sociétés Batignolles, Bône-Guelma, Société Marseillaise ou autres prétextes. Elle réside plutôt dans la corruption du milieu beylical tunisien lui-même. Exagération dans la soif de l'argent à se procurer par n'importe quel moyen: vol, dilapidation, détournement. Absence de responsabilité, d'abnégation, de souci pour la cause nationale, pour le progrès du peuple, absence d'amour patriotique. Le milieu beylical fut la cause de la perte de cette partie infime restante de la souveraineté fondée par le génie de Carthage.

Même les préceptes de la religion musulmane n'empêchèrent pas la corruption des beys! L'Islam dénonce l'amour-propre, l'abus dans toute chose; mais les beys n'en faisaient que le contraire. Et ne mentionnons pas les règles de la méthode, de l'organisation et du raisonnement que Descartes, par exemple, nous trace fort bien, et avant lui, Aristote commenté au XIIe s. par le philosophe arabe Averroès. Aristote aussi parlant de l'amour de la propriété, de l'argent, nous enseigne à nous éloigner de l'amour-propre, de l'exagération:

Le charme de la propriété est inexprimable.  
 Ce n'est point en vain que chacun s'aime soi-même;  
 cet amour est inné: il n'y a de répréhensible  
 que l'excès qu'on nomme amour-propre, qui consiste  
 à s'aimer plus qu'il ne conviendrait...<sup>31</sup>

Pourtant, nos beys ont vécu après Aristote, après Descartes!

Laissons cette méthode occidentale ignorée ou omise par nos beys, et parlons seulement des préceptes musulmans, religion de nos beys. Eh bien! l'Islam dit: "L'amour de la patrie fait partie de la croyance en Dieu". Les comportements des beys éloignaient tout aspect d'amour pour la patrie. S'ils avaient respecté seulement et seulement cette règle, ils auraient pu maintenir ce vestige de la grande souveraineté de Carthage et même le consolider jusqu'à la récupération totale; mais ils ne l'ont pas fait, et ils ont ignoré la patrie et la religion. Les comportements des beys ne faisaient qu'exacerber l'ambition des colonialistes français, ambition qui se manifestait clairement chez beaucoup de Français.

Or il faut bien noter, ici, que ce projet de colonisation qui allait triompher grâce à la corruption locale, allait être encouragé par l'opinion française animée par bien des hommes de lettres et des intellectuels qui se firent les propagandistes de la colonisation, de la dépendance et de l'exploitation.

---

<sup>31</sup> ARISTOTE, La Politique, Editions Gonthier, Paris, 1971, p. 231.

Citons, à titre d'exemple, Prevost-Paradol, auteur d'"Etudes sur les moralistes français" et membre de l'Académie française, qui écrivait en 1868:

Puisse-t'il venir bientôt ce jour où nos concitoyens, à l'étroit dans la France africaine,<sup>32</sup> déborderont sur le Maroc et la Tunisie et fonderont enfin cet empire méditerranéen qui ne sera pas seulement une satisfaction pour notre orgueil, mais qui sera certainement, dans l'état futur du monde, la dernière ressource de notre grandeur.<sup>33</sup>

Prevost-Paradol est dans l'erreur: ses concitoyens ne "fonderont" pas cet empire méditerranéen, parce qu'il avait été déjà fondé par Carthage et que cet Etat de Carthage, comme nous l'enseigne l'histoire et comme le précise Jean Poncet, est "plus ancien qu'aucun autre en Occident".<sup>34</sup>

Le Protectorat français établi, les autorités françaises commencèrent à remettre de l'ordre dans la situation financière en remboursant la dette. Mais ceci allait permettre la mainmise des autorités françaises sur l'administration et les finances publiques. La fonction publique était tenue presque entièrement par les Français. Les indigènes y étaient rares.

---

<sup>32</sup> Il s'agit ici de l'Algérie colonisée déjà par la France, depuis 1830.

<sup>33</sup> François BOURNAND, Tunisie et Tunisiens, Edition J. Lefort, Paris, 1893, p. XII.

<sup>34</sup> Jean PONCET, La Tunisie à la recherche de son avenir, Editions Sociales, Paris, 1974, p. 8.

Les Français vont d'autre part imposer le développement d'une économie capitaliste et sa suite: la concentration de la propriété et de la richesse. Cette richesse était orientée à l'étranger en exploitant la terre et les indigènes. Et de cet essor économique ne tiraient profit, bien sûr, que les exploitants; les Tunisiens ne faisaient que s'appauvrir par les péages, les fermages et l'usure

— dans cette Tunisie où l'exploitation de classe moderne se doublait d'une exploitation coloniale. Il a été sensible et perçu, comme dans tous les pays dépendants ou colonisés, à partir du moment où l'essor même d'un secteur économique et social entièrement dominé par l'étranger, maître politique, s'est avéré incapable de résoudre aucun des problèmes majeurs posés par la destruction ou la marginalisation de la société traditionnelle, restée entièrement tunisienne.<sup>35</sup>

Les occupants colonialistes ne s'intéressaient donc que peu au développement de la Tunisie. Même s'il se manifeste un certain progrès démographique et économique, il se fait au profit des Français: transactions commerciales et opérations industrielles effectuées surtout aux endroits où ils résidaient (Tunis, Bizerte, Sousse, Sfax); politique de peuplement (beaucoup de Français viennent s'établir en Tunisie); production agricole (tous les grands et fertiles domaines territoriaux accaparés par les colons français);

---

<sup>35</sup> J. PONCET, Ibid., p. 36.

ressources minières, équipement routier, ferroviaire et portuaire, etc. (déterminés exclusivement par les intérêts des colons).

Par contre, les régions du

centre et du Sud contrastaient plus ou moins avec ces secteurs géographiques favorisés, par le mauvais état où l'insuffisance des infrastructures les plus élémentaires (routes, écoles, services de la santé publique). Les hôpitaux ou les établissements d'enseignement secondaire construits en dehors de Tunis, Bizerte, Sousse et Sfax n'ont commencé à l'être et très au ralenti que dans les dernières années du Protectorat (béja, Le Kef).<sup>36</sup>

Les autorités françaises en Tunisie ne se sont pas limitées seulement à en tirer des richesses, mais elles établirent un programme de prime pour encourager les Tunisiens musulmans à changer de nationalité, et à se naturaliser français. Il y eut des naturalisés. Mais des soulèvements populaires se produisirent lors de leur enterrement aux cimetières du territoire, comme le décrit Charles-André JULIEN, spécialiste en Histoire de la colonisation:

Pour la première fois, la force armée et le peuple tunisien en venaient aux mains. Il y eut huit morts français et italiens, mais on ne connut jamais le nombre de morts tunisiens. L'état de siège, aussitôt proclamé, ne fut levé qu'en 1921. 35 manifestants furent condamnés, dont sept à mort.<sup>37</sup>

---

<sup>36</sup> Ibid., p. 38.

<sup>37</sup> Charles-André JULIEN, L'Afrique du Nord en marche, Edition René Julliard, Paris, 1972, p. 65.

Mais ce n'est qu'après un quart de siècle de Protectorat que va se former un début d'opposition structurée avec la formation d'un mouvement national:

En 1907, rapporte André RAYMOND, Béchir Sfar, un notable, organisait avec l'avocat Ali Bach Hamba, le parti des Jeunes Tunisiens. Rejoints en 1909 par le Cheikh Taalbi, ils prirent dans le journal, Le Tunisien, la défense des intérêts indigènes.<sup>38</sup>

En 1920, Taalbi fit paraître la Tunisie Martyre: c'est un ensemble de revendications, sous le nom de Destour, réclamant:

Les libertés fondamentales et l'égalité, le retour à un régime constitutionnel les garantissant contre l'arbitraire, l'organisation de municipalités, des réformes administratives, l'enseignement obligatoire en arabe, la reconnaissance du droit de propriété des Tribus sur les territoires qu'elles occupaient...<sup>39</sup>

Mais ces revendications ne renfermaient pas l'indépendance nationale. Il s'agissait tout simplement de revendications sociales. Si les dirigeants de ce Mouvement National tunisien, Le Destour, ne mentionnèrent pas "l'indépendance" dans leur programme, c'est que ce groupe n'était qu'une

bourgeoisie, comme l'écrit Pierre Rossi, une sorte d'alliée du protectorat, elle n'est encore qu'à demi convaincue de la viabilité d'une Tunisie indépendante; sa résistance ressemble davantage à la quête d'un compromis qu'à un mouvement de libération. Même lorsqu'elle crée le Parti Destourien, en 1920, c'est avec l'intention de composer avec le protectorat; il n'est pas dans ses intentions de créer un mouvement populaire de masses.<sup>40</sup>

<sup>38</sup> RAYMOND, la Tunisie, P.U.F., Paris, 1971, p. 54.

<sup>39</sup> André RAYMOND, la Tunisie, P.U.F., Paris, 1971, p. 55.

<sup>40</sup> Pierre ROSSI, La Tunisie de Bourguiba, Edition Kahia, Tunis, 1967, pp. 29-30.

C'est l'entrée en scène du jeune tunisien Habib BOURGUIBA, qui va bouleverser cette situation et modifier radicalement le Destour et le destin de la Tunisie. En effet, c'est avec lui que l'indépendance nationale, la libération de la Tunisie, va devenir la première revendication et la voie du progrès social.

## CHAPITRE II

### L'engagement politique

et

#### la formation de la pensée d'Habib BOURGUIBA

Ce n'est pas par hasard qu'Habib Bourguiba va s'engager dans la lutte contre le colonialisme français et se consacrer à la défense et au développement de son pays. C'est l'aboutissement d'un long cheminement qui commence dès son enfance.

En effet, très tôt, Habib découvre que sa famille vivait dans l'embarras:

Mon père, écrit-il, m'envoyait chercher les provisions. Il achetait à crédit chez deux commerçants de ses amis...Je me rendais donc au magasin de Hamouda Chekir ou à celui de Amor Letaief pour me faire livrer un demi-litre de pétrole ou une livre de riz...<sup>1</sup>

D'où vient cette indigence? Eh Bien! des beys et de leur suite dont nous avons parlé dans les pages précédentes.

Notre malheur, raconte Bourguiba, venait de plus loin. Notre situation compromise remontait à 1864 date de la révolte contre le pouvoir des Beys et à la répression du Général Zarrouk qui l'avait suivie...Les exactions du Général Zarrouk étaient à l'origine de la ruine de notre famille. On se souvient que Monastir a sympathisé avec les rebelles et a refusé de lever des soldats pour appuyer l'armée beylicale.<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup>Habib BOURGUIBA, Ma Vie, Mes Idées, Mon Combat, pp. 9-10.

<sup>2</sup>Ibid., p. 13.

Après avoir achevé ses opérations à Sousse, l'armée de Zarrouk fit son entrée à Monastir et campa, face à la porte ouest, à l'emplacement actuel du jardin zoologique qui était connu, à l'époque, sous le nom de El Mandra... Mon père avait une quinzaine d'années à l'époque. Mon grand-père, Hadj Mohamed Bourguiba, n'en avait que quarante... Pour contraindre les habitants de se dessaisir de leurs biens, Zarrouk fit mettre aux fers et aux carcans quelques notables, dont mon grand-père. Leur supplice dura je ne sais combien de jours. Puis, ma famille empila, dans un drap, tous ses bijoux et tous ses titres de propriété. Elle confia à mon père le soin de remettre le tout à Zarrouk, pour obtenir la libération de mon grand-père. Il se rendit donc au camp où de nombreuses tentes étaient dressées. Sur l'une d'elles flottait un drapeau. C'était celle du Général Zarrouk qui s'empara alors de toute notre fortune et libéra ses prisonniers. Une dizaine de jours, plus tard, mon grand-père mourut victime du choc qu'il avait subi... Mon père lui-même ne put échapper à l'oppression. Il fut enrôlé de force dans l'armée de Zarrouk où il passa dix-neuf ans, les années les plus longues et les plus dures de son existence.<sup>3</sup>

Son père, gardant toujours des souvenirs atroces de cette période d'oppression, ne cessait de recommander à Habib de s'instruire pour échapper à cet enrôlement forcé.\* Mais faute de moyens, Habib dut quitter à l'âge de cinq ans, la maison familiale de Monastir pour aller rejoindre son frère

---

<sup>3</sup> Ibid., pp. 15 et 16.

\* Au temps du Protectorat, celui qui détient le Certificat d'Etudes Primaires, est exempté du service militaire.

M'Hamed qui travaillait à Tunis. Là-bas, il fréquenta l'annexe du collège Sadiki pour ses études primaires. Cette situation de sa famille, de sa mère, lui fut bien amère. Et, comment non! Où est cette affection maternelle qui apporte à l'enfant la sécurité et le calme imperturbable?

Si je me sens toujours ému jusqu'aux larmes, quand j'évoque le souvenir de ma mère, c'est parce que j'ai dû la quitter à l'âge de cinq ans. Je ne la revoyais qu'au bout de neuf mois lors des grandes vacances lorsque je rentrais à Monastir. J'étais pourtant si jeune.<sup>4</sup>

Indigence de famille provoquée par Zarrouk, nostalgie d'amour maternel: phénomènes frustrants et traumatisants que rencontrait Bourguiba dès son enfance. Traumatismes qu'allaient accentuer les événements de 1911 et de 1912.

Bourguiba, un jour, passant par le boulevard Bab Menara à Tunis, avait trouvé la place de la Kasbah investie par un régiment de Zouaves, à la suite des incidents sanglants produits au cimetière musulman du Jellaz, au moment de l'immatriculation de ce cimetière par la municipalité de Tunis. Zouaves et Tunisiens s'affrontèrent, ce qui entraîna plusieurs condamnations de Tunisiens par la justice française. Un d'entre-eux, Jarjar, fut même condamné à la peine capitale et guillotiné, en public, à la place de Bab Saadoun, en 1912:

---

<sup>4</sup>Ibid., p. II.

Quelques Français, observe Bourguiba, présents, applaudissaient au spectacle horrible des dernières convulsions d'un corps décapité, baignant dans une mare de sang. Cette exécution publique visait à terroriser les Tunisiens.<sup>5</sup>

C'est alors que Bourguiba sentit, au sein de lui-même, "gronder la révolte".

Cette même année (1912), Habib fut choqué de la déportation de quelques Tunisiens: Ali Bach Hamba, Noomane, qui avaient créé "le mouvement réformiste" et qui collaboraient à la rédaction du journal nationaliste "Le Tunisien". Cette déportation faisait suite au boycottage des tramways par les Tunisiens en colère après l'écrasement d'une fille tunisienne.

De 1907 à 1912, Habib ne faisait donc que traverser des événements douloureux et tristes: pauvreté, manque d'affection maternelle, troubles du Jellaz, exécution du Tunisien Jarjar, déportation et exil des collaborateurs du journal Le Tunisien, etc.

Notre jeune Habib éprouvait de la joie en 1913, joie suscitée par l'assurance de son avenir dont se souciait constamment sa mère, Fattouma, qui espérait ardemment voir son enfant Habib obtenir un emploi de traducteur, à l'instar de ses deux frères (c'était le plus haut grade auquel tendaient, en ce temps là, les jeunes Tunisiens). Et cela était d'autant plus important qu'Habib était le cadet de la famille, et

---

<sup>5</sup>Ibid., p. 18.

comme tel comme un supplément indésirable pour cette famille nombreuse et indigente, dont le chef était âgé et diabétique.

Cette joie qui s'expliquait par son succès au Certificat d'Etudes Primaires et par son passage à l'enseignement secondaire au même collège Sadiki, n'allait malheureusement pas durer longtemps, car, cette même année, une grande catastrophe va le bouleverser de fond en comble: la mort de sa mère!

Le grand événement, dit Bourguiba, qui a profondément marqué pour moi cette même année 1913 et qui, jusqu'à ce jour et jusqu'à ma mort, ne cesse et ne cessera d'être douloureusement présent, ce fut la mort de ma mère. La pauvre femme vivait dans l'inquiétude perpétuelle de mon avenir. Elle ne savait, au juste, comment vivrait son enfant après elle. La mort l'a surprise à cinquante ans.<sup>6</sup>

Quelle dure épreuve! Nous ne croyons pas qu'il y a une épreuve plus douloureuse et plus traumatisante que celle de la perte d'une mère. Pouvons-nous dire ici que cette mort a préparé Bourguiba d'abord leader, ensuite président, à supporter les innombrables épreuves qu'il a rencontrées dans sa vie! De chaque épreuve, constatons-nous, le Combattant Bourguiba sort plus résolu, plus courageux, plus tenace, plus sage et, surtout, plus disposé au sacrifice. Et quel sacrifice!

Dès la fleur de l'âge, il s'est adonné à la cause publique. Cet amour perdu, occasionné par la mort de sa mère,

---

<sup>6</sup>Ibid., pp. 28-29.

s'est-il transformé en amour patriotique, qu'il va récupérer chez le peuple? Cet amour à la patrie et au peuple prend, à notre avis, toute sa signification dans la récupération par Bourguiba, de la République de Carthage. Quelle abnégation! Toujours debout, Bourguiba n'a jamais fléchi sous les épreuves de lutte pour la cause nationale; mais il ne fléchit que devant une chose: le souvenir de sa mère:

Le décès de ma mère, dit-il, m'a profondément bouleversé. J'en fus marqué d'une façon indélébile. On sait à quelles dures épreuves je fus soumis au cours de mon existence. Mes compagnons de lutte m'avaient abandonné et s'étaient transformés en témoins à charge devant l'officier instructeur De Guerin. J'ai connu la déportation à la Galite et à l'île de Groix; l'éloignement à Borj Le Boeuf en plein désert. Jamais je n'ai faibli. Mon cœur était toujours d'acier. Je résiste à toutes les tourmentes. Mais chaque fois que je vais me recueillir sur la tombe de ma mère, je me sens devenir un petit enfant avide de tendresse maternelle et je ne peux m'empêcher de faiblir, moi, l'homme irréductible. Je souhaite ardemment quand je serais rappelé à Dieu pouvoir retrouver ma mère dans l'autre monde afin d'apaiser, à ses côtés, cette soif de tendresse, maternelle que je n'ai pas étanchée.<sup>7</sup>

Habib, enfant, faisait donc l'expérience de sentiments d'indignation, d'oppression, de révolte, de souffrance: exactions de Zarrouk, décapitation de Jarjar, mort prématurée de sa mère. Mais très jeune encore, allait s'y ajouter l'expérience du patriotisme que l'exemple de son père allait

---

<sup>7</sup> Ibid., p. 30.

lui faire découvrir dès 1917 à l'occasion des funérailles de Béchir Sfar. Il y assiste en compagnie de son père qui, à force de pleurer de chagrin, avait attiré l'attention de quelques gens qui l'avaient pris pour un proche parent du défunt.

A ce moment, le jeune Habib comprit que son père nourrissait des sentiments patriotiques indéniables, car Béchir SFAR était un patriote intellectuel. C'était lui qui avait créé la Khaldounia (école libre, son nom dérive de celui d'Ibn Khaldoun, le grand historien tunisien). Cette école ouvrait aux étudiants de la Zeitouna (école de théologie musulmane), habitués aux études scolastiques, de nouveaux horizons, de nouvelles disciplines. Béchir Sfar y enseignait l'histoire, cours traduisant des sentiments nationalistes. Le jeune Habib a donc constaté, ce jour des funérailles de Sfar, que les larmes de son père avaient de l'effet sur lui:

Je ne me souviens pas, dit-il, l'avoir interrogé sur les motifs de ces larmes. Mais cet événement m'avait profondément frappé et contribué à susciter en moi un vif sentiment patriotique.<sup>8</sup>

Comme les ascendants délèguent à leurs descendants des sentiments divers! Ces sentiments bons ou mauvais influenceront énormément notre vie.

Ce sentiment patriotique éprouvé par le jeune Habib ne faisait que s'affirmer. En 1919, toujours au collège Sadiki,

---

<sup>8</sup> Ibid., p. 24.

animé déjà de sentiments nationalistes, il s'était empressé avec quelques camarades de rendre visite au Tunisien, Cheikh Thaalbi, de retour d'Orient, pour le remercier de son livre intitulé: "La pensée libre en Islam", écrit avec l'avocat Ben Attar. Les sentiments nationalistes que nourrissait le jeune Habib, commencèrent donc à se manifester, à marquer sa personnalité, à orienter et à concrétiser sa pensée. Cette décision d'aller rencontrer le Cheikh Thaalbi, fut donc le premier acte de caractère politique auquel le jeune Habib avait participé, car le retour d'Orient de Thaalbi

était un événement qui, à l'époque, avait sensibilisé l'opinion. Surtout que le personnage avait fait parler de lui à la suite de ses anciens démêlés avec le Tribunal du Charaa (lois musulmanes). Son écrit avait suscité contre lui une levée de boucliers générale et failli<sup>9</sup> lui coûter d'être envoyé à la potence.

Par cet acte, le jeune Habib approuve donc l'esprit réformateur (réformes apportées par Thaalbi dans l'Islam). Mais, sera-t-il borné à ces réformes à l'instar des nationalistes déclarés avant lui: Béchir Sfar, Cheikh Thaalbi, Mohieddine Klibi, Mohamed Mehiri, Salah Farhat...? Point du tout. Le futur leader Bourguiba va apporter une nouvelle méthode de lutte et une nouvelle doctrine ébranlant de fond en comble non seulement les autorités coloniales, mais aussi ces vieux nationalistes qui vont devenir ses adversaires et même surtout ses futurs compagnons de lutte (Mahmoud Materi,

---

<sup>9</sup>Ibid., pp. 53-54.

Tahar Sfar, Bahri Guiga, Hassouna Ayachi, Dhaou el Mokh et son frère Ahmed).

Tout ce qui touche le peuple, tout ce qui sensibilise l'opinion publique, affecte profondément le jeune Habib: le voici qui se hâte de voir le Cheikh Thaalbi, de participer à la grande manifestation allant de Tunis à la Marsa, secouant tout le peuple et particulièrement la jeunesse:

Souffrant d'un abcès au pied, dit-il, je me rappelle avoir attaché ma chaussure à mon pied déchaussé, m'être joint aux manifestants et avoir parcouru, dans cet état, le trajet de Tunis à la Marsa où était la résidence du Bey.<sup>10</sup>

Tel handicap ne l'avait pas empêché de parcourir cet espace de 17 kilomètres séparant Tunis de la Marsa. Tel comportement nous laisse distinguer le caractère militant bourguibien de celui du Cheikh Thaalbi, chef du Parti Destour.

Thaalbi avait été surpris avec un rabbin, lors même du déroulement de cette manifestation nationale, enfermé dans le cabinet du Maître Salah Farhat, l'un des dirigeants du Destour, en train

d'établir des adhésions au Parti et d'en percevoir le montant. Il accueillait sans distinction des musulmans et des israélites auxquels il faisait prêter serment respectivement sur le Coran et la Thora.<sup>11</sup>

---

<sup>10</sup>Ibid., p. 57.

<sup>11</sup>Ibid., p. 58.

Où sont donc ce sacrifice, ce courage, cette avant-garde, dont se qualifient les vrais Chefs des Partis? Rien de cela dans ce comportement de Thaalbi! Mais c'étaient eux, Cheikh Thaalbi et ses amis qui avaient provoqué cette manifestation en publiant dans leur journal Essawab, l'annonce de l'abdication du Bey. Telle abdication constituait, selon eux, un soutien pour leurs revendications.

Mais il n'y avait pas eu d'abdication et le journal Essawab fut suspendu, accusé de propager des informations erronées.

Contre la suspension de ce journal, le jeune Habib Bourguiba, poursuivant ses études au lycée Carnot, avait réagi d'une manière énergique par un télégramme qu'il a adressé avec son camarade Habib Jaouahdou, au Représentant de la France: "Protestons énergiquement contre suspension journal Essawab", ont-ils écrit. A la suite de ce télégramme, Bourguiba devait avoir une grande déception, celle de voir ses camarades de classes et ses compagnons se dérober à leurs responsabilités.

Ce télégramme a failli nous valoir un renvoi. Nous l'avions signé au nom de nos camarades tunisiens. Une fois le message expédié, aucun d'eux n'a accepté d'en contresigner le texte. Tous se sont dérobés en invoquant les prétextes les plus divers. Laroussi Chahed et tant d'autres craignaient pour leurs pères, dont certains fonctionnaires, les représailles du pouvoir. Ce fut mon premier choc, ma première déception. Heureusement qu'on ne m'a pas renvoyé.<sup>12</sup>

---

<sup>12</sup>Ibid., p. 60.

Agir de cette manière étant encore étudiant, c'est sortir de l'ordinaire; c'est manifester une âme qui méprise le danger, car elle est mue par un idéal qui l'emporte.

Le jeune Habib allait poursuivre ses études pour mieux se préparer à le réaliser. D'abord, il reçoit une parfaite initiation à la langue française. Cette langue qui lui permettra de mieux lutter efficacement contre le colonialisme. Elle lui donne très tôt l'occasion de mettre en relief la personnalité tunisienne.<sup>13</sup>

Si Bourguiba garde le souvenir de Collières qui se sentait fier d'avoir serré la main de Victor Hugo, c'est qu'il lui avait inculqué l'art de la rédaction française.

Et si j'ai appris, ajoute Bourguiba, à rédiger des articles dont l'articulation parfaite et l'équilibre harmonieux suscitent l'admiration, c'est bien à lui que je le dois.<sup>14</sup>

Remarquons ici que Bourguiba sera, lui aussi, durant la lutte, influencé par Victor Hugo, surtout dans ces vers qui vont lui servir de réconfort quand il sera banni de son pays:

J'accepte l'âpre exil, n'eût-il ni fin ni terme,  
Et je vivrai proscrit, voulant rester debout.<sup>15</sup>

<sup>13</sup> Dans trois articles parus les 11 janvier, 1er et 23 février 1929, sous les titres "Le Voile", le "Durellisme" I et II, dans le journal L'Etendard Tunisien dirigé par Chédli Khairallah.

<sup>14</sup> Habib BOURGUIBA, Ma Vie, Mes Idées, Mon Combat, p. 34.

<sup>15</sup> Ibid., p. 133.

Quant à sa formation en arabe, il la doit à Mohamed Lasram:

Il nous avait communiqué, dit Bourguiba, l'amour de la langue arabe, celle des écrivains et des poètes authentiquement arabes... Je dois reconnaître que grâce à lui que nous avons appris, depuis, à nous'exprimer et à rédiger en arabe classique.<sup>16</sup>

Bien qu'il avait réussi au Brevet Élémentaire d'Arabe, au collège Sadiki, Bourguiba n'y avait pas terminé ses études secondaires à cause d'une infection pulmonaire. Il avait dû le quitter pour aller rejoindre son frère aîné Mohamed, auxiliaire médical au Kef, animateur de théâtre et ancien directeur de la troupe dramatique Ech-Chahama.

Cette maladie avait pu être profitable à Bourguiba, car, de retour du Kef après y avoir passé un an et demi, il s'est vu dans l'impossibilité de rejoindre le collège Sadiki. Le hasard avait joué son grand rôle: "Il a été question, dit Bourguiba, de me placer comme garçon épicier ou comme un ouvrier agricole."<sup>17</sup>

Son frère Mahmoud l'en avait sauvé en l'inscrivant au lycée Carnot (lycée français), où il allait retrouver Tahar SFAR, son ancien camarade du collège Sadiki, son futur compagnon de lutte, découvrir aussi les mathématiques:

---

<sup>16</sup> Ibid., p. 35.

<sup>17</sup> Ibid., p. 44.

"...J'obtins, dit-il, la meilleure note en mathématiques et me classai avant tous les autres élèves de toutes nationalités".<sup>18</sup>

Passionné par les mathématiques, Bourguiba a réussi la première partie du Baccalauréat en tête de liste, figurant dans le journal "Le Courrier de Tunisie" de juillet 1924. Cette réussite lui a permis d'avoir confiance en lui-même, de s'assurer de sa "supériorité intellectuelle sur les autres élèves appartenant à différentes nationalités."<sup>19</sup>

Malgré cette supériorité, on lui interdisait -étant de nationalité tunisienne-, de fréquenter certains cafés, "La Lorraine", par exemple, réservés aux non-indigènes. Cette discrimination le touchait énormément.

Il y avait, dit-il, une ségrégation raciale qui me choquait profondément. Les Tunisiens, quel que soit le degré de leur instruction, n'étaient pas tolérés dans ces lieux publics. Pourtant, bien que Tunisien, j'avais administré la preuve de ma supériorité intellectuelle sur les autres élèves appartenant à différentes nationalités.<sup>20</sup>

Touché par cette ségrégation et toujours animé de sentiments patriotiques et à la recherche de la consolidation et de l'élévation de ces sentiments non mystifiés, de leur communication aux autres, à ses citoyens, il prit la décision amère- puisqu'elle l'obligeait de s'éloigner de sa passion

---

<sup>18</sup> Ibid., p. 47.

<sup>19</sup> Ibid., p. 48.

<sup>20</sup> Ibid., p. 48.

première, les mathématiques, de s'inscrire à la section "philosophie".

Cela montre que le jeune Habib se préparait déjà à la grande bataille qu'il va entreprendre.

Il s'agissait pour moi, dit-il, d'aborder une nouvelle discipline faite de nuances et qui n'a pas la rigueur sèche des mathématiques où deux et deux font toujours quatre. La philosophie aborde, en effet, des problèmes complexes qui doivent ouvrir des horizons nouveaux à mon esprit avide de connaissances.<sup>21</sup>

La philosophie sera l'une de ses armes qui lui ont permis de surmonter les obstacles rencontrés sur le chemin tant piégé menant à la liberté et à la dignité de son peuple. Ce n'est pas étrange donc de voir le jeune Habib, en classe terminale, "passionnément épris de philosophie" traitant surtout de "la morale". Et à l'examen de la deuxième partie du Baccalauréat, il fut "déclaré premier avec mention Bien", l'emportant sur son condisciple français, Augustin Barbe. Bourguiba garde un numéro mis sous cadre du journal "Le Courrier de Tunisie" où ces résultats ont été publiés.<sup>22</sup>

Comme cet idéal auquel aspirait profondément le jeune Bourguiba, était ancré dans son esprit! Ces succès successifs et excellentes promesses, cet empressement à la recherche du beau, de la vertu, cette convoitise d'attachement à tout ce qui est patriotique, pour quel objectif s'emploient-ils?

---

<sup>21</sup>Ibid., p. 48.

<sup>22</sup>Ibid., p. 50.

Pour acquérir des richesses? Non. Plutôt pour l'amour patriotique, comme nous l'avons constaté dans la vie d'Habib en ville, au collège et au lycée.

Ni la pauvreté de son père, ni le manque d'enthousiasme de ses frères, ne vont l'empêcher de poursuivre des études supérieures! Mais, où? A Alger comme le faisaient, en ce temps là, la plupart de Tunisiens et comme lui a proposé son frère Mahmoud?. A ce projet, Habib s'opposa. Il préférerait aller à Paris, connue pour ses opinions libérales, mais d'où venaient, par contre, cette oppression subjuguant son peuple.

C'est à Paris, dit-il, que je voulais poursuivre mes études pour connaître la France dans sa manière de vivre et de gouverner pour pénétrer aussi les secrets de son organisation administrative, politique et parlementaire.<sup>23</sup>

Habib agit toujours sous la motivation de ses sentiments patriotiques; en effet, il s'inscrit, en novembre 1924, à la Faculté de Droit à Paris. A un ami, Othman Kaak, rencontré en 1921, au Kef, Bourguiba dit un jour:

Tu t'occupes de la littérature. Moi aussi j'aime la littérature, je l'adore. Mais, j'ai un autre projet. Je me propose d'entrer à la Faculté de Droit pour lutter contre la France.<sup>24</sup>

---

<sup>23</sup> Ibid., p. 50.

<sup>24</sup> Ibid., p. 42.

En s'inscrivant à la Faculté de Droit, Habib commença donc à réaliser son projet. De cette résolution, s'annonçaient déjà la fermeté de Bourguiba, son intégrité, sa perspicacité, sa clairvoyance, sa patience, sa tenacité, l'affirmation de ses sentiments nationalistes et surtout son grand amour à la patrie, cette patrie qui va prendre sa jeunesse, son adolescence et sa vieillesse.

Et le séjour à Paris sera bénéfique pour développer et approfondir la personnalité et l'intelligence du futur leader de la Tunisie et lui permettre de réaliser ce qu'il porte en lui. Par exemple, s'agit-il de hasard si dès son arrivée à Paris, le jeune Habib se trouve devant une imposante manifestation populaire à l'occasion du transfert des cendres de Jean Jaurès au Panthéon, conduite par le Président du Conseil, Edouard Herriot, qui venait d'être élu sous les couleurs de Cartel de la Gauche? Immédiatement, il découvre la puissance du socialisme, les sentiments populaires qui l'animent, ce qui aiguise encore plus son sens de l'humanité et du peuple.

Etant avide de connaissance, Bourguiba s'est mis à découvrir Paris, à visiter les établissements d'enseignement supérieur et surtout cette vénérable institution, La Sorbonne, où il avait remarqué devant la porte, le buste du père du positivisme, Auguste Comte. Et ce fut une grande émotion en lisant la maxime inscrite sur sa statue: "Vivre pour autrui".

Et comment non! N'est-ce pas lui, Habib, tout jeune encore, s'est adonné à la cause nationale? N'est-ce pas lui qui avait pris, déjà, dès le lycée, la ferme résolution de libérer son pays ou de mourir? Oui. C'est

ce pays, dit-il, que je me suis proposé de combattre avant même la fin de mes études secondaires. Ma vie comptait peu à mes yeux et j'étais déterminé à libérer coûte que coûte mon peuple de la domination étrangère.<sup>25</sup>

Devant cette réflexion d'Auguste Comte, Habib Bourguiba constate donc que ses sentiments nationalistes ne sont pas un échimère, mais ce sont le but même que Comte assignait à sa vie. Cette aspiration au sacrifice ne vient pas d'un esprit paranoïaque, mais d'un esprit positiviste bien ordonné. Cet idéal "Vivre pour autrui" auquel aspire Habib, n'est donc pas dépourvu de sens, mais c'est le bon sens même, puisqu'il provient d'un homme comme Auguste Comte.

Vivre pour autrui, écrit-il, c'était l'expression du but même de la vie que je me proposais de vivre, de l'objectif que je m'étais assigné.<sup>26</sup>

Bourguiba fut attiré pendant quelque temps par des études parallèles, comme la psychologie enseignée par le Professeur Dumas, la psychiatrie lui permettant de visiter les hôpitaux des maladies mentales où il rencontrait des "paranoïaques" qui se prenaient pour Napoléon ou d'autres personnes

---

<sup>25</sup> Ibid., p. 74.

<sup>26</sup> Ibid., p. 77.

historiques".<sup>27</sup> Ces Cours de psychologie et de psychiatrie, en plus de son expérience théâtrale acquise auprès de son frère Mohamed, vont lui être utiles pour la compréhension profonde des sentiments de son peuple, pour son relèvement moral, pour sa prise de conscience et pour son organisation en vue de la lutte nationale contre le colonialisme. Mais ces études ne pouvaient être poursuivies, car elles détournaient Bourguiba de son but: s'"armer intellectuellement en vue de combattre la colonisation française".<sup>28</sup> Rapidement, il se consacra de façon exclusive au Droit et aux Sciences Politiques, se spécialisant dans les Finances publiques. Ce qui va lui permettre la connaissance de l'exercice du budget de l'Etat. Ce sera d'ailleurs le titre de son article publié, le 1er novembre 1932, dans le premier numéro de "L'Action Tunisienne", journal quotidien fondé par lui-même.

Mais Bourguiba ne perdait pas de vue qu'il avait, en plus de ses études, un autre but en venant à Paris. C'était de

découvrir, avait-il envisagé cela depuis qu'il était au lycée, découvrir les rouages de cette civilisation, le secret de la puissance de ce pays, qui réduisait le mien à la condition coloniale afin que, connaissant bien mon adversaire, je sois en mesure, le jour où j'engagerai le combat, d'adopter la tactique appropriée pour le dissuader et l'amener à changer de politique.<sup>29</sup>

---

<sup>27</sup> Ibid., pp. 76-77.

<sup>28</sup> Ibid., p. 77.

<sup>29</sup> Ibid., p. 79.

Fidèle à lui-même, à son engagement moral, à ses sentiments patriotiques, le jeune homme une fois à Paris, s'est donc efforcé à mettre sa pensée en action:

Je me rendais, dit-il, aux séances de la Chambre des Députés et du Sénat, à des conférences où se rencontraient Français et Noirs. Dans cette atmosphère troublée et surchauffée de l'après-guerre, la doctrine de Wilson était évoquée, des peuples revendiquaient la liberté, le prolétariat aspirait ouvertement au pouvoir. La révolution russe (1917) avait provoqué de profond remous; le Parti Socialiste Français s'était scindé au Congrès de Tours pour donner naissance au Parti Communiste tandis que l'ancienne tendance avait conservé son appellation d'origine. Ce Parti Socialiste, comme vous le savez, avait été dirigé par Jean Jaurès qui avait été assassiné à la veille de la Première Guerre Mondiale. J'étais empoigné<sup>30</sup> par la fébrilité politique et idéologique...

Par ce comportement, Bourguiba se présente à nous comme un pragmatique. D'ailleurs, pour lui, la vérité c'est le concret. Tout ce qu'il pense, depuis la période de ses études secondaires, prend un sens concret et pratique.

Bourguiba une fois rentré définitivement en Tunisie, après avoir obtenu sa licence en Droit et le Diplôme de l'Institut des Sciences Politiques, sera imprégné de cette façon de faire durant toute la lutte pour l'indépendance de son pays et, ensuite, celle pour le développement économique de la Tunisie. Bourguiba rejoint-il ici Lénine: "Il n'y a pas

---

<sup>30</sup>Ibid., pp. 77-78.

d'action révolutionnaire sans théorie révolutionnaire." ?  
Garde-t-il peut-être des souvenirs de la grande révolution russe de 1917, âgé alors de quatorze ans environ? Nous croyons que oui, car comme nous venons de voir, il évoque dans ses Mémoires, la révolution russe.

D'ailleurs, des hauts faits d'anciens personnages, Habib est conscient depuis sa jeunesse. Il admire leur courage et surtout leur dévouement pour la patrie. D'abord, c'est la figure du Tunisien Daghbagi qui le hante: Daghbagi s'était révolté dans le Sud tunisien contre l'autorité française en abattant beaucoup de goumiers et malgré sa blessure à la main, avait pu s'échapper et gagner le territoire libyen où les Italiens l'avaient arrêté et remis aux autorités françaises qui l'exécutèrent sur la place publique d'El Hamma portant aujourd'hui son nom.

Nous le voyons, aussi, marqué par la personnalité de Kemal Ataturk qui commandait en 1911, en Tripolitaine, les forces turques et locales pour repousser l'invasion italienne. C'était sous sa conduite que la Turquie avait récupéré plusieurs parties de son territoire disloqué par le Traité de Sèvres, permettant aux Anglais et aux Français de partager le Monde Arabe constitué alors en Régences ottomanes: l'Irak et la Palestine pour les Anglais; le Liban et la Syrie pour les Français. Aujourd'hui encore, Bourguiba rapelle qu'

une vague de joie et d'allégresse avait déferlé sur tout le Monde Islamique, quand la Turquie, sortie victorieuse des épreuves qu'elle avait traversées, avait recouvré l'ensemble de ses territoires<sup>31</sup>,

puis quand fut proclamée la République Turque par Ataturk lui-même.

Mais au-delà d'Ataturk, ce sont les exploits d'Annibal, le Général carthaginois, qui impressionnent Bourguiba.

Kemal Ataturk, écrit-il, était un homme de guerre, un grand capitaine. Mais il n'avait pas l'envergure d'Annibal qui avait triomphé de plusieurs armées romaines, en Italie même... Personne, jusqu'à nos jours, ne sait exactement comment il avait réussi à franchir les Alpes, avec ses éléphants, pour aboutir en territoire italien. Son génie exceptionnel lui avait permis de remporter de nombreuses victoires sur les Romains. Aujourd'hui encore, on enseigne dans les écoles militaires la stratégie qu'il avait élaborée au cours des guerres puniques.<sup>32</sup>

Si Annibal avait été battu, et Rome avait pu remporter la victoire, c'était grâce, selon Bourguiba, au soutien des cavaliers numides de Massinissa, "ancêtres des cavaliers ~~émérites~~ des Hemmama et des Frachiche".<sup>33</sup> Bourguiba se souciant des causes de la grandeur et de la décadence de sa patrie, découvrait durant la période de 1919 à 1924, que le règne de Massinissa sur les territoires de Carthage soumis à Rome, fut semblable à celui des beys sous le protectorat français.

---

<sup>31</sup> Ibid., p. 63.

<sup>32</sup> Ibid., p. 66.

<sup>33</sup> Ibid., p. 67.

Enfin Bourguiba ne cache pas son admiration pour Jugurtha, descendant de Messinissa. Il admirait en lui le courage de se soulever contre les Romains en vue de "fonder un Etat africain indépendant de Rome". Mais, en vain. Rome dut lui faire une lutte de "sept ans".<sup>34</sup> Cette guerre ne prit fin que lorsque Jugurtha fut trahi et "livré à Rome par son beau-père, Bacchus, roi de Mauritanie".<sup>35</sup> Ce qui est à remarquer dans la résistance menée par Jugurtha, c'est qu'il voulait refaire "l'unité de la Numidie par les armes et le meurtre".<sup>36</sup> S'il n'y avait pas eu cette trahison, la méthode utilisée par Jugurtha, aurait-elle pu être efficace?

Ce qui donnait de l'espoir à Bourguiba en cette période de 1919-1924, c'était la lutte menée par Abdelkrim du Rif dont la personnalité l'avait aussi influencé. "Le nom d'Abdelkrim, dit Bourguiba, était devenu populaire et était cité à tout propos." Mais Bourguiba éprouva une grande déception lorsque Abdelkrim battu en 1924, se rendit aux autorités françaises:

J'étais alors à Paris, dit Bourguiba...Je fus profondément traumatisé par cette nouvelle. Abdelkrim était le symbole du mouvement de libération de l'Afrique du Nord. Il était pénible de le voir à la merci de ses vainqueurs avec toute sa famille dont des femmes et des enfants. Je pensais qu'à sa place j'eusse préféré mourir, les armes à la main, plutôt que de me rendre.<sup>37</sup>

<sup>34</sup> Charles-André JULIEN, Histoire de l'Afrique Blanche, Que sais-je? P.U.F., Paris, 1976, p. 57.

<sup>35</sup> G.H. BOUSQUET, Les Berbères, Que sais-je? P.U.F., Paris, 1974, p. 57.

<sup>36</sup> Ibid., p. 57.

<sup>37</sup> Ibid., p. 70.

Tantôt enthousiasmé, tantôt déçu par ces personnages qui l'avaient profondément marqué durant ces années de 1919 à 1924, Bourguiba allait-il suivre leurs enseignements dans la lutte pour la cause nationale? Daghabagi fusillé, Ataturk fondateur de la République Turque, mais une République laïque, féru de modernisme qui "avait, à l'époque, pris l'allure d'une catastrophe pour le monde musulman";<sup>38</sup> Annibal, après tant d'exploits inouis, trahi et battu; Jugurtha trahi lui aussi et étranglé; Abdelkrim rendu! Comment Bourguiba va-t-il récupérer cette République de Carthage pour laquelle Jugurtha s'est révolté? Quelle stratégie et quelle tactique va-t-il suivre pour parvenir à la récupérer?

Nous comprendrons la réponse à ces questions en analysant les thèmes fondamentaux de sa pensée et ses répercussions dans l'action politique.

---

<sup>38</sup> Ibid., p. 64.

### CHAPITRE III

#### L'affirmation de la personnalité tunisienne

L'entrée sur la scène politique de Habib Bourguiba remonte à l'année 1928; elle va être motivée par l'attachement de ce jeune avocat à la personnalité tunisienne. La douloureuse réalité tunisienne qu'il avait subie depuis sa tendre enfance le pousse à s'engager politiquement, dès son retour en Tunisie, et à organiser la résistance contre l'oppression et la dépersonnalisation des Tunisiens:

"J'étais rentré en Tunisie, dit Bourguiba, la tête pleine et décidée à tout.<sup>1</sup> Mais, il s'agissait d'abord de préserver, puis de réaffirmer et de développer tous les éléments de la personnalité tunisienne.

Un exemple significatif parmi d'autres. Peu après le retour de Bourguiba, la société L'Essor<sup>2</sup> avait organisé un débat sur le port du voile ("Jillab") par les femmes tunisiennes. Mais immédiatement la discussion s'embourbe dans les détails, la longueur du "Jillab" etc. Puis une femme musulmane, Mme Menchari, enlève son voile et le jette par terre en se lamentant sur la condition de la femme tunisienne musulmane. C'est alors que Bourguiba intervint.

---

<sup>1</sup>Habib BOURGUIBA, Ma Vie, Mes Idées, Mon Combat, p. 95.

<sup>2</sup>Une association culturelle présidée par Alexandre FICHET.

Gardant toujours la mémoire des événements du Jellaz où la personnalité tunisienne avait commencé à être assimilée, il considère que l'abandon, à cette période-ci, des traditions proprement tunisiennes, ne faisait plutôt qu'accélérer la disparition de cette personnalité. Il s'oppose catégoriquement à l'abandon de toute coutume traditionnelle. Et, comment non! N'avait-il pas pris déjà la ferme résolution de libérer son pays ou de mourir? Et comment libérer un pays si le peuple est dépourvu de sa personnalité propre! Il s'agissait donc pour Bourguiba de faire émerger cette personnalité de l'enlissement colonialiste, de faire épanouir ces âmes refoulées, obscurcies par la résignation et l'ignorance, de rendre à ce peuple sa dignité et sa liberté:

Laissons de côté, dit-il, les distinguos sur le jillab. Le voile n'est certes pas esthétique, mais il fait partie de la personnalité tunisienne. Au temps que nous vivons, dans le régime que nous subissons, le pouvoir veut anéantir notre personnalité et franciser le peuple tunisien. Nous ne sommes pas forts, nous n'avons pas de pouvoir et nous devons nous attacher à tous les attributs même décadents de cette personnalité. C'est la seule façon de préserver notre entité propre. Nous discuterons du voile le jour où sa disparition ne menacera plus l'intégrité de notre personnalité nationale, comme ce fut le cas pour l'adoption du costume européen. Mais, aujourd'hui, alors que sur notre pays est suspendue la menace, l'abandon d'un attribut de notre personnalité serait un suicide.<sup>3</sup>

---

<sup>3</sup>H. BOURGUIBA, Ma Vie, Mes Idées, Mon Combat, pp. 95-96.

La première action politique proprement dite de Bourguiba, visera donc à rendre à ses compatriotes de l'assurance en eux-mêmes, leur fierté d'être tunisiens. Or les Français de Tunisie prirent conscience de l'importance et de la signification d'une telle position, ils s'en énervèrent très rapidement: "Les Français étaient fous de rage". Leur réaction nous démontre d'ailleurs à quel point ces Français étaient animés de mauvaise foi, d'arrière-pensées et d'ambitions usurpatrices:

Tout marchait bien, se lamentait le journal Tunis Socialiste, et voici qu'il\* nous parle de personnalité tunisienne. Comme s'il y avait une personnalité tunisienne! Mais nous sommes en présence d'un amalgame d'Arabes, de Musulmans, de Juifs, de Maltais, de Français, etc...<sup>4</sup>

Pour Joachim Durel\*\*, du Parti Socialiste Français, la France devait créer en Tunisie une nation sans particularismes religieux, c'est-à-dire une nation différente de cet ensemble amorphe de collectivités diverses. Ainsi donc le Parti Socialiste Français

s'engage à consacrer son énergie, sa force de propagande et sa puissance politique à l'avènement du jour où, sans distinction de race, de nationalité ou de religion, vivra en Tunisie un peuple majeur, maître de ses droits et de ses destinées. Ce peuple n'est pas à l'heure présente. C'est un peuple qui se fera.<sup>5</sup>

---

\* Il s'agit de Bourguiba.

<sup>4</sup> Ibid., p. 96.

\*\* Docteur es-Lettres, ancien professeur au Lycée Carnot de Tunis, Secrétaire Général de l'Union des Syndicats de Tunisie, affiliée à la C.G.T. française.

<sup>5</sup> BOURGUIBA, L'Action Tunisienne a 33 ans, Publications du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1966, p. 27.

Mais ce peuple dont Durel parlait, se dirigeait de plus en plus vers l'assimilation française. Que sera-t-il donc ce peuple, sinon un peuple français?! Cette précision, nous la trouvons dans les propos de l'ex-Gouverneur Général de l'Algérie, Maurice Violette, qui proclamait après la publication du débat sur le "voile" et surtout en réagissant contre le point de vue de Bourguiba, que "l'Afrique du Nord était partie intégrante de la France et qu'il était impossible que la France en abandonnât un pouce".<sup>6</sup>

Alors, Bourguiba se souciant déjà de la personnalité tunisienne, de son identité, n'a pu laisser cette occasion s'échapper. Et il ne pouvait pas ne pas réagir aux intentions équivoques et mystificatrices des autorités françaises ni adopter les positions passives des Vieux-Destouriens. Il se devait de réagir et c'est ce qu'il fit avec force. Car de quel droit une nation en assimile-t-elle une autre? De quel droit des sentiments de tout un peuple vont-ils s'anéantir? Par la loi du plus fort? Par l'effet civilisateur? Mais l'histoire de ces deux peuples, tunisien et français, nous enseigne que la civilisation tunisienne est plus ancienne que celle de la France. Considérons Carthage! N'est-elle pas fondée par les Phéniciens qui apportent la civilisation en Méditerranée! Carthage fut fondée avant

---

<sup>6</sup>N. BOURGUIBA, Ma Vie, Mes Idées, Mon Combat, p. 97.

Rome même et longtemps avant qu'on entendit parler de la Gaule et des Francs!

La décadence de la Tunisie provenant de l'exagération de l'amour-propre, du désintéressement de l'intérêt national, du manque de l'organisation dans les affaires publiques, de l'absence de développement de la conscience nationale, et surtout du manque de l'amour patriotique et de la mauvaise application de la foi musulmane, cette décadence allait-elle maintenant faire disparaître à jamais dans le colonialisme ce qui restait de la personnalité tunisienne? Bourguiba s'y refuse: à ce non, se dressent devant nous tant de silhouettes: celles d'Annibal, de Lénine, d'Ataturk, de Mao, de de Gaulle même. Tous ont dit non à l'effritement et à l'oppression de leur peuple, à l'humiliation des sentiments nationaux.

D'abord, Bourguiba va commencer par dénoncer l'hypocrisie du Parti socialiste français qui voyait l'émancipation du peuple tunisien dans sa dénationalisation. Etrange émancipation! Depuis quand l'émancipation prend le sens d'assimilation! Assimilation permettant l'annexion d'un peuple ayant sa culture propre et sa personnalité forgée depuis des millénaires, à un pays protecteur qui prétendait lui apporter pourtant aide et secours! C'était l'esprit du Traité du Bardo. Bourguiba dénonce donc cette situation sans aucun ménagement, dans trois articles publiés les 11 janvier, 1er février et 23 février 1929, dans le journal L'Etendard Tunisien,

sous les titres: "Le Voile", "Le Durellisme ou le socialisme boiteux(I)", "Le Durellisme ou le socialisme boiteux(II)".

Dans ces textes, il attaque d'abord avec véhémence, le "socialisme boiteux" et mystificateur du colonialisme français. Et surtout, il réaffirme son opposition à toute modification des moeurs et des coutumes, de tout ce qui constitue la personnalité tunisienne. Or, ces coutumes et moeurs, selon Bourguiba, acquises après plusieurs siècles et évoluant avec le peuple, forment son inhérence et son individualité. Et dire que "l'individualité tunisienne n'existe pas parce qu'elle n'a jamais existé",<sup>7</sup> cela est inconcevable; car le peuple tunisien, rappelle Bourguiba, a son unité de territoire, sa communauté de croyance, sa langue propre, ses coutumes, un passé formé de joies et de tristesses éprouvées en commun: tout cela constitue pour les enfants de ce pays, un lien, un sentiment de solidarité, une idée de patrie.

Cet attachement au maintien de l'individualité ne signifie pas que Bourguiba rejette toute idée de progrès, comme un conservateur intransigeant, mais ce progrès doit se faire par évolution, sans choc brutal, et sans révolte de conscience ou plutôt sans révolte d'atavisme inconscient et surtout sans mettre en cause la personnalité profonde du peuple.

---

<sup>7</sup>Affirmation de Durel.

L'évolution doit se faire, écrit Bourguiba en 1929, sinon c'est la mort. Elle se fera, mais sans cassure, sans rupture, de façon à maintenir dans le perpétuel devenir de notre personnalité une unité à travers le temps susceptible d'être perçue à chaque moment par notre conscience.<sup>8</sup>

"Elle se fera"! Nous constatons qu'à ce propos, Bourguiba est ferme déjà. Cette évolution se fera, selon lui, mais dans un autre sens que celui préconisé par Duré. Non pas en enlevant à la femme et à l'homme tunisiens la voile et la chéchia, mais, en les rendant conscients de leur personnalité, de leur individualité propres, acquises pendant vingt siècles et affaiblies au point de s'évanouir par les gouvernants successifs du pays, et en faisant comprendre à ceux qui sont mystifiés par le colonialisme que la mystification de la réalité, des vrais sentiments de tout un peuple, ne mène qu'à la corruption et à l'anarchie.

Le problème fondamental, ici, pour Bourguiba, est de redonner à ce peuple ce qu'il a perdu de considération, de prise de conscience nationale, d'individualité, de faire réapparaître enfin cette personnalité et cette civilisation tunisienne que la colonisation et l'assimilation françaises commencent à engloutir. N'est-ce pas là la cause essentielle pour laquelle Bourguiba a pris la ferme décision de "lutter ou mourir"!! Contre cette dépersonnalisation, ni les hautes

---

<sup>8</sup> Habib BOURGUIBA, Articles de presse 1929-1934, Editions du Centre de Documentation Nationale, Tunis, 1967, p. 5.

personnalités du monde musulman, ni les responsables du Parti Destourien ne se sont élevés. C'est Bourguiba, le premier, qui s'écria en 1929, devant Durel, responsable de la Section Française de l'Internationale Ouvrière (S.F.I.O.): "Mais, à propos, à quand la prochaine exhibition? A quand la chute du 3ième voile?" Dans ce cri, combien, voyons-nous, de perspicacité et de clairvoyance!

Pour Bourguiba, il ne s'agit pas maintenant de faire tomber le "voile" et de se débarrasser de la "chéchia", mais de faire tomber un autre voile, celui de Durel, du "durellisme", du "socialisme boiteux", autrement dit, le voile du colonialisme. Tout en s'attachant à la personnalité tunisienne, Bourguiba s'efforçait de mettre à nu les mauvaises intentions des colonialistes et de les faire découvrir aux masses qui manquaient encore de maturité et avec lesquelles Bourguiba allait établir un contact constant et direct, d'abord par l'intermédiaire des journaux, ensuite par les visites et les réunions, pour les organiser efficacement afin de créer un instrument de pression sur le colonialisme français.

L'émancipation du peuple tunisien que préconisait Durel dans son journal Tunis Socialiste, du 19 janvier 1929, postulait l'inexistence de la personnalité tunisienne et la renonciation par les Tunisiens eux-mêmes à leur nature propre comme "Arabes". Par cette dénaturation, ils pourront alors accéder, selon Durel, au grade d'"hommes" dont sera signe

la substitution du complet à la gandoura et du chapeau à la chéchia. Mais tout ceci impliquait la disparition et l'assimilation de tout un peuple!

Devant une telle alternative, Bourguiba se dresse. Il ne supporte point ce cynisme de Durel mystifiant le vrai visage du colonialisme non seulement oppresseur, usurpateur, mais aussi assimilateur de toute une patrie.

Bourguiba voulant démystifier ce "socialisme boiteux", posa ce problème devant l'opinion publique: "Pourquoi la Patrie Tunisienne est-elle devenue brusquement la terreur des socialistes de Tunisie?" Il constatait que ce n'était pas par hasard que Durel manifestait de cette manière son opinion sur le voile; mais cette idée découlait logiquement du programme du Parti socialiste français. Ce programme n'étant que colonialiste, il ne vise ni à assurer le bonheur des Tunisiens indigènes, ni à aboutir à leur relèvement social, puisque, voulant faire des indigènes des "hommes", il préconise que ces indigènes ne doivent pas rester des "Arabes". Pour qu'ils accèdent au grade d'"hommes", il leur faut "changer d'habit, substituer le complet à la gandoura, troquer la chéchia contre le chapeau, et tout est dit".<sup>9</sup> Et pour que ces indigènes l'emportent sur le "préjugé colonial", il faut qu'ils utilisent un moyen héroïque; et.

---

<sup>9</sup>H. BOURGUIBA, Articles de presse, 1929-1934, p. 7.

quel est-il ce moyen héroïque? C'est, selon le même programme: "vivre incognito, fini le grand jour, se faire petits, bien petits de façon à ne pas attirer l'attention, à passer inaperçus".

A cet état de choses, Bourguiba réagit. "Non, jamais!"; il déclara à Durel et aux amis de ce dernier qu'ils parlent en vain, qu'ils ne peuvent empêcher les indigènes de vivre chez eux, de se sentir chez eux. Car ces indigènes n'avaient pas peur d'être ce qu'ils étaient. Il ajouta que la pensée véritable de Bourguiba ne consistait pas à "ralentir l'allure", et l'évolution du peuple tunisien, parce que Bourguiba était jeune encore et que l'avenir lui apparaissait illimité. Sa pensée leur précisa-t-il consistait plutôt à donner à la masse encore imprégnée d'anciennes traditions, le temps nécessaire de se transformer, d'assimiler le nouveau, "mais du nouveau qu'on a pu se choisir en toute liberté".<sup>10</sup> Mais Durel lui-même, remarqua Bourguiba, se voyant dépasser la cinquantaine, s'était empressé "d'être révolutionnaire". Mais, "dans le champ aride des sociétés, observa Bourguiba, il est rarement donné à ceux qui sèment de voir la moisson".<sup>11</sup>

Dans cette réplique à Durel, nous constatons que Bourguiba rejetait catégoriquement les arguments de Durel et de ses amis juifs ou musulmans (musulmans corrompus par la prépondérance) sur l'évolution rapide et superficielle du

---

<sup>10</sup> Ibid., p. 10.

<sup>11</sup> Ibid., p. 10.

peuple tunisien, à cette évolution qu'on présentait sur des dehors faciles: "que les indigènes accèdent au grade d'hommes, proclamaient-ils, en changeant seulement d'habit: le voile, la gandoura, la chéchia...". Eh bien! si le "grade d'homme" ne vaut seulement que le "changement d'habit", vive donc l'habit! Si cela est le socialisme, que dire du colonialisme! Si le socialisme pour l'émancipation d'un peuple appelle d'abord sa dépersonnalisation, c'est que ce socialisme ne renferme aucun germe de dignité, de valeurs humaines. Où est donc cet humanisme, ce respect humain, cette notion d'égalité qui, entre autres, caractérisent le socialisme? Une telle doctrine ne mérite pas d'être nommée socialisme, puisqu'elle éloigne toute idée de personnalisme en méconnaissant toute une civilisation, l'existence d'un peuple, dont les ancêtres sont contemporains non seulement de Saint Augustin, mais aussi d'Aristote. Ce respect humain, mutuel, et cette égalité, nous les constatons, cependant, dans les relations commerciales entre l'ancien peuple de Carthage et d'autres peuples pourtant, faibles et moins puissants. Voyons ce que Hérodote écrit à ce propos:

.....Il existe en dehors des Colonnes d'Hercule, un pays de la Libye habité par des hommes chez lesquels ils\* se rendent. Ils débarquent leurs marchandises et les exposent en bon ordre sur le bord de la côte, puis ils regagnent leurs

---

\* Il s'agit des Carthaginois.

vaisseaux et font de la fumée pour avertir les indigènes. Ceux-ci, voyant la fumée, s'approchent de la mer, placent à côté des marchandises l'or qu'ils offrent en échange et se retirent. Les Carthaginois redescendent à terre et examinent ce qu'ils ont laissé. S'ils jugent que la quantité d'or répond à la valeur des marchandises, ils l'emportent et lèvent l'ancre. Sinon ils retournent à leurs navires et attendent. Les indigènes, revenant à leur tour, ajoutent de l'or jusqu'à ce que les Carthaginois soient satisfaits. On ne se fait réciproquement aucun tort. Les uns ne touchent pas à l'or avant que la quantité déposée ne leur paraisse en rapport avec leurs marchandises. Les autres ne touchent pas aux marchandises avant que les Carthaginois n'aient pris l'or.<sup>12</sup>

Malgré leur puissance, les Carthaginois nous donnent déjà un exemple de coopération saine, basée sur la liberté, l'égalité et le respect mutuel, une coopération dénuée de tout esprit envahisseur, de tout mépris, folie des grandeurs. Là est la source de la véritable personnalité tunisienne que Bourquiba entreprend de restaurer et de promouvoir! Il faut maintenant en analyser la démarche.

---

<sup>12</sup> Cité dans François DECRET, dans son livre: Carthage ou l'empire de la mer, Edit. du Seuil, Paris, 1977, p. 120.

## CHAPITRE IV

### L'opposition au Protectorat

et

### le contact direct avec le peuple

Bourguiba manifesta toujours pour le peuple, pour la masse du peuple, un attachement dépourvu de démagogie. "Cette masse imprégnée encore d'atavisme et de traditions millénaires", il fallait lui donner le temps nécessaire de se transformer insensiblement mais en toute liberté. "Choisir le nouveau en toute liberté", lançait déjà Bourguiba à cette masse non seulement dépossédée, opprimée, méprisée par les colons et les autorités françaises, mais aussi résignée au mal, au destin, attendant de Dieu la délivrance toute faite et un temps meilleur.

Bourguiba conscient du manque de maturité des masses, s'efforçait, dans cette république, de rendre d'abord assurance, courage à ses compatriotes, et, ensuite, de s'approcher de la masse, de l'éclairer, de la guider, de ne pas se détacher d'elle sous prétexte d'être révolutionnaire, mais, de se lier à elle, de marcher avec elle en la dirigeant vers le bon chemin, celui du progrès, tout en n'exigeant pas, immédiatement, le fruit de cette marche. Car, "dans le champ aride des sociétés, remarquait Bourguiba, il est rarement donné à ceux qui sèment de voir la moisson".<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Ibid., p. 10.

Ici, nous remarquons déjà l'intention profonde de Bourguiba: servir son peuple en commençant par chercher son contact et en établissant un rapport positif capable de fonder une démocratie sur laquelle il va s'appuyer pour parvenir à l'émancipation totale. Voilà un programme déjà élaboré dès 1929 comme en fait foi cette déclaration qui pose le principe d'un contact direct avec le peuple pour l'éduquer, l'organiser et le promouvoir:

Le rôle de l'élite, répliqua Bourguiba à Durel, n'est donc pas de forcer son allure au risque de se détacher complètement de la masse qu'elle a charge de guider. Bien des fois, si cette élite veut faire oeuvre utile et durable- et non pas seulement du tapage et de la réclame dans l'unique intention de paraître à la page- bien des fois, dis-je, elle se trouve obligée de rebrousser chemin pour reprendre contact avec cette masse, non pour la flatter ou la laisser croupir dans la servitude comme affecte de le croire ce pauvre Noomane,<sup>2</sup> mais pour la guider plus sûrement et avec plus de chance de succès dans la voie du progrès.<sup>3</sup>

Cette idée, Bourguiba allait la raffermir par l'épreuve de l'action. Cette action sera celle de l'opposition au colonialisme. Mais, -attention! ici la position de Bourguiba est pleine de nuance, car il ne s'agit pas de dissoudre tout lien avec la France.

---

<sup>2</sup> Il s'agit du maître Mohamed Noomane, décédé depuis quelques années.

<sup>3</sup> Ibid., p. 12.

Bourguiba, en effet, en dépit de l'hyprocrisie et des arrières-pensées du Parti socialiste et des autorités françaises, tenait à les assurer, dès le départ, qu'il ne visait pas à dissoudre les liens entre la France et la Tunisie, dissolution dans laquelle les esprits simplistes colonialistes voyaient la perte de tous les privilèges dont ils jouissaient:

C'est inimaginable, écrit Bourguiba, en 1929, ce qu'il sévit depuis quelques temps dans la bouche de nos officiels. Une véritable épidémie! Peur chimérique, croyons-nous, car les liens qui unissent la France à la Tunisie, nul ne songe à les dissoudre.<sup>4</sup>

Mais encore tout en faisant appel au peuple pour la restauration de la souveraineté, Bourguiba tenait, en même temps, à rassurer la France du maintien de cette coopération avec la Tunisie même émancipée, à la rassurer que cette émancipation

n'a rien qui puisse porter atteinte à la sécurité de la France ni à son potentiel de guerre, car un peuple tunisien majeur ne peut sortir de l'orbite de cette puissance à qui il doit son émancipation.<sup>5</sup>

Et Bourguiba ne cessait de rejeter l'accusation de vouloir "jeter les Français à la mer", qu'on lui lançait.

Bourguiba reconnaissait bien que ces liens étaient issus d'un contrat dans lequel deux Etats s'étaient engagés et

---

<sup>4</sup> Ibid., p. 16.

<sup>5</sup> Ibid., p. 24.

s'étaient fixé des obligations réciproques. Ce qu'il fallait combattre c'était l'annexion déguisée de la Tunisie, la "politique d'exploitation des richesses" et la "politique toute récente d'assimilation des individus":

Issus de l'accord de deux volontés, ressortit-il, véritable contrat synallagmatique, passé entre deux pays souverains, ils\* devraient s'imposer aussi bien à l'un qu'à l'autre; il s'agit simplement de les dégager des textes, d'en préciser la portée, d'en empêcher la déviation vers une annexion déguisée qui ferait perdre, au protecteur comme au protégé, le bénéfice de la formule transactionnelle du Protectorat.<sup>6</sup>

Autrement dit, deux pays liés l'un à l'autre par un contrat synallagmatique, sont deux pays à part entière. Or le Traité du Bardo est un contrat synallagmatique qui reconnaît la France et la Tunisie comme deux pays distincts. Ce qui rend illégitime l'annexion de l'un par l'autre. De quel droit annexer la Tunisie à la France?

Lisons quelques articles de ce Traité et jugeons de cette argumentation de Bourguiba:

Article premier.- Les traités de paix, d'amitié et de commerce et toutes autres conventions existant actuellement entre la République Française et S.A. le Bey de Tunis sont expressément confirmés et renouvelés.

---

\* Il s'agit des liens qui unissaient la Tunisie à la France, à la suite de l'établissement du Protectorat français en Tunisie.

<sup>6</sup> Ibid., p. 16.

Article 2.- En vue de faciliter au Gouvernement de la République Française l'accomplissement des mesures qu'il doit prendre pour atteindre le but que se proposent les hautes parties contractantes, S.A. le Bey de Tunis consent à ce que l'autorité militaire française fasse occuper les points qu'elle jugera nécessaires pour le rétablissement de l'ordre et la sécurité de la frontière et du littoral. Cette occupation cessera lorsque les autorités militaires françaises et tunisiennes auront reconnu, d'un commun accord, que l'administration locale est en état de garantir le maintien de l'ordre.

Article 3.- Le Gouvernement de la République Française prend l'engagement de prêter un constant appui à S.A. le Bey de Tunis contre tout danger qui menacerait la personne ou la dynastie de Son Altesse ou qui compromettrait la tranquillité de ses Etats.

Article 5.- Le Gouvernement de la République Française sera représenté auprès de S.A. le Bey de Tunis par un ministre résident qui veillera à l'exécution du présent acte et qui sera l'intermédiaire des rapports du Gouvernement Français avec les autorités tunisiennes pour toutes les affaires communes aux deux pays...<sup>7</sup>

Argumentation donc solide, persuasive. Tirée de l'esprit même du Traité, elle démontre la justesse de la théorie de Bourguiba. En plus de cette découverte faite par lui, la première de ce genre en ce temps là, car aucun des nationalistes et des membres du Parti Destour n'a mentionné soit par omission, soit par ignorance ou réticence, ce fait

---

<sup>7</sup> Jean GANIAGE, Les Origines du Protectorat Français en Tunisie, Maison Tunisienne de l'Édition, Tunis, 1968, pp. 544-545.

existant dans le Traité du Bardo. A remarquer que le Vieux Destour avait peur non seulement de faire rejaillir, dans le pays, l'étincelle de la liberté, mais aussi d'en parler. Bourguiba sera le premier à apporter cette vérité à l'opinion publique tunisienne et française, surtout aux indigènes, à ces exploités vivant dans l'inanité, dans la peur, dans la résignation et dans l'inertie.

Selon le Traité du Bardo, nous constatons donc que chacun de ces deux pays conserve son entité propre. Néanmoins, des concessions de quelques bandes du territoire tunisien, avaient été faites par le Bey de Tunis aux autorités françaises, en vue d'établir de l'ordre et de la sécurité à la frontière et sur le littoral. Mais cette occupation devrait prendre fin, une fois que l'administration locale aura garanti le maintien de l'ordre. Le Bey aurait pu, au moment propice, mettre fin à cette occupation s'il en avait manifesté l'intention. Mais, l'histoire beylicale de cette période du Protectorat allant du 12 mai 1881 au 31 juillet 1954 (proclamation de l'autonomie interne de la Tunisie), nous n'indique aucune tentative dans ce sens. C'est vrai que Moncef Bey jouissait d'une certaine popularité et manifestait quelques sentiments nationalistes; mais ils n'eurent aucune suite pratique. C'est que le courage, l'abnégation, la perspicacité, la clairvoyance et la persévérance, lui manquaient. C'était un personnage velléitaire qui fut non seulement destitué par les autorités françaises, mais aussi exilé à Laghouat dans

le Sud algérien, à Tennès, ville côtière d'Algérie puis à Pau dans le Midi de la France, d'où il ne fut rapatrié que mort, en 1948.

Ainsi, seul Bourguiba en mettant en lumière le vrai sens du Traité du Bardo, en rappelait la signification aux autorités françaises qui se livraient alors à l'annexion entière de la Tunisie à la France. L'interprétation de Bourguiba ne laissait pas, croyons-nous, les Tunisiens indifférents; elle constituait un stimulant et un enthousiasme pour la cause nationale tant mystifiée par les socialistes français en Tunisie qui prétendaient amener l'émancipation du peuple tunisien par la dénationalisation.

A ces socialistes, Bourguiba objectait qu'ils étaient bien loin de la doctrine socialiste, qu'ils ne pratiquaient en Tunisie qu'une politique nationale française qui encourageait l'oeuvre du capitalisme. Telle oeuvre consistait à déplacer progressivement la fortune publique et privée et à désagréger toute cohésion chez les indigènes de peur de la formation d'une force de résistance. Par contre, être socialiste, leur indiquait Bourguiba, c'est s'imprégner de cette vérité que c'est justement le capitalisme qui est l'origine "de toutes les misères, de toutes les injustices, de toutes les spoliations" dans le monde; être socialiste, c'est tâcher d'arrêter d'abord le développement de "ce

régime monstrueux"<sup>8</sup> et ensuite de le renverser; être socialiste, c'est rendre compte que l'oeuvre d'exploitation menée par le capitalisme dans la Métropole, "se heurte de plus en plus à la résistance organisée des travailleurs";<sup>9</sup> être socialiste, c'est permettre dans les colonies même la constitution d'organismes voués à la transformation sociale et à la résistance à l'exploitation; être socialiste, c'est donc mettre en lumière "ce grand fait social des temps modernes: la solidarité d'intérêts",<sup>10</sup> solidarité des exploités entre les travailleurs de la Métropole et les indigènes des colonies; être socialiste, c'est considérer aussi cette autre "vérité essentielle", discernée par Marx lui-même, depuis un demi-siècle, qui affirmait que le capitalisme contient au sein de lui-même son propre germe de mort:

Anti-patriotisme dans la Métropole, nationalisme dans les colonies, ce sont, écrit Bourguiba, les sous-produits inévitables de la grande machine capitaliste qui finiront tôt ou tard par en encrasser les rouages, par en détraquer le mécanisme.<sup>11</sup>

Mais nos "socialistes" de Tunis, n'ont rien fait voir de cela. Ils ne faisaient que mystifier tout le monde; mais cette mystification maintenant devait cesser. Pour Bourguiba, ces socialistes n'ont gardé de la doctrine socialiste que la

---

<sup>8</sup> Habib BOURGUIBA, Articles de presse 1929-1934, Edition du Centre de Documentation Nationale, Tunis, 1967, p. 18.

<sup>9</sup> Ibid., p. 18.

<sup>10</sup> Ibid., p. 19.

<sup>11</sup> Ibid., p. 19.

couleur de la manchette s'étalant chaque soir en beau rouge grenat dans tous les kiosques de journaux de la capitale.

Mais à l'opposé, en effet, déplacement de fortune publique, désagrégation de la cohésion sociale dans le peuple, misères, injustices et spoliations, résistance organisée des travailleurs, apparition de syndicats et de cellules, solidarité entre les exploités: tout ceci ne pouvait pas ne pas avoir de conséquences et laisser le peuple indifférent.

Mais ce peuple tunisien, en ce temps là, était presque analphabète. Rares étaient ceux qui achetaient les journaux, surtout écrits en français. Mais il était nécessaire pour Bourguiba d'exercer une action de propagande par la parole et l'écrit, pour introduire des théories révolutionnaires dans le Mouvement Nationaliste, dans l'opinion colonialiste et surtout dans la mentalité des indigènes. Aux Vieux-Déstouriens, Bourguiba proposait l'idée "d'indépendance"; aux autorités françaises, le sens du "contrat synallagmatique" qui prend forme dans le Protectorat et lie la Tunisie et la France; aux indigènes musulmans, le sens d'une nouvelle volonté inflexible, celle de rejeter la résignation et de changer résolument cette existence décadente pour une vie meilleure, digne, libre et souveraine.

Pour la prise de conscience chez le peuple, le contact direct était essentiel d'autant plus qu'elle seule préparait l'établissement d'une véritable démocratie. Bourguiba ne manquait les occasions pour se mettre en contact direct avec

le peuple. Ces contacts étaient d'autant plus nécessaires qu'il fallait neutraliser la formidable propagande des autorités françaises qui prenaient de plus en plus de l'ampleur.

Cette propagande qu'il fallait renverser n'était rien de moins qu'odieuse quand elle prit la forme de l'organisation, du Congrès Eucharistique en Tunisie, en décembre 1930, célébrant le centenaire de la conquête de l'Algérie, célébration s'inspirant de celle de la huitième croisade qui avait eu lieu en Tunisie même et plus précisément sur les rivages de Carthage, en 1270, conduite par Saint-Louis qui y mourut atteint de choléra. Ce qui est étonnant c'est que le Bey, les Ministres, les Ulémas, le Cheikh El Islam, le Bach Mufti, de la Tunisie musulmane, faisaient partie des membres du Comité Supérieur de patronage présidé par le Pape. Mais le comble n'était pas encore là; ce fut plutôt la célébration, en 1931, du cinquantenaire du Protectorat français en Tunisie.

Bourguiba lui-même fut traumatisé par cet événement, par cet attachement obstiné des autorités françaises à la dépersonnalisation et à la dénationalisation du peuple indigène, par cette volonté d'insulter la nation tunisienne. Tout ceci devait être dénoncé.

Bourguiba choqué, s'empessa donc de travailler à réveiller le peuple de son fatalisme, à l'inciter à de nouvelles aspirations, à le pousser à prendre en charge son

destin. Le voici donc qui fait rebondir la question du Traité du Bardo, mais avec plus de précision, de véhémence et d'engagement. On pourrait presque dire que ce rebondissement, en considération de sa chaleur, fut lancé de vive voix, du haut d'une tribune, devant le peuple. Nous le sentons s'approcher toujours plus du peuple qui est sa seule force pour lui communiquer un souffle nouveau enthousiasmant.

Si Bach Hamba et les Vieux-Destouriens se sont intéressés à une seule classe: la bourgeoisie; et si M'Hamed -Ali El Hammi s'est occupé de la classe ouvrière, Bourguiba, lui, dès sa première intervention politique, en 1928, n'a exclu ni bourgeois, ni ouvriers, ni femme, ni homme, autrement dit, ni voile, ni chéchia; il s'est soucié, dès le début, de la personnalité authentique tunisienne, de l'identité nationale et de tous ceux qu'elle conservait. A ce peuple disloqué encore sous ce régime de Protectorat, Bourguiba lançait un appel pour l'union, en mettant de la lumière sur cet ambigu Traité du Bardo et pour l'avertir du danger de cette ambiguïté, comme il le fait dans cet article intitulé: "l'Evolution d'un Protectorat", paru dans le

journal La Voix du Tunisien,<sup>12</sup> le 23 février 1931:

Oui. Il faut bien se pénétrer de cette idée essentielle qui avait échappé, il y a cinquante ans, à la plupart de nos hommes politiques, d'où notre retard immense à nous adapter au régime nouveau: tout traité de protectorat porte en lui son germe de mort à raison même de son objet, un Etat ne pouvant être à la fois sujet et souverain.

Une évolution inévitable susceptible de se manifester sous deux formes opposées y mettra nécessairement un terme.

S'agit-il d'un pays sans vitalité, d'un peuple dégénéré qui décline, réduit à n'être plus qu'une poussière d'individus, qu'un ramassis de peuples, c'est la déchéance qui l'attend, c'est l'absorption progressive, l'assimilation, en un mot, la disparition totale et inéluctable.

<sup>12</sup> Bourguiba faisait paraître ses articles dans ce journal, à la suite de l'arrêt du journal L'Etendard Tunisien, arrêt provoqué par le départ de son gérant Georges Morin ayant des "idées libérales", qui s'est empressé de trouver un poste dans l'Administration. Ce journal La Voix du Tunisien était devenu quotidien à partir du 15 février 1931, à la suite d'une réunion tenue au début de l'année 1931, à laquelle assistait Bourguiba, par des notables et des patriotes renommés pour leurs sentiments nationalistes et leur appartenance au Vieux-Destour (Chédli Darghouth, Taiéb Radhouane et quelques jeunes Tunisiens se réclamant du Vieux-Destour). Il s'agissait de faire obstacle à la célébration prévue pour la même année, du cinquantenaire de l'occupation de la Tunisie. Il fut dirigé par Chédli Khayrallah et géré par Béchir Yassine qui était musulman mais naturalisé français, car la loi des autorités françaises exigeait que les journaux de langue française devaient être gérés par des Français. Son comité de rédaction comptait sept membres dont trois Tahar Sfar, Salah Farhat et Habib Bourguiba, non comme représentants du Parti Destourien, mais comme élus du peuple.

S'agit-il, au contraire, d'un peuple sain, vigoureux que les compétitions internationales ou une crise momentanée ont forcé à accepter la tutelle d'un Etat fort, la situation nécessairement inférieure qui lui est faite, le contact d'une civilisation plus avancée déterminent en lui une réaction salutaire: sous l'aiguillon de la nécessité qui se confond en l'espace avec l'instinct de conservation, il entre résolument dans la voie du progrès, il brûle les étapes; une véritable régénération se produit en lui; et grâce à une judicieuse assimilation des principes et des méthodes de cette civilisation, il arrivera fatalement à réaliser par étapes son émancipation définitive.

L'avenir dira si le peuple tunisien appartient à l'une ou à l'autre catégorie.<sup>13</sup>

Tout en jetant ce défi aux autorités, Bourguiba invitait donc, en même temps, le peuple à décider de son avenir: selon sa volonté, le peuple s'achemine au progrès ou à la misère, à la grandeur ou à la décadence, à l'élévation ou à la bassesse de son âme. Ce fut vraiment un appel plein de chaleur qui ne pouvait qu'exciter l'ardeur de ce peuple que l'on avait habitué à la léthargie et à la résignation.

Dénoncer le Protectorat en Tunisie, à cette époque là, c'est-à-dire ce Protectorat français qui visait l'assimilation et l'absorption totale, n'était-ce pas courir un danger inéluctable? A plus forte raison, lorsqu'il s'agissait d'une recherche faite par un indigène, un jeune avocat

---

<sup>13</sup> Ibid., pp. 24-25.

tunisien! Conscient du danger, Bourguiba s'est efforcé de traiter objectivement et juridiquement ce problème, mais sans réduire sa contestation de la légitimité d'un Etat ambigu, c'est-à-dire à la fois sujet et souverain. Il en déduisait le caractère provisoire de tout traité de protectorat.

Cette idée développée par Bourguiba, se fondait de plus en plus par des déductions logiques et rationnelles interprétant les lois. Il ne pouvait y avoir aucun doute sur son bien fondé: liens découlant d'un traité, contrat engagé réciproquement par deux Etats dont chacun est la contrepartie de l'autre.

Malgré cette "allure objective" que donne Bourguiba à sa position, ou à cause d'elle, son approche du problème de la colonisation tunisiennne diffère totalement de celle des membres du Parti Destourien dont les revendications ne contiennent aucune exigence véritable d'émancipation pour le peuple et dont le discours ne pouvait que duper. Que pouvait signifier, par exemple, cette revendication d'Abdelaziz Thaalbi de "la possibilité pour tout étranger né en Tunisie d'obtenir, après un séjour de dix ans, la nationalité tunisienne...".<sup>14</sup> Qu'est-ce que cela pouvait bien signifier dans ce moment précis de l'histoire de la

---

<sup>14</sup> Charles-André JULIEN, L'Afrique du Nord en marche, René Julliard, Paris, 1972, p. 66..

Tunisie sinon la dissolution rapide de la personnalité tunisienne sous prétexte d'une symbolique co-souveraineté?

A l'opposé donc Bourguiba, dès le début de son intervention politique, il s'était soucié précisément de cette personnalité tunisienne, de cette identité propre des moeurs et coutumes, de l'âme nationale tunisienne musulmane. Il ne perdait de vue, à aucun moment, le danger de l'assimilation qui guettait la Tunisie, assimilation subie déjà par cette même Tunisie, cette Afrique qui était demeurée province romaine quatre ou cinq siècles après la révolte manquée de Jugurtha.

La revendication du Parti Destourien ne faisait que rejoindre le point de vue du Parti Socialiste Français de Tunisie, sur la création d'un peuple tunisien. C'était pour cela que la position du Parti Destourien était faible. Il n'avait aucune influence sur les autorités françaises. Il les aidait, plutôt, par sa façon de faire à réaliser l'assimilation et l'absorption du peuple tunisien. Ainsi, le Parti et le Bey n'ont pu réduire l'action d'assimilation prônée par les autorités du Protectorat. Pour ce Protectorat,

le Parti Destourien à l'époque, dit Bourguiba, faisait partie du décor. Un Bey, des ministres richement chamarrés, et un parti d'opposition suffisaient à faire illusion. Le pouvoir réel était exercé par la France. Les leviers de commande étaient aux mains du Résident Général, du Secrétaire Général du gouvernement, des Contrôleurs civils ainsi que des officiers des affaires indigènes qui sévissaient dans le Sud de la Tunisie.<sup>15</sup>

Par contre, Bourguiba se devait devant cette faiblesse, devant cette inertie, devant cette "carence de l'Etat tunisien réduit au rôle de fiction", de faire appel au peuple: "c'est au peuple, écrit-il, à faire entendre sa protestation douloureuse contre un état de chose qu'il n'a sûrement pas mérité",<sup>16</sup> état de choses qui empêche un Tunisien de parler de sa patrie de peur d'être suspect de subversion, état de choses qui mine l'existence d'un peuple tunisien ayant son individualité, ses traditions et ses droits.

Le renversement de cette situation ne pouvait donc pas venir de la France, mais seulement du peuple lui-même qu'il fallait réveiller par une propagande et une action révolutionnaire, permanente. Bourguiba va donc rapidement prendre tous les moyens pour réveiller le peuple de sa léthargie. Dans les cafés et les lieux publics, ses articles bien qu'ils étaient écrits dans une langue étrangère au pays, ils étaient

<sup>15</sup> H. BOURGUIBA, Ma Vie, Mes Idées, Mon Combat, p. 101.

<sup>16</sup> H. BOURGUIBA, Articles de presse, 1929-1934, p. 24.

lus et commentés. Ce n'étaient plus les doléances sempiternelles sur les questions rituelles des Habous, de l'agriculture et des terres agricoles dont Abdelaziz Thaalbi s'était fait le spécialiste; le ton était tout autre. Point de jérémiades, de timides revendications, de simples protestations contre des injustices ou des brimades. Mais cette idée révolutionnaire: débarasser la Tunisie du Protectorat et de la colonisation.

Très rapidement une telle propagande révolutionnaire va avoir des suites. Une vague d'agitation va déferler sur la Tunisie. Des poursuites judiciaires seront engagées dès juin 1931, par les autorités françaises, contre l'équipe du quotidien la Voix du Tunisien. C'était la méthode habituelle adoptée par les Autorités pour contrer tout mouvement nationaliste, méthode employée déjà contre Bach Hamba, parce qu'il haranguait les étudiants de l'Ecole Zeitouna, contre aussi M'Hamed-Ali, pour ses discours parmi les ouvriers. Tous deux ont été bannis. Ces Autorités allaient-elles suivre le même procédé à l'encontre de cet "agitateur" d'opinion publique, Habib Bourguiba? Ce moyen usuel s'avérait, pour le Résident Général, difficile. Difficile! C'est qu'il y avait un grand risque: si Bach Hamba s'adressait aux étudiants; M'Hamed-Ali, aux ouvriers seulement; Bourguiba s'adressait à tout un peuple dont il avait l'appui. Un peuple qui commençait à comprendre les arrière-pensées, les intentions cachées et les objectifs véritables des

autorités françaises.

Le Résident Général, Manceron, conscient de ce fait, convoqua une semaine environ avant le procès prévu pour le 4 juillet, toute l'équipe de La Voix du Tunisien. Ce fut un événement extraordinaire. Extraordinaire! quand nous savons qu'à cette époque le Bey, ses ministres et le Parti Destourien ne jouissaient d'aucune estime et de considération de la part des autorités françaises, quand nous savons aussi et surtout que même le peuple tunisien indigène, opprimé, était sur le point de s'évanouir par la dépersonnalisation, l'assimilation, la naturalisation, que la France encourageait en offrant aux nouveaux naturalisés français une indemnité appelée le un tiers colonial\*, quand nous savons aussi que la France n'affectait aucune considération à ce peuple tunisien se laissant tenter par cette indemnité et exposé ainsi à l'absorption totale.

Cet événement fut donc un changement incontestable dans l'histoire tunisienne:

Pour la première fois, dit Bourguiba, des articles écrits dans une langue étrangère au pays provoquaient la prise de conscience des masses qui menaçaient de descendre dans la rue et d'affronter les forces de l'ordre, pour manifester leur solidarité avec nous. A telle enseigne que le Résident, effrayé, s'est trouvé contraint de s'entretenir avec nous. Le fait était spectaculaire: le Résident

---

\*C'est-à-dire que le salaire de ce naturalisé augmentait du 1/3.

Général en personne nous conviait à une conversation! Le représentant de la France nous recevait dans la Maison de France!<sup>17</sup>

Nous constatons donc que la pensée et l'action révolutionnaires de Bourguiba commençaient avec l'appui du peuple, à bouleverser les autorités françaises. La rencontre entre le Résident Général et l'équipe de rédaction composée de douze personnes dura plus de trois heures. A la remarque faite à l'équipe par Manceron que le ton du journal portait atteinte au prestige de la France, la réponse était: "Nous n'en voulions pas à la France, mais qu'il s'agissait de la triste condition des Tunisiens". A l'invitation faite par Manceron à l'équipe de "changer quand même de ton", cette rétorsion lui avait été lancée: "il fallait d'abord modifier la politique française", "...même emprisonnés, nous écrivons, du fond de nos geôles, des articles de soutien en faveur du gouvernement si la France changeait de politique à l'égard du peuple tunisien. Nos personnes ne comptent pas, les prisons ne sauraient entamer notre détermination", "...que la France mette un terme à sa politique de dépersonnalisation, d'assimilation et d'appauvrissement, qu'elle cesse de faire du budget un instrument de transfert de nos richesses nationales."<sup>18</sup>

Ces réponses de l'équipe sont typiques de la position prise par Bourguiba, et déjà développée dans ses articles.

<sup>17</sup> Habib BOURGUIBA, Discours, Publications du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1978, tome XIV, p. 307.

<sup>18</sup> Ibid., p. 308.

Il n'en veut pas à la France, mais il appelle au respect mutuel, lui propose déjà l'idée d'une coopération libre, dépourvue de toute dépendance, d'inégalité, de haine et de rancune; il affirme sa foi dans la préservation des liens entre la Tunisie et la France, mais des liens entre deux pays indépendants. Il lui manifesterait même sa gratitude si elle permettait au peuple tunisien de s'émanciper et de poursuivre son propre destin. Mais aussi cet entretien manifeste et résume le grand attachement de Bourguiba à son idéal: faire disparaître le Protectorat, permettre au peuple de jouir de la dignité et de la liberté, récupérer la souveraineté tunisienne, et établir avec la France une coopération libre.

Cet idéal pouvait apparaître comme un rêve: l'entourage de Bourguiba, ses proches compagnons et même des membres de sa famille le considéraient comme un fou; tous, ils se posaient ces questions: "Comment peut-il abattre la France?", "Peut-on détruire une montagne avec une pioche?" "Et puis, peut-on supporter une coopération saine et honnête avec cette France qui a fait subir au peuple tant de mal? "Tant de scepticisme aurait pu faire douter quelqu'un de moins déterminé que Bourguiba:

Lorsque j'ai pris cette décision\*, dit Bourguiba, j'avais très peu de chance de réussir dans mon entreprise et toutes les

---

\* Décision de libérer son pays ou de mourir.

chances de trouver la mort avant d'avoir obtenu le moindre résultat. On me donnait des conseils répétés à satiété, qui tendaient à me faire renoncer à un dessein si follement ambitieux. L'ironie n'était pas absente de ces conseils. On ne démolit pas une montagne avec une pioche, me disaient mes interlocuteurs et ils ajoutaient: la France est une grande puissance, on ne s'attaque pas à elle impunément.<sup>19</sup>

Mais une telle perspective ne pourrait qu'accentuer la détermination de celui qui avait décidé coûte que coûte de libérer son peuple.

La promesse faite au représentant de la France allait cependant être respectée, même si la condition était loin de l'être: "...même emprisonnés, nous écrirons, du fond de nos geôles, des articles de soutien en faveur du gouvernement si la France changeait de politique à l'égard du peuple tunisien". Et cela se concrétisa en pleine deuxième Guerre Mondiale par Bourguiba, emprisonné par la France alors en guerre avec l'Allemagne. Il écrit alors du Haut Fort Saint-Nicolas, le 8 août 1942, à Habib Thameur, son compagnon de lutte:

Donner aux militants l'ordre -sous ma responsabilité et même sous ma signature s'il le faut- d'entrer en relations avec les Français gaullistes de Tunisie (il doit bien y en avoir quelques-uns: certains de nos amis socialistes, par exemple), en vue de conjuguer si possible notre action clandestine avec la leur en laissant de côté pour après la guerre le

<sup>19</sup> H. BOURGUIBA, Ma Vie, Mes Idées, Mon Combat, p. 3.

problème de notre indépendance... Notre soutien aux Alliés doit être inconditionnel.<sup>20</sup>

Ensuite, Bourguiba, même libéré par l'officier allemand Altman Barbie, et transféré à Rome, ne se rallie pas à l'Axe, contrairement aux nombreux Arabes qui s'y trouvaient:

Ils menaient la grande vie, précise Bourguiba, et s'amusaient à couvrir les Alliés d'injures et de sarcasmes sur les antennes de Radio Bari..<sup>21</sup>

Ainsi, Bourguiba, dans et au-dehors de la prison française, a soutenu la France et n'a manifesté à son égard ni haine, ni rancune, malgré qu'elle n'ait rien changé de sa politique envers le peuple tunisien. Que disons-nous, ici, de cette position de Bourguiba? Cherche-t-il vraiment l'occasion de "jeter les Français dans la mer"? Ne manifeste-t-il pas plutôt son désir de coopérer, mais de coopérer librement avec la France? Bourguiba n'a cessé durant cette période de lutte, d'appeler à cette coopération et de la développer.

Donc, au fond, cet entretien entre Manceron et cette équipe du journal, était marqué du souffle de Bourguiba: "Nos personnes ne comptent pas, les prisons ne sauraient entamer notre détermination". Le Résident Général, conscient donc de la force de Bourguiba, de sa conviction, de sa détermination, de son courage méprisant le danger,

<sup>20</sup>H. BOURGUIBA, La Tunisie et la France, Maison Julliard, Paris, 1954. p. 179.

<sup>21</sup>H. BOURGUIBA, Ma Vie, Mes Idées, Mon Combat, p. 207.

craignant sans doute, de voir le procès donner le signal à des manifestations et à des troubles, (il) a donné des instructions pour renvoyer l'affaire sine die.<sup>22</sup>

Bourguiba pour sa part n'est pas dupe au point d'ignorer la puissance de la France. Il est animé de sentiments dépourvus de violence, mais il n'abandonne aucunement sa volonté de lutter pour la cause nationale, pour une cause de justice tant mystifiée par les autorités françaises. Il tâchait de rappeler justement cet idéal de liberté, de dignité, de souveraineté à cette France, auxquelles elle tient par son histoire, mais dont certains de ses enfants semblaient oublier. Bourguiba imbu de ces valeurs et de la foi musulmane qui enseigne que "l'amour de patrie fait partie de la croyance en Dieu", ne pouvait plus supporter cette injustice, cette sujétion de son peuple sur le point d'être spolié de son identité. Il était toujours à la recherche de la souveraineté perdue de son pays, de la République détruite, de la vérité, de cette pure vérité dont parle Aristote: On peut avoir de l'affection pour les amis et la vérité; mais la moralité consiste à donner la préférence à la vérité. Nous voyons cette moralité, cette éthique aristotélicienne, se manifester dans les paroles et les actions de Bourguiba.

---

<sup>22</sup>Ibid., p. 101.

...j'avais réussi, dit-il, à réveiller ce peuple et à le mettre sur la bonne voie, la voie qui conduit à l'indépendance et à la souveraineté. Il y a là une oeuvre immense et extrêmement complexe que j'ai poursuivie sans relâche, partout, utilisant toutes les tribunes qui se sont offertes à moi. Lorsqu'une d'elles ne m'aidait plus dans ma tâche, je l'abandonnais et cherchais ailleurs: je ne m'arrêtais à aucune considération<sup>23</sup> d'amitié ou d'attache personnelle.

Cette force morale et cette force populaire que Bourguiba s'efforce d'organiser, étaient son soutien dans la recherche de cette vérité mystifiée par certains Français marqués de leur ambition usurpatrice et de l'exagération de leur intérêt propre.

Après la fameuse rencontre avec le Résident Général Manceron, Bourguiba va donc poursuivre, par ses actions et ses écrits, la lutte pour dénoncer la politique française en Tunisie, pour en faire voir les conséquences véritables et développer l'appui populaire nécessaire à l'affirmation de la véritable personnalité tunisienne.

C'est ainsi, par exemple, qu'il va reprendre dans un article "Le Budget tunisien" publié dans le premier numéro du quotidien L'Action Tunisienne,<sup>24</sup> sa dénonciation de la

---

<sup>23</sup>BOURGUIBA, Discours, Publication du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1978, tome XIV, p. 307.

<sup>24</sup>Ce journal a été fondé non pas seulement par Habib Bourguiba, mais aussi par Mahmoud Materi et M'Hamed Bourguiba. Ce n'est qu'après le désistement de ces deux derniers que Habib Bourguiba s'en est occupé seul en lui sacrifiant son

"politique d'exploitation de richesse" et du "déplacement progressif de la fortune publique et privée".

Dans cet article sur le budget, Bourguiba démontre encore les intrigues des autorités coloniales. Nous avons vu précédemment dans le "Voile" et le "Socialisme boiteux",

---

métier d'avocat et en s'adonnant à la politique. Ce journal, L'Action Tunisienne, était né à la suite des intrigues de Chedly Khairallah, directeur du journal "La Voix du Tunisien", intrigues découvertes par Habib Bourguiba lors de cet entretien tenu entre l'équipe tunisienne du journal et Manceron le Résident général de la France qui, durant ces discussions, fit allusion à des propos qu'il avait tenus, le matin du jour même de la réunion, à Chedly Khairallah ainsi qu'aux recommandations qu'il lui avait faites.

Bourguiba, surpris par le comportement de Khairallah, lui demanda quelque explication sur sa visite matinale à Manceron. Tout en affichant une attitude équivoque, Khairallah répondit qu'il n'avait de compte à rendre qu'à son Parti. Devant cette attitude, Bourguiba lui fit remarquer que, dans leur situation, ils devaient se considérer comme les élus du peuple et non les représentants du Parti Destourien. Après cette altercation, Habib Bourguiba ayant "horreur des intrigues et des attitudes équivoques", a pris la décision de ne plus rien publier dans "La Voix du Tunisien". Un fait à remarquer, ici: après le retrait de Bourguiba, ce journal a aussitôt périclité. Cela nous montre à quel point les articles de Bourguiba étaient populaires. Un an après cet événement, en 1932, une équipe homogène constituée de Habib Bourguiba, M'Hamed Bourguiba et Mahmoud Materi, avait décidé de fonder un journal bien à eux et fait paraître le premier numéro de L'Action Tunisienne, le 1er novembre 1932. Bourguiba ayant d'autres desseins que ceux manifestés par les partisans du Parti Destourien, allait s'adonner entièrement à ce nouveau journal en s'acharnant de plus en plus sur la politique de peuplement, de naturalisation et d'appauvrissement, menée par les Autorités françaises en Tunisie.

comment il démystifie les intentions<sup>s</sup> des autorités du Protectorat. Celles-ci se révèlent aussi dans "le budget".

L'origine du budget, explique-t'il, réside dans le prélèvement par l'Etat des fonds sur les ressources de ses sujets, fonds nécessaires à la bonne marche de ses services. Il réside également dans le prélèvement sous formes d'impôts constituant une partie de la richesse des uns, qui va être distribuée à d'autres sous forme de subventions, traitements, salaires. Or, ce budget qui était sensé d'être élaboré par le Grand Conseil de Tunisie, l'était exclusivement par les bureaux du Quai d'Orsay. Mais le Quai d'Orsay pouvait-il avoir pour intérêt premier le maintien du Protectorat qui entraînait l'appauvrissement progressif de la Tunisie? Pourtant, ce Protectorat devait être considéré comme un régime essentiellement provisoire. Et Bourguiba ici de rappeler que: "tout traité de protectorat porte en lui son germe de mort en raison même de son objet, un Etat ne pouvant être à la fois sujet et souverain...". Par l'exercice du budget, les autorités françaises ne font qu'appauvrir les Tunisiens, tout en se livrant sans relâche à une politique de peuplement pour réduire la différence numérique entre Tunisiens et Français.

L'intention de Bourguiba était ici, croyons-nous, d'éveiller la conscience du peuple aux problèmes économiques comme il l'a éveillé aux problèmes de dignité, de liberté et de souveraineté. Ce budget tunisien établi par le Quai d'Orsay, ne servait pas les indigènes, mais les colons français.

Ce fait sera de nouveau mis en relief par Bourguiba, dans un article intitulé: "Inconscience ou cynisme?", publié dans le quotidien L'Action Tunisienne, du 23 novembre 1932, où il montrait encore une fois beaucoup de perspicacité:

Vous avez beau prôner, écrit Bourguiba, en s'adressant au Représentant de la France, dans vos discours une collaboration qui s'avère illusoire; les faits sont là; vous avez cru rendre un gros service avec l'argent du contribuable à vos compatriotes français; en réalité, vous avez compromis à jamais la position de la France en ce pays.

Vous avez jugé que le fellah est une quantité négligeable par rapport au colon; qu'il doit être encore sacrifié parce que vous n'avez rien à craindre de son côté: erreur, encore erreur!

C'est avec de pareils calculs qu'on prépare dans l'ombre les grands bouleversements pour le jour où le fellah aura perdu tout espoir dans la sincérité de la France.

Vous avez administré la preuve à ce fellah, par votre discrimination scandaleuse, que vous gouvernez le pays en étranger, pour le compte exclusif de vos compatriotes, en vertu du droit de conquête, de la loi du plus fort...

Le fellah s'en souviendra!

Mais songez que de tels régimes n'ont pas fait long feu en ce pays qui en a connu de pires.

Songez que les régimes issus de la conquête, quand ils s'avèrent impuissants à régler sur les bases de la justice et de l'égalité les rapports entre vainqueurs et vaincus, quand ils en arrivent à afficher aussi brutalement leur mépris du droit, c'est qu'ils n'en ont plus pour longtemps.

Que vous le voulez ou non, Monsieur le Ministre, c'est bien le commencement de la fin!<sup>25</sup>

Quelle perspicacité! L'histoire est là pour se rendre compte de cette prédiction. A partir de ce défi aux Autorités du Protectorat, Bourguiba n'a jamais lâché prise: d'épreuves en épreuves, il est parvenu à miner le pouvoir français en Tunisie, avec le seul secours de ce peuple pauvre et démuné de toute force militaire.

A ce cri de Bourguiba, le peuple, croyons-nous, ne pouvait plus rester inerte, mais se devait d'être en effervescence surtout lorsque Bourguiba lui apporta une preuve de plus de la mauvaise volonté des Autorités françaises.

En effet, il a fait paraître, en 1933, dans L'Action Tunisienne, une déclaration écrite de M'Hamed Chenik, faisant partie du Grand Conseil. Cette déclaration de plusieurs

---

<sup>25</sup> H. BOURGUIBA, Articles de presse, 1929-1934, pp. 123-124.

pages, révélait des intrigues, des manoeuvres et des sabotages commis par quelques représentants de la colonie française, par la commission Tardi et surtout par le directeur des finances. Cette déclaration était pour Bourguiba une preuve importante de l'exactitude de son argumentation sur l'appauvrissement du peuple tunisien.

Bourguiba s'est donc orienté vers le peuple pour entraîner son union et sa prise de conscience de la cause nationale. Nous le voyons, porté par une volonté constante, se rapprocher de plus en plus de ce peuple, y jeter les bases d'une confiance véritable dans son destin et son avenir, malgré ces comportements équivoques des autorités françaises.

## CHAPITRE V

### Vers la libération nationale

Il est évident que l'engagement de Bourguiba et la prise de conscience dans le peuple devaient rapidement déboucher sur l'action positive. Les conséquences de la politique de peuplement et de naturalisation du Protectorat allaient en être l'occasion. Ces incidents liés au problème de l'inhumation des naturalisés français allaient en être le détonateur.

En effet, ces politiques paraissaient particulièrement odieuses à Bourguiba qui ne pouvait point les supporter. Le voici donc profitant de la "fatoua"\* du mufti\*\* de Bizerte,<sup>1</sup> le Cheikh Idriss, interdisant l'inhumation des naturalisés français dans les cimetières musulmans, le voici donc conduisant à Tunis une manifestation contre l'inhumation d'un Tunisien naturalisé français. Il y eut des accrochages sanglants à la suite de l'intervention des forces de l'ordre. Le peuple se mobilise. Des incidents semblables se multiplièrent à travers la Tunisie.

---

\*Loi religieuse musulmane.

\*\* Un homme religieux musulman qui s'occupe de l'interprétation de la loi coranique.

<sup>1</sup> Ville au Nord de la Tunisie.

Mais ce mouvement devait être encadré par une organisation politique qui l'organisera et le poursuivra. C'est ainsi que Bourguiba, au Congrès du Parti Destourien, le 12 mai 1933, le premier en dix ans d'apathie, proclame la nécessité de nouvelles méthodes d'action avec des hommes nouveaux. Alors, Bourguiba et l'ancienne équipe de "L'Action Tunisienne" sont élus au Comité Exécutif du Parti. Cela démontre de la popularité et l'influence de ce journal.

Mais Bourguiba n'allait pas rester longtemps dans ce Comité. En effet, le 8 août 1933, il dirige chez le Bey Ahmed à la Marsa\*, une délégation de soixante-dix notables, venue de Monastir protester contre l'inhumation forcée dans le cimetière musulman du jeune Sayadi, naturalisé français. L'inhumation avait provoqué des heurts sanglants faisant un mort: Châabane Behouri. Au lendemain de cette visite, le Comité Exécutif du Parti Destourien se réunit et vota une motion de blâme à l'encontre de Bourguiba pour avoir conduit cette délégation. Désapprouvant cette attitude, Bourguiba démissionna de la Commission Exécutive du Parti Destourien. Démission suivie de celle de Bahri Guiga radié par la même Commission, accusé de divulgation de secrets du Parti faites à Bourguiba, de celles aussi de Tahar Sfar, Materi et M'Hamed Bourguiba (tous trois s'y sentant indésirables).

---

\* Banlieue de Tunis.

Ces secrets dévoilés par Bahri Guiga consistaient dans une annonce faite par le nouveau Résident Général, Marcel Peyrouton (renommé comme un "homme à poigne"), à une délégation du Parti Destourien, composée de Salah Farhat, Ali Bouhajeb (adversaire déclaré de Bourguiba), Bahri Guiga et Khalladi. Cette annonce portait sur la réduction du tiers-colonial dont jouissaient les fonctionnaires français, et aussi sur l'insatisfaction du Résident face à l'atmosphère qui régnait dans le pays: agitations, selon lui, successives et larvées, provoquées uniquement par Habib Bourguiba que la France ne pouvait tolérer plus longtemps.

L'action de la Commission Exécutive ne s'est pas limitée seulement à blâmer Bourguiba et à radier Guiga, mais à adresser aussi une circulaire à tous les présidents de cellules destouriennes répandues dans le Protectorat, présentant les cinq démissionnaires comme des gens dangereux, sans foi ni loi, pour justifier son arrêt d'exclusion touchant cette équipe, malgré que comme nous savons, ce groupe de "L'Action Tunisienne" avait gagné une large sympathie populaire, surtout parmi les jeunes du Parti, qui avaient élu unanimement les cinq membres de l'équipe de "L'Action", à cette Commission Exécutive.

Bourguiba prit connaissance de cette circulaire par l'entremise de Chedli Kallala, président de la cellule de Monastir, cellule que Bourguiba avait lui-même fondée.

En réaction contre cette circulaire, les cinq démissionnaires rédigèrent une mise au point, déplorant les agissements de la Commission Exécutive. Ils expliquèrent que celle-ci n'avait jamais voulu d'eux, et ne pouvant rejeter leur élection par le congrès, elle ne cherchait que l'occasion de les exclure. Tous les cinq déclarèrent qu'ils étaient disposés à s'en remettre au jugement des destouriens lors d'un congrès extraordinaire.

Ces démissionnaires, allaient-ils s'arrêter là, à cette mise au point et attendre des jours meilleurs? Attendre! Mais, qu'attendait-on de cette Commission Exécutive du Parti Destourien et de ce régime colonial? De la trahison? De la dérobade? Du fatalisme? De l'obscurantisme? De la sclérose? De l'hypocrisie? De la mystification, de l'égoïsme?

Où était donc l'apport de ces cinq années consécutives de 1929 à 1933, consacrées par Bourguiba dans L'Etendard Tunisien, dans La Voix du Tunisien et surtout dans L'Action Tunisienne? Comment allait-elle devenir cette opinion populaire gagnée pendant ces cinq années? Et cette conscience politique que Bourguiba s'est efforcé de faire naître chez le peuple, durant toute cette période, allait-elle être délaissée enfin par lui? lui qui éduquait, mobilisait, organisait, faisait comprendre, préparait au combat ce peuple et qui cherchait l'occasion de le contacter directement, de lui parler de vive voix!

Bourguiba, allait-il maintenant abandonner ce peuple, se résigner au mal de cette Commission Exécutive, se soumettre à cette oppression coloniale et se sacrifier ainsi à l'instar de Tahar Haddad et de M'Hamed-Ali El Hammi? Haddad, pour son livre intitulé: La Femme au regard de la religion et de la société. El Hammi pour son mouvement syndical. Livre et mouvement, l'un était considéré comme hérétique; l'autre, comme superflu, par ce même Parti Destourien. Pour Bourguiba, cela paraissait inconcevable, inacceptable, ne souffrant aucun délai. Et comment non! lui qui avait horreur des intrigues et des comportements équivoques (nous avons vu sa réaction contre les agissements du directeur du journal La Voix du Tunisien). Et maintenant devant une telle attitude manifestée par la Commission Exécutive du Parti Destourien, comment allait être sa réaction?

C'était devant le peuple, à Ksar-Hellal,<sup>2</sup> qu'il est allé, le 3 janvier 1934, accompagné de Tahar Sfar, expliquer de vive voix, leur différend avec la Commission Exécutive. Arrivés vers seize heures, Bourguiba et Haddad se mirent à chercher à entrer en contact avec l'un des responsables de la cellule destourienne. En vain.

---

<sup>2</sup>Alors village au Sahel tunisien.

Ce vide eut-il pour cause le mois de Ramadan<sup>3</sup> ou le mépris des gens envers Bourguiba et Haddad? Pourtant, même les militants non responsables de cette cellule, rencontrés par Bourguiba et son compagnon, feignaient de les ignorer et les fuyaient comme on fuit les gens atteints de maladie contagieuse. Quel égard envers l'homme dont l'action de cinq années de journalisme a porté haut la cause nationale, démystifié la politique colonialiste et colonisatrice de la France! Oubliait-on ces positions de courage, d'honnêteté, de sincérité, ces dispositions à l'abnégation, cette inclination au grand bien, démontrées, cinq années durant?

Que constatons-nous, ici, dans ce comportement des militants? De l'ingratitude? De la méfiance? De l'ignorance? De la peur? Cette dizaine environ de destouriens ne voulaient rien écouter de Haddad et surtout de Bourguiba qui, surpris de cette attitude de ses interlocuteurs, se mit à leur rappeler qu'il avait été le directeur du journal L'Action Tunisienne, tant apprécié par les militants eux-mêmes, et qu'ils l'avaient élu à l'unanimité à la Commission Exécutive. En vain. Toujours de la réticence de la part des militants.

---

<sup>3</sup>Un mois de l'année où les Musulmans font le jeûne complet du lever au coucher du soleil en s'abstenant de toute nourriture et de toute boisson, même de l'eau. Et de ce fait, les gens se sentant plus ou moins faibles, préfèrent garder leur domicile surtout l'après-midi où la faim commençait à se sentir.

Mais comment s'expliquait cette méconnaissance de l'oeuvre émancipatrice, cette hostilité même envers Bourguiba? Que de contradictions dans la vie! Méconnaissance et hostilité, au fond, ne parvenaient pas directement de ces militants, mais de la Commission Exécutive du Parti Destourien qui leur recommandait, dans une circulaire, de ne pas recevoir Bourguiba, de ne pas l'écouter, afin qu'ils ne fussent pas influencés par ses propos persuasifs, en leur y citant le Verset coranique: "Si un dévoyé se glissait dans vos rangs, ne vous laissez pas séduire par ses paroles trompeuses, car vous aurez à regretter les conséquences de vos actes".

N'importe. Bourguiba, animé d'honnêteté et de sincérité intègres, tenait bon, malgré sa grande déception. Et comment non! N'est-ce pas lui qui avait formulé déjà dans les journaux sa théorie révolutionnaire ayant pour corollaire un peuple uni et mûr? Où était donc l'ampleur de cette théorie que Bourguiba croyait répandue parmi ce peuple? Cette théorie s'avérait-elle vaine puisqu'elle consistait à utiliser justement ce peuple comme force de frappe pour faire pression sur la France et pour l'amener ainsi à céder petit à petit. Malheureusement, le peuple que découvrait Bourguiba, ce soir du 3 janvier 1934, n'était pas prêt pour une telle stratégie.

Bourguiba s'obstina à parler. Ses interlocuteurs s'empressèrent de rentrer chez eux pour rompre le jeûne. Ahmed AYED, un vieil homme, destourien non conformiste et

connu pour ses prises de positions audacieuses (il avait soutenu Tahar Haddad ainsi que M'Hamed-Ali), intervint. Intervention s'avérant salubre à l'avenir du Mouvement National. Le local de la cellule étant interdit à Bourguiba, Ayad lui proposa son domicile comme lieu de réunion, le soir même de ce 3 janvier, après la rupture du jeûne, à 21 heures.

Une telle proposition, dans de pareilles circonstances, confirmait bien les actes d'audace de Ayad surtout quand on savait que la Commission Exécutive du Parti avait interdit aux destouriens, tout contact avec les cinq membres de L'Action Tunisienne, taxés d'impureté, de hérésie, de trahison, membres payés, selon la même Commission, pour anéantir l'unité du Mouvement National, et quand on savait aussi que cette même Commission avait particulièrement prévenu les adhérents de ne pas écouter les paroles de Bourguiba, connues pour leur séduction et leur persuasion.

Voici donc Bourguiba à la demeure de Ahmed Ayad, entouré de deux à trois cents personnes, dans le grand patio découvert. En dépit du grand froid de cette nuit là, la chaleur pourtant envahissait les coeurs, à mesure que Bourguiba leur parlait. Il s'efforçait de leur insuffler de l'enthousiasme et de leur inculquer la conviction de la possibilité de mettre fin au régime colonial et de forger leur propre destin, car il constatait que le peuple musulman vivait de superstitions et de croyances rétrogrades et se soumettait au destin, passif et résigné. Toute ardeur était étouffée par une vision fataliste.

Il essayait de donner confiance à ces auditeurs en leur déclarant qu'ils étaient capables de modifier, en leur faveur, la réalité qui l'entourait, grâce à leur intelligence. Il fallait, dit-il, éviter cette stagnation caractérisant les peuples musulmans et ne pas prêcher qu'il était inutile de lutter pour faire sortir la France des frontières tunisiennes, puisque c'était la volonté de Dieu. Du moment qu'il était écrit que la France devait partir, elle allait partir de son propre grê parce que Dieu le voulait.

Bourguiba tâchait, de prime abord, de faire comprendre à ces gens réunis que l'Islam authentique rejette cette résignation fataliste et incite plutôt à l'action et au progrès. Dieu n'a-t-il pas dit dans le Coran: "Dieu ne changera pas la condition des hommes s'ils ne changent pas leur mentalité"? Mais nous constatons qu'à cette même époque, cette notion de résignation, de stagnation, caractérisant les peuples musulmans, signifiaient de la grandeur pour Peyrouton, Représentant de la France.

Il y a la grandeur, disait-il lors de ses discours, dans l'attitude du musulman, soumis à son destin. Mais il y a une noblesse suprême dans celle de l'occidental qui veut être l'artisan du sien.<sup>4</sup>

Grandeur dans la soumission! Quelle flatterie! Ce n'est pas étrange qu'une pareille démagogie émane d'un esprit colonialiste ne voulant au peuple colonisé, usurpé

<sup>4</sup>H. BOURGUIBA, Discours, Publication du Ministère de l'Information, Tunis, 1979, tome XVII, p. 92.

que soumission, passivité, afin que ce colonisateur jouisse comme il faut de l'usurpation des terres et des ressources du pays ne lui appartenant pas.

Bourguiba faisait entendre ce soir là, à ces hommes, des accents nouveaux: forger son propre destin, mettre fin au régime colonial, avoir recours à l'intelligence, éviter la stagnation, adapter l'esprit authentique de l'Islam, accents auxquels ils n'étaient pas accoutumés. Il s'adressait à eux non pas en arabe littéraire, mais en langue parlée, "celle de l'homme de la rue", et il devait leur parler avec cette sincérité qui caractérisait déjà ses interventions et ses articles.

Ces paroles de Bourguiba avaient tellement provoqué d'enthousiasme parmi la foule qui commença à se rallier à lui inconditionnellement en approuvant ses idées, que le président de la cellule, Mohamed Bouzouita, essayait de tergiverser; mais il a été houspillé par les jeunes auditeurs. C'était là, bien sûr, un signe de changement d'esprit des assistants. Et à la fin de la réunion, vers minuit, Bourguiba fut hissé par eux-mêmes, sur leurs épaules, en signe de triomphe.

C'était un tournant décisif dans l'histoire politique et sociale de la Tunisie, tournant s'expliquant par le changement radical dans le comportement de ces gens. Nous avons vu comment ces gens se comporter avant la réunion: hostiles à toute parole de Bourguiba. Et après la réunion:

ralliés à Bourguiba, décidés à la lutte et prêts aux sacrifices. Qu'est-ce que cette chaleur communicative de Bourguiba? Qu'est-ce que ce phénomène qui change l'hostilité déclarée en amitié?

S'agit-il donc de "perversion" comme le prétendaient les membres de cette Commission? Non. S'agit-il de flatterie du peuple pour un intérêt égoïste ou éphémère? Non. Plutôt, croyons-nous, de la sincérité dans les paroles, de la fidélité dans les sentiments et du courage. Bourguiba en a démontré assez durant cette réunion pour attaquer cette Commission qui avait écrasé Haddad, M'Hamed Ali. Allait-elle écraser aussi Bourguiba? Elle n'osait point. Tout un peuple derrière Bourguiba. Et puis ce courage de Bourguiba donnait l'exemple, exemple dont ces hommes présents à cette réunion et leurs semblables éparpillés dans ce Protectorat, avaient grandement besoin. Leur coeur frappé de froideur, de peur, ils ont trouvé dans Bourguiba un stimulateur véritable qui commence à enlever de leurs yeux et de leur coeur ce carcan de torpeur, torpeur du Bey, torpeur de la Commission Exécutive du Parti Destourien, torpeur du régime colonial.

Car ces gens là, surtout ceux du Sahel, se rappelaient encore comment en 1864, le Général Zarrouk, envoyé du Bey, avait maté, dans l'usurpation et le sang, la révolution du Sahel. Ils en étaient encore traumatisés, et la crainte des terribles représailles beylicales, destouriennes, coloniales, les paralysait. Bourguiba se dressa, donc,

courageusement, devant son peuple, lui parla. Les yeux commencèrent à se dessiller; les illusions à se dissiper; l'échelle des valeurs à se modifier; le sentiment de dignité à s'éveiller. Bourguiba leur tendit donc la main afin qu'ils le suivent sur le chemin de la gloire, vers l'émancipation. Le chemin de la gloire! Un chemin dur à suivre, long et sinueux. Rares sont ceux qui en supporteront les vicissitudes.

Et ici il faut citer un paragraphe de l'ouvrage de Camille BEGUE, qui fixe un destin et indique une mission:

Parallèlement, on en nommerait des douzaines et des douzaines qui ont été aptes au syncrétisme, sur cette terre bénie et déchirée qui a digéré les civilisations phénicienne, romaine, byzantine, arabe, turque, française, pour ne citer que les principales; qui a su fixer les Germains d'Hunerie, de Gunthamond, de Thrasamond; qui a attiré les Espagnols; qui a rendu un culte à Baal; qui a donné asile aux dieux des Romains; qui a été pénétré du christianisme orthodoxe prêché à Hippone et à Carthage tandis que la balayaient à coups de simoun furieux les hérésies montanistes, marcionistes, manichéistes, donatistes et autres, en attendant que les sectes musulmanes se disputent droit de cité, appelant à la rescousse Aristote et Platon et les néo-aristotéliens et les néo-platoniciens, un relent de Bible et de Talmud saupoudrant le mélange. Aucun de ces initiés aux jeux de Connaissance contemporains, héritiers des inventeurs de la poudre, de la boussole et du papier, des restaurateurs de la philosophie, ne s'est levé et n'a dit: "Tunisiens! Tunisie! Réveillez-vous et suivez-moi!"<sup>5</sup>

<sup>5</sup> Camille BEGUE, Le Message de Bourguiba, Librairie Hachette, Paris, 1972, p. 40.

N'est-ce pas là le vrai rôle du Chef? Rôle que Bourguiba avait déjà conçu en 1929, dans le "Socialisme boiteux". Le voici donc en train de mettre ce rôle en pratique, en cette journée du 3 janvier 1934. Ceci nous indique une fois de plus, la cohérence existant entre la théorie et la pratique de Bourguiba. Ceci nous démontre encore l'attachement de Bourguiba à l'action, action bien mesurée pour arriver au but conçu d'abord, et réalisé ensuite.

Voici trente-trois ans, dit Bourguiba, en 1967, en commémoration de cet événement du 3 janvier 1934, j'étais venu vous voir en solitaire; car en vérité en ce qui concerne les pensées qui me travaillaient et cette volonté inflexible qui me tenait vers la réalisation de nos objectifs, j'étais un homme seul.<sup>6</sup>

Une volonté inflexible se manifeste ainsi. Et l'aboutissement, c'est le ralliement du peuple à son leader. Or c'est ce ralliement dont Bourguiba avait besoin pour poursuivre son "action opiniâtre".

J'avais enfin, ajoute Bourguiba en la même commémoration, trouvé le point d'appui de toute ma politique, le levier qui allait me permettre de développer ma stratégie. Jamais, avec la presse seule, je n'aurais réussi à concrétiser mon action. Le contact direct, le dialogue avec les masses populaires, voilà qui est infiniment plus efficace<sup>7</sup> pour changer la mentalité d'un peuple.

<sup>6</sup> BOURGUIBA, Discours, Publication du Ministère de l'Information, Tunis, 1979, tome XVII, p. 82.

<sup>7</sup> Ibid., p. 91.

Donc, Bourguiba, à partir de ce jour là, ne croyait définitivement plus qu'au contact direct, un moyen d'action fort efficace sur les foules, contact devenu désormais le crédo de son action.

Voici donc Bourguiba, après avoir semé la bonne graine à Ksar-Hellal, résolu à prendre son bâton de pèlerin. Il va entreprendre la visite des villages et des villes, en continuant à semer la même graine d'abord à Moknine, ensuite à Teboulba, bref, partout dans le pays. Bourguiba redouble donc d'ardeur dans son action révolutionnaire permanente en liaison directe avec l'action du peuple, action considérée par Bourguiba, depuis cette veillée du 3 janvier, comme "un éclair fulgurant dans la nuit coloniale de la Tunisie", éclair, constatons-nous, illuminant la voie vers l'émancipation, mais une voie jalonnée d'obstacles, d'embûches, d'embuscades, que l'on ne va pouvoir surmonter que grâce à une politique des étapes.

Mais il apparaissait de plus en plus nécessaire à Bourguiba de fonder son action dans un mouvement et une organisation structurée. Il était nécessaire surtout de lui donner une forme plus légitime d'autant qu'elle inquiétait de plus en plus les autorités françaises comme en font foi les innombrables rapports de police sur les réunions tenues par Bourguiba à travers tout le pays.

El Haj Béchir Ben Fadhel suggéra la tenue d'un congrès extraordinaire du Destour. Bourguiba approuva cette proposition pour une confrontation loyale avec leurs adversaires, les membres de la Commission Exécutive du Parti. Et une campagne fut entreprise dans ce but. Mais ceux-ci ne voulèrent pas répondre à cette confrontation, empêchés par des sentiments divers: un sentiment d'orgueil, de culpabilité même. D'orgueil, car ils se considéraient eux seuls, les représentants du peuple. De culpabilité, car ils savaient que leur accusation du groupe de L'Action Tunisienne n'était pas fondée. De faiblesse, car ils étaient conscients du manque de la solidité de leurs arguments et avaient peur de perdre ainsi la face. Le congrès se tint malgré tout à Ksar-Hellal, le 2 mars 1934, dans la même maison où avait eu lieu la réunion du 3 janvier 1934. Les membres de la Commission Exécutive avait refusé d'y prendre part, en jetant évidemment l'anathème sur la personne de Bourguiba pour le discréditer devant le peuple, anathème se basant sur le Verset coranique: "Si un dévoyé se glissait dans vos rangs, prenez garde de vous laisser circonvenir par ses paroles. Vous aurez à regretter les conséquences de vos actes". Pour les battre sur le même terrain religieux choisi par cette Commission, Bourguiba et son équipe ont mis leur action sous le signe du Verset Coranique: "Agissez! Dieu vous sera gré de vos actes, ainsi que son Prophète et tous les croyants".

Ainsi, ce congrès de Ksar-Hellal marqua la scission entre les membres de la Commission Exécutive du Parti Destourien et de l'équipe de L'Action Tunisienne. De cette scission devait naître un Parti, le Néo-Destour, qui allait conduire la Tunisie à l'indépendance totale. Son premier Bureau Politique fut composé de cinq membres: le docteur Materi, Président, Habib Bourguiba, Secrétaire Général, Tahar Sfar, Secrétaire Général Adjoint, M'Hamed Bourguiba, Trésorier et Bahri Guiga, Trésorier-Adjoint, tous les cinq ont été élus à la suite du discours prononcé par Habib Bourguiba.

Ce discours confirmait que la première bataille que Bourguiba et son Parti devaient livrer, visait le régime colonial. De là, apparaît l'importance de ce Congrès que Bourguiba voulait "symbole et expression de la volonté populaire", volonté qui s'affirmait dans des élections saines et non dans des pseudo-élections adoptées par le Grand Conseil. Nous constatons immédiatement le souci de Bourguiba de la démocratie, son désir de bâtir son action sur une base solide, la force populaire qui allait soutenir la lutte jusqu'à l'indépendance nationale.

Bourguiba expliqua aux congressistes que la raison profonde du différend qui l'opposait aux membres de la Commission Exécutive du Parti, résidait dans la différence de conception et d'optique des moyens d'action. Les membres

de la Commission Exécutive se défiaient de tout contact avec le peuple et courtisaient platement le Gouvernement; ces mêmes membres déclaraient qu'ils n'étaient pas des nationalistes et que la seule voie pour la réalisation des aspirations du peuple était de s'adresser aux hommes d'Etat français dans le respect strict de la loi. Quant à Bourguiba et son équipe, ils prônaient le contact direct avec le peuple, qui est indispensable pour l'éduquer et pour l'éclairer, mais l'éclairer sincèrement.

Bourguiba ajoutait que l'action des ces membres de la Commission ne faisait que duper les Français et finissait par désintéresser la nation tunisienne de toute activité politique.. Duplicité dont les Français étaient conscients. Et c'était à cause d'elle que le Gouvernement français n'accorda aux membres de cette Commission aucune reconnaissance.

Bourguiba rappelait enfin que cette même Commission avait mystifié le problème de la colonisation et de la crise économique en approuvant les propagandes mensongères sur la richesse des habitants de la Tunisie, qui "bourraient les silos de leurs réserves de blé et d'orge". Et en réalité, la famine, remarquons-nous, sévissait dans le pays, en ce temps là; les habitants des Souassi à demi-nus, se nourrissaient d'herbes.

Pour donner plus de poids à son action entreprise contre la naturalisation et l'appauvrissement, Bourguiba signalait aux congressistes que le Gouvernement français commença à s'intéresser au malaise tunisien et à connaître la vérité, en envoyant en Tunisie des députés, des journalistes, des écrivains, pour se rendre compte de l'exactitude des événements et de la nature du mouvement entrepris par Bourguiba. Par exemple, au printemps de 1934, au moment de la naissance du Néo-Destour, il y eut la visite de Félicien CHALLAYE, philosophe, membre à l'époque du Comité de la Ligue des Droits de l'Homme, et auteur de plusieurs ouvrages sur les méfaits de la colonisation.

Qu'ont découvert ces émissaires en Tunisie?

Un peuple pacifique, disait Bourguiba aux congressistes, qui n'était animé d'aucun sentiment d'hostilité vis-à-vis de la France, mais qui entendait revendiquer ses droits et la jouissance de ses libertés bafouées, quoi qu'il pût lui en coûter. Ils ont compris que le peuple tunisien était décidé à voir instaurer en Tunisie un régime politique et économique basé sur l'égalité et la justice. L'avènement inéluctable de ce régime ne signifie pas l'affaiblissement de la position française dans le concert des nations, mais bien plutôt la consolidation de sa position dans la mesure où une Nation Tunisienne forte aura, de son plein gré, resserré davantage ses liens avec la Nation Française.<sup>8</sup>

---

<sup>8</sup> CENTRE DE DOCUMENT. NATION ., le Néo-Destour face à la première épreuve 1934-1936, Edit. du Secrétariat d'Etat aux Affaires Culturelles et à l'Information, Tunis, 1969, p. 29.

Nous voyons, ici, Bourguiba revenir à son idée révolutionnaire énoncée dès 1929: tout régime de Protectorat porte en lui son germe de mort. Autrement dit, l'indépendance de la Tunisie était inéluctable en considérant ce même régime de Protectorat. Mais cette indépendance devait consolider les liens existant entre les deux nations.

Cette thèse de Bourguiba va se transformer de plus en plus en action révolutionnaire confirmée déjà par les manifestations contre la naturalisation, "action...qui n'a, déclarait Bourguiba aux congressistes, qu'un seul but: la libération de notre Patrie".<sup>9</sup>

Il annonça à ces Néo-Destouriens que la lutte sérieuse alla commencer, qu'il était conscient de la longue durée de cette lutte et que cette durée n'alla pas le faire capituler ou le fléchir en dépit des misères, des vicissitudes et des souffrances. Et il demanda à ces 50 ou 60 congressistes d'en faire autant. Pour lui, tant qu'il demeure vivant, il restera fidèle à son engagement.

Après la fondation du Néo-Destour, Bourguiba va poursuivre la lutte dans l'action directe: il continue à expliquer au peuple, le problème tunisien en développant surtout le thème de l'appauvrissement des Tunisiens et du transfert de ses richesses par le biais du budget. Il insiste sur la nécessité d'augmenter le nombre des adhérents au Néo-Destour pour conquérir les leviers de commande, en

---

<sup>9</sup>Ibid., p. 32.

vue de mettre l'Etat au service de la nation.

Ici, une question se pose. Pourquoi le Résident Général a-t-il laissé le champ libre à Bourguiba? Il croyait, sans doute, par là, faire aggraver le fossé qui se creusait entre les deux clans indigènes jusqu'à leur effritement. Bourguiba profitant de cette illusion parcourait, sans trêve, tout le pays, même durant l'été, quand les autres membres du Bureau Politique, installés à Tunis, "goûtaient aux délices des plages".

Mais bientôt les contrôleurs civils informèrent le Résident Général que

Bourguiba était en train de contaminer même les régions où le Destour ne s'était jamais implanté auparavant...que ceux qui assistaient aux réunions de Bourguiba n'avaient plus le même regard résigné en sortant.<sup>10</sup>

Devant ce développement inattendu des tournées d'explications et de propagandes de Bourguiba, le Résident Général, Peyrouton, voulant limiter cette agitation, autorisa le nouveau Bureau Politique à faire paraître un journal en langue arabe. Le premier numéro de ce journal dénommé "Al Amal",<sup>11</sup> parut le 1er juin 1934. Mais ceci n'allait pas arrêter Bourguiba qui réussit à former un comité de rédaction à la tête du

---

<sup>10</sup>H. BOURGUIBA, Ma Vie, Mes Idées, Mon Combat, p. 121.

<sup>11</sup>Al Amal, en français, veut dire l'action.

journal et à poursuivre ses tournées dans le pays en multipliant les meetings et les contacts directs.

Le Résident Général dépêcha alors à Bourguiba le Président du Néo-Destour pour lui conseiller d'interrompre ses tournées dans le pays. Le Docteur Materi était, au fond, lui-même d'accord pour l'arrêt de ces tournées. Il tint à Bourguiba, ce langage: "Maintenant que nous avons triomphé de Mohieddine Klibi (Directeur du Vieux-Destour) et que le Néo-Destour l'a emporté, les tournées peuvent cesser".<sup>12</sup> Quelle différence de conviction! Comme le degré de patriotisme change d'un militant à un autre et surtout quand ces militants ont donné simultanément leur promesse de lutter jusqu'à la victoire!

En dépit de ces conseils et des menaces de Peyrouton, Bourguiba demeure inflexible et inébranlable. Il répond par un article dans le journal Al Amal, du 30 août 1934, intitulé: "Signes avant-coureurs de la tempête". Il y dénonce le recours par Peyrouton à une politique d'oppression, de peuplement, d'appauvrissement, politique odieuse, car elle frustre la Tunisie de ses richesses, dépossède les Tunisiens de leurs terres par tous les moyens légaux ou illégaux, les appauvrit par une fiscalité exorbitante,

---

<sup>12</sup>H. BOURGUIBA, Discours, Tome XVII, p. 99.

les jette dans un dénuement total au point que deux millions de Tunisiens souffrent de la faim. Politique aussi qui permet au Contrôleur Civil de Kairouan, de terroriser la population de la capitale religieuse du pays, en faisant arrêter, rouer de coups et jeter en prison des Tunisiens par des troupes armées:

...Monsieur le Résident Général, s'écria Bourguiba, l'heure est à l'action et non à la menace...Tout un peuple réclame des substances. Les ventres sont affamés. Le désespoir est général...Est-il donc convenable,...et les faits étant tels, d'user de la force à l'égard de ceux qui ont voué leur existence à une cause sacrée, celle de dénoncer les maux dont souffre le peuple, de revendiquer les droits dont il a été spolié...Nous pencherons à croire que vous voulez...vous débarrasser des Chefs que le peuple s'est choisis et de leur franchise qui a tellement gêné la Tunisie Française et sa clique. Nous serons heureux de nous sacrifier pour le peuple. Qu'importe notre mort si le peuple doit connaître le bonheur et si doit s'arrêter la machine qui, systématiquement, broie le peuple et vide le pays de ses richesses au profit d'une poignée de colonialistes. Les menaces ne nous feront pas renoncer, pendant que notre peuple est affamé. Vous savez pertinemment qu'à ce sort si indigne, la mort est préférable. Pour notre part, nous restons convaincus que notre cause est juste et que tôt ou tard nous finirons par triompher.<sup>13</sup>

Triomphe déjà de sentiments de fidélité à soi-même.

N'est-ce pas, Habib, depuis sa prime jeunesse déjà, a pris

---

<sup>13</sup>H. BOURGUIBA, Articles de presse, 1929-1934, pp. 381-383.

au fond de soi-même, la ferme résolution de "libérer son pays ou de mourir"? Ni Peyrouton, cet "homme à poigne", ni la puissance militaire de la France, ne peuvent ébranler ce courage d'un jeune homme pourtant sans aucune armée, ni richesse, ni relations avec une puissance étrangère. Sa seule force, c'est la conviction de la justesse de la cause tunisienne et la foi aux choses sacrées: parents, patrie, croyance en Dieu. Ce Dieu même ne dit-il pas dans le Coran: "Que de petits groupes ont vaincu tant d'autres, plus grands"! Eh bien! Bourguiba, en ce moment là, était conscient, croyons-nous, de ce Verset de Coran.

Appuyé donc sur la volonté de forger le destin de son pays et sur ces petits groupes humains, n'étant alors que "poussière d'individus", inertes, éparpillés partout dans le pays, Bourguiba pressentant la répression, s'efforce donc de rallier le plus possible d'hommes, d'y faire naître l'enthousiasme et la conscience politique, de les transformer en soldats de la cause nationale, d'en faire une force de frappe pour combattre ce régime colonial.

Ainsi après avoir réussi à mettre sur pied une organisation politique structurée, Bourguiba voulait que cette organisation, le Néo-Destour, encadrât toute la nation tunisienne et en soit dans la lutte, le fer de lance. Par là faire en sorte que le peuple n'admette plus que le Protectorat se perpétue. Exercer ainsi une pression constante pour rendre le régime colonial incapable d'assumer

la responsabilité primordiale du pouvoir, qui est le maintien de l'ordre! Démontrer l'impuissance de ce régime colonial devant une action révolutionnaire permanente! Voilà qui traduit alors la stratégie et la tactique de Bourguiba.

Le Résident Général, Peyrouton, se rendant compte des effets de cette méthode qui commençait à menacer le régime colonial, arrêta Bourguiba, le 3 septembre 1934, à Monastir. Pendant que les gendarmes français s'apprêtaient à le faire sortir de la maison familiale, tous étaient éplorés: tous étaient prêts à résister aux gendarmes. Alors, Bourguiba exhorta tous ces assistants à plus de sagesse:

Je ne suis ni un voleur, ni un escroc, leur dit-il, on m'arrête parce que je défends la cause de mon pays. Je vous demande donc de m'accompagner de vos you-you\* lors-<sup>14</sup> que je franchirai le seuil de cette maison.

Des villages voisins, les militants apprenant la fâcheuse nouvelle, affluèrent vers Monastir; ils manifestaient aux gendarmes une attitude menaçante. Ils faisaient entendre qu'ils s'opposaient à cette arrestation. Alors, Bourguiba leur fit comprendre qu'ils n'avaient rien retenu de son enseignement qui se résumait ainsi: Rien ne sert de se battre à visage découvert contre les gendarmes et les soldats de l'armée française. Tout en leur réaffirmant sa

---

\* Cris de joie qu'on pousse lors des mariages et d'une façon générale pendant les fêtes.

<sup>14</sup> H. BOURGUIBA, Ma Vie, Mes Idées, Mon Combat, pp. 124-125.

ferme résolution de tenir bon jusqu'au bout, Bourguiba leur rappelle qu'il faut continuer coûte que coûte à faire de l'agitation et à organiser des meetings. Bourguiba évoquant, en 1973, sa première arrestation, celle-ci, du 3 septembre 1934, dit:

Je partis donc accompagné des you-you des femmes qui étaient pourtant en larmes. Lorsque j'évoque ces souvenirs, je suis parfois ému à l'excès. Mais à l'époque, il ne m'est pas arrivé une seule fois de pleurer en dépit de toutes les souffrances endurées.<sup>15</sup>

Pour mettre encore en lumière sa fermeté, son courage et sa stratégie, Habib Bourguiba fit parvenir aux militants, deux télégrammes. Le premier adressé de Kébili\*, le 6 septembre 1934:

Suis transféré brutalement à Kébili  
stop Climat plus Excessif stop Lieu plus  
isolé stop Moral toujours bon stop - HABIB.<sup>16</sup>

Le second adressé du Bordj-Leboeuf, à l'extrême Sud, le 3 octobre 1934, c'est-à-dire un mois après son arrestation:

Transféré Bordj-Leboeuf, santé excellente, moral de fer stop Ne pas perdre la tête stop Nous entrons dans la phase décisive question de vie ou de mort stop Le tout est de tenir bon et de réagir stop Sachez prendre décisions suprêmes et les faire respecter stop Ordre, Discipline, Courage - HABIB.<sup>17</sup>

Climat plus excessif. Lieu plus isolé. Moral toujours bon. Santé excellente. Moral de fer. Ne pas perdre la tête. Phase décisive, question de vie ou de mort. Tenir bon et réagir. Sachez prendre décisions suprêmes et les faire

<sup>15</sup> H. BOURGUIBA, Ma Vie, Mes Idées, Mon Combat, pp. 124-125.

\* Endroit au Sud de la Tunisie, où Bourguiba fut exilé.

<sup>16</sup> CENTRE DE DOCUMENT. National, Le Néo-Destour face à la première épreuve, Edit. Secrétariat d'Etat aux Affaires Culturelles et à l'Information, Tunis, 1969, p. 95.

<sup>17</sup> Ibid., p. 121.

respecter: Voilà l'état d'esprit de Bourguiba. Même la prison n'a pu affecter sa foi, sa conviction, son attachement à la stratégie élaborée depuis 1929, et consolidée par le Congrès de Ksar-Hellal. Bourguiba voulait coûte que coûte la mettre en valeur, en action directe, action révolutionnaire permanente: il ne faut pas flancher devant les dures épreuves; il faut de l'audace et toujours de l'audace; mais audace mesurée, réfléchie, tenant compte de ses propres moyens et de ceux de l'adversaire. Audace et réflexion doivent toujours s'employer activement et simultanément, devant la force supérieure de l'adversaire; ceci nécessite l'adoption de la politique des étapes, politique de souplesse qui admet même parfois la concession. Mais elle doit toujours garder en vue le but suprême qui ne se réalise pas seulement par la souplesse et la concession, mais aussi par la pression. C'est dire qu'il ne faut pas se taire sur les exactions de l'adversaire, mais réagir par des manifestations, et des grèves. Pour tout cela, il faut prendre des décisions suprêmes et les faire respecter par les militants. Ici, se déclare à nous, l'idée de Bourguiba sur la pensée directrice qui doit mener le Mouvement, autrement dit, sur le rôle du Chef, de l'élite.

Bourguiba, même en prison, ne cessait donc de rappeler aux militants sa stratégie et de l'éclairer de plus en plus. De son lieu d'exil, toujours animé d'une force inébranlable, de cet enthousiasme patriotique, Bourguiba écrivait de Bordj-Leboeuf, en novembre 1934, une lettre à son frère

M'Hamed, alors Trésorier du Parti, où il insistait sur la poursuite de cette stratégie:

... Il faut réagir, dit Bourguiba, se démener, faire quelque chose. Voici ce que j'ordonne en tant que Secrétaire Général:

- Tournées de propagande secrètes ou publiques selon les circonstances destinées à réveiller l'élan des premiers jours.

- Boycottage intensif de quelques produits dont on peut facilement se passer, les tournées de propagande serviront à mettre en lumière la portée formidable de cet instrument de combat.

- Comme corollaire nécessaire, lutte implacable contre les "jaunes", ceux qui veulent faire fi du peuple au moment où c'est son existence même qui est en jeu. Aller jusqu'à la violence pour contraindre les "jaunes" à rentrer dans les rangs.

- De toute façon, il faut une forte secousse pour mettre fin à la léthargie générale. Cette secousse, je suis décidé à la provoquer coûte que coûte dussé-je y laisser ma peau...

- ... Le Résident Général a jeté le masque. Il s'agit de lever le défi. Refaire l'agitation de quelque façon que ce soit, c'est notre seule chance de salut. Même si nous n'arrivons pas à arracher la victoire, au moins le Mouvement en sortira vivant et un compromis honorable interviendra qui ménagera l'avenir.

- Réfléchis bien à mes paroles. Ce ne sont pas les paroles d'un emporté, mais bien le résultat de longues méditations. Il faut agir et donner un grand coup pour réveiller les énergies et faire réfléchir le Gouvernement. Je ne crois pas que le peuple soit à ce point mort.

- Surtout, ne pas se morfondre dans l'inaction, le silence, la résignation avec un Résident Général dénué de scrupules.

- Je t'en prie, oublie tout: famille, enfants, etc...et ne pense qu'à l'avenir de ce peuple que nous aurons compromis à jamais si nous ne faisons rien.<sup>18</sup>

Toujours agir et réagir pour laisser vivace cet élan démocratique, pour mettre fin à la léthargie générale affectant le peuple, pour relever le défi contre le Résident Général et faire réfléchir le Gouvernement, tout cela pour arracher sinon la victoire du moins un compromis. Non pas n'importe quel compromis, mais un compromis honorable qui permet d'approcher du but, souhaité et visé, un compromis qui permet la sauvegarde de l'idéal dans l'indépendance.

Voilà donc, la méthode de Bourguiba qui a permis d'atteindre l'indépendance de la Tunisie, méthode dynamique qui implique l'action, pragmatique, dans le respect des valeurs suprêmes et qui tire sa force de la raison et cherche en tout à concrétiser la liberté, la dignité, le bonheur, la justice, la cohérence, la cohésion, l'élévation des sentiments humains, la promotion de l'homme.

A cette élévation de sentiments, Bourguiba appelait d'abord la France, en lui indiquant qu'il ne protestait pas contre elle, poussé par haine ou par rancune.

A cette élévation de sentiments, il appelait surtout son peuple afin que celui-ci transformât sa mentalité,

---

<sup>18</sup> C.D.N., Le Néo-Destour face à la première épreuve, pp. 128-129.

Transformation consistant à forger son propre destin en évitant la stagnation, la résignation, le fatalisme, l'obscurantisme, que l'Islam même réfute. Cet Islam veut plutôt l'abnégation, la sincérité, l'action bien faite et éloigne la léthargie. A vrai dire, les peuples, croyons-nous, ne peuvent pas avancer vers l'élévation des sentiments, vers le beau, vers la vertu s'ils ne sont pas animés de sentiments d'abnégation, de sacrifice. C'est justement cette abnégation qui a provoqué une grande secousse dans le peuple tunisien. Eveillé par cette secousse, ce peuple ne pouvait plus accepter maintenant la soumission, car Bourguiba en lui donnait l'exemple: même détenu, entouré de goumiers, de feux, de poudre, il écrivait encore de Bordj-Leboeuf, le 20 novembre 1934, à Peyrouton:

...si vous avez fait ce que vous avez cru être votre devoir, vous m'accorderez, je pense, que j'ai fait de mon côté ce que je crois encore le mien. Or, le devoir a cette particularité qu'il trouve sa récompense en lui-même et n'attend de personne sa récompense.

Aussi, n'attendez de moi ni soumission, ni rémission, car c'est alors que je perdrais l'estime de mon adversaire à laquelle je tiens et que je ferais figure de crapule intéressée, ce que je ne suis pas.<sup>19</sup>

Et pour illustrer à Peyrouton son attitude, Bourguiba citait ces vers de Victor Hugo:

J'accepte l'âpre exil, n'eût-il ni fin ni terme,  
et je vivrai proscrit, voulant rester debout.<sup>20</sup>

<sup>19</sup> C.D.N., Le Néo-Destour face à la première épreuve. p. 152.

<sup>20</sup> Ibid., p. 153.

Et à côté de cette grande probité, de cette intransigeance sur l'essentiel, Bourguiba ne cessait de rappeler aux autorités françaises son intention de voir une coopération saine et libre s'établir entre les deux pays indépendants, coopération où la France allait trouver sa sécurité avec une Tunisie émancipée:

Mais, tôt ou tard, ajouta Bourguiba, à Peyrouton, on y viendra. Que dis-je? On y vient, timidement bien entendu, avec parfois de brusques retours en arrière, mais on y vient quand même. Tôt ou tard, on se rendra compte que les Frontières de la France seront plus en sécurité avec une Tunisie prospère, émancipée, et par là mieux attachée à la France qu'avec une minorité française plus ou moins hétéroclite dont l'attachement à la mère-patrie se mesure aux profits qu'elle en peut tirer, une colonie française hypnotisée par ses intérêts immédiats...<sup>21</sup>

Que dire de cette perspicacité? Très profonde. De cette foi? Très bonne. De cet amour du bien? De cette franchise? De telles valeurs provenant d'un prophète, on ne s'étonne point. Mais d'un homme que Dieu n'a pas désigné nommément pour diriger les destinées de la Tunisie! De cette perspicacité, de cette sincérité et de cette ferveur militante, que les événements ont confirmés et approuvés, Bourguiba se place, croyons-nous, au niveau des grands hommes intègres qui ont libéré leur peuple et leur patrie, de tous ceux qui ont démontré un esprit de grand sacrifice, leur

---

<sup>21</sup>Ibid., p. 151.

souci de la promotion de leur peuple et leur réfutation de la haine et de la rancune. Et, que dire de Bourguiba, aujourd'hui, sinon de citer le message envoyé tout récemment par François Mitterrand, Président de la République Française, au Président Habib Bourguiba,

Monsieur le Président,

...Le rôle que vous avez joué pour faire accéder votre pays à l'indépendance et, celle-ci étant acquise, pour établir de façon indéfectible l'amitié franco-tunisienne, est véritablement historique.

...vous redire à quel point nous sommes conscients de ce rôle et attachés à cette amitié.<sup>22</sup>

Mais la France aura mis longtemps pour comprendre l'idée de Bourguiba et accorder l'indépendance à la Tunisie. Elle ne l'a pas octroyée gratuitement ou facilement, mais, après bien des luttes, des malheurs, des larmes. Et grâce surtout à la stratégie mise en place par Bourguiba.

Or, encore une fois, l'un des éléments de cette stratégie est l'intransigeance sur l'essentiel. Et l'essentiel, pour Bourguiba, était alors l'indépendance de son pays. Pour cette indépendance, la France a manifesté beaucoup d'arrière-pensées et de mauvaise foi. Bourguiba n'accepta jamais les déviations, l'ironie, le cynisme; il montra cependant de la souplesse lorsqu'il s'agit de négociations amenant à des compromis honorables; mais il n'accepta jamais le dédain, l'humiliation.

---

<sup>22</sup>Le journal L'Action du 17 janvier 1982.

Cette position de Bourguiba est bien claire. Elle s'est manifestée, en 1937, après sa libération du Bordj-Leboeuf, lors du revirement de la France, constaté après le remplacement du Gouvernement de Léon Blum par celui de Chautemps, revirement qui s'expliquait non pas seulement par l'abandon des promesses tenues par Pierre de Viénot, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, promesses de faire participer le peuple tunisien à la gestion de ses affaires, mais aussi par le rétablissement du tiers colonial par le nouveau Résident Général, Armand Guillon, successeur de Peyrouton. Devant ce manque de toute prise de décision sérieuse en faveur de la Tunisie, devant ce manifeste manque de confiance à l'égard du Néo-Destour, Bourguiba déclara, lors du Congrès du Néo-Destour, tenu le 31 octobre 1937, à Tunis, que les militants devaient décider de retirer leur "préjugé favorable" au gouvernement français et entamer la lutte directe:

L'émancipation, s'écria Bourguiba devant les congressistes, avec l'appui de la France, avec comme première étape le retour à l'esprit et à lettre des traités, peut paraître peu de chose. Il n'en est rien. Car ce peu de chose entraîne un tel changement de méthodes et de tels changements dans les habitudes, va à l'encontre de tant d'intérêts et de tant de routines qu'il faudra beaucoup de souffrances et beaucoup de sacrifices pour que la prépondérance s'y résigne comme à un moindre mal et que la France, s'y rallie comme à un plus grand bien. Préparez-vous donc à subir ces souffrances et à consentir ces sacrifices, la victoire est au bout!<sup>23</sup>

<sup>23</sup> CENTRE DE DOCUMENTATION NATIONALE, Le Néo-Destour et le Front Populaire en France, La Rupture, Editions du Secrétariat d'Etat aux Affaires Culturelles et à l'Information, Tunis, 1969, Documents IV, p. 149.

Et ce fut la grande manifestation de Tunis, le 9 avril 1938 où 200 manifestants sont tombés morts et tant d'autres blessés. Et de nouveau, l'emprisonnement de Bourguiba, au lendemain de cet événement.

L'on retrouve une même fermeté, malgré les obstacles, dans sa réaction à la note du 15 décembre 1951, par laquelle la France posait le principe de l'inclusion des Français dans l'Etat tunisien. Bourguiba refusa catégoriquement cette décision considérée par lui comme "une fin de non recevoir".. Il voulait plutôt sauvegarder l'homogénéité de l'Etat tunisien, un Etat arabo-musulman. De nouveau, le leader tunisien appela les militants à la lutte; mais cette fois, il insista sur la reconnaissance par la France, du Néo-Destour disposé à défendre son existence et la vie de la nation.

Alors, contre cette question de la "co-souveraineté" soulevée par la France, il organisa à partir du 3 janvier 1952, des réunions à Monastir, à Bizerte, partout dans le pays, en vue de préparer les militants à d'autres sacrifices. Et ce furent des manifestations populaires dans les rues. Bourguiba fut arrêté encore au matin du 18 janvier. Et la grande bataille se déclencha, la troisième épreuve et la dernière, menée par des fellagas (des groupes de combattants formés par Bourguiba), au cours de laquelle il y a eu beaucoup de martyrs, de déportés et de condamnés à mort, dont l'un est devenu célèbre à Ghar El Melh (endroit dénommé alors Porto-Farina), par ses paroles exprimées, la veille

de son exécution par les bourreaux français: "Je sais que je serai exécuté, mais je mourrai tranquille, car je sais que nos cadavres seront l'échelle qui permettra à mon pays d'accéder à l'indépendance".

Cette bataille avait pris fin le 31 juillet 1954, lorsque Mendès-France est arrivé à Tunis et y prononça, le même jour, son fameux discours, devant le Bey, déclarant l'accord de l'autonomie interne à la Tunisie par la France.

C'était au cours de ces trois batailles livrées la première, le 3 septembre 1934, la seconde, le 9 avril 1938, la troisième, le 18 janvier 1952, que Bourguiba a démontré une intelligence, une persévérance, un courage, et un amour patriotique, uniques, car même ses quatre compagnons du premier Bureau Politique formé au lendemain de la scission, en 1934, ainsi que les autres membres des Bureaux Politiques formés ultérieurement, au fur et à mesure de la lutte, se sont dérobés, avaient fléchi et même trahi la cause nationale et accusé Bourguiba de vaniteux et même de fou.

Pourtant, c'est l'entreprise de Bourguiba, comme nous le constatons aujourd'hui, qui a réussi et gagné l'indépendance de la Tunisie. Bourguiba, seul, est resté debout et n'a pas fléchi durant tout le nouveau Mouvement National et surtout sous l'effet de ces trois grandes tempêtes d'oppressions, de souffrances et de deuils.

Telle est la pensée politique et sociale de Bourguiba qui s'est forgée par la souvenance des événements familiaux,

mondiaux, par l'observation active des faits vécus, par l'établissement d'une théorie révolutionnaire: "Tout traité de Protectorat porte en lui son propre germe de mort...", et par une action révolutionnaire menée par presque tout le peuple et surtout par des résistants convaincus.

Bourguiba joignant les qualités de l'intellectuel (réflexions, raisonnements), aux vertus de l'homme d'action (contacter directement les foules, leur parler, galvaniser leur courage et engager à temps la bataille), a pu acheminer la Tunisie, d'étape à étape, au bout de vingt-cinq ans de lutte opiniâtre, à l'indépendance et à la souveraineté complète, à la suite de l'évacuation de tout le territoire tunisien par les troupes françaises et de la nationalisation des terres colonisées.

Indépendance et souveraineté sont le fruit d'une stratégie et d'une tactique originales que Bourguiba avait conçues et appliquées, non en s'appuyant sur les cartouches des Américains, des Russes ou des Arabes, mais sur le contact direct, sur la force de son peuple:

Nous n'avons pas reçu, dit-il, une seule cartouche de l'étranger. Ni les Américains, ni les Russes, ni les Arabes ne nous ont fourni d'aide matérielle. Notre seule arme a été celle du peuple que j'ai formé et façonné. J'ai extirpé les racines du désespoir et de la résignation. Les Tunisiens ont retrouvé le sens de l'honneur et de la dignité. J'ai mis fin au règne de la délation et de la corruption. J'ai mis en oeuvre une

stratégie fondée sur le contact direct pour former des hommes aguerris capables de rendre coup pour coup.<sup>24</sup>

Mais comparons cette stratégie de Bourguiba, génératrice d'indépendance et de souveraineté à celle des Vieux-Destouriens, qui ne faisait pas seulement stagner la cause nationale, mais aurait détruit à jamais la personnalité tunisienne avec leur principe de la co-souveraineté.

Comme nous venons de voir, au début du Mouvement National et même à la création du Néo-Destour, Vieux-Destouriens et Nouveaux-Destouriens ne croyaient pas à l'indépendance et à la souveraineté de la Tunisie.

Nous avons vu comment cette méfiance s'est transformée en aspiration à la liberté d'abord, et en réalisation d'une vie souveraine ensuite, forgée par la volonté humaine, pour la jouissance de la liberté et de la dignité, grâce à une orientation lucide, à une action organisée, persévérante, honnête, à une tactique souple et à une stratégie intelligente, en perpétuelle évolution. Tout cela a été conçu et façonné par la pensée de Bourguiba et par son action sociale, pensée et action toujours à la recherche de la liberté et de la dignité se concrétisant par la réalisation de l'indépendance et de la souveraineté de la Tunisie.

Quant à l'action des membres du Vieux-Destour, elle se déroulait dans un cercle réduit consistant en la parution des mêmes revendications et en la réfutation de tout contact

---

<sup>24</sup>Habib BOURGUIBA, Ma Vie, Mes Idées, Mon Combat, pp. 159-160.

avec le peuple. Leur position politique était dénuée de toute action révolutionnaire, puisqu'ils n'avançaient aucune théorie révolutionnaire. Ce qu'ils avançaient, c'était une revendication dégradante qui ne faisait que reculer la restauration de la souveraineté tunisienne. Pour eux, cela n'était pas étrange, car ils ne croyaient pas à la capacité des Tunisiens de mettre fin, avec leurs seuls moyens, à la domination française et n'imaginaient pas sérieusement la Tunisie devenir un Etat indépendant et souverain.

Leurs revendications se sont limitées toujours à l'amélioration de la situation individuelle des indigènes, surtout à l'égalité entre Tunisiens et Français dans l'admission aux établissements scolaires et dans la rémunération des fonctionnaires. Ce qui n'était pas mauvais, mais insuffisant, car n'y était pas compris le problème fondamental: la cause nationale, la fin du régime colonial.

La revendication que les Vieux-Destouriens considéraient "la grande", - mais elle n'était, au fond, que rétrograde -, c'était, en fin de compte, une Assemblée élue, devant laquelle le Gouvernement aurait été responsable; cette Assemblée aurait pu être un pas en avant vers la libération si les prétendus représentants avaient été exclusivement tunisiens; mais il s'agissait d'une Assemblée composée d'un nombre de Tunisiens égal à celui de Français, en dépit du nombre écrasant d'habitants tunisiens s'élevant vers les années 1922-1924, à trois millions. Et il y avait à peine quarante

ou cinquante mille Français. Cette prétendue Assemblée fut l'objet d'un communiqué du Vieux-Destour, daté d'octobre 1921, précisant qu'

il s'agit de convaincre le Résident Général que les revendications nationales ne sont pas incompatibles avec les traités et les conventions internationales et qu'elles se réduisent à transformer l'assemblée consultative actuelle divisée en deux sections, une française et une tunisienne, séparées par des cloisons, en une assemblée législative unique où siègeraient côte à côte les élus de la colonie française et ceux de la nation tunisienne dans une atmosphère de concorde et de collaboration fraternelle, la partie étant assurée entre les deux éléments!..<sup>25</sup>

Nous n'avons pas saisi le but exact visé par le Vieux-Destour en recourant à cette "grande revendication": création d'une Assemblée législative mixte. S'il aspirait à la libération nationale, comment cette libération allait-elle se réaliser si les prétendus promoteurs de cette libération éloignaient toute résolution préconisant cette libération? Car ce Vieux-Destour proclamait textuellement que "le peuple ne revendique pas une Assemblée nationale avec tous les droits et prérogatives attachés à ce titre", mais une "assemblée délibérante" mixte, paritaire, jouissant d'une "large compétence en matière budgétaire".

<sup>25</sup> BOURGUIBA, Discours, Pub. du S.E. à l'Inf., Tunis, 1976, tome VI, p. 48.

Cette Assemblée préconisée, éloignait donc toute idée de débarrasser, un jour, la nation tunisienne, de ce régime usurpateur, puisqu'elle aurait été franco-tunisienne, dont la moitié serait composée de Français; dans ce cas, il aurait été impossible au peuple indigène d'aspirer à une souveraineté nationale puisque la colonie française aurait eu un nombre de représentants égal à celui de représentants du peuple tunisien.

Fait à remarquer: cette "grande revendication" bien qu'elle ne correspondât point à l'intérêt national, la France ne l'a pas acceptée. Ce refus nous montre combien les Autorités françaises éloignaient non seulement tout esprit de concession, mais tout souci d'émancipation du peuple tunisien.

Et dire, ici, que l'émancipation ne se donne pas gratuitement, et à plus forte raison, par le colonisateur usurpateur. Elle ne parvient qu'à la suite de l'abnégation des enfants soucieux de la patrie.

Contradictions des temps: cette même revendication que la France avait refusée en 1920-1924, au Vieux-Destour, a été offerte le 15 décembre 1951, au Néo-Destour. Et c'est Bourguiba, cette fois-ci, qu'il la refusa. Ce qui lui coûta l'emprisonnement. Et, de la prison même, quand Voizard voulut imposer le principe de l'inclusion des Français dans l'Etat Tunisien, Bourguiba n'a pas manqué de faire parvenir l'ordre aux fellagas de reprendre de plus belle la lutte

jusqu'à l'extermination ou la victoire.

En plus de l'ordre de reprendre la lutte, Bourguiba donne aussi instructions à Tunis de rendre au Bey l'écharpe du Grand Cordon du Nichan, pour faire comprendre au peuple et à ses camarades hésitants du Bureau Politique que lui, Bourguiba, n'accepta pas cette entente entre le Bey, son premier ministre, Mzali, et Voizard, sur le principe de co-souveraineté.

Un fait encore à signaler, manifestant l'intransigeance de Bourguiba sur l'essentiel: Mendès-France, avant d'accorder l'autonomie interne à la Tunisie, il avait proposé de nouveau à Bourguiba "la participation des Français à une espèce de Sénat ou à une assemblée à compétence économique". Eh bien! Bourguiba refusa encore cette "solution mauvaise", pour la même raison: sauvegarder l'homogénéité de l'Etat et la souveraineté du peuple tunisiens.

Cette "grande revendication" du Vieux-Destour ne renfermait aucune stratégie, donc aucune tactique pour la restauration de l'indépendance nationale.

Quant à Bourguiba, comme nous venons de voir, il avait commencé, dès son entrée sur la scène politique, à concevoir une stratégie ayant pour objectif la récupération de l'indépendance, stratégie à laquelle il s'est attaché d'une manière indéfectible, intègre, sincère et fidèle. Il l'a mise en pratique en adoptant une tactique dynamique; stratégie et tactique poursuivies avec persévérance jusqu'à l'indépendance.

totale et à la souveraineté complète.

Par sa stratégie, Bourguiba réclama, au lieu d'une assemblée mixte à l'instar du Vieux-Destour, le retour à la lettre et à l'esprit du Traité du Bardo et de La Marsa qui précisait que l'établissement du Protectorat en Tunisie n'avait pour but que de l'aider à se développer.

C'étaient les Français, eux-mêmes, qui se plaisaient à affirmer, au lendemain de l'établissement de ce Protectorat, que leur mission en Tunisie était une mission civilisatrice. De là, Bourguiba fit jaillir son idée révolutionnaire, comme nous l'avons vu: "Tout régime de Protectorat porte en lui-même son germe de mort...". Bourguiba concevait alors le Protectorat comme un régime de transition, un statut imposé provisoirement à un pays ayant besoin d'aide, par un pays évolué et fort.

A remarquer ici que l'on peut objecter que Bourguiba n'a pas parlé explicitement d'indépendance, au début de son intervention politique. Mais, au fond, que voulait-il dire par "tout régime de protectorat porte en lui-même son germe de mort....?", que voulait-il dire aussi par: "le protectorat est un régime de transition"? Germe de mort, transition: termes signifiant, bien sûr, la disparition du Protectorat et son remplacement par un autre régime. Lequel? Ou bien l'intégration complète de la Tunisie en France, donc son absorption et sa dépersonnalisation, ou bien l'émancipation de la Tunisie et son indépendance.

C'était là, le défi lancé clairement au peuple, le 23 février 1931, par Bourguiba, pour la prise de conscience. Si Bourguiba lançait ce défi, cet appel au peuple, c'est qu'il n'était pas sûr de la maturité de ce peuple en matière politique. Et ce manque de maturité, nous l'avons constaté, lorsque Bourguiba alla à Ksar-Hellal, le 3 janvier 1934, et s'est trouvé devant un mur d'hostilité.

En tout cas, de l'idée d'indépendance, de souveraineté de son pays, Bourguiba, croyons-nous fort bien, était plein. Il n'a pas tardé d'ailleurs, de l'affirmer même avant le Congrès de Ksar-Hellal: Cette idée d'indépendance, nous la trouvons déjà dans son article intitulé: "Le Durellisme ou le Socialisme boiteux" du 23 février 1929.

Mais Bourguiba ne voulait pas précipiter les choses. C'est là un des éléments constituant sa stratégie. Tout en établissant donc sa théorie révolutionnaire sur le régime transitoire du Protectorat, Bourguiba essayait, en même temps, d'appeler la France à respecter l'esprit de ce Protectorat et de lui faire comprendre que l'émancipation, aboutissement du respect de l'esprit de ce protectorat, n'allait amener à la France ni faiblesse dans sa position, ni rupture dans ses relations avec une Tunisie devenue souveraine grâce à l'aide de la France. Mais cette indépendance allait plutôt consolider ces liens entre deux pays indépendants, car ces liens auront été alors empreints de liberté et non de sentiments d'oppression.

Ce nouveau genre de vie, cet épanouissement de sentiments, la France allait-elle l'accepter et abandonner sa grande ambition usurpatrice? Ce n'est que devant l'obstination de la France à recourir à la force que Bourguiba envisagea -c'est là un autre élément de sa stratégie-, la formation d'hommes dévoués à la cause nationale, déterminés à la lutte sans relâche, capables d'entretenir l'agitation jusqu'à ce que la France acceptât la concession comme un moindre mal. Ici, Bourguiba entendait employer la politique des étapes, c'est-à-dire qu'il n'allait pas exiger de la France, tout d'un coup, l'indépendance complète. Voici comment Bourguiba expliquait lui-même, à l'époque, sa stratégie:

Le départ de la France par la force étant exclu, nous nous efforcerons d'amener la France à se retirer par un acte de sa volonté. Elle n'acceptera naturellement pas de partir d'un seul coup. Il faut l'y pousser progressivement. Elle se laissera pousser dans la mesure où elle se persuadera que le pas à franchir constitue pour elle le moindre mal. Il s'agit de faire pression sur elle en même temps que nous nous efforçons de minimiser la concession que nous lui demandons pour qu'elle ne s'effraie pas. <sup>26</sup>

Nous voyons donc comment Bourguiba a conçu et pratiqué minutieusement sa méthode, en dépit des souffrances morales et physiques. Morales, à cause de l'incompréhension de la France du problème tunisien posé par Bourguiba et de la

---

<sup>26</sup> Ibid., p. 19.

dérobade de ses compagnons du Bureau Politique. Physiques, à cause des déportations à des endroits trop éloignés, et des emprisonnements successifs et prolongés.

Telle stratégie, croyons-nous, est exemplaire. Elle représente toute une âme et trace toute une volonté. Ame et volonté, combinées ensemble, font jaillir une beauté, beauté de l'accomplissement parfait, de ce jaillissement d'union populaire, de ce dévouement intègre à la patrie, de cette pratique d'une force extraordinaire.

Cette force, ne s'appuie sur aucune puissance étrangère, mais sur cette union et cette organisation du peuple que Bourguiba a réveillé, et rendu conscient d'abord par ses articles de presse et, ensuite, par le contact direct. Elle s'appuie sur cette tactique tirée de ce plan stratégique, tactique basée sur la pression, pression avérée efficace non pas seulement au lendemain du Congrès de Ksar-Hellal, mais bien avant, lors de la campagne lancée par Bourguiba, contre la francisation des Tunisiens.

Cette pression sur la France, soutenue avec persévérance par un peuple que Bourguiba, par son courage inflexible, avait uni et organisé, auquel il avait insufflé de l'enthousiasme, n'a cessé d'infléchir progressivement la politique de la France. Cette pression s'avérait très efficace, surtout lorsqu'elle était exercée en plus par une minorité de militants de choc, convaincus de la cause nationale, bien entraînés, conduits par une pensée directrice saine,

et surtout entourés de la bienveillance agissante du peuple mettant son entière confiance dans son leader.

L'exemple le plus frappant de cette confiance, s'est manifesté pendant la 3<sup>i</sup>ème bataille lorsque Bourguiba a ordonné aux fellagas, au lendemain du discours fameux de Mendès-France accordant l'autonomie interne à la Tunisie, de remettre leurs armes aux Autorités militaires françaises installées encore en Tunisie. Quelle confiance! Cette confiance en Bourguiba est le résultat de sa bravoure, de sa sincérité et de sa fidélité au serment engagé au lendemain " du Congrès de Ksar-Hellal. Toutes ces qualités, par leur intégrité, imposent à ces militants de choc, une discipline stricte et permettent au leader une grande liberté de manoeuvre.

Voilà ce qui a permis au peuple de tenir bon jusqu'au "dernier quart d'heure" et de pousser la France vers des concessions de plus en plus radicales: l'abandon de la politique de l'assimilation, de la naturalisation des Tunisiens, puis la concession de l'autonomie interne et de l'indépendance totale et enfin, l'évacuation et la reconnaissance de l'homogénéité de l'Etat Tunisien, une "Tunisie arabo-musulmane, telle qu'elle a été forgée par l'histoire depuis plus de 13 siècles". Voilà enfin ce à quoi a conduit l'effort persévérant de Bourguiba.

Et la Tunisie une fois indépendante, il n'a pas renié cet idéal d'amitié et de coopération dans la dignité.

L'histoire politique et sociale de l'Etat tunisien indépendant

en fait foi. Une telle sincérité dans la pensée et dans l'action de Bourguiba n'a fait que permettre à cet Etat, d'avancer pas à pas, vers le développement économique réel et vers l'épanouissement total, et cela dans un esprit de coopération internationale pacifique.

## DEUXIEME PARTIE

### LA PENSEE DU PRESIDENT BOURGUIBA ET LES IDEOLOGIES (OU LES GRANDES THEORIES POLITIQUES)

Ayant suivi, pour ainsi dire pas à pas, la genèse de la pensée du Président Bourguiba, nous sommes maintenant en mesure d'en faire la synthèse. Nous nous proposons de la faire en y identifiant les grandes orientations idéologiques qui marquent l'histoire de la pensée contemporaine, sinon l'histoire tout court.

Or de ce qui précède, il est évident que "l'idée-force" de la pensée de Bourguiba se ramène au nationalisme qui la pénètre tout entier et entraîne son action, mais il s'agit d'un nationalisme spécifique, c'est-à-dire proprement tunisien.

De celui-ci découle successivement ensuite, ce nous semble, les idées bourguibiennes de:

- liberté (libéralisme),
- solidarité (socialisme),
- union populaire (démocratie),
- humanisme ou promotion de la personne (personnalisme).

Ainsi si le nationalisme entendu de façon spécifique forme le fondement de la pensée de Bourguiba, c'est qu'elle vise, avant tout à poser l'existence concrète d'une nation indépendante et souveraine. Bourguiba a commencé justement

par reconnaître cette nation. Mais l'aspiration à la constitution d'une telle nation ne se réalise pas sans l'attachement à la liberté. D'où les liens avec un certain libéralisme, mais qui devra être rapidement corrigé quand il sera question de l'organisation économique à la suite de l'indépendance. Interviennent alors les idées de solidarité et de communauté qui appellent à une certaine forme de socialisme. Mais celui-ci sera nécessairement tempéré et débouchera sur un parti pris démocratique.

Enfin cet ensemble idéologique, nationalisme, libéralisme, socialisme et démocratie, trouve son unité et sa mesure dans l'idée qui achève et réalise la pensée politique et sociale de Bourguiba, la promotion de l'être humain, de la personne libre en tant qu'unité et sujet de la nation et de la communauté, en tant qu'origine et objet des droits politiques et de l'Etat. Ainsi cette pensée s'organise dans un tout autour de deux pôles, le nationalisme son point de départ et le personnalisme son point d'arrivée qui qualifie et détermine trois thèmes idéologiques intermédiaires: le libéralisme, le socialisme et la démocratie.

## CHAPITRE VI

### Bourguiba et le nationalisme.

Il se dégage donc de notre exposé que la lutte nationale inspire l'action du Président Bourguiba. Ce qui incite à comparer sa pensée avec l'idéologie nationaliste. Pour cela, il faut d'abord établir la définition du patriotisme, de la nation et du nationalisme.

a) Le patriotisme:

Socrate voulant manifester ce que peut être l'amour de la patrie, demandait à Criton:

Un philosophe tel que vous n'a-t-il pas découvert que notre pays...a plus de prix, est plus haut situé et plus sacré que la mère ou le père, que n'importe quel ancêtre et doit être considéré avec estime par les dieux et par les hommes compréhensifs -qu'il doit être obéi, et qu'on doit souffrir pour lui en silence, même par punition- et mourir pour lui?<sup>1</sup>

Quant à Tolomeo de Lucca interprétant Thomas d'Aquin, il pose en principe que l'amour patriotique consiste à placer l'intérêt général avant l'intérêt privé:

L'amour de la patrie, dit-il, est fondé dans la charité qui place, non pas nos propres choses avant celles qui sont en commun, mais celles-ci avant celles-là...<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Boyd C. SHAFER, Le Nationalisme, Payot, Paris, 1964, p. 231.

<sup>2</sup> Ibid., p. 235.

Jean-Marie Domenach, faisant le parallèle entre le nationalisme et le patriotisme, prétend que le nationalisme est une prise de conscience de "l'existence ancienne" du pays, mais il s'agit d'une prise de conscience "par différence, par opposition à d'autres pays"; c'est un "sentiment secondaire, fabriqué, qui n'en est que plus violent", tandis que le patriotisme est "l'attachement spontané, ouvert, d'un homme pour la terre de ses ancêtres, pour l'art et l'histoire qui l'ont faite, les hommes qui la peuplent."<sup>3</sup>

Selon Shafer, enfin le patriotisme, étant "identifiable" d'abord par le sentiment de "fidélité" à la famille et à la tribu, est apparu dans les sociétés primitives; et, ensuite, devenu populaire en Europe après la Révolution française, il s'identifiera par le "dévouement à la Nation".<sup>4</sup> D'après Shafer, c'est par l'intensité et l'ardeur de ce dévouement de la plupart des hommes au "groupe national et à l'Etat-Nation", que ce patriotisme "peut être dénommé à bon droit nationalisme dans le sens moderne le plus accusé".<sup>5</sup>

Pour nous, ce sentiment patriotique veut dire le désir, l'ambition de tout faire ce qui est utile pour la nation. Désir et ambition, résultat d'un attachement à la patrie, d'un amour grandiose.

<sup>3</sup>Jean-Marie DOMENACH, "Les nationalismes et le dépassement des nations", in Esprit N. 224, mars 1955, p. 343.

<sup>4</sup>SHAFER, Le Nationalisme, p. 11.

<sup>5</sup>Ibid., p. 11.

Et cet amour prend racine entre les individus et le sol où ils vivent, par les événements heureux ou malheureux produits sur ce sol et par la jouissance d'une manière indépendante et souveraine des ressources de ce sol, sol non soumis à l'exploitation injuste, étrangère.

b) La nation:

Le mot "nation" vient, selon Shafer, du latin "natio" ayant le même radical que "natus" et tous deux viennent de "nascor" qui veut dire: "je suis né".<sup>6</sup> Shafer nous signale de plus que Renan, Treitschke, Barrès et Zangwill, définissent la nation, comme une "sorte d'organisme hégélien, une âme ou un principe spirituel surgissant de l'Histoire et de la nature de l'Homme".<sup>7</sup> Et il précise que cette définition a été énoncée d'abord par Renan, dans son célèbre discours "Qu'est-ce qu'une nation?", prononcé à la Sorbonne.<sup>8</sup> D'ailleurs, cette observation est confirmée par Dalloz. Nous y trouvons que Renan, dans la définition de la nation, élimine "la race" et place "la langue", "la religion" et "la terre", au second rang donnant la primauté à l'homme qui fournit l'âme. Or, "une nation est une âme", un principe spirituel; âme et principe, deux éléments qui constituent la nation: le premier représente l'ensemble de souvenirs accumulés en commun, dans le passé; le second, le désir de mener, dans le

---

<sup>6</sup> Ibid., pp. 9 et 10.

<sup>7</sup> Ibid., p. 12.

<sup>8</sup> Ibid., p. 222.

présent, une vie collective. Car, une nation est une "grande solidarité", une communion du passé et du présent.

L'existence d'une nation, dit Renan, est (pardonnez-moi cette métaphore) un plébiscite de tous les jours, comme l'existence de l'individu est une affirmation perpétuelle de vie.<sup>9</sup>

Nous remarquons que Shafer lui-même, consent à cette définition lorsqu'il écrit: "...la Nation, ce groupe de gens pensant à peu près de même, vivant ensemble (ou le désirant) à l'intérieur de mêmes frontières politiques".<sup>10</sup>

Pour Karl Kautsky, ce qui fait "l'unité de la nation", c'est la "langue",<sup>11</sup> "trait distinctif décisif de la nation".<sup>12</sup>

Quant à Karl Renner, il signale que c'est précisément le "paysan qui est le dépositaire de la nationalité" et que la nation est

communauté de la vie de la pensée et de l'affectivité...Or la pensée et les sentiments ne deviennent collectifs que par l'expression et la communication, par la langue nationale. Idées et sentiments ne naissent pas en nous sans causes. Ils sont le reflet des événements extérieurs, surtout actions des hommes.<sup>13</sup>

<sup>9</sup> Marcel PRELOT et G. LESCUYER, Histoire des Idées Politiques, Dalloz, Paris, 1977, p. 553.

<sup>10</sup> SHAFER, Le Nationalisme, p. 15

<sup>11</sup> Georges HAUPT et Cie, Les Marxistes et la Question Nationale, Editions L'Étincelle, Montréal, 1974, p. 134.

<sup>12</sup> Ibid., p. 137

<sup>13</sup> Ibid., p. 219.

Mais Otto Bauer va à l'encontre de Renner. Pour lui, ce qui constitue la nation dans une société reposant sur la propriété privée des moyens de production, ce ne sont pas les paysans, les larges masses du peuple, mais ce sont plutôt les classes dominantes, les gens instruits

en tant que l'ensemble de ceux entre lesquels une même éducation, modelée par l'histoire de la nation et transmise par le langage unique et l'éducation nationale, produit une parenté de caractères.<sup>14</sup>

Bauer suit l'orientation amorcée par Marx en donnant à la constitution de la nation, un sens matérialiste ou économique:

Ainsi la nation, dit-il, cesse d'être pour nous cette chose rigide et devient un processus de devenir, déterminé dans son essence par les conditions dans lesquelles les hommes luttent pour leur subsistance et la conservation de l'espèce.<sup>15</sup>

Staline, pour définir la nation, s'éloigne, à l'instar de Marx, du principe spirituel (l'âme). Il nous dit:

Une nation est le résultat d'une évolution historique, d'une communauté stable, de langage, de territoire, de vie économique et d'une composition psychologique manifestée dans une communauté de civilisation.<sup>16</sup>

Staline insiste ici sur l'élément économique. De l'aveu de Shafer, comme de celui de Domenach, l'explication de Staline est exclusivement économique. Mais, est-il concevable qu'une nation s'établisse à la suite de la lutte des classes?

<sup>14</sup> Ibid., p. 254.

<sup>15</sup> Ibid., p. 242.

<sup>16</sup> SHAFER, Le Nationalisme, p. 223.

Domenach s'interroge justement sur cette "communauté historiquement constituée" de Staline. Il ne voit pas comment expliquer ce facteur commun lorsque la conception de l'histoire (marxiste) est celle de la lutte des classes et comment expliquer également que ce facteur peut survivre aux conditions du capitalisme montant, conditions qui ont "historiquement déterminé" cette communauté?

Car, explique Domenach, lorsque le capitalisme est abattu, remplacé par le socialisme comme en URSS, il se trouve que non seulement la nation subsiste, mais aussi que s'accusent certains de ses traits les plus anciens... Mais qu'est-ce qui traduit ces divers indices en communauté de culture, qu'est-ce qui opère cette réunion, sinon une prise de conscience qui ne peut entrer dans les catégories du marxisme car elle ne s'explique pas premièrement, directement par l'oppression du capitalisme sur le prolétariat, mais par une histoire autre, antérieure, et sans doute, aussi, postérieure?<sup>17</sup>

Ainsi, pour Domenach, la nation n'est pas un "simple stade accidentel", mais un lieu de "culture humaine"; elle est "plus qu'un cadre, c'est une prise de conscience, un projet commun, qui apporte au monde, sa richesse particulière, sa part d'humanisme..."<sup>18</sup>

Le facteur principal du développement de la conscience nationale, pour nous, n'est ni la langue maternelle, ni la

<sup>17</sup> DOMENACH, "Les Nationalismes", p. 346.

<sup>18</sup> Ibid., p. 350.

religion commune, ni la famille, ni les moeurs et les coutumes, ni les événements heureux ou malheureux, ni le passé commun, ni l'histoire nationale, ni la communauté des souvenirs, ni la fierté et l'humiliation collective, ni la vie sur le même sol, ni l'héritage commun, ni l'unité du langage, c'est plutôt l'esprit de sacrifice, c'est l'abnégation pour la patrie.

c) Le nationalisme:

Comment se définit donc le nationalisme? Shafer trouve que le premier emploi du terme "nationalisme" a eu lieu à l'époque de la Révolution française. Il constate que la fidélité au groupe, le patriotisme et la conscience nationale sont des éléments du nationalisme et que ces éléments "l'ont précédé".<sup>19</sup> Il ajoute que c'est à partir de ceux-ci que le sentiment nationaliste s'est développé pour former le nationalisme moderne caractérisé habituellement par les dix éléments suivants:

1. Une unité territoriale définie.
2. Des caractéristiques communes: un langage compris par presque tous les individus, des us et coutumes, une littérature.
3. Certaines institutions communes.
4. Un gouvernement commun, indépendant et souverain ou le désir d'en avoir un.

<sup>19</sup> SHAFER, Le Nationalisme, p. 11.

5. La croyance en une histoire commune et en une religion commune.

6. De l'amour ou de l'estime pour les compatriotes en général.

7. Une dévotion à l'entité comprenant le territoire commun, la culture, les institutions sociales et économiques, le gouvernement, les compatriotes, et qui est à la fois quelque chose supérieure à la totalité de ses composants.

8. Une fierté commune pour les hauts faits de la nation et une commune affliction pour ses malheurs.

9. Un dédain envers des groupes qui empêchent ou menacent l'existence nationale indépendante.

10. Une espérance nationale de grandeur ou de gloire (généralement par expansion territoriale).<sup>20</sup>

Le nationalisme, d'après Shafer, devient donc une "conception" tellement "complexe" et "changeante", "qu'elle défie toute définition courte et logique".<sup>21</sup> Actuellement, la notion de nationalisme, ajoute-t'il, s'explique par le "sentiment d'unification d'un groupe de personnes" ayant

une expérience historique commune, réelle ou imaginée, et une commune aspiration à vivre ensemble dans un groupe indépendant. Ce sentiment unificateur s'exprime: par la fidélité à l'Etat-Nation, quel que soit son gouvernement; par l'amour du pays natal, même pas connu...<sup>22</sup>

<sup>20</sup> Ibid., pp. 13-14.

<sup>21</sup> Ibid., p. 16.

<sup>22</sup> Ibid., p. 16.

Mais nous nous demandons ici si cette fidélité demeure indéfectible à cet Etat-Nation lorsque le gouvernement qui le préside s'avère despotique, tyrannique et comment avoir de l'amour pour le pays natal si l'on n'a pas vécu longtemps dans ce pays, si l'on n'y passe pas son enfance et sa jeunesse, mais surtout la période de l'enfance où l'on commence à entrer en contact avec la vie sociale et à saisir les premières joies et tristesses de la vie, et y a-t'il des souvenirs meilleurs que ceux de la période d'enfance? Car, cette enfance joue un grand rôle dans la personnalité de l'être humain. Poursuivons l'explication de Shafer: donc, l'expression de ce sentiment d'unification se traduit, dit-il, par la fidélité à l'Etat-Nation, par l'amour du pays natal et aussi par la

fierté de la culture commune et des institutions économiques et sociales...; par une préférence pour les membres du groupe national, en contraste avec un certain dédain envers les membres des autres groupes nationaux; et par le zèle, non seulement pour la sécurité du groupe, mais pour sa gloire et son expansion.<sup>23</sup>

Bref, ce sentiment unificateur exige la recommandation faite depuis le XVIIIe siècle par Rousseau, un "dévouement absolu à la volonté de l'Etat-Nation matérialisé par son gouvernement (autocratique ou démocratique)".

---

<sup>23</sup>Ibid., p. 16.

Il y a, cependant, un nationalisme totalitaire représenté par Benito Mussolini (le fascisme) et Adolf Hitler (l'hitlérisme ou le racisme).

Le fascisme italien se présente comme une "réaction nationaliste et autoritaire contre l'affaiblissement de l'Etat, aux XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup>", influencé par des "tendances libérales et socialistes".<sup>24</sup> Son but est de constituer un "Etat fort" à la place de "l'Etat démo-libéral déclinant". Ainsi, il se considère comme une "réaction contre le libéralisme, et geste de prévention à l'égard du socialisme et du communisme"; de là, il engendre un "étatisme": "Tout dans l'Etat, rien en dehors de l'Etat, rien contre l'Etat", déclarait Mussolini le 28 octobre 1926.<sup>25</sup> Il s'agit donc d'un "Etat totalitaire".

Quant au hitlérisme ou le national-socialisme, il proclame la "primauté du Volk",<sup>26</sup> terme correspondant, en français, à "peuple" et à "nation" à la fois. L'individu n'y est pas considéré: "Tu n'es rien, ton Peuple est tout",<sup>27</sup> dit Hitler. L'hitlérisme incarne "une politique raciale rigoureuse", visant en priorité la destruction de la "race juive".

<sup>24</sup>PRELOT et LÉSCUYER, Histoire des Idées politiques, p. 564.

<sup>25</sup>Cité dans PRELOT et LÉSCUYER, p. 567.

<sup>26</sup>Ibid., p. 571.

<sup>27</sup>Cité dans PRELOT et LÉSCUYER, p. 571.

Toutefois, il y a lieu de distinguer entre ces deux politiques, le fascisme et l'hitlérisme: Pour Mussolini, "l'Etat est une fin"; pour Hitler, il est "un moyen, un appareil technique d'encadrement et d'administration".<sup>28</sup> Autrement dit, pour le fascisme, la question principale est "la construction de l'Etat"; pour le nazisme, cette même question est "secondaire".

De même, Jean-Jacques Chevalier nous dit que "assimiler fascisme et nazisme serait contre-sens"; en effet, l'Etat fasciste est, selon lui,

l'Etat-Nation classique, contracté en Etat autoritaire où le césarisme est poussé au paroxysme: tout dans l'Etat, rien hors l'Etat (d'où l'épithète nouvelle: totalitaire).<sup>29</sup>

Cet Etat étant une fin en soi et se réclamant de "Machiavel", est "une idole, il figure le vrai Dieu de ceux qui n'en ont pas". Bref, il est une "statolâtrie". Par contre, pour Hitler, l'Etat "n'est pas une fin en soi, mais un simple instrument, un simple "contenant" et "n'est doté d'aucun prestige spécial". "Aucune magie ne le transfigure. Magie, prestige, idolâtrie sont réservés au Volk".<sup>30</sup>

Mais le fascisme et le nazisme caractérisent un nationalisme totalitaire; ils ne donnent importance ni à l'individu

---

<sup>28</sup> Ibid., p. 572.

<sup>29</sup> Jean-Jacques CHEVALIER, Les Grandes Oeuvres Politiques, Armand Colin, Paris, 1970, p. 275.

<sup>30</sup> Ibid., p. 276.

ni au respect humain. Tous deux aspirent à la gloire par l'expansion territoriale et la destruction raciale. Leur caractère inhumain explique leur existence éphémère.

Ce genre de nationalisme ne tient pas parce qu'il fait fi de la personne et de la justice. Le nationalisme, à notre avis, ne doit pas être basé sur le racisme ou sur l'expansion usurpatrice. Si la personne et la justice n'étaient pas bien considérées, l'humanité perdrait son essence et il n'y aurait place que pour la force et la violence. Pour nous, le nationalisme doit être humanitaire: fidélité à soi-même et à la nation, amour du prochain et du pays natal, croyance démystifiée en la loi divine, abjection de la trahison, de l'hypocrisie, du racisme et de l'expansion injuste, zèle pour l'émancipation de l'individu et pour la souveraineté populaire, un dévouement volontaire, s'accomplissant de bon gré, à la patrie. De cette façon, la nation ne doit être unie ni par la force ni par l'oppression, mais par un sentiment solidaire, unifiant les hommes comme des pierres de construction se liant solidement les unes les autres.

Quelle est donc la conception que se fait le Président Bourguiba de la nation et du nationalisme? Que retient-il de ses définitions générales qui les identifient? D'après ce qui précède, pouvons-nous dire que c'est le patriotisme qui donne naissance à la nation ou vice versa? C'est la formation d'une conscience nationale, nous dit Shafer, qui

a permis d'abord l'expansion du patriotisme, et, ensuite, la création et la croissance de la Nation-Etat.

Les principes fondamentaux de la pensée politique et sociale de Bourguiba, que nous avons traités plus haut, nous montrent que c'est l'amour patriotique qui est l'élément essentiel à la constitution d'une nation souveraine; patriotisme et nation ont fait jaillir un nationalisme proprement tunisien.

Le patriotisme de Bourguiba se définit par sa ferme résolution qu'il avait prise avant même la fin de ses études secondaires, qui consiste à "libérer son pays ou...mourir".<sup>31</sup> A la suite de l'affrontement du 9 avril 1938, Bourguiba, transporté avec douze autres militants, de la Prison Civile à la Prison Militaire, recommanda à ses compagnons de tenir bon: "Si l'on nous conduit au poteau d'exécution, leur dit-il, ne vous laissez pas bander les yeux. Vous défendez la Patrie."<sup>32</sup> Ce patriotisme est tellement fort qu'il en vient à lui faire mépriser la mort. Bourguiba n'a été guidé que par le souci de délivrer son pays du "joug avilissant du colonialisme",<sup>33</sup> "...mon intention était de consacrer, dit-il, ma vie à la lutte pour mon pays. Je ne faisais aucun cas de l'existence".<sup>34</sup> Le patriotisme se définit, d'après Bourguiba,

<sup>31</sup> BOURGUIBA, Ma Vie, Mes Idées, Mon Combat, p. 3.

<sup>32</sup> Ibid., p. 155.

<sup>33</sup> Ibid., p. 162.

<sup>34</sup> Ibid., p. 163.

par l'esprit de sacrifice:

J'ai sacrifié, dit-il, ma jeunesse et ma vie au service de cette cause. J'ai renoncé aux joies de l'existence pour me consacrer à une lutte titanesque. Pèlerin de la liberté et de l'indépendance de mon pays, j'ai parcouru le monde entier pour gagner à notre Mouvement toujours plus de sympathie et d'appuis.<sup>35</sup>

Bourguiba pense que le Mouvement nationaliste doit naître "au sein du peuple, au niveau du peuple", "fondé sur l'adhésion et la volonté populaires", et doit

préparer le peuple, par la pratique des procédures démocratiques aux différents échelons de son organisation, en pleine période de combat, à assumer les responsabilités de son destin dans le cadre d'une démocratie saine et efficace.<sup>36</sup>

Pour Bourguiba, l'élément essentiel de la force de ce Mouvement, est la "communion qui existe entre...les dirigeants du Mouvement National et le peuple tunisien".<sup>37</sup> Mais il pense que, dans ce Mouvement, doit exister une "direction mûre et éclairée qui oriente le destin de la nation dans la voie des succès ininterrompus..."<sup>38</sup>

---

<sup>35</sup> Ibid., p. 327.

<sup>36</sup> Habib BOURGUIBA, Discours, Publication du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1975, Tome III, p. 26.

<sup>37</sup> Habib BOURGUIBA, Discours, Publication du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1975, Tome IV, p. 263.

<sup>38</sup> BOURGUIBA, Discours, Pub. du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1975, Tome III, pp. 192-193.

Quant à la nation, pour Bourguiba, elle

n'est pas seulement une masse plus ou moins importante d'êtres humains occupant une portion du globe où vivent côte à côte des médecins, des avocats, des ouvriers, des paysans, des chômeurs, des gens de toute moralité et de toute condition. Au-delà de ces données matérielles, il y a autre chose: la conscience de l'unité organique de cette communauté. Cette conscience nous porte à vivre, embarqués sur le même bateau, dans un même sentiment de solidarité la moindre défaillance de l'individu peut être fatale au groupe...<sup>39</sup>

Et en commémoration ~~de~~ l'anniversaire du prophète Mohomet, Bourguiba déclarait à Kairouan\*:

Pour nous, la nation s'entend comme étant la nation islamique ou mahométane, c'est-à-dire l'ensemble des adeptes de l'Islam. La nation est donc l'ensemble des hommes unis par le lien de l'Islam. La nation est l'ensemble des musulmans unis par les liens spirituels et culturels issus de l'Islam, quelles que soient leurs origines et leurs pays et quelque nombreux que soient les Etats dont relèvent leurs régions et leurs cités. Nous pensons que la nation et l'Etat ne coïncident nécessairement pas d'une façon parfaite: la nation peut englober plusieurs états de même que l'Etat peut comprendre des peuples n'appartenant pas à la même nation...<sup>40</sup>

Voyons maintenant comment ces principes se confirment dans l'action.

<sup>39</sup> BOURGUIBA, Discours, Publication du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1976, Tome IX, pp. 251-252.

\* Ville sainte en Tunisie.

<sup>40</sup> Habib BOURGUIBA, Citations, Editions Dar El Amal, Tunis, 1978, p. 50.

Bourguiba considérait alors que le peuple tunisien n'allait atteindre l'émancipation que par la force. Mais par quelle force? Par la force collective, par l'union, par des sentiments communs, un intérêt général, par la formation d'une âme nationale qui rend les hommes communautaires, par la formation d'une volonté populaire générale dont le souci est l'intérêt général du pays, et cet intérêt est pour l'instant: l'émancipation du peuple autochtone, l'indépendance de la Tunisie et la souveraineté nationale. Bourguiba imaginait un remède à cette indignation: s'adresser à toutes les catégories populaires et créer ainsi une nation proprement dite, car une nation ne doit s'appeler nation que lorsque le territoire où elle se trouve est souverain, bien déterminé et indépendant. Bourguiba répond-il ici au patriotisme de Hegel, qui se définit comme: "le sentiment qui fait considérer la prospérité de la communauté comme le fondement substantiel et le but final"?<sup>41</sup>

Nous constatons que chez le peuple tunisien, avant et durant l'établissement du Protectorat français, les caractéristiques fondamentales du nationalisme n'existaient pas: ni un gouvernement souverain et indépendant, ni de l'amour et de l'estime pour les compatriotes, ni une dévotion à cette entité suprême. Durant toute cette période de décadence, personne ne s'est adressé avec enthousiasme et amour manifeste, à tout le peuple et lui dit: suivez-moi. En dépit de l'unicité de la religion, de la langue, de

---

<sup>41</sup>Cité dans SHAFER, Le Nationalisme, p. 191.

l'existence des événements heureux et malheureux, d'une histoire commune, le peuple tunisien ne s'est pas réveillé pour la récupération de l'indépendance et de la souveraineté. Comment va-t'il se réveiller de sa léthargie? Et qui va le réveiller?

C'est Bourguiba qui, comme nous l'avons mentionné dans ce texte, dès son entrée sur la scène politique, s'est dévoué intensément et activement au peuple. Par la lutte contre la francisation et pour l'identification des Tunisiens autochtones, Bourguiba a commencé à ranimer le sentiment national qui s'accroissait tous les jours avec l'activité grandissante du leader tunisien, pour la cause nationale. Par ses tournées partout dans le pays, il a suscité l'unité du peuple tunisien, unité qui allait s'agrandir à l'instar de l'amour de Bourguiba envers son peuple: rappelons-nous sa lettre envoyée à son frère, où il lui dit spécialement:

Je t'en prie, oublie tout: famille, enfants...et ne pense qu'à l'avenir de ce peuple que nous aurons compromis à jamais si nous ne faisons rien.<sup>42</sup>

Là, Bourguiba ne répond-il pas à l'amour patriotique décrit par Socrate? Ceci nous montre l'intensité du sentiment national qui anime le leader tunisien. Par ses positions, conséquence d'un amour patriotique, des jours ont été marqués dans l'histoire politique et sociale de la

---

<sup>42</sup>Cf. p. 130-131.

Tunisie colonisée et même indépendante: D'abord, la journée du 9 avril 1938, où le peuple a manifesté avec éclat sa maturité: les gens sont tombés innombrables sur le champ d'honneur. Que signifie au juste cette maturité? Le mépris de la mort: malgré les forces armées françaises, le peuple tunisien les a affrontées courageusement, s'est tenu debout et a continué sa lutte. Ensuite, la journée du 18 janvier 1952 où des manifestations populaires se sont déroulées partout dans le pays et où les fellagas tunisiens ont pris les armes, dissimulés et éparpillés dans les djebels, dans les villages et même dans les villes: souvenons-nous de l'expression du martyr tunisien de Ghar El Melh, lancée au moment de sa mise à mort par les soldats français:

Je sais, s'écria-t-il, que je serai exécuté, mais je mourrai tranquille, car je sais que nos cadavres seront l'échelle qui permettra à mon pays d'accéder à l'indépendance.<sup>43</sup>

Par cette expression, croyons-nous, l'amour de la patrie atteint son point culminant.

Ensuite la journée du 1er juin 1955, où Bourguiba, libéré par la France, retourna victorieux à la patrie, après la proclamation de l'autonomie interne. Nous étions présent ce jour là au port de la Goulette où le leader tunisien a débarqué: comme c'est joli une âme qui plane! mains, têtes,

---

<sup>43</sup>Cf. p. 136 - 137

bouches, tout vibrait. Nous voyons encore cette marée humaine qui envahit la place, qui attendait et qui saluait son leader. Nous gardons encore dans notre coeur cet enthousiasme splendide, tout vif, qui ébranlait cette considérable masse populaire. C'est là la manifestation d'un amour grand, amour réciproque, entre le leader et son peuple, résultat de tant de sacrifices.

Puis la journée du 15 octobre 1963 où le dernier soldat français a quitté le territoire tunisien, après une grande bataille menée par l'armée nationale et le peuple, ensemble: nombreux étaient les volontaires qui contribuaient à cette bataille. Ce sentiment de solidarité nationale explique la portée de ce nationalisme qui ne se relâche point. Et la journée du 25 juillet 1957, proclamation de la République et l'abolition de la dernière dynastie des Husseinites fondée en 1706 par Hussein Ben Ali, cette dynastie qui avait facilité l'établissement du colonialisme en Tunisie. Voilà, à notre avis, les exploits qui ont donné naissance au nationalisme tunisien et contribué à son renforcement.

Ce nationalisme émotif et républicain que Bourguiba sent et suscite en même temps, s'accorde avec une certaine idée du peuple tunisien que Bourguiba évoque dès son entrée sur la scène politique, dans son article de presse paru le 23

février 1931:

A l'heure actuelle, en présence de la carence de l'Etat tunisien réduit au rôle de fiction, c'est au peuple de faire entendre sa protestation douloureuse contre un état de choses qu'il n'a sûrement pas mérité.<sup>44</sup>

C'est pour la première fois, depuis des millénaires, que le peuple tunisien sous la conduite d'un homme issu de son sein, a lutté contre l'envahisseur, en s'appuyant sur ses propres forces, sur sa propre intelligence, jusqu'à l'arrachement de l'appareil de l'Etat. Bourguiba n'a cessé de consolider le nationalisme tunisien en distinguant la terre des ancêtres tunisienne, en luttant contre l'anéantissement de la nationalité tunisienne et en faisant jaillir l'amour de la patrie par son martyre et par son abnégation. A l'aube de l'indépendance, Bourguiba a fondé une armée nationale ne comprenant point de mercenaires, mais les enfants de la patrie. Cette position politique de Bourguiba a bien renforcé ce nationalisme naissant et consolidé ainsi la force et la santé nationales.

Le nationalisme de Bourguiba, est donc républicain: dès son avènement sur la scène politique, il s'est efforcé d'abord de réveiller le peuple, de le pousser à forger son propre destin, et ensuite, de rétablir, au lendemain de l'indépendance, le système républicain, système plébiscitaire

<sup>44</sup> Habib BOURGUIBA, Articles de presse 1929-1934, Edition du Centre de Documentation Nationale, Tunis, 1967, p. 24.

qui permet ainsi l'expression des décisions massives, la volonté nationale, la souveraineté de la nation. Cet amour grandissant de la patrie, se fait sentir de plus en plus par le peuple. Ce nationalisme républicain est, à notre avis, révolutionnaire, car, à la différence des Vieux-Destouriens, Bourguiba contacte le peuple et lutte pour lui et en particulier pour les ignorants et pour les pauvres. Et il demeure encore fidèle à son sentiment humanitaire, principale constante de sa personnalité. D'ailleurs, Montesquieu signalait dans l'Esprit des Lois, cette relation étroite entre l'amour du pays et la forme républicaine du gouvernement.<sup>45</sup>

Ainsi, le nationalisme de Bourguiba rejette la conception machiavélique: il n'est ni le fascisme ni l'hitlérisme. S'il voudrait renforcer l'Etat et rendre le peuple tunisien souverain, c'est qu'il n'entend pas pratiquer ni l'étatisme, ni le racisme. Bourguiba adopte, à notre avis, un nationalisme personnalisé, c'est-à-dire qu'il adopte le contact direct permanent entre lui et son peuple, comme moyen de se reconnaître personnellement: Tout en reconnaissant la diversité des familles tribales, il a voulu rassembler des Tunisiens libres pour combattre d'abord le colonialisme français et, ensuite, le sous-développement.

<sup>45</sup> Cité dans Boyd C. SHAFER, Le Nationalisme, Payot, Paris, 1964, p. 103.

C'est, sans doute, cet amour de la patrie qui donne au nationalisme de Habib Bourguiba son originalité et sa grandeur.

Originalité: tout en luttant contre la France et en plaçant la cause nationale au-dessus de tout, et en endurant toutes les misères: emprisonnements, exils, Bourguiba n'a manifesté tout au long de cette lutte, ni haine, ni rancune envers la France. Rappelons-nous sa position lors de l'envahissement de la France par les Allemands!

Grandeur: malgré les nombreux désistements de ses compagnons de lutte, malgré les tentatives de démoralisation et même de peine de mort faites expressément par le juge d'instruction du tribunal militaire, le Commandant français, De Guerin du Cayla, Bourguiba devant tout cela, ne s'est point affaibli et ne s'affaiblit jamais: une passion le tient debout; une cause lui fait mépriser tous les dangers: la récupération de la terre nationale, la restauration de la souveraineté nationale, de la grandeur historique, authentique de Carthage, de la "Tunisie Verte".

Ce qui donne aussi un caractère original au nationalisme de Bourguiba, c'est la réfutation du dogmatisme: tout au long de la lutte pour l'indépendance, Bourguiba n'a recours qu'à sa méthode de lutte, sa stratégie et sa tactique, qu'aux moyens propres de son peuple. C'est ainsi qu'il peut déclarer en 1956, à l'aube de l'indépendance:

On nous reproche souvent de ne pas avoir de doctrine. Je proclame hautement que je suis l'adversaire de toute doctrine, car tout système politique ou économique pré-établi est un carcan qui veut soumettre à sa contrainte une réalité complexe et mouvante. Pour libérer la Tunisie de l'occupation étrangère, je n'ai pas eu recours à une doctrine politique rigide. Selon les circonstances, j'ai agi tantôt avec fermeté, tantôt avec souplesse. Le succès a consacré ma méthode... parce que je ne suis prisonnier d'aucune politique définie, ma liberté de manœuvre est entière. Seul, l'intérêt supérieur de la Nation guide mes pas.<sup>46</sup>

Et, en 1969, pour mettre en relief l'originalité de sa méthode de lutte afin que les Palestiniens la suivent pour réaliser la récupération de leur patrie, Bourguiba déclarait:

Autre particularité de la révolution tunisienne: tout au long de notre lutte, nous nous sommes interdits toute option idéologique si ce n'est celle qui vise à libérer la Tunisie de la domination étrangère.<sup>47</sup>

A propos, Camille Bégue écrit:

Il est assez vain de chercher les auteurs de Bourguiba, phénomène unique. Avant d'être les autres, très au-dessus des autres, il est lui...<sup>48</sup>

Cette stratégie et cette tactique, axées sur l'amour patriotique, ont édifié cependant une doctrine tunisienne, fort caractérisée. Dans le domaine politique et social, c'est le rôle intègre, probe et persévérant assumé par le

<sup>46</sup> Habib BOURGUIBA, Discours, Public. du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis 1975, Tome II, pp. 180-181-185.

<sup>47</sup> BOURGUIBA, Discours, Publications du Ministère de l'Information, Tunis, 1981, Tome XX, p. 123.

<sup>48</sup> Camille BEGUE, le Message de Bourguiba, Librairie Hachette, Paris, 1972, p. 40.

leader, qui fait surgir la force et l'essence du nationalisme. C'est justement ce rôle patriotique de Bourguiba qui a créé un sentiment d'unité s'exprimant par une dévotion à la nation, ce rôle qui a unifié et unifie les Tunisiens qui sont parvenus à prendre conscience de leur expérience historique commune et à avoir une aspiration commune à vivre ensemble, indépendants et souverains.

Le nationalisme tunisien ainsi fondé, c'est-à-dire basé sur l'abnégation totale, et surtout rationalisé par une stratégie et tactique fécondes et originales, ne doit et ne devra pas s'affaiblir ou connaître la décadence, tant qu'il y a et y aura, en Tunisie, des hommes de bonne volonté qui ne peuvent pas délaier une telle oeuvre humanitaire de plus d'un demi-siècle maintenant. Le peuple tunisien s'est habitué aux bons et hauts faits de Bourguiba. Rien, à notre avis, ne peut l'empêcher de poursuivre l'orientation vers le beau, la vertu, vers la grandeur et la jouissance de cette souveraineté. L'injustice, la futilité et l'humiliation, ce sont son aversion.

Pour maintenir vivant ce patriotisme, que le Néo-Destour (nommé actuellement P.S.D., Parti Socialiste Destourien), ne cesse de s'acharner à orienter la nation, à répondre aux espoirs, à l'aspiration évolutive et conjoncturelle du peuple! Car, si l'on ne ranime pas toujours ce sentiment national, cet attachement à la patrie, à l'unité nationale, l'amour de la patrie s'affaiblit, croyons-nous, et parvient à s'anéantir;

car l'instinct naturel de l'amour du pays natal ne suffit pas pour établir une nation et pour maintenir le pays dans la souveraineté, dans la dignité et dans la liberté. Cette force unificatrice, ce génie patriotique, ne s'acquiert qu'après tant d'expériences, de raison, de méthodes dans la pensée et dans l'action, d'esprit et de coeur, d'abnégation et de courage, de fidélité nationale.

A l'analyse, il nous apparaît donc évident que le nationalisme et le patriotisme dominant la pensée de Bourguiba. Mais un tel nationalisme n'est pas fondé d'abord sur l'ambition d'expansion, sur le désir d'orgueil ou sur la "soif de puissance", mais plutôt fondé sur la soif de former un peuple fort, et soif aussi de créer une nation proprement dite, c'est-à-dire jouissant de son indépendance concrète et de sa souveraineté totale. Il ne s'agit pas là d'un sentiment violent, mais d'une noble aspiration, dénonçant l'exploitation de l'homme par l'homme et appelant à la coopération libre; tout au long de la lutte nationale, nous voyons Bourguiba rejeter tout sentiment de haine et de rancune envers la France pour plutôt appeler celle-ci à une coopération entre deux partenaires égaux.

De sa conception de la nation, aussi, Bourguiba, constatons-nous, ne rejette pas les "paysans" et ne considère pas les propriétaires comme seule classe constituante de la nation; mais la nation, pour lui, est un ensemble de toutes les catégories sociales. Les "chômeurs" même y figurent et

l'instruction y est généralisée. Ce n'est pas du tout le point de vue des Vieux-Destouriens qui considéraient la nation comme "la propriété de l'élite qu'ils représentent, un peu comme elle était la propriété de S.A. le Bey". Et la masse? Pour eux, c'est "une foule de figurants que l'on conduit au fouet, en admettant qu'on daigne jeter un oeil sur elle".<sup>49</sup> Au-delà de ces données matérielles, Bourguiba discerne, pour la constitution d'une nation, une autre chose: la conscience nationale, "conscience de l'unité organique", cette âme nationale dont parle Renan. Et nous avons vu comment cette âme prend forme et sens et s'épanouit dans l'indépendance.

Donc, Bourguiba a fait pénétrer l'idée de nation en Tunisie, c'est-à-dire l'idée d'une nation qui n'est pas la propriété des élites mais "une prise de conscience", une "conscience de l'unité organique de cette communauté". Et ce qui est essentiel, ici, c'est que Bourguiba, tout en innovant radicalement en Tunisie, a contribué ainsi, à fonder une vraie nation tunisienne, c'est-à-dire une nation moderne jouissant de son indépendance politique et de sa souveraineté totale.

Ainsi la nation proprement dite ne peut se ramener à la religion. Bien sûr, l'élément religieux, (l'Islam), pour

---

<sup>49</sup> BEGUE, Le Message de Bourguiba. p. 175.

f

les musulmans est bien fort; même "l'amour de la patrie fait partie de la croyance en Dieu". Mais cet amour ne suffit pas, à notre avis, à expliquer la formation d'une nation. L'Islam n'est pas le fondement de la nation tunisienne, c'est plutôt le patriotisme de Bourguiba. L'Islam pour sa part est le moteur qui assure l'unité de tous les musulmans.

Dans l'ordre politique, écrit Sérouya, l'Islam n'apporte qu'une seule innovation importante: la réunion de toutes les tribus arabes et, plus tard, de toutes les familles converties sans distinction d'origine, en un grand corps de nation sous l'autorité d'un pouvoir unique à la fois religieux et politique.<sup>50</sup>

Mais l'Islam n'exige pas un modèle de pensée et de comportement que tous les musulmans doivent suivre aveuglément. Le pire c'est que quand la religion se transforme en fatalisme. Et ce fatalisme est clairement responsable du comportement du peuple tunisien lors du Protectorat français. Le nationalisme tunisien n'a pris forme qu'avec l'avènement de Bourguiba sur la scène politique. Ce changement dans la manière de penser et de se comporter, nous montre bien la portée de la conception de Bourguiba de la lutte nationale, conception se traduisant par sa stratégie et l'efficacité de sa tactique:

En Tunisie, écrit Julien, le mouvement nationaliste se manifeste dès la fin de la guerre par La Tunisie martyre

<sup>50</sup> Henri SEROUYA, La Pensée Arabe, Que sai-je? P.U.F., Paris, 1967, p. 25.

du cheikh Abd al-Aziz Ta' lbi (1920) et la réaction du parti libéral constitutionnel, le Destour (dastar, constitution) mais l'action ne prit un caractère réellement efficace qu'avec la scission qui opposa au Vieux Destour traditionaliste, le Néo Destour, ouvert aux solutions démocratiques, dynamique et organisateur, sous la direction d'un avocat passionné pour la cause et d'une grande intelligence politique, Habib Bourguiba.<sup>51</sup>

C'est que le nationalisme de Bourguiba, croyons-nous, -et l'histoire est là pour être juge de notre affirmation-, n'est pas tombé du ciel, ne s'est pas édifié sur des dogmes et ne se traduit pas seulement par une simple déclaration d'amour de la patrie, mais est la suite de longues médiations et d'un travail acharné, continu. Domenach faisant le parallèle entre les nationalismes français et tunisien taxe le nationalisme français d'ambition expansionniste, d'"esprit de classe", de "soif de puissance", d'orgueil, mais met en relief le caractère particulier du nationalisme tunisien:

Le nationalisme français tient de ses origines un caractère "forcé", un parfum artificiel. Mais qui va en Tunisie se trouve devant un peuple en train de prendre une conscience nationale, et constate que ce nationalisme-là n'est pas la fabrication de quelque intellectuel ou l'alibi d'une poignée de bourgeois, mais la coalition de presque tous les éléments d'une population; coalition apparemment hétéroclite, surprenante, mais puissante.<sup>52</sup>

<sup>51</sup> Charles-André JULIEN, *Histoire de l'Afrique Blanche, Que sais-je?*, P.U.F., Paris, 1976, p. 123.

<sup>52</sup> DOMENACH, "Les Nationalismes", p. 344.

Domenach écrivait cela en mars 1955: huit mois environ après la proclamation faite le 31 juillet 1954, de l'autonomie interne de la Tunisie. Après 1955, d'autres événements historiques se sont produits en Tunisie, dont nous avons parlé plus haut et qui n'ont fait que consolider ce nationalisme tunisien ayant servi et sert encore d'exemple à d'autres peuples pour leur émancipation et leur dignité.

## CHAPITRE VII

### Bourguiba et le libéralisme

Le chapitre précédent a tenté de faire voir l'importance du nationalisme dans la pensée de Bourguiba, nationalisme ayant pour éléments essentiels l'amour de la patrie et l'aspiration à la libération du peuple. Il nous semble important de voir maintenant comment cet idéal de liberté inspire Bourguiba dans l'édification de l'Etat, et comment sa pensée se rapporte par là au libéralisme.

Définissons d'abord le libéralisme. Selon Harold LASKI,<sup>1</sup> par exemple, le libéralisme se forme au cours de la période s'écoulant entre la Réforme et la Révolution française. Cette émergence d'idées nouvelles correspond à la montée d'une "nouvelle classe sociale" s'assurant le "droit de participer pleinement à la direction de l'Etat".<sup>1</sup>

A l'idée d'initiative et de contrôle sur le plan collectif, écrit-il, succéda l'idée d'initiative et de contrôle sur le plan individuel. Bref, de nouvelles conditions matérielles donnèrent naissance à des rapports sociaux nouveaux; et, en fonction de ceux-ci, une nouvelle philosophie se développa, destinée à justifier par la raison le monde qui venait de naître. Cette philosophie nouvelle était le libéralisme.<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Harold J. LASKI, Le Libéralisme Européen, Editions Emile-Paul Frères, Paris, 1950, p. 9.

<sup>2</sup> Ibid., p. 10.

Laski affirme cependant la difficulté de décrire ou de définir le libéralisme, car celui-ci est autant une habitude de l'esprit qu'un corps de doctrines.

En tant que doctrine, écrit-il, il est, sans aucun doute, étroitement apparenté à l'idée de liberté, car il donna pour mission de lutter contre les privilèges conférés à une classe, quelle qu'elle soit, de la communauté en vertu de sa naissance ou de ses croyances. Toutefois, la liberté qu'il recherchait ne pouvait être qualifiée d'universelle, puisque son application se bornait à ceux qui avaient des biens à défendre. Il a voulu, dès le début, ou presque, de son histoire, limiter la sphère d'action du pouvoir politique et restreindre l'activité du gouvernement au cadre du principe constitutionnel; en conséquence, assez logiquement, il a tenté de découvrir un ensemble de droits fondamentaux qu'il ne serait pas permis à l'Etat de violer. Mais là encore, dans la pratique, il a été plus pressant et plus ingénieux à les mettre en oeuvre pour défendre les intérêts de la propriété, que pour protéger, comme y ayant droit également, l'homme qui n'avait rien d'autre à vendre que son travail.<sup>3</sup>

Le libéralisme, pour Laski, est donc une "nouvelle idéologie" qui répond aux "besoins d'un nouveau monde". Si les bases de la doctrine libérale ont été établies au XVII<sup>e</sup> siècle (une société dont l'idéal n'est plus religieux; un Etat indépendant de l'Eglise; un monde physique nouveau tant du point de vue de la géographie que de celui de l'idéologie; un

---

<sup>3</sup>Ibid., p. 13.

nouvel esprit expansif tendant à dominer la nature; les connaissances sont axées sur l'ordre matériel et non plus spirituel), le développement du libéralisme au XVIIIe siècle, caractérise, pour Laski, une "doctrine issue des besoins de la bourgeoisie. Il est l'expression logique des conditions indispensables aux bourgeois dans leur ascension".<sup>4</sup> D'une façon générale, la thèse que soutient Laski, est que "la liberté promue par le libéralisme concernait la propriété".<sup>5</sup>

Quant à André VACHET, il nous décrit le libéralisme comme:

1. Une attitude générale de l'esprit:

...Dans ce sens, écrit-il, le libéralisme se résume dans une tendance à privilégier les phénomènes individuels, privés, séculiers et historiques, par opposition aux règles universelles, collectives et transcendantes. Il a donc pour principe fondamental la liberté de l'individu dans tous les domaines, spirituel, politique, économique.<sup>6</sup>

2. Une philosophie:

Cette philosophie repose, ajoute-t-il, sur la croyance inconditionnée dans les droits que l'individu tient de son humanité. Ils sont à la fois la raison de son autonomie et de sa liberté, de sorte que le libéralisme est fondé essentiellement sur la notion de personne, être moral et social -c'est tout un- pour qui l'obéissance à l'obligation du droit représente normalement la manifestation peut-être la plus typique de la volonté libre.<sup>7</sup>

<sup>4</sup> Ibid., p. 135.

<sup>5</sup> Ibid., p. 231.

<sup>6</sup> André VACHET, L'Idéologie libérale, Editions Anthropos, Paris, 1970, pp. 18-19.

<sup>7</sup> Ibid., p. 19.

3. Une sociologie: ce libéralisme caractérise, selon Vachet, une société par

la démocratie parlementaire..., par le capitalisme industriel de petites et moyennes unités..., par l'accession au pouvoir et la domination de la bourgeoisie, par les libertés de pensée et d'expression..., par l'individualisme..., par le fameux principe des nationalités..., par un anticléricalisme plus ou moins virilient ou modéré selon les pays.<sup>8</sup>

Vachet nous présente comme thèmes essentiels du libéralisme: le naturalisme ("l'élimination des valeurs et des finalités transcendantes",<sup>9</sup> l'homme s'affirme; son épanouissement dépend de lui; il découvre son bonheur dans l'utilisation et la maîtrise de la nature), le rationalisme ("calcul, prévision, utilisation logique et concrète, efficacité du geste")<sup>10</sup> et l'individualisme ("chaque homme jouit de sa nature", il est autonome, "capable de la totalité de la nature et de la raison, et comme tel en concurrence avec tous").<sup>11</sup> L'expression de l'esprit du libéralisme réside, selon Vachet, dans ces trois thèmes; mais ceux-ci sont "généraux et abstraits", et puisque "le libéralisme est la transparence idéologique d'un groupe d'hommes, d'une force sociale, d'une société en formation", ces thèmes se manifestent dans quelques thèses considérées comme un programme:

---

<sup>8</sup> Ibid., p. 21.

<sup>9</sup> Ibid., p. 83.

<sup>10</sup> Ibid., p. 84.

<sup>11</sup> Ibid., p. 84.

a) Le droit de liberté: c'est le droit de chaque homme à la

liberté comme expression première et essentielle de son droit à l'existence, de son instinct de conservation, comme conséquence de son autonomie et de sa suffisance rationnelle, et surtout comme condition de sa recherche du bonheur.<sup>12</sup>

b) L'égalité de nature et l'égalité en droit: la première signifie

l'identité relative des facultés chez chacun des hommes, de la raison en particulier qui permet à tout individu d'être légitimement et efficacement le principe de son action;<sup>13</sup>

la deuxième, "une égalité morale et légitime, une égalité devant la loi".<sup>14</sup>

c) Le droit de propriété: cela signifie d'abord la jouissance de l'individu de ses "capacités, possibilités, facultés",<sup>15</sup> et ensuite, "l'individuation du rapport besoin-objet-de-satisfaction", "l'appropriation des biens", "la domination personnelle sur l'objet possédé conséquemment à l'élimination de tout droit d'un autre sur cet objet".<sup>16</sup>

---

<sup>12</sup>Ibid., p. 193.

<sup>13</sup>Ibid., p. 214.

<sup>14</sup>Ibid., p. 215.

<sup>15</sup>Ibid., p. 225.

<sup>16</sup>Ibid., p. 226.

Ainsi, la propriété se révèle comme le "moyen le plus efficace d'assurer le bonheur"; il ne s'agit pas ici seulement de "propriété de consommation immédiate", mais de "thésaurisation", d'"accumulation", de "capitalisation" et surtout d'"appropriation des moyens de production".<sup>17</sup>

d) La sûreté (sécurité) ou la protection par l'Etat: il s'agit de la protection qu'accorde la société à "chacun de ses membres pour la conservation de sa personne, de ses droits et de ses propriétés",<sup>18</sup> protection résidant dans "la paix et l'ordre" dont l'agent est l'Etat, et celui-ci "s'enracine"<sup>19</sup> par l'apport de cette sûreté. Selon la théorie politique du libéralisme, le rôle de l'Etat consiste, mentionne Vachet, à

protéger l'ordre sans prétendre le modifier par quelque artifice. Ainsi, on comprend que le meilleur gouvernement est celui qui gouverne le moins possible, qui n'intervient peu ou pas...<sup>20</sup>

Dans sa conciliation des thèses libérales, Vachet trouve que "la société et l'Etat...sont complémentaires de la liberté",<sup>21</sup> considérées comme "des instruments de libération contre l'anarchie des passions et l'aveuglement de l'ignorance". De ce fait,

<sup>17</sup> Ibid., p. 227.

<sup>18</sup> Ibid., p. 237.

<sup>19</sup> Ibid., p. 240.

<sup>20</sup> Ibid., p. 243.

<sup>21</sup> Ibid., p. 246.

l'Etat n'apparaît pas seulement comme complément de la liberté, mais aussi comme la restriction de la liberté: c'est qu'il encadre "l'activité individuelle", autrement dit, il contraint et limite la liberté.

Dé même, la propriété "exige protection contre les passions, l'envie". C'est "l'Etat qui l'assure"; mais, en même temps, il "la charge de ses taxes et de multiples réglementations qui peuvent la rendre aussi stérile que l'insécurité".<sup>22</sup> Mais cette sécurité signifie aux non-proprétaires leur "exploitation" et leur "soumission à un ordre dont ils sont exclus".<sup>23</sup> Ainsi, la propriété apparaît comme "exclusive de l'égalité" et génératrice donc d'inégalité qui réside dans "la concentration totale de la propriété dans les mains de quelques-uns" et dans "le dépouillement absolu du plus grand nombre". D'où "affrontement des groupes sociaux".<sup>24</sup>

De ce fait, si la propriété exige la liberté, "elle n'est pas nécessairement source de libération et de liberté"; en effet, comme elle réduit le "champ de liberté d'un propriétaire", elle réduit également l'indépendance du non-propriétaire

---

<sup>22</sup> Ibid., pp. 246-247.

<sup>23</sup> Ibid., p. 247.

<sup>24</sup> Ibid., p. 248.

et l'oblige à "dépendre pour son existence de la volonté capricieuse du propriétaire...

La propriété, écrit Vachet, peut bien souvent réduire les hommes en esclavages dans la mesure même où elle est elle-même libre comme s'il y avait contradiction entre la liberté des hommes et la liberté des choses.<sup>25</sup>

♪ Mais cela n'empêche pas que "la liberté et l'égalité peuvent peut-être s'unir dans un mariage de raison", c'est-à-dire en faisant recours à des "compromis". Autrement dit, propriétaires et prolétariat peuvent être attachés par les liens de la raison (en établissant des compromis) et non par les liens de l'amour.

Mais Vachet constate que "le pouvoir économique ne va pas sans un pouvoir social", et que le libéralisme en tant qu'idéologie et pratique sociale, renferme un

mécanisme qui tend à faire éclater ses intentions originales et à créer les conditions de son dépassement. Sur le plan théorique, il va donner naissance aux divers systèmes socialistes en fournissant les matériaux d'un nouvel ensemble idéologique qui en apparaîtra comme l'enfant légitime. Sur le plan de l'histoire, son succès et ses échecs ont amené de nouveaux groupes sociaux à affirmer de nouvelles formes de pouvoir capables de transformer la société par les instruments qu'ils ont forgés.<sup>26</sup>

Son succès réside dans l'accroissement de la production des biens, dans la création d'un "nouvel espace économique et

---

<sup>25</sup> Ibid., p. 248.

<sup>26</sup> Ibid., p. 513.

social, celui de l'abondance"; et son échec, dans son "impuissance à résoudre le problème de la distribution et à éliminer la pénurie au niveau mondial..."

Quant à John H. Hallowell, il met en relief l'aspect d'une liberté générale incarnée par le libéralisme:

Le libéralisme, écrit-il, n'était pas simplement - ainsi qu'on le prétend parfois - l'incarnation d'une exigence de liberté économique, mais il était l'incarnation d'une exigence de liberté, dans tous les domaines de la vie - domaines intellectuel, social, économique, politique et religieux...<sup>27</sup>

Georges Burdeau enfin rejouit le point de vue de Hallowell en déclarant que le libéralisme se manifeste d'une façon concrète

dans tous les domaines où l'individu est en relation avec ses semblables. il y a un libéralisme politique, un libéralisme économique, un libéralisme religieux, un libéralisme des moeurs.<sup>28</sup>

Pour Burdeau, le libéralisme est indéfectiblement lié à "l'idée de liberté."<sup>29</sup> A cet effet, le libéralisme est - "aussi ancien que le combat" engagé par l'homme afin que cette liberté lui soit reconnue. Et de ce fait, le libéralisme indique immédiatement "une doctrine qui considère avec défaveur les interventions de l'Etat dans le domaine économique".<sup>30</sup> Mais, puisque

<sup>27</sup> John H. HALLOWELL, Les Fondements de la Démocratie, Les Editions Internationales, Paris, 1972, p. 112.

<sup>28</sup> Georges BURDEAU, Le Libéralisme, Edition du Seuil, Paris, 1979, pp. 7-8.

<sup>29</sup> Ibid., p. 7.

<sup>30</sup> Ibid., p. 48.

le libéralisme est "une doctrine de la liberté", il "a besoin d'ordre et par conséquent, de l'Etat qui en est l'essentiel pourvoyeur".<sup>31</sup>

En ce qui concerne la situation de l'individu par rapport à l'Etat, Burdeau constate que "rien, dans la pensée dominante du XVIIIe siècle, n'autorise à placer l'individu en rival ou en adversaire de l'Etat".<sup>32</sup> Si les hommes de la Révolution étaient hostiles au pouvoir, c'est qu'ils combattaient l'Etat de "l'absolutisme, l'opresseur de l'autonomie individuelle" et non pas celui qu'ils se proposaient d'édifier sur le contrat social, "respectueux de l'ordre naturel" et n'ayant d'autres pouvoirs que "ceux que les hommes lui ont délégués pour qu'il assure leur liberté"; en effet, la pensée politique du XVIIIe siècle mentionne que "la puissance publique est une entreprise de protection des droits individuels", et qu'"elle n'a d'autre objet que de garantir leur autonomie".

Le vrai, écrit Burdeau, c'est que ce sont, une fois encore, les libéraux de la seconde génération qui ont affecté l'Etat de ce caractère péjoratif que stigmatisent Benjamin Constant, Spencer et les économistes orthodoxes tels que Baudrillard, Dunoyer, Bastiat ou Courcelle-Seneuil. Plus ils exaltent l'individu, plus ils abaissent l'Etat jusqu'à en faire l'ennemi naturel de la liberté.<sup>33</sup>

---

<sup>31</sup> Ibid., p. 49.

<sup>32</sup> Ibid., p. 45.

<sup>33</sup> Ibid., p. 45.

Ce revirement de la pensée libérale s'explique, selon Burdeau, par la crainte de voir l'Etat s'occuper des faibles ou des défavorisés. "Ce n'est évidemment pas une simple coïncidence si les attaques dont il est l'objet se multiplie au fur et à mesure que s'accroît l'audience des doctrines socialistes".<sup>34</sup>

Ainsi l'individualisme se dresse contre toutes les interventions gouvernementales qui tentent de remédier aux "excès de la liberté".<sup>35</sup> Par conséquent, il apparaît que cet antagonisme entre l'individu et l'Etat, est une "déviation du libéralisme" et non son "essence". L'attitude libérale d'aujourd'hui est caractérisée sinon par "l'hostilité ouverte", du moins par "la méfiance à l'égard de l'Etat". Du moment que l'autonomie de l'individu se manifeste dans une liberté "socialisée", l'intervention de l'Etat pour contraindre l'individu à respecter donc ses responsabilités vis-à-vis de la société, "ne porte pas atteinte à la liberté...ne s'oppose pas à l'individu"; mais il amène celui-ci "à se comporter en être raisonnable".

C'est ainsi que, dans l'évolution de la pratique du libéralisme, écrit Burdeau, l'Etat est passé du rôle de spectateur à celui de gendarme, puis à celui de tuteur et finalement à celui d'assureur que lui assignent aujourd'hui les tenants d'un libéralisme corrigé.<sup>36</sup>

---

<sup>34</sup> Ibid., p. 45.

<sup>35</sup> Ibid., p. 46.

<sup>36</sup> Ibid., p. 51.

Quant à nous, pour définir le libéralisme, nous partirons de ce mot même. Nous voyons que cette notion dérive du substantif "liberté", d'où l'on extrait l'adjectif "libéral" auquel fut ajouté le suffixe isme. Ce dernier signifie généralement que l'on reconnaît à tel substantif, une certaine primauté. Exemple: le nationalisme: celui-ci fait passer, du moins théoriquement, les intérêts de la nation avant ceux des citoyens. Par contre, pour l'individualisme, c'est l'intérêt de l'individu qui doit être considéré avant toute chose.

Le libéralisme nous apparaît donc comme une doctrine affirmant la priorité de la liberté. Mais cette priorité par rapport à quoi est-elle affirmée? Par rapport à la dépendance, à la soumission, à la contrainte, à l'oppression, à l'injustice, à l'étouffement de l'esprit, à l'asservissement de l'âme, à la dépersonnalisation, à la résignation, au fatalisme, à l'obscurantisme.

Nous entendons par libéralisme, toute pensée, tout acte, tout phénomène qui concourt à l'épanouissement de l'esprit et à l'ennoblissement de l'âme, tout phénomène qui se dresse contre toute injustice, contre toute considération de naissance ou de favoritisme, contre toute usurpation de terre, de propriété, contre toute exploitation illégitime.

Ce que nous trouvons paradoxal dans cette doctrine libérale, c'est l'usage même de cette liberté de propriété; en effet, l'abus de ce droit a engendré l'exploitation de

l'homme par l'homme. C'est ce qui est justement réfutable par tout esprit libéral, aspirant à la consolidation de la dignité. C'est là, voyons-nous, que doit intervenir l'Etat pour remédier à cette lacune de la doctrine libérale, lacune occasionnée par l'amour-propre exagéré. Une fois cette exagération réduite, anéantie, remplacée par un souci de bienveillance et de prospérité envers le prochain, le libéralisme demeure, à notre avis, indispensable à la vie des sociétés, tant qu'il accorde à l'homme la liberté de l'esprit, la jouissance de ses biens, de son droit sacré de propriété. Et, ce libéralisme-là ne doit pas être confondu avec le capitalisme.

Ce dernier a pris naissance à la suite de la libération spirituelle accomplie par la Réforme, libération qui "s'est dégradée en un affranchissement matériel".<sup>37</sup> Cet affranchissement se traduisant par "le goût du risque, l'esprit d'entreprise, la recherche du profit", allait prendre le nom de "capitalisme": "la conquête du monde matériel par l'initiative individuelle qui le soumet au règne de l'argent". Ce capitalisme né de "l'exercice de la liberté...monopole des privilégiés" (la classe bourgeoise), engendre le "povre monde": les ouvriers ne possédant pas les instruments de leur travail, deviennent "la main-d'oeuvre, objet d'un marché".<sup>38</sup> Bref, ce "povre monde" est désormais dénommé le "prolétariat".<sup>39</sup>

---

<sup>37</sup> Ibid., p. 25.

<sup>38</sup> Ibid., p. 26.

<sup>39</sup> Ibid., p. 28.

Cependant, le libéralisme, à sa naissance, ne considère pas la liberté dans cette "perspective pessimiste". "Il s'attache" plutôt au "fondement" de cette liberté et "non à ses conséquences". Cette liberté appartenant à chaque homme, bien que "tous ne soient pas également habiles à en user", s'est extériorisée dans le domaine économique par "la promotion des vainqueurs",<sup>40</sup> par cette bourgeoisie conquérante qui parvient à acquérir dans la société "une situation dominante". Ainsi cette bourgeoisie montante a détourné sans difficulté, le souffle libérateur de la Réforme, en faveur de ses ambitions.

De là, apparaît l'aspect paradoxal du libéralisme: d'un côté, "il exalte la liberté"; de l'autre, il "débouche socialement sur l'aliénation". D'où son "infirmité congénitale" se traduisant par "la contradiction entre l'image généreuse qu'il se fait de l'homme et la réalité de la condition humaine". Ainsi, le libéralisme devenu "doctrine dominante" est arrivé à imposer "un ordre social où la liberté sera défigurée par les injustices qu'elle engendre".<sup>41</sup>

De ce mot libéral, nous distinguons donc deux sens:

1) Un état d'esprit, une attitude mentale et un mode d'action, qui tend à privilégier la liberté entendue comme absence de contrainte volontaire et institutionnelle, et

---

<sup>40</sup>Ibid., p. 28.

<sup>41</sup>Ibid., p. 29.

l'individu en tant que principe d'action et base de l'organisation sociale.

2) Une idéologie, l'idéologie libérale qui, à l'analyse, réduit thèmes et thèses à l'individualisme propriétaire.

La position du Président Bourguiba à l'égard du libéralisme apparaît nuancée:

Nous connaissons le libéralisme, dit-il, nous savons ses mérites et ses périls. Pour ma part, j'estime nécessaire de rejeter un libéralisme sans freins, qui ne serait qu'un encouragement aux instincts les plus sordides. Mais j'ajoute, aussitôt qu'il convient d'éviter le travers opposé qui consiste à fonctionnariser la nation entière, à créer des légions de fonctionnaires qui introduisent la bureaucratie et l'étatisme partout, même là, où l'initiative privée interviendrait avec beaucoup d'efficacité.<sup>42</sup>

Et comment envisage-t-il les thèses du libéralisme, la liberté, l'égalité, la propriété et la sûreté ou la protection par l'Etat?

En ce qui concerne la liberté d'abord, elle demeure pour Bourguiba,

la revendication fondamentale de l'humanité, et c'est l'honneur de l'homme que de lui donner la priorité sur tous les biens que la vie peut dispenser".<sup>43</sup>

<sup>42</sup>BOURGUIBA, Discours, Publications du Ministère de l'Information, Tunis, 1981, tome XIX, p. 70.

<sup>43</sup>BOURGUIBA, Discours, Publications du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1975, tome II, p. 284.

Bourguiba conçoit que:

La vraie liberté se fonde sur une saine vision du Bien et du Mal pour en tirer, sur le plan de l'action, les conséquences qui en découlent. La liberté vaut essentiellement par le contenu du choix. Celui-ci, certes, doit être libre, mais encore faut-il qu'il s'exerce à un certain niveau de discernement et de sens moral où peuvent se percevoir nettement les valeurs. Ce qui différencie au fond les hommes c'est la faculté de distinguer le Bien du Mal ou de reconnaître le moindre mal.<sup>44</sup>

Mais Bourguiba n'admet pas la "liberté absolue laissant chacun agir à sa guise"; il constate que "la liberté a de tout temps été limitée dans une mesure plus ou moins grande dans l'intérêt de tous. Elle s'arrête là où commence la liberté d'autrui".<sup>45</sup> Il considère que "l'individu n'est pas entièrement libre, parce qu'il fait partie d'une société consitutée par tous les Tunisiens dans le cadre de la Patrie".<sup>46</sup>

Il voit que

l'exercice de la liberté doit s'arrêter au seuil de l'immoralité. La morale s'impose à chacun de nous, de même que la solidarité sociale et la croyance religieuse.<sup>47</sup>

Et ce qui caractérise le "critère pour établir si la restriction à la liberté consititue une chose bonne ou mauvaise, c'est

<sup>44</sup>BOURGUIBA, Discours, Publications du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1977, tome XI, p. 267.

<sup>45</sup>BOURGUIBA, Discours, Publications du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1977, tome XII, p. 271.

<sup>46</sup>Ibid., p. 272.

<sup>47</sup>BOURGUIBA, Citations, Editions Dar El Amal, Tunis, 1978, p. 124.

l'objectif à atteindre".<sup>48</sup> Bourguiba ne réfute pas catégoriquement la liberté individuelle qui "doit être maintenue dans certaines limites. Mais ces limites ne doivent pas coïncider avec les intérêts des exploités", mais "avec l'intérêt public".<sup>49</sup>

En ce qui concerne l'égalité, égalité de nature d'abord, Bourguiba considère que c'est la liberté de l'homme qui constitue son suprême privilège. Il s'agit de "la liberté de penser, d'agir et de ne rien faire qui ne soit fondé sur le consentement raisonné et la conviction intime".<sup>50</sup> Bourguiba réfute la contrainte de l'homme et approuve l'affirmation de celui-ci. La société pour lui,

ne sera ni celle de l'abus ni celle de l'envie qui voue à l'argent une sorte de culte. Elle ne sera pas non plus celle de la contrainte où l'être est une sorte de robot...un individu fiché que régit un code...mais une société où l'homme s'affirmera en tant que personne douée d'intelligence, de sensibilité et de dignité...Une société plus attachée à la qualité de la vie...Une société généreuse, c'est-à-dire coopérative et axée sur la solidarité donc susceptible d'assurer plus de justice et de dignité.<sup>51</sup>

Pour l'égalité en droit, Bourguiba entend d'abord permettre des "chances égales à tous",<sup>52</sup> accorder

<sup>48</sup> Ibid., p. 125.

<sup>49</sup> Ibid., p. 125.

<sup>50</sup> BOURGUIBA, Discours, Publications du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1976, tome VII, p. 50.

<sup>51</sup> BOURGUIBA, Discours, Publications du Ministère de l'Information, Tunis, 1981, tome XXII, p. 235.

<sup>52</sup> BOURGUIBA, Discours, Publications du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1976, tome VII, p. 53.

le droit de vote, c'est-à-dire le droit de disposer des destinées d'un Etat conquis de haute lutte par le sacrifice des militants, de choisir les dirigeants, aussi bien le Président de la République que les membres de l'Assemblée Nationale et d'orienter la politique, non pas à ces militants uniquement, mais à tous les Tunisiens et Tunisiennes,<sup>53</sup>

et, ensuite, permettre une répartition équitable des ressources du pays, à tous les citoyens sans distinction aucune.

Il n'y a ni bonheur, dit-il, ni vie digne dans l'injustice sociale... Il ne suffit donc pas de produire des richesses; il faut les répartir en se rapprochant le plus possible d'un idéal de justice.<sup>54</sup>

Quant au droit de propriété, il est considéré par Bourguiba comme l'un "des principes essentiels" sur lesquels repose la "politique de promotion économique".

Nous n'admettons pas, dit-il, que le propriétaire se sente, à aucun moment, menacé d'être un jour frustré du fruit de son labeur par un gouvernement fort,<sup>55</sup> de son appareil policier ou militaire;

il voit que cette propriété privée est "sacrée en tant qu'elle représente le fruit du travail"; mais ce droit de propriété une fois devenu "un frein au travail, un facteur de décadence, une entrave au développement", perd "son caractère sacré et même sa raison d'être".<sup>56</sup>

<sup>53</sup> Ibid., p. 41.

<sup>54</sup> BOURGUIBA, Discours, Publications du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1975, tome V, pp. 53-54.

<sup>55</sup> BOURGUIBA, Discours, Publications du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1975, tome II, pp. 139-140.

<sup>56</sup> BOURGUIBA, Citations, Editions Dar El Amal, Tunis, 1978, p. 243.

Et pour la sûreté ou la protection par l'Etat, Bourguiba entend établir un régime qui "respecte la liberté individuelle", car il pense que "la dignité de l'homme réside précisément dans le loisir d'en disposer", mais puisque l'Etat "incarne l'intérêt public", il "est en droit de réduire l'usage de cette liberté dans les limites qu'imposent les exigences du bien commun".<sup>57</sup> Car, c'est l'Etat, conçoit-il, qui garantit la liberté "pour favoriser le bien et promouvoir le progrès de la Nation"; cette liberté "ne doit pas donner aux ennemis déclarés de la nation, les moyens de nuire à la nation".<sup>58</sup>

Mon expérience m'a appris, dit-il, que la raison d'Etat doit rester, avant tout, la raison. Et la raison est un appel à l'harmonie, non l'instrument de déchirements inutiles. Pour gouverner, pour diriger la nation vers un avenir de plus grande prospérité, je m'attache à conjuguer les effets positifs de chacun de ces deux stimulants: le profit et l'intérêt général, la liberté et la discipline.<sup>59</sup>

Pour Bourguiba, il ne faut pas que le travail occasionne des privilèges aux uns et l'asservissement des autres, autrement dit, c'est illogique que la liberté touche seulement quelques-uns au détriment du grand nombre. En d'autres termes, ce n'est pas seulement "l'ouvrier prolétaire" qui doit travailler pour l'homme, "mais aussi le manuel, l'intellectuel, le

<sup>57</sup> Ibid., pp. 123-124.

<sup>58</sup> Ibid., p. 125.

<sup>59</sup> BOURGUIBA, Discours, Publications du Ministère de l'Information, Tunis, 1973, p. 231.

paysan, l'artisan, le commerçant, l'entrepreneur, le fonctionnaire". En un mot, "c'est l'homme qui travaille pour l'homme".<sup>60</sup>

Pour concilier la propriété et l'égalité, le rôle de l'Etat consiste, pour Bourguiba, à empêcher les deux catégories sociales, propriétaires et prolétariat, de se dresser l'une contre l'autre, en assurant "une meilleure répartition des richesses".<sup>61</sup> Et cette répartition effectuée équitablement, amène le pays vers "le sens du progrès". Ce progrès ne se réalise pas par la coupure brusque, la révolution, mais par la "réforme".

"C'est cela là vraie révolution" qui réfute l'exagération des "conservateurs en voulant tout garder" et de "ceux qui veulent le changement" entier et immédiat. Et cette sauvegarde de la liberté des uns et des autres (c'est-à-dire sécurité pour les uns et égalité pour les autres), dépend du rôle de l'Etat dont l'"idéal" est la "démocratie".

Mais celle-ci ne doit pas se réduire à "l'anarchie" provoquée par "trop de démocratie" ou par "trop de pouvoirs absolus" comme nous le verrons plus loin. Bornons-nous, pour le moment, à dire que Bourguiba considère que "l'essor de toute entreprise humaine dépend de son aptitude à penser haut, à imaginer loin et à voir juste tout en raisonnant sur l'utile et l'efficace...",<sup>62</sup> et que le "Renouveau" se réalise "seulement

<sup>60</sup> BOURGUIBA, Discours, Publications du Ministère de l'Information, Tunis, 1981, tome XXII, p. 226.

<sup>61</sup> Ibid., p. 232.

<sup>62</sup> BOURGUIBA, Discours, Publications du Ministère de l'Information, Tunis, 1981, tome XXII, p. 234.

par le travail" accompli par l'homme "dans la liberté, le bien-être et dans ce minimum nécessaire de progrès et de prospérité...."

Bourguiba entend attribuer au rôle de l'Etat la protection des libertés et des intérêts, la garantie d'un avenir de prospérité".<sup>63</sup> "La condition fondamentale de la prospérité du pays et de la liberté des individus", est l'existence d'un "Etat fort", c'est-à-dire "profondément ancré dans les coeurs".

Le rôle de l'Etat ne consiste pas seulement à " sévir" "lorsqu'il y a atteinte au droit d'autrui", mais à être positif et dynamique de promotion, à être "l'éducateur et le guide". "L'ordre" pour Bourguiba, est "ce juste milieu entre la liberté totale et les limitations à lui apporter qu'impose l'intérêt général".<sup>64</sup>

Comment ces idées de Bourguiba se confirment-t-elles dans l'action?

A l'aube de l'indépendance, Bourguiba n'entendait pas donner la primauté à l'économie, comme il l'a fait d'ailleurs pendant toute la lutte pour la libération, mais à la politique, car il lui fallait saisir le pouvoir et consolider maintenant l'indépendance politique, en concrétisant une vraie liberté en Tunisie. Et comment se déclarait-on vraiment libre lorsque la

---

<sup>63</sup>BOURGUIBA, Discours, Publications du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1975, tome IV, p. 17.

<sup>64</sup>BOURGUIBA, Discours, Publications du Ministère de l'Information, Tunis, 1981, tome XIX, p. 44.

France tenait toujours l'armée, la diplomatie et la police, au lendemain de la signature du protocole du 20 mars 1956, de "l'indépendance dans l'interdépendance"? En travaillant à assurer d'abord une liberté solide, saine, au pays où la souveraineté de l'Etat, du peuple, est vraiment réelle, complète. Nous saisissons ainsi que la pensée de Bourguiba accorde la primauté à la valeur morale, à cette liberté donnant une dignité égale à tous les hommes. Nous avons vu déjà, comment Bourguiba, dès le commencement de son contact direct avec le peuple, ne s'est pas adressé à une catégorie spéciale de gens se distinguant par leur rang ou par leur naissance, mais à toutes les catégories sociales sans aucune distinction, à tous les individus en tant qu'êtres humains. A ces individus, il propose l'idée de l'autonomie, de la volonté individuelle, autrement dit, de la raison humaine, consistant à rejeter la résignation, le fatalisme, l'obscurantisme, à être responsable de ses actes et de son avenir et à forger ainsi, en toute liberté d'esprit, son destin.

Cette lutte pour la liberté durant laquelle Bourguiba n'a cessé de susciter de l'enthousiasme parmi ses compatriotes et de la lumière dans la voie qui mène à cet objectif; cette lutte, remarquons-nous, ne voulait pas dire faire tout ce qui se passe dans la tête pourvu qu'on atteigne cette liberté, mais plutôt suivre une stratégie et une tactique bien définies; et cette liberté une fois obtenue, résultat d'une longue expérience reconnue ainsi vraie et heureuse, a permis au peuple

de se comporter, dans ce pays nouvellement indépendant, loyalement et honnêtement, eu égard à cette expérience. Cette conception bourguibienne de la liberté n'est pas, croyons-nous, orgueil, sentiment éphémère et vain, non plus fuite devant les responsabilités politiques, mais c'est cette probité dans la pensée et dans l'action qui consiste à être fidèle aux hauts principes, faits et exploits qui ont permis et permettront la promotion de l'homme. Quel idéal de liberté, mon Dieu, dont Bourguiba est épris!

L'étendard de ce parti,\* nous dit-il, nous l'avons tenu haut et ferme face à la mitraille devant l'occupation. Notre seule ambition était de mourir dans l'honneur. Tout plutôt que le reniement qui déshonore. Nous ne voulions pas condamner nos successeurs à tout commencer à partir de zéro. Nous tenions à leur donner la possibilité de poursuivre la lutte à partir du point où elle aura été interrompue par notre mort. Voilà ce qui nous insufflait de l'énergie aux moments les plus désespérés quand tout s'effondrait autour de nous. Seuls nous guidaient la foi dans notre cause et le sens de notre dignité tandis que la mort nous guettait. Cela a duré vingt-cinq ans...L'Idéal de liberté peut prendre sur l'homme un empire tel que la vie n'a plus de prix à ses yeux, lorsque son pays est soumis à la domination étrangère. Dès lors il n'arrêtera plus le combat, ne pouvant se résigner à la situation indigne faite à sa patrie... Oui, je me suis dressé avec de faibles moyens contre le colonialisme français, j'ai résisté à l'adversité et aux souffrances, soutenu seulement par la foi. Je n'ai pas cessé d'être heureux tout au long de cette lutte.<sup>65</sup>

---

\* Il s'agit du Parti Néo-Destour.

<sup>65</sup> BOURGUIBA, Discours, Publications du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1977, tome XI, pp. 86-87.

Il nous paraît que cette estime de la liberté par Bourguiba, est semblable à celle de Descartes qui, parlant de la liberté et du désir, affirmait qu'ils sont deux choses qu'il possède et estime si particulièrement de telle sorte qu'il n'y a point de monarque au monde qui fût assez riche pour les acheter de lui.<sup>66</sup> D'autre part, nous constatons que même la valeur qu'accorde Bourguiba à la raison est pareille à celle que Descartes décrit dans son Discours de la Méthode. En outre, les deux considèrent l'homme comme sujet et non comme objet. L'homme est "l'esprit". L'esprit est supérieur à la "matière".

Ainsi, en poussant le peuple à lutter pour la liberté, Bourguiba rend au Tunisien la conscience de sa dignité et la confiance en sa destinée. Il lui enseigne aussi que quand on se proclame libre, il ne faut pas entendre par là se tenir à l'écart et fuir ses obligations, comme le faisaient un nombre de gens à l'époque du Mouvement national.

Mais cette liberté que Bourguiba proposait à son pays n'expliquait pas le capitalisme, du moins pas de façon intégrale. Il s'agissait d'y puiser ce qui pouvait favoriser le développement de l'économie tunisienne et assurer la prospérité de la nation. Ainsi à l'aube de l'autonomie interne, et avant même l'indépendance complète du pays, nous voyons Bourguiba proposer, en juillet 1955, la fondation des sociétés pour l'approvisionnement du marché extérieur en produits tunisiens, faire face à

---

<sup>66</sup> René DESCARTES, Discours de la Méthode, Editions Gallimard, Paris, 1970, p. 140.

la concurrence étrangère, assurer l'équilibre de la balance commerciale en augmentant les exportations et en diminuant les importations. Il propose donc en fait, la fondation d'un système économique bien articulé, c'est-à-dire capable de garder la fortune du pays dans le cadre national.

Et au lendemain de l'indépendance, en 1957, Bourguiba affirma qu'il était contre le contrôle des capitaux destinés à l'investissement, à l'édification du pays. "Notre politique, dit-il, est une politique libérale. Nous devons laisser aux capitaux la liberté de circulation". Durant cette période de transition, Bourguiba était, remarquons-nous, pour la pratique du libéralisme économique, car le pays avait grand besoin de capitaux étrangers et ne pouvait vivre de l'autarcie.

Cette position de Bourguiba s'expliquait par la faiblesse de l'économie du pays venant d'accéder à l'indépendance et désirant constituer sa propre économie. Durant trop longtemps, les ressources et les richesses propres du pays avaient été acheminées vers la France. Un vrai pillage: terres usurpées, peuple autochtone spolié. Donc, devant l'impossibilité d'opter pour l'autarcie et devant l'insuffisance de l'épargne intérieure, Bourguiba n'entendait pas pratiquer pour le moment, un contrôle sur les capitaux destinés à l'investissement et à l'édification du pays. Il devait laisser aux capitaux la liberté de circulation et pratiquer ainsi une politique libérale.

Cependant, par la pratique de cette politique libérale, Bourguiba n'éloignait pas pour autant toute idée de contrôle sur l'économie nationale. Il commença à l'affirmer clairement en juin 1956: cette "question de contrôle et de souveraineté sera résolue une fois que notre Institut d'émission sera établie".

Comme nous l'avons constaté plus haut, Bourguiba ne cesse jamais de se soucier de l'intérêt général de la société; il a constaté au début de cette bataille économique, au lendemain de l'indépendance politique, qu'une liberté trop grande dans la propriété privée joue contre l'intérêt général et le mine. Bourguiba, croyons-nous, qui, avant même de se lancer dans la bataille politique, avait pris déjà pour symbole: "vivre pour autrui", ne peut demeurer indifférent devant cette masse pauvre, mal vêtue, affamée, lui qui a renoncé pour lui-même aux jouissances personnelles que donne la vie, pour accroître le bonheur dans le pays. Il allait donc introduire quelques modifications dans la théorie et la pratique du droit de propriété.

En Tunisie nouvellement indépendante, ce droit de propriété est garanti par la loi contre toute atteinte. Mais Bourguiba constate que l'exercice de ce droit est loin d'être toujours utile à la société. Exemple: une terre conférée par héritage à quelqu'un qui l'abandonne ou la loue à prix dérisoire. Néanmoins, cette terre mieux entretenue, aurait produit davantage. Ainsi, ce droit prétendu sacré de propriété

devient une entrave à une meilleure exploitation de cette terre, autrement dit, ce droit ne permet pas un grand profit pour la collectivité. Alors, devant l'abus de droit commis par le propriétaire, l'intérêt de la collectivité exige l'intervention de la loi pour assurer un meilleur rendement de la terre et une amélioration de l'économie nationale.

La sous-exploitation des terres tunisiennes pendant le Protectorat, provenait du manque des crédits aux pauvres agriculteurs autochtones. Rappelons-nous l'article de presse dont nous avons parlé précédemment,\* par lequel Bourguiba se lève contre cet état de chose, contre l'abandon du pauvre fellah par les autorités françaises: d'abord, les banques n'étaient pas tunisiennes et ensuite l'on n'accordait pas de crédits à ce qu'on appelait "les titres arabes". Bourguiba a extirpé, comme nous l'avons vu, la racine de la colonisation par la loi du 12 mai 1964, ne conférant la propriété de la terre à vocation agricole qu'à des personnes de nationalité tunisienne ou à des sociétés coopératives. Que de différence dans la conception de l'art de gouverner!

Notre exclamation s'explique surtout lorsque l'on sait que cette colonisation de la terre tunisienne avait été encouragée par le gouvernement beylical et quelques hauts fonctionnaires tel que le premier ministre Mustapha Ben Ismail. Ces gens là permettaient à certaines banques et à certains aventuriers étrangers d'usurper les deux grands domaines de

---

\* Cf. notre texte, pp. 101-102.

l'Enfida et de Sidi Thabet. Mais Bourguiba, désirant le développement de la Tunisie, observe qu'il faut retirer de ces terres le maximum en s'efforçant d'appliquer ce principe selon lequel la terre appartient à celui qui la cultive. Bourguiba entend par "celui qui la cultive" non seulement les ouvriers qui y travaillent, mais aussi les dirigeants qui s'occupent de la gestion administrative de l'entreprise; quant aux propriétaires demeurés oisifs, ils n'auront pas une part de revenu qu'ils viendront réclamer à la saison de la récolte.

Bourguiba, devant l'abus du droit de propriété, abus qui consiste à vivre sur le labeur d'autrui, a tenté de mettre fin à cette forme d'exploitation de l'homme par l'homme et d'instaurer un système respectueux de la justice sociale, c'est-à-dire de la distribution équitable des revenus entre tous les travailleurs qui contribuent à la production: ouvriers, ingénieurs, administrateurs, planificateurs, vendeurs, responsables de la coopérative, prospecteurs de marché.

Ainsi l'exercice du droit de propriété pour la bataille contre le sous-développement, ne consiste pas pour Bourguiba à abolir la propriété privée, mais à remédier à ses lacunes en aidant le propriétaire à mieux organiser sa propriété et à en mieux tirer profit. Et cela ne consiste pas "à donner satisfaction aux déshérités, aux dépens des riches dans une perspective de vengeance à assouvir", mais à imposer au propriétaire et à l'ouvrier une discipline qui empêche

l'exploitation de l'homme par l'homme et l'anarchie dans la société. Comme la discipline fut acceptée par les militants pendant la lutte nationale, elle le sera aussi pour la lutte contre le sous-développement, car propriétaires et ouvriers ont confiance en Bourguiba qui ne les a jamais trahis.

Bourguiba, remarquons-nous, considérant tous les sacrifices faits pour l'union de ce peuple, n'a pu imaginer et accepter lors de l'édification de l'Etat, au lendemain de l'indépendance, la séparation de classes entre les ouvriers et les propriétaires. Pour lui, ce nationalisme dont nous avons parlé, est justement "l'antidote du communisme"; car l'action nationaliste n'est pas seulement une action sociale, mais une révolution de la condition de tout un peuple, engendrée par le sentiment national, sentiment qui ne peut admettre la notion de lutte de classes, facteur de désintégration de la nation. Ici, Bourguiba se réfère, croyons-nous, aux préceptes de l'Islam qui recommandent aux Musulmans le respect de la personne humaine, de sa dignité et de sa liberté. Cette doctrine islamique et, d'une façon générale, démocratique (reconnaissance de l'ultime valeur de la dignité et de la liberté de l'être humain), rejoint, croyons-nous, la doctrine libérale. L'Islam mentionne l'existence de différentes catégories de gens musulmans (riches et pauvres), mais il désapprouve la haine et l'hostilité que cette différence peut engendrer, comme il désapprouve l'usurpation et l'exploitation de l'homme par l'homme. Marx, par son analyse de l'aliénation

X

de l'homme, incite l'homme à se refaire et à surmonter sa déshumanisation par une action révolutionnaire.

C'est justement cette lutte opposant ces deux principales classes que Bourguiba désapprouve, car, selon lui, elle ne fait que désorganiser la société et engendrer de la rancune entre les citoyens. Nous remarquons ici que l'esprit de Bourguiba est plus proche de celui de l'Islam que celui de Marx. Bourguiba entend construire l'Etat par la participation de toutes les couches de la population, dans l'estime réciproque préconisée par l'Islam: "La question de fortune, les écarts de richesse entre les uns et les autres ne doivent avoir aucune influence". Cette fraternité à laquelle appelle l'Islam, Bourguiba l'adopte comme règle suprême dans sa praxis, tout en s'efforçant de "supprimer l'injustice et l'exploitation de l'homme par l'homme".

Cette fraternité ne veut pas dire qu'il n'existe pas de divergence d'opinions et d'orientations entre les individus qui forment la nation tunisienne. Bourguiba est conscient de ces différences de richesses, de niveaux d'instruction et d'évolution, et de l'existence de divisions tribales dans la plupart des régions de la Tunisie. Mais l'essentiel, pour lui, est que le sentiment de la communauté nationale l'emporte. Quoiqu'il en soit, la patrie a besoin de toutes les catégories sociales, pauvres et riches. Les antagonismes et les convulsions qu'engendre cette "passion revancharde et destructrice des démunis contre les possédants", sont néfastes à

l'intérêt public et à celui des ouvriers eux-mêmes. Et, à plus forte raison, pour la Tunisie qui venait d'obtenir son autonomie interne, devait lutter pour assurer son indépendance politique et sa modernisation afin qu'elle ne tombât dans le néo-colonialisme, embuscade de la plupart des Etats nouvellement indépendants.

Tout en respectant la liberté individuelle, Bourguiba s'efforçait et s'efforce d'organiser les structures en fonction du bien-être de la communauté de toute la société. Ce respect de la liberté individuelle, ne signifie pas que Bourguiba favorise une catégorie sociale aux dépens d'une autre; mais plutôt qu'il ne perd pas de vue la condition humaine, l'essence de la nature humaine: la liberté, nature spirituelle de l'homme. Bourguiba ne veut pas maintenir "une liberté qui opprime certains et protège d'autres": l'impôt par exemple, doit être payé par tout le monde et non pas comme du temps des Beys où "les grands du régime: ministres, nobles, favoris, ne payaient pas d'impôts; ils avaient même tendance à émerger au budget".

Pour Bourguiba, l'Etat n'est pas l'ensemble des possédants, mais l'ensemble du peuple; la patrie n'est pas seulement le pays des propriétaires, de ceux qui possèdent une maison ou une terre, des champs, bref la richesse, mais aussi du paysan, de l'ouvrier, de tous les Tunisiens sans exception et sans avantages de droits de naissance. Ce sont tous des citoyens ayant une part égale dans la nation et dans la responsabilité nationale. Car, Bourguiba affirme souvent

que ceux qui ont soutenu le Parti Néo-Destour aux moments les plus sombres de son existence, ce ne sont pas les riches, les possédants, autrement dit les bourgeois, mais ce sont les masses populaires, des gens modestes dans leur vie: fellahs, paysans, ouvriers, commerçants. Cela nous rappelle les nombreux compagnons de lutte de Bourguiba qui étaient des docteurs, avocats, ayant désisté, sous l'oppression et la menace des autorités françaises, le Néo-Destour, et sont devenus même des témoins à charge contre Bourguiba!

Le libéralisme de Bourguiba se caractérise donc, à notre avis, d'abord, par son amour à la liberté, mais une liberté engagée; et cet amour nous est bien clair dès l'entrée de Bourguiba sur la scène politique; muni d'une seule arme, une force morale, sa raison animée toujours par un sentiment d'abnégation, il s'est acharné à libérer les Tunisiens de leur fatalisme, de leur résignation, en les incitant à forger, eux-mêmes, leur avenir et le destin de leur pays. Car les musulmans croient que tout ce qui leur arrive a été inscrit et voulu par Dieu: "Dieu a voulu que nous soyons colonisés. Nous ne pouvons nous y échapper. Nous le demeurons jusqu'à Dieu nous délivre de la France". Bourguiba a changé par son idéal de liberté, cette mentalité, de fond en comble: il faut que l'individu agisse et soit maître de sa vie et de son destin. C'est ainsi que Bourguiba a libéré l'homme de cet obstacle mental et l'a affranchi de cette résignation, de cette soumission humiliante (nous pensons ici à Descartes, à Rousseau, à

Toçqueville). Et cette liberté n'est pas seulement spirituelle, comme nous venons de le voir, mais aussi politique et économique. Politique: au lendemain de la restauration de la souveraineté nationale, Bourguiba a donné à chaque Tunisien la liberté de choisir les dirigeants du pays; c'est qu'il a institué le suffrage universel pour élire le Président de la République et les Représentants de la nation. Economique: malgré son esprit unificateur, Bourguiba, lors de l'entreprise de la bataille pour le développement, n'a pas manqué de ménager la propriété privée. Ce qui est original, ici, c'est qu'il a permis l'existence de trois secteurs économiques: étatique, semi-étatique et privé.

Mais par là, il dépasse encore une fois le libéralisme et rejoint une forme spécifique de socialisme.

## CHAPITRE VIII

### Bourguiba et le socialisme

Quel est donc le caractère spécifique ou le trait distinctif de ce socialisme? Il s'agit d'abord, comme nous l'avons vu, d'une réforme des structures économiques et sociales, essentielles, condition primordiale du développement de la Tunisie.

Mais avant de préciser les caractéristiques du socialisme bourguibien, voyons ce qu'on entend le plus souvent par socialisme.

D'abord le socialisme est-il une science ou un mode de vie sociale?

Emile Durkheim ne lui reconnaît pas "un caractère proprement scientifique". Car, il considère qu'une science est "une étude portant sur une portion déterminée du réel qu'il s'agit de connaître et, si possible, de comprendre", ayant pour "unique tâche" de "décrire et expliquer ce qui est et ce qui a été."<sup>1</sup>

Or, le socialisme est, au contraire, remarque-t-il, tout entier orienté vers le futur. C'est avant tout un plan de reconstruction des sociétés actuelles, un programme d'une vie collective qui n'existe pas encore ou qui n'existe

---

<sup>1</sup> Emile DURKHEIM, Le Socialisme, P.U.F., Paris, 1971, p. 35.

pas telle qu'elle est rêvée, et qu'on propose aux hommes comme digne de leurs préférences. C'est un idéal. Il s'occupe beaucoup moins de ce qui est ou a été que de ce qui doit être. Sans doute, jusque sous ses formes les plus utopiques, il n'a jamais dédaigné l'appui des faits et même, dans les plus récents, il a de plus en plus affecté une certaine tournure scientifique.<sup>2</sup>

Pour Durkheim, le socialisme n'est donc pas une science, mais d'abord, "un cri de douleur et, parfois, de colère, poussé par les hommes qui sentent le plus vivement notre malaise collectif".<sup>3</sup> Il n'est pas une "expression scientifique des faits sociaux", mais il est "lui-même un fait social et de la plus haute importance".<sup>4</sup>

Durkheim n'entend pas de plus fondamentalement par socialisme la "négation pure et simple de la propriété individuelle",<sup>5</sup> ou la pratique des monopoles de l'Etat, ou l'abolition de l'héritage, ou la subordination de l'individu à la collectivité, ou la destruction de l'Etat comme Etat.<sup>6</sup> Il n'entend pas également par socialisme, l'amélioration de la condition des classes laborieuses consistant à introduire plus d'égalité dans les relations économiques,<sup>7</sup> car cette intention n'est pas propre au socialisme: elle est celle aussi des économistes qui aspirent à une inégalité moindre

---

<sup>2</sup> Ibid., pp. 35-36.

<sup>3</sup> Ibid., p. 37.

<sup>4</sup> Ibid., p. 38.

<sup>5</sup> Ibid., p. 42.

<sup>6</sup> Ibid., p. 43.

<sup>7</sup> Ibid., p. 44.

se faisant par le jeu naturel de l'offre et de la demande.<sup>8</sup>  
Il n'entend pas aussi par socialisme, la seule intervention de l'Etat dans le domaine économique, car "les grandes industries et les grandes exploitations économiques qui se rattachent à l'Etat, "ont pour but de protéger les intérêts collectifs contre certaines influences particulières, non d'améliorer le sort des travailleurs".<sup>9</sup>

Il entend plutôt par socialisme, une doctrine sociale pratique.<sup>10</sup> C'est dire qu'elle n'est pas "purement spéculative et scientifique",<sup>11</sup> mais qu'elle a "avant tout pour objet de modifier ce qui existe"; elle propose "non des lois, mais des réformes". Ce mot a été créé, remarque-t-il, "pour désigner des théories qui visent avant tout l'état économique et en réclament la transformation".<sup>12</sup> Une telle transformation consiste à rattacher entièrement ou partiellement les "fonctions commerciales et industrielles aux fonctions directrices et conscientes de la société".

---

<sup>8</sup>Ibid., pp. 44-45.

<sup>9</sup>Ibid., p. 45.

<sup>10</sup>Ibid., p. 47.

<sup>11</sup>Ibid., p. 46.

<sup>12</sup>Ibid., p. 47.

Ainsi, doit être considérée comme

socialiste toute doctrine qui réclame le rattachement de toutes les fonctions économiques, ou de certaines d'entre elles qui sont actuellement diffuses, aux centres directeurs et conscients de la société,<sup>13</sup>

autrement dit, le rattachement à l'Etat. A signaler que ce rattachement ne veut pas dire, "subordination". Il précise que ce lien entre la vie économique et l'Etat ne signifie pas que "toute l'action" est sous le contrôle de l'Etat, comme il ne consiste pas, aussi, à "placer l'Etat sous la dépendance des fonctions économiques, dépendance tendant à l'anarchie". C'est pourquoi "le socialisme est essentiellement une tendance à organiser".<sup>14</sup> En conséquence, Durkheim prétend que "ni la lutte des classes, ni la préoccupation de rendre les relations économiques plus équitables", "...non seulement ne sont pas tout le socialisme, mais encore n'en représentent même pas un élément essentiel ni sui generis";<sup>15</sup> car:

le socialisme ne se réduit pas à une question de salaires, ou, comme on a dit, d'estomac. C'est avant tout une aspiration à un réarrangement du corps social ayant pour effet de situer autrement l'appareil industriel dans l'ensemble de l'organisme, de le tirer de l'ombre où il fonctionnait automatiquement, de l'appeler à la lumière et au contrôle de la conscience.<sup>16</sup>

<sup>13</sup> Ibid., pp. 48-49

<sup>14</sup> Ibid., p. 52.

<sup>15</sup> Ibid., p. 53.

<sup>16</sup> Ibid., p. 55.

Il constate ici que ce que réclament les "travailleurs non capitalistes", ce ne sont pas les "changements matériels", mais c'est leur "complète intégration" aux "centres qui président à la vie collective"; ces changements ne sont "qu'une forme et une suite de cette plus complète intégration". Cette aspiration, remarque-t'il, n'est pas seulement ressentie par les "classes inférieures", mais aussi par "l'Etat". En effet, celui-ci, à mesure que l'activité économique s'intensifie, est

amené, par la force des choses, par des nécessités vitales de la plus haute importance, à en surveiller et à en régler davantage les manifestations. De même que les populations ouvrières tendent à se rapprocher de lui, il tend également à se reprocher d'elles...<sup>17</sup>

Mais les revendications socialistes ne concernent pas seulement les questions économiques, mais aussi la politique, la famille, le mariage, la morale, l'art, la littérature, c'est-à-dire que des doctrines socialistes exigent

une organisation plus démocratique de la société, plus de liberté dans les relations conjugales, l'égalité juridique des deux sexes, une morale plus altruiste,<sup>18</sup> une simplification des formes juridiques.

C'est ce qui amène à appeler aussi "socialistes, les théories qui, sans se rapporter directement à l'ordre économique, sont pourtant en connexité avec les précédentes".<sup>19</sup>

---

<sup>17</sup> Ibid., p. 55.

<sup>18</sup> Ibid., p. 56.

<sup>19</sup> Ibid., p. 57.

En résumé, le socialisme pourrait se définir comme une doctrine qui réclame le rattachement de toutes les fonctions économiques, ou de certaines d'entre elles qui sont actuellement diffuses, aux centres directeurs et conscients de la société, ou bien comme une théorie qui, sans se rapporter directement à l'ordre économique ainsi conçu, en prend le modèle.

Mais la nature du socialisme peut être encore précisée si l'on tient compte du débat récent entre Paul Sweezy et Charles Bettelheim. L'essentiel de ce débat tient à la définition du socialisme en termes prioritairement économiques comme le soutient Paul Sweezy ou en termes politiques comme le propose Charles Bettelheim. En effet, pour le premier ce qui caractérise le socialisme par opposition au capitalisme, c'est l'existence ou l'inexistence de rapports marchands, de la monnaie et des prix. En d'autres termes, pour saisir si un pays s'oriente vers le socialisme ou vers le capitalisme, il faut considérer la contradiction: "plan-marché". A cet effet, Sweezy affirme que:

quinconque agit dans le sens d'un renforcement du marché au lieu de lutter contre le marché, est en train, quelles que soient ses intentions, de promouvoir le capitalisme et non le socialisme.<sup>20</sup>

---

<sup>20</sup> Paul M. SWEEZY et Charles BETTELHEIM, Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme, Petite Collection Maspero, Paris, 1972, p. 12.

En appliquant sa formulation au cas de la Tchécoslovaquie, Sweezy constate que puisque ce pays s'est orienté, avant l'invasion soviétique de 1968, la voie menant vers une économie de marché, il était en train de promouvoir le capitalisme et non le socialisme même s'il ne s'agissait pas d'un capitalisme développé.

Bettelheim désapprouve cette interprétation, car elle laisse dans l'ombre ce qui est essentiel et premier: les rapports sociaux fondamentaux, les rapports de classe.<sup>21</sup> La contradiction "plan-marché" formulée par Sweezy, désigne, pour Bettelheim, une contradiction essentielle du socialisme en tant que forme de transition; mais cette contradiction est provoquée, selon Bettelheim, par une autre plus profonde, "qui se situe évidemment au niveau des rapports de production et des forces productives".<sup>22</sup> Pour Bettelheim, ce qui caractérise le socialisme, par opposition au capitalisme, ce n'est pas l'existence ou l'inexistence de rapports marchands, de la monnaie et des prix, mais plutôt l'existence de la domination du prolétariat, de la dictature du prolétariat. Il ajoute que c'est à travers l'exercice de cette dictature dans tous les domaines économique, politique, idéologique, que les relations marchandes peuvent être progressivement éliminées.<sup>23</sup>

---

<sup>21</sup> Ibid., p. 24.

<sup>22</sup> Ibid., p. 25.

<sup>23</sup> Ibid., pp. 25-26.

Si nous comparons ces positions de Sweezy et de Bettelheim, il nous faut constater que Sweezy s'éloigne effectivement du trait essentiel et fondamental de la définition du socialisme donnée par Marx et par Lénine. En effet, Marx, Engels, comme Lénine, définissent le socialisme comme "première phase ou phase inférieure du communisme",<sup>24</sup> autrement dit, la période de transition entre le capitalisme et le communisme; cette période est dominée par la dictature du prolétariat, par la lutte qui s'engage entre le prolétariat et les capitalistes jusqu'à l'anéantissement de la résistance de ces derniers; de là, on s'oriente vers la société communiste où il n'y a plus de classe, donc pas d'Etat:

la marche en avant, écrit Lénine, c'est-à-dire vers le communisme, se fait en passant par la dictature du prolétariat; et elle ne peut se faire autrement, car il n'est point d'autres classes ni d'autres moyens qui puissent briser la résistance des capitalistes exploités.<sup>25</sup>

Il s'avère donc que le point de vue de Bettelheim correspond assez bien à celui de Marx, d'Engels et de Lénine. Donc ce qui domine les périodes de transition, ce ne sont pas "les formes marchandes", mais "les rapports sociaux et politiques concrets". D'ailleurs, Bettelheim le dit lui-même: "accorder un rôle central à la contradiction "marché-plan", c'est s'éloigner de la contradiction fondamentale

<sup>24</sup> LENINE, L'Etat et la révolution, Editions Gonthier, Paris, 1976, p. 112.

<sup>25</sup> Ibid., p. 100.

mentionnée par l'analyse marxiste "bourgeoisie-prolétariat".<sup>26</sup>  
 Et il ajoute que la restauration du capitalisme s'explique par la perte du pouvoir du prolétariat au profit d'une nouvelle bourgeoisie, comme c'est le cas pour "le prolétariat soviétique ou tchécoslovaque".<sup>27</sup>

Mais Bettelheim ne nous fournit pas précisément les causes de cette perte du pouvoir du prolétariat. Il se limite à soutenir que ce qui fait obstacle à la domination des producteurs sur leurs produits et les résultats de leur activité, ce n'est pas seulement l'existence de rapports marchands, mais aussi celle des "rapports planifiés". Dans ce contexte, par "rapports planifiés", il faut entendre, ce nous semble, une planification autoritaire et centralisée, où il y a absence de participation des masses, et même exploitation des masses. Par contre le socialisme doit accorder la première importance au contrôle des conditions et des résultats de l'activité de production par les producteurs eux-mêmes. Bettelheim définit donc le socialisme par la jouissance des producteurs de ce contrôle des conditions de productions. Ainsi avec la perte de ce contrôle, c'est le socialisme lui-même qui dégénère.

Mais malgré les efforts de Durkheim, de Sweezy, de Bettelheim et de nombreux autres, il faut se demander si

<sup>26</sup> SWEEZY, BETTELHEIM, Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme, p. 31.

<sup>27</sup> Ibid., p. 22.

leurs définitions du socialisme suffisent à identifier les projets de sociétés qui s'en réclament. Ne faut-il pas aussi tenir compte de la position provocante d'Alain Touraine qui s'interroge sur la pertinence de continuer à vouloir construire un socialisme "vrai" qui n'a jamais été défini. Il ajoute qu'il faut connaître que le socialisme n'appartient ni au présent ni à l'avenir, mais au passé. Sans aucun doute, ajoute-t'il, il représente la meilleure expression du mouvement ouvrier dans la société industrielle capitaliste; mais avec l'apparition de la société post-industrielle, il se décompose, et en devenant l'idéologie d'un Etat industriel, il se pervertit. Ainsi, se demande encore Touraine,

qu'est-ce qu'une société socialiste? Une fois admis qu'il ne s'agit ni d'une société à la scandinave ou à l'allemande, ni d'un régime de type soviétique ou chinois, personne ne se soucie d'en donner une définition: peut-être parce que la seule qu'on puisse donner est que l'Etat y détiendrait l'essentiel du pouvoir économique.<sup>28</sup>

En fin de compte ne faut-il pas revenir à la simple définition de Maurice Barrès au début du siècle pour qui le socialisme qu'engendre nécessairement le nationalisme, est simplement "l'amélioration matérielle et morale de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre".<sup>29</sup>

<sup>28</sup> Alain TOURAINE, L'Après-socialisme, Editions Grasset, Paris, 1980, p. 16.

<sup>29</sup> Marcel PRELOT et Georges LESCUYER, Histoire des Idées Politiques, Dalloz, Paris, 1977, p. 558.

Au fond, en effet, qu'est-ce que le socialisme si ce n'est cette âme nationale, cette union de coeurs et d'esprits, cette unité populaire! Le socialisme, le vrai, n'est pas la solidarité de classe, à notre avis, mais la solidarité nationale.

Un tel nationalisme doit engendrer nécessairement le socialisme, ce socialisme qui se soucie, bien sûr, davantage du développement moral et matériel des déshérités. Donc, si la dictature du prolétariat ou le marché sont absents dans un régime qui se prétend socialiste, pouvons-nous dire qu'il s'agit là nécessairement d'un faux socialisme ou d'un socialisme mystifié? Nous pouvons dire que ni la dictature du prolétariat, ni la présence ou l'absence du marché, ne peuvent caractériser, seules, le socialisme. Car le prolétariat et le marché ne permettent pas par eux-mêmes l'épanouissement et la prospérité morale et matérielle de tout le peuple. Ce qui caractérise le socialisme pratiqué dans tel pays, c'est le progrès évolutif, véritable et relatif du peuple, bien sûr d'abord progrès et prospérité relatifs à la situation économique du pays; c'est surtout une politique qui se soucie de l'amélioration du sort des masses populaires, du pauvre, du riche, de l'enfant, du vieillard, de la jouissance équitable de toutes les ressources et de toutes les richesses de la patrie, la jouissance de l'égalité des chances dans la participation aux responsabilités du gouvernement; une politique se souciant aussi de la possibilité de la scolarisation gratuite et démocratique, des soins

de la santé accessibles à tous, de la sauvegarde des valeurs morales inspiratrices de solidarité, de la cohésion, de l'amour du prochain, de la probité, de la fidélité, de l'honneur, de la dignité, de la noblesse des sentiments. Bref, une politique s'occupant avec zèle de la promotion humaine intellectuelle, morale et matérielle.

Voilà, à notre avis, les facteurs réunis faisant d'un régime, un régime socialiste: pensée et action politiques et sociales se souciant de tout ce qui touche le citoyen et concevant et concrétisant le principe: quand on est citoyen, on est tous égaux devant Dieu et devant la loi.

Ni la race, ni la richesse, ni la naissance, ni l'héritage ne doivent en aucune manière encourager le favoritisme. La dignité de l'homme, sa capacité, sa compétence, sa chance dans la conduite des destinées de son pays, doivent être épargnées, considérées avant toute chose.

Voilà comment nous concevons personnellement le socialisme.

Ce qui nous permet de rendre compte du socialisme de Bourguiba. En effet, il semble bien que, c'est le sentiment d'abord de solidarité, sentiment d'être "liés les uns aux autres", qui a inspiré à Bourguiba, la notion du socialisme:

Dans cette République de quatre millions d'âmes, déclarait-il le 11 juin 1961, comment concevoir que les cellules familiales qui sont des Etats en miniature, gouvernés par des chefs autonomes, soient laissées à leur propre sort, sans que sur le plan supérieur de la solidarité nationale, intervienne l'Etat qui

voit plus haut et plus loin que les individus? La vie moderne ne saurait s'accommoder d'une liberté sans frein. Finie cette notion de propriété absolue qui conduit à une gestion abusive.<sup>30</sup>

La "philosophie et le fondement" du socialisme néo-destourien, résident dans l'appel à "la raison mise au service de l'intérêt général", dont l'essentiel est de "s'entr'aider, d'être associés pour le meilleur comme pour le pire à l'intérieur des frontières de la République Tunisienne".<sup>31</sup> Bourguiba faisant déjà de la "nouvelle conception de la solidarité nationale" qui était née parmi le peuple pendant la lutte nationale et qui poussait les hommes à la "bagarre,....à sacrifier leur vie", faisant de cette solidarité, disons-nous, "un genre de socialisme".<sup>32</sup>

Le socialisme, pour Bourguiba, ne signifie donc pas la "lutte des classes", et nous comprenons bien cette opposition lorsque nous pensons à cette conception de la solidarité chez Bourguiba:

Je ne crois pas, dit-il, à la nécessité de la lutte entre les hommes. La haine ne doit pas les séparer. Si elle s'installe, elle dégénérera en guerre d'extermination. Car l'une des deux classes opposées devra disparaître.<sup>33</sup>

---

<sup>30</sup> Habib BOURGUIBA, Discours, Publications du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1976, tome IX, p. 21.

<sup>31</sup> Ibid., p. 22.

<sup>32</sup> Ibid., p. 35.

<sup>33</sup> Ibid., p. 41.

Le socialisme est, plutôt, pour Bourguiba, "une conception nouvelle des rapports entre les individus":

Notre socialisme, dit-il, n'est en effet nullement un article d'importation. Nous avons étudié bien des doctrines économiques depuis Aristote et Platon jusqu'à Mao Tsé Tseung, en passant par Lénine, Trotsky et Kroutchtchev. A les examiner de près, on se rend compte qu'elles sont toutes présentes avec une rigueur théorique qui frappe l'imagination. Mais lorsqu'il s'agit de les mettre en oeuvre, les difficultés agissent, comme c'est le cas dans beaucoup de pays qui les ont adoptées et qui en sont toujours aux révisions successives.<sup>34</sup>

Si Bourguiba ne veut pas qualifier son socialisme d'article d'importation, c'est qu'il veut parvenir à une "conception socialiste propre aux Néo-Destouriens et forgée par la réalité tunisienne".<sup>35</sup>

Le socialisme destourien, dit-il, bourguibien, ou tunisien, s'imposera non par la force, la propagande ou l'insulte, mais par sa réussite en Tunisie même.<sup>36</sup>

L'acheminement vers le socialisme, pour Bourguiba, ne se fait pas par "les gestes spectaculaires baptisés "révolutions" qui ne sont souvent que de la poudre aux yeux" autrement dit, qui vont pratiquement à l'encontre de l'intérêt national; mais cet acheminement vers le socialisme, signifie, pour lui:

<sup>34</sup> BOURGUIBA, Discours, Publication du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1976, tome IX, pp. 301-302.

<sup>35</sup> Ibid., p. 301.

<sup>36</sup> Ibid., p. 322.

une oeuvre sérieuse et de longue haleine: déjà, dit-il, la laïcisation et la distribution des terres habous, impriment au régime foncier en Tunisie des modifications profondes... Nous refusons de tromper l'opinion par des mots sonores ou des mesures spectaculaires qui n'apportent au peuple qu'une excitation malsaine bientôt suivie de déception. Nous voulons bâtir du solide; nous allons vers le socialisme, mais pas à pas, en employant la stratégie qui nous a permis d'arriver à l'indépendance politique. C'est ce qu'on a appelé la voie destourienne (ou tunisienne) vers le socialisme.<sup>37</sup>

Bourguiba confiant de sa stratégie lui permettant de remporter la première bataille, a confirmé son option, le 19 octobre 1964, à l'occasion de l'ouverture du VIIIe Congrès du Néo-Destour, à Bizerte, pour la construction du socialisme en Tunisie:

Si nous avons opté pour le socialisme, dit-il, ce n'est pas seulement dans un souci égalitaire ou pour améliorer les conditions des travailleurs comme ce fut le cas pour d'autres pays, aujourd'hui évolués. Certes le socialisme est pour nous un moyen de rapprocher les hommes et de les rendre solidaires dans le meilleur et dans le pire; mais avant tout, il nous apparaît la voie la plus sûre vers le développement. Loin d'être figée, notre formule fait constamment l'objet de correctifs dictés par l'expérience. Ferme quant à l'objectif qui est l'essor de notre nation, elle met en oeuvre des moyens aussi souples que ceux auxquels nous avons fait appel pour gagner la bataille de la libération politique.<sup>38</sup>

<sup>37</sup> Habib BOURGUIBA, Discours, Publication du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1977, tome X, p. 253.

<sup>38</sup> BOURGUIBA, Discours, Publication du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1977, tome XII, p. 231.

En plus de sa vocation socialiste, comme nous venons de le voir, Bourguiba a constaté aussi que presque tout le monde se dirige vers le socialisme:

Nous avons interrogé l'histoire, dit-il, les sciences économiques et sociales: toutes attestent que le socialisme est la forme vers laquelle évoluent toutes les sociétés aussi bien en Europe occidentale qu'aux Etats-Unis d'Amérique. L'ère du libéralisme économique intégral est révoquée. Tous les Etats interviennent désormais pour orienter l'économie de leur pays. Les méthodes utilisées peuvent varier selon les structures et les coutumes, mais elles confirment toutes l'évolution annoncée par les économistes, même partisans de l'économie libérale.<sup>39</sup>

Et voyons maintenant comment cette conception se prolonge dans l'action.

Bourguiba s'éloigne donc comme nous l'avons vu plus haut, de la doctrine économique libérale, non seulement par sa désapprobation de la lutte de classes, par sa conception du droit de la propriété et de la réforme agraire promulguée en juin 1964, mais aussi par sa conception de la planification comme l'indique sa déclaration faite déjà, la première fois, le 6 février 1961, par laquelle il annonça que l'on allait pratiquer en Tunisie la planification:

---

<sup>39</sup> Habib BOURGUIBA, *Discours*, Publications du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1978, tome XIII, p. 76.

Ce n'est donc pas une vue doctrinale abstraite, dit-il, qui nous a amenés à la planification. Notre objectif sur lequel concorde l'unanimité de la nation, était de vaincre le sous-développement.<sup>40</sup>

Le 20 mars 1962, le Conseil National du Néo-Destour a adopté le Plan. Et, après avoir fait l'objet de consultations populaires à tous les échelons, ce Plan a été ratifié par le Conseil Economique et Social et voté enfin par l'Assemblée Nationale. Pour vaincre le sous-développement, l'essentiel, pour Bourguiba, réside dans la gestion et non dans la forme d'appropriation: propriété privée ou propriété collective. S'il adopte le régime de l'économie planifiée, c'est qu'il veut avoir recours, de prime abord, à cette force de l'esprit qui lui a permis déjà de remporter la première bataille, celle de la libération politique, et qui allait lui permettre de gagner cette autre bataille, "la Grande", contre le sous-développement.

Nous constatons donc qu'il donne aussi dans cette bataille économique, la primauté à la raison, puisque ce genre de régime d'économie, la planification, exige l'établissement des études et des prévisions précises afin d'assurer le meilleur rendement dans les meilleurs délais et aux moindres frais. S'il adopte ce régime de l'économie planifiée, c'est qu'il n'entend pas mettre en pratique une doctrine étrangère

---

<sup>40</sup>BOURGUIBA, Discours, Publications du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1976, tome VIII, p. 231.

importée, mais les intelligences propres des Tunisiens, ces intelligences qui ont fait sauter l'écrou du colonialisme, car "sous le régime colonial, dit Bourguiba, l'autorité n'avait pas intérêt à engager le peuple dans la voie du progrès";<sup>41</sup> en effet, la raison n'accepte pas que tant de terres demeurent en friche, que ces terres "habous"\* soient mal organisées, que l'alfa se vende en Angleterre à bas prix comme matière première; par cette matière, l'on exporte la main-d'oeuvre, et l'on importe le chômage en Tunisie. Si Bourguiba opte pour ce régime, c'est qu'il a constaté que l'entreprise privée n'a pu, elle seule, satisfaire à tout le peuple, car son effort est mal organisé, d'où la mauvaise exploitation des ressources nationales.

Mais Bourguiba tient à ce que cette planification (c'est-à-dire l'organisation de l'effort national), soit une oeuvre tunisienne, comme il s'était attaché durant la lutte, à ce que l'entreprise de la libération fût strictement tunisienne. Nous entendons par "strictement tunisienne", la base fondamentale sur laquelle le peuple tunisien va s'appuyer pour gagner cette bataille économique; cette base, c'est sa propre force, ses propres moyens, un ensemble de réflexion, d'action, d'enthousiasme, de bienveillance et la cohésion nationale:

---

<sup>41</sup> Ibid., p. 232.

\* Terres laissées la plupart du temps en abandon à la suite du décès de leurs propriétaires.

Nous avons fait, déclarait-il le 22 mars 1962, en sorte que la planification soit l'oeuvre de la nation afin que le peuple apporte à sa mise en oeuvre le ressort de son enthousiasme. L'action de notre gouvernement, comme vous le savez, n'est pas axée sur la propagande verbale, mais sur les réalisations concrètes... Mais l'effort réclamé aujourd'hui suppose de la part de tous les citoyens l'élévation d'esprit nécessaire pour accorder la priorité à l'intérêt collectif même si, apparemment, celui-ci était en opposition avec l'intérêt personnel. Il y faut beaucoup de force d'âme.<sup>42</sup>

D'après cette déclaration, il nous apparaît que, pour atteindre la promotion économique, sociale, culturelle et morale du peuple, avec le minimum de sacrifice et par les chemins les plus courts, il faut une orientation du peuple vers ce qui est essentiel, pareille à celle qui se faisait par la raison durant la bataille politique; et, au fond, qu'est-ce que cette raison qui dirigeait le peuple pendant la lutte pour la libération? Elle n'est, bien sûr, que cette stratégie et tactique conçues et mise à l'action du feu, par Habib Bourguiba. Donc, cette stratégie et tactique, qui ont permis au peuple tunisien de récupérer son indépendance politique, vont lui permettre aussi de conjurer son sous-développement culturel, moral et matériel.

Dans cette grande bataille aussi délicate, complexe, déterminante, aussi essentielle à la survie d'un peuple, que la première bataille politique, Bourguiba ne peut pas se

<sup>42</sup> Habib BOURGUIBA, Discours, Publications du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1976, tome IX, pp. 318-324..

permettre de laisser le peuple se débattre individuellement sans une raison bienveillante qui lui éclaire la voie menant au progrès. Bourguiba décide donc d'intervenir dans la vie économique nationale. Et cela deux mois seulement après la proclamation de l'indépendance quand il annonce sa politique sociale et économique: s'occuper de l'enfance malheureuse, des déshérités, des organisations hospitalières, de la redistribution de richesses. A partir de ce moment, il ne cessa de donner forme à cette intervention. Dans son discours du 7 avril 1960, devant l'Assemblée Nationale, il en donne les motifs profonds:

Nous ne pouvons, dit-il, tenir nos engagements envers le peuple et mettre au point des plans précis de développement sans contrôler toutes les données de l'économie tunisienne et sans disposer pleinement de tout son potentiel.<sup>43</sup>

Et comment conçoit-il cette intervention? Amener une révolution dans les mentalités et dans les actions. Tout en transformant les structures mentales, organiser en même temps les infrastructures: D'abord, dégager de l'esprit ce sentiment d'égoïsme stérile et réfuter tout comportement de paresse et de parasitisme se fondant sur la fameuse règle: "A chaque lever du jour, votre lot en ce monde est inscrit dans le Livre du Destin". A quoi sert donc de travailler, dit-on, et de prendre la peine! Que l'on s'installe plutôt

---

<sup>43</sup>BOURGUIBA, Discours, Publications du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1976, tome VII, p. 213.

aux cafés et sous les murs, jouer aux cartes et boire du thé durant toute la journée, puisque le lot de chacun est fixé déjà dans le Livre du Destin. Quel fatalisme!

Pour Bourguiba, il s'agit donc de dégager de l'esprit cette vision du monde d'inspiration faussement religieuse axée sur un individualisme faisant de l'homme une unité isolée ayant en soi sa propre fin. Autrement dit, l'individu ne se préoccupe que de son pain quotidien et de son salut dans l'autre monde et ne se soucie point de son prochain.

Bourguiba constate donc que cet individualisme prenant faussement les apparences de liberté individuelle, représente un danger pour la société et pour l'individu même. Il constate ainsi que l'homme vivant dans un milieu social ne peut jouir comme il faut de cette liberté que lorsqu'elle est protégée par une force supérieure.

Cette force est, bien sûr, l'Etat qui représente lui-même la société. Et c'est là, à notre avis, qu'intervient, plus particulièrement, le rôle du Chef de l'Etat -de ce rôle dépend soit la décadence soit la grandeur d'une nation-, rôle du Chef de l'Etat, disons-nous, consistant à établir l'équilibre nécessaire entre cette liberté individuelle et cette autorité de l'Etat responsable de l'ordre social. A signaler ici l'esprit réel de Bourguiba. Nous avons vu son rôle d'abord comme leader, ensuite comme Chef d'Etat, comment il a incité les hommes, à l'aube de la lutte nationale, à

prendre conscience de leur dignité, de leur liberté. Cette liberté une fois acquise, comment la mettre au service de la société, de l'intérêt national, dans la Tunisie indépendante politiquement, mais pauvre économiquement. Donc, son rôle, maintenant, comme Chef d'Etat, consiste à établir la justice sociale en considérant que les hommes sont égaux et libres.

Mais, pour Bourguiba, il ne s'agit pas seulement de se déclarer partisan de ce point de vue: "les hommes sont égaux et libres", mais de voir ce que ces hommes le soient concrètement. Il est des hommes qui abusent de la liberté, remarque-t-il, d'où le déséquilibre social, l'oppression et l'injustice: exploitation grandissante des pauvres par les riches, car

dans un régime social où la liberté n'a pas de frein, ce sont les pauvres, les déshérités, les plus faibles qui constituent le gros des victimes; pour eux, la liberté des autres signifie la fin de la leur. Ils jouissent, bien sûr, de libertés formelles dont notamment la liberté de vote, mais ils sont à tel point asservis à ceux qui leur procurent le pain ou l'emploi, que ce droit est pratiquement inexistant.<sup>44</sup>

C'est pour remédier à ce déséquilibre et au nom de l'intérêt général que Bourguiba déclare que l'Etat se trouve dans l'obligation d'intervenir dans le domaine économique... C'est pour anéantir ce genre de mal que l'Etat s'interpose en

<sup>44</sup> Habib BOURGUIBA, Discours, Publications du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1976, tome IX, p. 320.

obligeant l'individu à remplir sérieusement sa mission, en assurant les circuits de distribution, bref, en mettant en sécurité l'épanouissement de l'économie nationale.

Mais Bourguiba, croyons-nous, ne veut pousser inutilement l'intervention de l'Etat jusqu'à établir un régime étatique étouffant.

L'intervention de l'Etat que préconise Bourguiba sera donc "souple et raisonnable", c'est-à-dire qu'elle consiste à empêcher les abus et non à entraver l'initiative de l'individu, initiative suscitant le progrès. Il ne faut donc pas croire que Bourguiba, par ce régime étatique, va éteindre, chez l'individu, son pouvoir de création, son initiative, son jugement, cette flamme sacrée, la liberté, surtout lorsque nous savons que Bourguiba, lui-même, avait allumé cette flamme durant la période du colonialisme. Par intervention d'Etat, Bourguiba n'entend donc pas un étatismisme étouffant, une mainmise de l'Etat sur tous les rouages économiques, ou l'écrasement des citoyens par les impôts, mais l'équilibre et la mesure en toute chose et le recours, si besoin est, à un minimum de contrainte permettant à l'individu la jouissance de sa part légitime de liberté, la joie de vivre, la dignité.

Le dirigisme préconisé par Bourguiba consiste donc à "changer les structures vermoulues et à triompher de la

misère, de la maladie et du sous-développement...".<sup>45</sup> Au lendemain de l'indépendance, la plupart des Tunisiens vivaient dans l'embarras et l'ignorance. Devant ce sous-développement moral, culturel et matériel, Bourguiba constata alors qu'il ne pouvait appliquer dans ce pays sous-développé, la vieille règle caractérisant le libéralisme classique: "laissez faire, laissez aller". Si l'on suivait aveuglément, remarquait-il, cette règle, le sous-développement s'aggraverait: poussée démographique, et sous-alimentation dégénérant en famine. Bourguiba résolut donc de poursuivre le "Jihad", combat, cette fois-ci, pour le décollage économique, toujours pour la promotion du peuple.

L'intervention de l'Etat ici vise d'abord à l'accroissement de la production et ensuite à corriger et à assurer une juste distribution, à empêcher les abus d'où qu'ils viennent, à rectifier le circuit et à éviter les engorgements. A propos de cette distribution, il ne s'agit pas pour le gouvernement de prendre lui-même en charge la répartition de la production, mais d'étudier le profit revenant à chaque intéressé au cours de la circulation des richesses, depuis le producteur jusqu'au consommateur.

C'est là l'objectif poursuivi par Bourguiba. Et il compte l'atteindre non par la démagogie mais par une méthode originale. Laquelle? Le dévouement à la chose publique et le souci du bien de la nation. Il ne s'agit pas de

---

<sup>45</sup>BOURGUIBA, Discours, Publications du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1977, tome X, p. 92.

démonstrations de propagande, mais de moyens pratiques fondés sur des expériences: contacter le peuple et le consulter sur les divers points de vue.

Nous remarquons ici que même pour cette bataille contre le sous-développement, Bourguiba ne perd pas de vue ce contact direct qui lui a permis déjà de remporter la première bataille, celle de l'indépendance. C'est là, voyons-nous, la caractéristique essentielle du régime bourguibien. Et cette caractéristique est toujours en vigueur. Nous la voyons bel et bien, ces jours-ci, durant la consultation nationale sur le projet du VI<sup>ème</sup> Plan tunisien couvrant la période 1982-1986. Assister à ces conférences nationales et aux discussions populaires, c'est saisir pleinement le sens de ce contact direct, de cette persuasion, de cet enthousiasme, de cet épanouissement de la dignité et de la liberté, en un mot, de cette démocratie vécue.

Il est donc impensable que l'Etat fondé par Bourguiba, sur le respect de la personne humaine, demeure indifférent aux affaires économiques du peuple. Bonheur, promotion, consistant à garantir la sécurité à tous les individus, à empêcher la dilapidation du patrimoine national.

Ce qui constitue l'originalité de ce dirigisme, c'est que malgré la formation des secteurs étatique et semi-étatique, le secteur privé n'a pas été annulé, mais seulement modifié pour que le propriétaire tienne compte des intérêts de la collectivité et ultimement ajoute à l'accroissement

des richesses nationales. C'est là le principe directeur, trait distinctif du socialisme destourien ou tunisien.

Lorsque nous pénétrons plus profondément la pensée de Bourguiba, nous saisissons que son socialisme ne date ni de l'annonce faite en 1956 concernant l'intervention de l'Etat dans la vie économique, ni de l'adoption du Plan en 1962 par le Conseil Economique et Social et ensuite par l'Assemblée Nationale, mais remonte au moment où Bourguiba a fixé la libération de son pays comme l'objectif principal de sa vie. "Servir autrui". Voilà la devise et le principe de son socialisme. Et il ne s'est pas limité seulement à le penser, mais il l'a pratiqué en se révoltant contre la dépersonnalisation, l'appauvrissement et la spoliation du peuple, contre l'usurpation colonialiste, l'exploitation éhontée des autochtones. N'est-ce pas là le sens du vrai socialisme?

Bourguiba a annoncé, bien sûr, à l'aube de l'indépendance, qu'il allait pratiquer une politique économique libérale. Mais celle-ci n'a pas duré longtemps et n'a constitué qu'une phase transitoire par laquelle chaque pays doit passer.

D'ailleurs, pendant cette période, Bourguiba s'est efforcé, de prime abord, de faire face aux "problèmes de la victoire" et de consolider l'indépendance politique. Cette consolidation s'est réalisée par la réforme du Statut du Code Civil, par la création de l'Armée nationale, par la

nationalisation de la Police, par l'évacuation de tout le territoire par les troupes françaises et par la promulgation de la loi de 1964 récupérant les terres usurpées.

Ce socialisme a d'abord consisté à compter sur les moyens propres du peuple, à l'éduquer, à relever son moral, à diriger son action, à l'unifier et à le persuader de consentir les sacrifices nécessaires. Et cet objectif qui est l'essor de la nation tunisienne, auquel aspire le socialisme bourguibien ne se diffère pas de celui de tout parti socialiste: le relèvement du niveau des masses déshéritées, le règne de la justice sociale, la fin de l'exploitation par l'exercice abusif du droit de propriété, la mise des secteurs vitaux de production entre les mains du peuple par la nationalisation.

Mais cette nationalisation ne sera jamais universelle. Ce qui constitue l'originalité du socialisme destourien, c'est justement le refus de Bourguiba de tout nationaliser. Ce qui doit être nationalisé, c'est ce qui représente un intérêt pour la nation, ce qui est possible pour la nation de gérer mieux que les particuliers, autrement dit, d'une façon plus avantageuse à la collectivité.

Le dirigisme préconisé par Bourguiba, prenant le nom de socialisme bourguibien, destourien ou tunisien, refuse aussi toute violence, tout antagonisme entre les diverses catégories sociales.

Pour ce socialisme, il ne s'agit pas de dictature prolétarienne ou de dépérissement de l'Etat; il ne s'agit pas, par exemple, de faire de la réforme agraire une révolution consistant à confisquer les terres et à jeter leurs propriétaires en prison. Non. La voie destourienne ou tunisienne vers un socialisme authentique, signifie autre chose: la création d'une société prospère et moderne, dans laquelle les richesses sont réparties d'une façon équitable, la cohésion du peuple, la confiance réciproque, la limitation des intérêts de quelques individus ou de certains groupes au profit de la communauté et la réduction de la lutte des classes. C'est un socialisme qui n'exige de chacun que le minimum nécessaire à l'indépendance économique.

Ce socialisme ne consiste pas seulement à augmenter le salaire ou à réduire les heures de travail, mais à favoriser le développement général, et en particulier celui des déshérités. Pour cela, il faut un effort d'austérité et de maturité politique.

Pour Bourguiba, le socialisme destourien ne se développe que dans une ambiance d'austérité. Néanmoins, celle-ci ne signifie pas vivre dans l'ascétisme, mais elle signifie la modération dans la consommation. Ainsi, avec le surplus l'on parvient à faire des investissements, car le capital est indispensable aussi bien en régime capitaliste qu'en régime

socialiste. A cet effet, il faut que les fonds épargnés ne soient pas thésaurisés par crainte de faillite, mais investis, confiés aux caisses d'épargne ou aux établissements bancaires.

Si Bourguiba appelle à cette austérité qui constitue un moindre sacrifice, c'est qu'il pense aux chômeurs, à ceux qui habitent les gourbis, à la scolarisation générale. C'est pour faire face à tout cela que Bourguiba exige de chaque citoyen une bonne gestion de ses fonds, de sa propriété foncière ou de son usine. De cette façon, chaque citoyen accroît non seulement sa richesse, mais contribue aussi à la prospérité de toute la collectivité. C'est cette prospérité qui constitue l'objectif de ce socialisme néo-destourien qui rejoint en fin de compte ce Verset du Coran où Dieu recommande à Mahomet cette mission de confiance: "Aux cieux, à la terre, aux montagnes, nous avons proposé la mission de confiance. Tous ont refusé, mûs par la crainte de ne pouvoir la remplir. L'Homme seul l'a acceptée".

En somme, l'on peut donc affirmer que le socialisme de Bourguiba ne consiste ni dans la dictature du prolétariat, ni dans le dépérissement de l'Etat. Il ne se distingue ni par le marché ou par la domination des prolétaires comme le soutiennent tour à tour Sweezy ou Bettelheim. Ce socialisme se distingue plutôt par la cohésion populaire, la solidarité acquise durant la lutte nationale. Cette cohésion et cette

solidarité consolident et concrétisent un Etat moderne et souverain, et permet d'engager avec enthousiasme et courage la bataille économique.

Nous constatons aussi que Bourguiba n'entend pas par l'intervention de l'Etat ainsi que par la planification, le dépérissement de toute considération de participation des individus à la marche des affaires publiques. Loin de là. Avant de prendre toute décision vitale, Bourguiba ne cesse de consulter le peuple, peuple dont il veut préserver non seulement le bien-être et la dignité, mais aussi et surtout ce souffle divin, cette lumière, ce "meilleur sujet de fierté pour les individus: la liberté de leur opinion". Car depuis l'événement de Ksar-Hellal, il sait ce que représente cette liberté d'opinion pour laquelle il s'est engagé avec le peuple sans se soucier des innombrables formes de répressions.

Et pour éloigner toute idée de contrainte ou de brimade que ferait apparaître peut-être cette limitation de liberté nécessitée par le travail planifié, Bourguiba a tenu à associer le peuple à l'élaboration de cette planification comme il l'a fait d'ailleurs pour la lutte de la libération politique: toujours il a recours à ce contact direct pour plus de clarté dans les esprits, plus d'enthousiasme dans les coeurs et davantage d'entente entre les citoyens. Car, si cette solidarité de tous manquait, le socialisme ne se bâtirait pas.

C'est dire combien Bourguiba respecte la personne humaine! Même si l'homme est corrompu, Bourguiba n'hésite pas à lui accorder toujours le "préjugé favorable" et à croire à sa perfectibilité par la persuasion. C'est qu'il ne cesse de se soucier de l'harmonie de la société, de cette communauté de pensée et d'action, de cette unité nationale créée après tant de sacrifices.

Ainsi nous constatons que Bourguiba a une conception du socialisme plus proche à celle de Durkheim et de Barrès que de celle de Marx, Engels, Lénine, Bettelheim, Sweezy: c'est-à-dire qu'elle réfute la lutte des classes et la dictature du prolétariat, et qu'elle n'est pas basée uniquement sur l'amélioration des salaires des ouvriers ou sur la planification ou sur l'intervention de l'Etat, mais aussi et surtout sur le sentiment de solidarité profonde liant tout le peuple et aspirant à la dignité et à l'épanouissement matériel et moral de tous les citoyens.

Nous remarquons enfin que ce socialisme puise sa force dans la conscience nationale formée durant la lutte pour la liberté et se consolide, d'abord, par des réalisations faisant ressentir la dignité et la prospérité à toute la collectivité (égalité juridique des deux sexes, généralisation de l'enseignement, attachement à une morale de plus en plus altruiste) et, ensuite, par sa tendance flagrante à organiser

l'effort national pour plus de développement matériel et culturel touchant tout le peuple, bref pour la promotion humaine, pour un avenir meilleur.

D'une telle conception du socialisme, il est évidemment facile de dégager dans son prolongement les fondements d'une véritable vision de la démocratie qui caractérise ainsi la pensée de Bourguiba.

## CHAPITRE IX

### Bourguiba et la démocratie

L'analyse du nationalisme, du libéralisme et du socialisme de Bourguiba révèle donc des éléments qui, à des titres divers, se rapportent à un idéal démocratique, surtout si l'on entend par celui-ci une certaine conception de la justice sociale et de la liberté favorisant l'égalité des chances et l'accès aux plus hautes responsabilités sociales. Mais il faut d'abord en préciser le sens et en dégager la définition avant d'en examiner le contenu dans la pensée du Président Bourguiba.

Jean Lacroix écrivait à la fin de la 2<sup>ème</sup> Guerre Mondiale que "nous vivions le moment historique de l'avènement des masses à l'âge adulte".<sup>1</sup> Il voulait entendre par là, le passage de la démocratie libérale et aristocratique à une démocratie pour ainsi dire massive et populaire, sens même du socialisme. La démocratie ainsi tendait à s'identifier au socialisme et réciproquement:

Dire que nous vivons aujourd'hui, écrivait-il, le moment historique de l'avènement des masses à l'âge adulte, c'est donc reconnaître que la démocratie débouche désormais dans le

---

<sup>1</sup> Jean LACROIX, "Y a-t'il deux démocraties? De la Démocratie libérale à la Démocratie massive", in Esprit, N. 120, du 1<sup>er</sup> mars 1946, p. 345.

socialisme et que, qui s'exclut du socialisme, s'exclut aussi de la démocratie.<sup>2</sup>

Par contre, "le libéralisme démocratique, a été la forme purement politique et individualiste de la démocratie"; quant au socialisme, "il en est, précisait-il, la forme communautaire et économique. Or, le concept de la démocratie est profondément social: en cessant d'être libéral, il dépouille un revêtement extérieur et transitoire pour se convertir à sa propre essence".<sup>3</sup> Et cette propre essence veut dire, pour Lacroix, participation à la vie, aux besoins concrets et aux efforts libérateurs des masses: "il ne peut rien pour elles, écrit-il, celui qui ne commence pas par exister avec elles".<sup>4</sup>

John H. Hallowell va aussi dans ce sens en affirmant que puisque le pouvoir politique est détenu actuellement par la grande masse du peuple, "la démocratie est à la fois la plus grande possibilité que les hommes aient jamais eue de régler leur propre destin politique, mais aussi la plus grande responsabilité".<sup>5</sup> Et comme la légitimité de tout gouvernement, son autorité et ses fonctions, procède du consentement des gouvernés, "la démocratie est avant tout un gouvernement fondé sur la persuasion et la délibération",<sup>6</sup> et non sur le principe de l'aristocratie:

---

<sup>2</sup> Ibid., p. 345.

<sup>3</sup> Ibid., pp. 345-346.

<sup>4</sup> Ibid., p. 347.

<sup>5</sup> John H. HALLOWELL, Les Fondements de la Démocratie, Les Editions Inter-Nationales, Paris, 1972, p. 77.

<sup>6</sup> Ibid., p. 78.

Si l'on entend par pouvoir de l'aristocratie, remarque-t-il, un gouvernement dirigé par ceux qui seraient riches ou bien nés, le principe de l'aristocratie est nettement incompatible avec celui de la démocratie...

Ce qui distingue justement la démocratie des autres régimes, ajoute-t'il, c'est "qu'elle n'exclut arbitrairement personne" de la direction; mais elle tâche d'offrir des chances égales à tous afin d'y parvenir.

La démocratie, précise-t-il, exige que le pouvoir soit obtenu par des moyens publics. Elle affirme sa supériorité sur les aristocraties de la richesse et de la naissance sur la base que nul homme possédant la capacité de gouverner ne sera écarté d'une fonction publique sous prétexte de sa pauvreté ou de son humble extraction.<sup>8</sup>

Mais Hallowell rappelle le danger mentionné déjà par Montesquieu, menaçant l'existence de la démocratie, et qui réside dans l'oubli du principe suivant: "Si tous les hommes sont qualifiés pour choisir, tous ne le sont pas pour être choisis".<sup>9</sup> Et il ajoute avec Montesquieu:

Comme la plupart des citoyens qui ont assez de suffisance pour élire, n'en ont pas assez pour être élus, de même le peuple, qui a assez de capacité pour se faire rendre compte de la gestion des autres, n'est pas propre à gérer par lui-même.<sup>10</sup>

<sup>7</sup> Ibid., p. 82.

<sup>8</sup> Ibid., p. 83.

<sup>9</sup> Ibid., p. 83.

<sup>10</sup> Ibid., p. 83.

Ainsi, par là, la démocratie ne doit pas dégénérer en anarchie. De même pour éviter le risque de la tyrannie d'un tel gouvernement, la vraie démocratie, exige un "régime constitutionnel".<sup>11</sup>

Mais il faut bien noter, comme le rappelle Georges Burdeau, que la constitution n'est pas l'élément fondamental de la démocratie. Car, en effet, la démocratie n'est que "presque accessoirement une forme de gouvernement";<sup>12</sup> elle est surtout "une philosophie, une manière de vivre, une religion".<sup>13</sup> Car,

ce ne sont pas les articles d'une constitution qui font une démocratie, et pas davantage les coutumes politiques relatives à la formation ou au renversement d'un cabinet ministériel<sup>14</sup>

mais, ce qui la forme, ce sont les problèmes placés en évidence par notre temps et qui

concernent moins l'aménagement de formules juridiques que les données humaines, sociales et économiques, d'un mode démocratique de la vie collective.<sup>15</sup>

---

<sup>11</sup> Ibid., p. 99.

<sup>12</sup> Georges BURDEAU, La Démocratie, Editions du Seuil, Paris, 1966, p. 9.

<sup>13</sup> Ibid., p. 9.

<sup>14</sup> Ibid., p. 11.

<sup>15</sup> Ibid., p. 11.

De là, la démocratie, pour Burdeau, est de fait et d'une manière rationnelle, liée indissolublement à "l'idée de liberté";<sup>16</sup> et il la définit bien quand il écrit:

le gouvernement du peuple par le peuple, n'acquiert son plein sens qu'en considération de ce qu'elle exclut: le pouvoir d'une autorité<sup>17</sup> qui ne procéderait point du peuple.

Cette liberté qui distingue la démocratie, signifie d'abord, selon Burdeau, l'autonomie. Et cette liberté-autonomie qui "se traduit par l'absence de contrainte, par le sentiment d'une indépendance tant physique que spirituelle",<sup>18</sup> est la faculté qui permet à l'homme de disposer de lui-même. Et pour préserver cette autonomie contre les risques qui naissent du pouvoir, une autre conception de la liberté est née, appelée la liberté-participation. Cette dernière "consiste à associer les gouvernés à l'exercice du pouvoir pour empêcher celui-ci de leur imposer des mesures arbitraires".<sup>19</sup> Ainsi, Burdeau est-il parvenu à définir la démocratie comme "le régime de la liberté politique, parce que l'autorité y est fondée sur la volonté de ceux qu'elle oblige".

---

<sup>16</sup> Ibid., p. 15.

<sup>17</sup> Ibid., p. 15.

<sup>18</sup> Ibid., p. 15.

<sup>19</sup> Ibid., p. 17.

Mais il faut distinguer ici la liberté politique et la liberté fondamentale: la première n'étant pas une fin en soi, "elle n'est établie que pour garantir l'autonomie des gouvernés"; la seconde concerne les prérogatives de la nature humaine: "disposition de soi, choix des actes, responsabilité", autrement dit, son principe réside dans "l'essence de l'être humain". Par rapport à cette liberté fondamentale, la démocratie apparaît donc

comme un appareil technique, un ensemble de mécanisme protecteur, une formule de gouvernement permettant de concilier la liberté de l'homme avec les exigences d'un ordre politique.<sup>20</sup>

Mais cette liberté politique ne se justifie que par la liberté fondamentale qui lui donne son sens. C'est d'ailleurs ce que vivent les grandes masses humaines comme le remarque encore Burdeau quand il écrit:

Qu'importe que l'homme soit libre de penser, si l'expression de son opinion l'expose à un ostracisme social, qu'il soit libre de discuter les conditions de son travail, si sa situation économique l'oblige à se plier à la loi de l'employeur, qu'il soit libre d'organiser ses loisirs, si le souci du pain quotidien absorbe tout son temps, qu'il soit libre d'épanouir sa personnalité par la culture et la contemplation d'un univers offert à tous, s'il manque matériellement du minimum vital?...<sup>21</sup>

---

<sup>20</sup>Ibid., p. 17.

<sup>21</sup>Ibid., p. 21.

Ainsi, dans ce contexte, face à la servitude quotidienne, la liberté politique est illusoire, elle est une "duperie" dénoncée par les masses.

Le vrai, constate Burdeau, c'est que la liberté n'est pas une donnée préexistente qu'il s'agit de protéger; c'est une faculté qu'il faut conquérir. A la notion de liberté se substitue l'attente d'une libération.<sup>22</sup>

Sinon, ajoute-t'il, le sens de la démocratie est remis en cause:

De régime politique destiné à garantir aux individus la jouissance des libertés qu'ils possèdent, elle devient une organisation de la puissance gouvernementale en vue de leur assurer l'exercice des libertés qu'ils n'ont point encore. La démocratie était un mode de gestion d'un univers libre. Elle devient l'instrument de création d'un monde qui verra la libération de l'homme.<sup>23</sup>

Ici, Burdeau en arrive à partager le point de vue de Lacroix sur la propre essence de la démocratie qui, comme nous l'avons notée, réside dans la participation aux efforts libérateurs des masses.

Cette interprétation est reprise par C.B. Macpherson qui soutient que:

la notion de démocratie, au sens large, signifie non seulement la lutte pour l'égalité, mais aussi la lutte contre la faim, l'ignorance, la maladie et la mort.<sup>24</sup>

<sup>22</sup> Ibid., p. 21.

<sup>23</sup> Ibid., p. 21.

<sup>24</sup> C.B. MACPHERSON, Le Véritable Monde de la Démocratie, Les Presses de l'Université du Québec, Montréal, 1976, p. 36.

C'est pourquoi, que peut signifier pour nous la démocratie si ce n'est la concrétisation de la liberté poursuivie d'une façon loyale et véritable? Ceci nous apparaît plus essentiel que sa réduction à la compétition électorale et à la pluralité des partis en lutte pour le pouvoir. Ainsi, il faut retenir que la démocratie se rapporte moins au pluralisme politique qu'à l'abnégation pour la patrie et au sentiment de dignité que l'on éprouve d'abord au fond de soi-même, sentiment non empreint d'aucune frustration ou d'aucune contrainte exercée pour l'intérêt personnel, et ensuite, sentiment de dignité que l'on observe parmi tout le peuple et toutes les masses laborieuses. Et la formation de ce sentiment de dignité que l'on ressent et que l'on observe, dépend de l'éducation que l'on reçoit et de l'orientation profonde de ceux qui animent l'Etat.

Nous croyons retrouver une telle conception de la démocratie dans la pensée et l'action du Président Bourguiba.

En effet, tout au long de sa lutte pour la cause tunisienne, Bourguiba n'a pas cessé, comme nous l'avons vu, de puiser dans les principes de l'Islam. Ainsi avant même l'indépendance de la Tunisie, déclarait-il le 12 juin 1955, que le bannissement de "toute notion de classe", la "communion des cœurs et des esprits", le souhait pour autrui de ce que nous désirerions pour nous-même, sont des principes que recommande la religion musulmane et sur lesquels se fonde

"cette idée de coopération" "qu'aujourd'hui nous appelons la démocratie dont l'idée existait déjà depuis plus de quatorze siècles, en Islam".<sup>25</sup>

Pour Bourguiba, une véritable démocratie suppose chez tous les citoyens, "civisme et conscience morale". Car, selon l'histoire, remarque-t-il, le défaut de ces qualités: "dévouement", "probité", "compétence", amène "l'anarchie" et installe la "loi de la jungle".<sup>26</sup> Mais, le sentiment patriotique, ajoute-t-il, "n'est pas suffisant pour créer les conditions de la démocratie". En outre, "il faut à l'homme de l'expérience, de la compétence et de l'envergure pour pouvoir agir avec sagesse".<sup>27</sup> Et les conditions d'une démocratie authentique garantissant l'avenir, consistent à élever "le niveau du peuple, notamment des cadres" et à développer "leur conscience politique"; car ce qui constitue le "fondement" d'une démocratie authentique, ajoute-t-il, c'est la "promotion de l'homme";<sup>28</sup> ainsi, la démocratie, pense-t-il, "implique responsabilité", responsabilité qui pousse à éviter les "abus" et la "régression".

---

<sup>25</sup> BOURGUIBA, Discours, Publications du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1974, tome I, p. 16.

<sup>26</sup> BOURGUIBA, Discours, Publications du Ministère de l'Information, Tunis, 1979, tome XV, p. 320.

<sup>27</sup> Ibid., p. 322.

<sup>28</sup> BOURGUIBA, Citations, Editions Dar El Amal, Tunis, 1978, p. 119.

Ainsi pour Bourguiba,

la démocratie vécue, c'est avant tout un rapport humain, un rapport qualitatif qui ne peut se résumer en une formule de droit constitutionnel. - A partir du moment où la démocratie apparaît comme un établissement durable, comme le patrimoine national le moins discutable, les hiérarchies sociales cessent d'être des sujets possibles de conflit, pour devenir des raisons d'efficacité, d'émulation, de succès. Cette conscience démocratique issue d'un long processus d'auto-éducation, représente une force bien plus grande que tout l'arsenal de la contrainte que pourrait réunir un Etat totalitaire.<sup>29</sup>

Et, il ajoute que la démocratie n'est pas basée seulement sur "le droit de vote", mais aussi sur la conviction qu'a chaque citoyen "d'agir sur le cours des choses..., grâce à un effort intelligent et tenace", "de changer sa situation" et de forger "son destin".<sup>30</sup> Mais la démocratie, selon Bourguiba, "exige de la minorité qu'elle se soumette à la loi de la majorité, afin d'éloigner tout "préjudice à la nation".<sup>31</sup>

De par l'expérience de sa longue lutte nationale, et de l'exercice du pouvoir, Bourguiba est parvenu à définir la démocratie comme suit:

---

<sup>29</sup> Ibid., p. 120.

<sup>30</sup> BOURGUIBA, Discours, Publications du Ministère de l'Information, Tunis, 1979, tome XVII, p. 162.

<sup>31</sup> BOURGUIBA, Discours, Publications du Ministère de l'Information, Tunis, 1981, tome XIX, p. 177.

...Pour ma part, dit-il, ayant lutté pour la liberté de mon peuple et exerçant le pouvoir depuis dix-sept ans,\* je peux dire ceci: la démocratie est le stade suprême de l'évolution d'une société. Elle n'est pas donnée au départ mais vient tout naturellement lorsque les conditions qu'elle requiert sont réunies. Ces conditions sont, à mon sens: un Etat moderne qui fonctionne et qui soit respecté par la population; une nation qui forme déjà un ensemble cohérent et solidaire; un peuple qui atteint un niveau d'éducation et un standard de vie tels qu'il puisse recevoir la démocratie, non comme un luxe dont on ne sait que faire, ou un jouet que l'on casse, mais comme un bien précieux, c'est-à-dire, un moyen d'action en même temps qu'un signe de maturité.<sup>32</sup>

Voilà donc la conception de la démocratie et les principes qui inspirent l'action.

De la lutte de Bourguiba, il nous est avéré que le peuple est le souverain. A cet égard, Bourguiba se rattache à la vulgate démocratique; mais c'est une démocratie qui ne favorise pas la lutte des classes, mais la solidarité, l'union: l'ambition de Bourguiba, c'est d'être aimé par tout son peuple. Il ne repousse personne. Il a institué l'union du peuple tunisien en y appelant tout le monde à l'établissement du Néo-Destour; aucune entrave ne s'est dressée devant quiconque désirant s'y adhérer.

---

\* Bourguiba a prononcé ce discours, le 19 juin 1973, lors de la 58<sup>ème</sup> Session de la Conférence Internationale du Travail, tenue à Genève. Il a donc à nos jours, vingt-sept ans environs de pouvoir.

<sup>32</sup> BOURGUIBA, Discours, Publications du Ministère de l'Information, Tunis, 1981, tome XXII, p. 233.

Dès l'indépendance, Bourguiba a donné une grande importance à l'instruction publique, à l'enseignement gratuit et généralisé. Cet attachement à l'éducation se traduit par la nécessité de former de bons citoyens qui se dévouent à la nation et se sacrifient pour elle. Il a construit un Etat populaire sans despotisme. Cet Etat populaire n'est que le prolongement de l'amour de la patrie engendré par Bourguiba depuis son entrée dans la bataille pour la libération; un Etat fondé sur le consensus populaire et qui allait être libéré de toutes les entraves limitant l'exercice de sa souveraineté. L'Assemblée Constituante a élaboré la Constitution, une Constitution propre à garantir les droits des individus et de l'Etat et à éviter les écueils de l'anarchie.

La démocratie dans cette Constitution se concrétise surtout par le suffrage universel, la reconnaissance du droit de vote aux femmes, l'élection du Président de la République et des membres de l'Assemblée Nationale.

Mais ces politiques garanties par la Constitution ne sont que le résultat des méthodes d'action du Président Bourguiba. En effet, si nous examinons la méthode de lutte de Bourguiba pour la libération, pour l'édification de l'Etat et pour le développement, nous remarquons qu'il a toujours d'abord recours à la persuasion. La violence pour Bourguiba ne paye pas. La victoire apportée par la violence s'avère éphémère. Cette victoire ne dure pas parce qu'elle est

basée sur l'injustice. Les agressions françaises perpétrées en Tunisie encourageaient le maintien de l'ordre colonialiste, mais cet ordre n'était pas légitime. A quoi servaient donc ses agressions? La justice ou la bonne cause finissent tôt ou tard par se rétablir. "Il n'y a pas de solution possible, dit Bourguiba, qu'en...renonçant à imposer son point de vue par la violence".<sup>33</sup>

Par l'établissement du suffrage universel, le 20 novembre 1959, Bourguiba entend "libérer les hommes du pouvoir personnel, des despotes et des exploiters", et permettre ainsi aux Tunisiens eux-mêmes de gouverner leur propre pays. Ainsi, Bourguiba a libéré la patrie de la domination étrangère, et aussi l'individu, du pouvoir despotique. Il a voulu donner au peuple des responsabilités et le rendre participant au gouvernement. Cette façon de faire incite, en retour, le peuple à aimer son pays et à accomplir de grandes choses.

Ce sentiment national doit être conçu, selon Bourguiba, comme des pierres attachées solidement les unes les autres, sentiment qu'il n'a cessé de ranimer d'une abnégation manifeste et ininterrompue, dès l'aube de la lutte nationale jusqu'à nos jours. En se jetant dans le combat pour la cause

---

<sup>33</sup> BOURGUIBA, Discours, Publications du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1975, tome II, p. 228.

tunisienne, il a choisi le moyen démocratique qu'il a consolidé, au lendemain de l'indépendance, par l'adoption du régime républicain. Ainsi, l'Etat national qu'il a fondé, il l'a voulu la patrie véritable de tous les individus unis dans l'amour de la liberté et la dignité.

La base de la démocratie en Tunisie s'est voulue établie sur le contact direct avec le peuple et la solidarité.

Bourguiba, croyons-nous, n'a pas commencé à édifier cet Etat une fois l'indépendance acquise, mais il a commencé à le bâtir dès son entrée sur la scène politique, d'abord par ses articles de presse ensuite par le dialogue perpétuel qui se poursuit encore entre lui et son peuple, entre les responsables du Parti, du gouvernement et les citoyens. Nous voyons ceci dans des rassemblements, des meetings, des rencontres, des séminaires. Ce dialogue est considéré par Bourguiba comme la chose la plus indispensable, car c'est par lui qu'il a pu éclairer le peuple et unir ses rangs afin d'assurer le succès de la lutte.

Bien que le régime bourguibien incite tout citoyen à vibrer avec l'âme de la nation, il n'exige pas pourtant l'engagement politique que refusent quelques hommes. Et ce régime respecte leur liberté. Ici encore se manifeste la démocratie. Car en régime démocratique, tout citoyen est libre de s'acquitter seulement de ses tâches professionnelles et de ne pas participer aux responsabilités publiques.

Toutefois, le régime bourguibien n'a pas cessé de faire saisir aux citoyens l'importance de cet engagement politique, engagement nécessaire à la libération du pays et aussi à son développement.

Donc, articles de presse, contact direct, dialogue, persuasion, ont fini par fournir au peuple une éducation "heureuse", patriotique, constituant ainsi une volonté générale "constante, inaltérable et pure", c'est-à-dire une volonté nationale intègre, intacte. Sans cette discussion saine incitée et encouragée par Bourguiba, sans la persuasion et la conviction de celui-ci, le peuple n'aurait point, croyons-nous, atteint la souveraineté totale et saisi le sens de la liberté et de la dignité.

L'idée ionienne de Bourguiba, c'est, comme nous l'avons vu, l'unité nationale; c'est par cette union qu'il est parvenu à constituer un nationalisme républicain, démocratique: c'est par l'appel au peuple qu'il a entrepris la refonte nationale. Il commence par la chose populaire, nationale, autrement dit par appeler tout le peuple à l'union. Bourguiba garde une philosophie de la vie qui soutient toujours ces institutions démocratiques en Tunisie: il a éveillé et uni tout un peuple pour la dignité, pour une juste cause, pour la récupération de la liberté.

Pour la sauvegarde de la liberté, Bourguiba ne peut rester indifférent devant toute injustice se caractérisant par la mise en cause de la liberté, même si cette sauvegarde va à l'encontre de la fraternité ou de l'amitié. L'essentiel, pour lui, est de soutenir la vérité, cette vérité aristotélicienne qui finit toujours par l'emporter: Bourguiba n'a-t-il pas soutenu la Mauritanie pour son indépendance, en dépit du mécontentement du Maroc? N'a-t-il pas permis aux militants algériens, lors de leur révolution, de se réfugier à l'intérieur des frontières tunisiennes en cas de leur poursuite par les troupes françaises? Et ce fut la réaction de la France se traduisant par le bombardement du village tunisien, Sakiet Sidi Youssef, par les avions français, le 8 février 1958, deux ans seulement après l'indépendance de la Tunisie.

Et pour la résolution du problème paléstinien, Bourguiba avait suggéré en 1965, la solution du partage du territoire palestinien, décidé par l'O.N.U., en 1947. Mais pour cette déclaration, la plupart des dirigeants arabes et surtout le Président Nasser l'ont taxé de trahison et de défaitisme. Aujourd'hui, ces mêmes dirigeants donnent raison à Bourguiba en approuvant sa suggestion et se repentant de ne l'avoir pas écouté en temps opportun. Et comme récompense à cette politique honnête, clairvoyante et perspicace de Bourguiba, nous signalons le transfert de la Ligue Arabe, du Caire à Tunis, lors de l'entente de l'Egypte avec Israël et la

signature du Traité du Camp David. Ces quelques exemples nous montrent combien Bourguiba s'attache à la sauvegarde de la liberté, à la dignité, à la justice, à la vérité. Ne s'agit-il pas ici de vraie démocratie?

Donc cette doctrine philosophique se traduisant par l'attachement à la liberté, à la justice, à la vérité, ne justifie-t-elle pas l'existence de la démocratie en Tunisie? Nous croyons que oui. Car Bourguiba, toute sa vie, n'a fait que défendre cette liberté qui se concrétise dans l'acquisition de l'indépendance de la Tunisie, dans l'épanouissement de ses institutions démocratiques.

Donc pour sauvegarder la démocratie, il faut sauvegarder la liberté, croyons-nous. Et la sauvegarde de la liberté consiste justement à pouvoir identifier d'abord et choisir ensuite le bien sans égoïsme. Bourguiba nous en a fourni un bon exemple que nous rappelons:

...la vraie liberté se fonde sur une saine vision du Bien et du Mal...La liberté vaut essentiellement par le contenu du choix. Celui-ci, certes, doit être libre, mais encore faut-il qu'il s'exerce à un certain<sup>34</sup> niveau de discernement et de sens moral...

Ainsi la liberté de l'homme se préserve contre tout danger et se développe harmonieusement au sein d'une société équilibrée et homogène. De là, découle la sauvegarde de la

---

<sup>34</sup>Cf. p. 196.

démocratie qui n'est que l'expression politique, théorique et pratique de l'avancement d'un peuple vers le juste, vers le progrès intellectuel et matériel, vers l'estime, la dignité, la souveraineté, toujours à la recherche du bien. Cette recherche du bien désapprouve tout déséquilibre dans la vie individuelle et sociale, éloigne tout ombrage de l'âme et tout amour propre effréné allant jusqu'à la tyrannie.

Nous voyons que Bourguiba ne nie pas cette loi morale qui sert de fondement à la véritable démocratie. Sa pensée et son action politiques et sociales sont empreintes de cet amour du prochain, de cette abnégation: "vivre pour autrui"; autrement dit, pensée et action sont inspirées de la religion musulmane qui recommande à l'homme de "faire dans la vie comme s'il vivrait à perpétuité et de travailler pour l'au-delà comme s'il mourrait demain".

Nous ne pouvons pas cependant ignorer le reproche fait au régime tunisien d'être fondé sur un parti unique. Rappelons d'abord que la structure de parti n'est pas constitutive de la démocratie, comme l'a bien démontré C.B. Macpherson. De plus, notons aussi que la liberté d'expression est garantie en Tunisie. Mais c'est la situation concrète qui explique ce monopartisme comme le démontre bien Bourguiba quand il dit:

La réalité tunisienne, dit-il, le climat politique en Tunisie, n'ont pas permis la naissance d'un autre parti. Il était et il est actuellement impossible que voie le jour un second parti avec une stratégie et une tactique au service d'objectifs d'intérêt général et qui puisse réunir autour de lui une majorité ou même une minorité consistante du peuple tunisien.<sup>35</sup>

Mais, nous nous demandons ici: qui est-ce qui a poussé presque tout le peuple à soutenir, à son gré, le Parti Néo-Destour? Est-ce que la propagande? Est-ce que la démagogie? C'est plutôt, nous semble-t-il, la persuasion, la conviction, qui empêche le peuple de se dérober à sa mission pour embrasser les diverses divergeances qui risquent de l'effriter, de l'affaiblir et d'en ruiner l'enthousiasme, la solidarité et la cohésion. L'ensemble du peuple tunisien est trop épris de liberté pour choisir une autre voie qui pourrait la compromettre.

Bourguiba a probablement raison de constater que ceux qui condamnent ce monopartisme, ne sont poussés que par la "rancœur" et non par la force populaire; car, remarqua-t-il, s'il existait une pensée et une action politiques et sociales que le peuple approuve plus que celles du Parti Néo-Destour, aucun gouvernement ne pourrait anéantir l'établissement du

---

<sup>35</sup> BOURGUIBA, *Discours*, Publications du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1977, tome XI, p. 92.

parti porte-parole de telle pensée et de telle action. Cette hypothèse de Bourguiba nous paraît raisonnable, acceptable, d'autant plus qu'elle se confirme par l'expérience politique et sociale de plusieurs années de lutte menée avec acharnement. En effet, fort de cet acquis politique, de cette puissance populaire qu'il a créée et qui est devenue le Mouvement National, Bourguiba en dégage bien la signification quand il déclare en 1963:

Faut-il rappeler que notre mouvement n'est pas né avec l'autorisation des autorités du protectorat? Nous avons quand même réussi, à force de raison et de clarté, à imposer notre mouvement à côté du Vieux-Destour. Le Néo-Destour a pu tenir tête à la France et résister à la prison et aux camps de concentration, car ce qui est tourné vers la vie, se développe nécessairement...Voilà pourquoi il semble difficile que voie le jour en Tunisie un second parti. Voilà qui explique l'existence d'un seul parti dans notre pays. S'il en était différemment, un autre mouvement serait né, comme il en a été du nôtre qui a pu vivre et prospérer aux côtés du parti communiste, du parti socialiste ou de la confédération générale du travail. Il répondait et répond à des besoins qu'aucune de ces organisations n'était en mesure de satisfaire.<sup>36</sup>

Nous croyons que ce qui rend fort le Néo-Destour, ce ne sont pas la démagogie, la propagande, le cynisme, la déconsidération des sentiments humains, mais c'est la lutte d'abord contre les facteurs d'asservissement: résignation, fatalisme, léthargie, obscurantisme, francisation, assimilation, et

<sup>36</sup>Ibid., pp. 93-95.

ensuite contre ceux du sous-développement: appauvrissements intellectuel et matériel, et le spectre de misère. C'est cette réalité lointaine et présente du pays à laquelle s'est attaché et s'attache le Néo-Destour, qui rendait et rend celui-ci sûr de la marche du peuple d'abord vers l'émancipation, l'indépendance, la souveraineté totale, et, ensuite, vers le développement, la dignité et la prospérité. C'est ce dynamisme, ce zèle, ce scrupule pour le politique, le social et l'économique, caractérisant la praxis du Néo-Destour, qui qualifient la doctrine du Néo-Destour de démocratique; en effet, le Néo-Destour ou le Parti socialiste Destourien est ouvert à tous. Ce qui d'ailleurs répond bien aux critères que pose Macpherson pour qu'un régime à parti unique soit démocratique:

1. Qu'il y ait une démocratie totale à l'intérieur du parti.
2. Que les rangs du parti soient ouverts à tous.
3. Que les conditions d'entrée dans le parti n'exigent pas un degré d'activité politique supérieur à celui auquel on est en droit de s'attendre de la moyenne des gens.<sup>37</sup>

Le Parti Socialiste Destourien est sans doute démocratique si nous nous limitons à ces trois facteurs. Et si

---

<sup>37</sup> MACPHERSON, Le Véritable monde de la démocratie, p. 35.

nous considérons toute l'histoire de ce Parti, de sa stratégie et de sa tactique, de son esprit de sacrifice, de son souci du bien public, quelle qualification pouvons-nous lui attribuer? Celle de démocratique!

Quiconque prend connaissance de la constitution du Néo-Destour, de son établissement, de sa stratégie et tactique, découvre immédiatement que l'émergence de la vraie démocratie en Tunisie s'est manifestée avec celle du Néo-Destour.

Et le Néo-Destour demeure non la "chasse-gardée" de Bourguiba; ni celle de son équipe, mais le:

lieu de rencontre de tous les Tunisiens de bonne volonté qui ont réellement en vue le progrès de leur pays et le bonheur de leurs enfants.<sup>38</sup>

Dans ces conditions, un parti politique ne peut pratiquer la dictature. Et si un tel despotisme existait, il se reflèterait dans la pratique de l'Etat, car ce dernier n'est, en réalité, que le prolongement du Parti Néo-Destour.

D'abord, l'Etat de Bourguiba n'a jamais nié ni loi naturelle, ni loi morale; il s'inspire plutôt de cette loi suprême, la loi de Dieu, ce qu'un Etat totalitaire refuse de reconnaître. Ensuite, Bourguiba ne refuse aucune critique objective qui lui est adressée, à lui ou à son gouvernement.

<sup>38</sup>BOURGUIBA, Discours, Publications du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1977, tome XI, p. 99.

S'adressant aux jeunes, le 29 juillet 1963, il leur dit:

Et, si après étude et réflexion, vous avez quelques points à élucider, quelques critiques ou quelques propositions à faire, je ne demande qu'à en discuter avec vous. Je considérerais même comme un manquement à vos obligations patriotiques que vous gardiez le silence sur ce qui vous paraîtrait défectueux, insuffisant ou franchement mauvais. Si votre point de vue s'avère valable, ce sera à vous de le soutenir au sein du Parti.<sup>39</sup>

Bourguiba serait-il dictateur, lui qui a lutté pour la justice, pour la croyance en Dieu, l'amour de la patrie, lui qui n'a point rejeté les appels de Dieu, lui qui n'a cessé d'avoir recours à la raison dans sa lutte anticolonialiste et dans l'édification de l'Etat?

Cette édification de l'Etat exige, bien sûr, une certaine autorité; mais cette autorité là ne veut pas dire dictature ou tyrannie, mais elle consiste à mettre de l'ordre dans la vie individuelle et sociale; et c'est justement cette absence d'ordre qui mène à la tyrannie et à la dictature. La liberté elle-même exige l'ordre sinon elle dégénère en anarchie et en tyrannie dépourvue de toute retenue rationnelle. Le désordre ruine la démocratie. Bien que la démocratie exige les libertés civiles et admette débats et participation populaires d'une façon continuelle, il faut que ces débats et

---

<sup>39</sup> Ibid., p. 99.

délibérations soient entrepris d'une façon rationnelle ayant pour but non l'intérêt personnel mais le bien public et que les décisions soient prises non sous l'effet de la coercition mais plutôt par persuasion.

C'est pourquoi, d'ailleurs que cette démocratie ordonnée exige le développement de l'éducation comme l'a toujours bien compris Bourguiba.

Nous pouvons donc affirmer que la démocratie de Bourguiba a comme contenu le nationalisme, le libéralisme et le socialisme. Nationalisme basé sur l'amour de la patrie; libéralisme compris comme la priorité accordée au principe de la liberté et le respect du droit de propriété quand celui-ci tient compte de l'intérêt national; socialisme qui assure le règne de la justice sociale (répartition équitable des richesses nationales), de la solidarité, de la cohésion, en un mot de l'union populaire. La démocratie de Bourguiba c'est tout ensemble le patriotisme, l'autonomie individuelle, le respect de la personne et de ses libertés essentielles, et le souci du devenir des masses laborieuses, du développement de leur personnalité intégrale. Sa démocratie tout empreinte de persuasion et de délibération et non du principe de l'aristocratie (richesse ou naissance), tâche donc de faire participer tous les citoyens à la marche des affaires publiques, autrement dit, aux responsabilités gouvernementales, et de leur offrir des chances égales.

C'est que la démocratie bourguibienne n'est pas basée essentiellement sur les articles de la Constitution, mais sur la cohésion du peuple et sur sa promotion et au-delà, sur le respect de la personne humaine prise en elle-même. Ce qui nous incite à analyser le personnalisme qui habite la pensée du Président de la République tunisienne.

## CHAPITRE X

### Bourguiba et le personnalisme

Il semble se dégager de la pensée et de l'action du Président Bourguiba, un sens profond de la perfectibilité de l'être humain fondé sur la raison. Ainsi non seulement son nationalisme, mais aussi son orientation libérale et sociale et surtout son sens de la démocratie semblent être inspirés par le respect de la personne humaine qui vient corriger et modérer ce que pourraient comporter d'excès tant les positions idéologiques que la pratique du pouvoir. Ainsi l'on peut démontrer facilement que le personnalisme fonde en dernière instance la pensée et l'action du Président de la Tunisie.

Mais précisons d'abord ce que nous pouvons entendre par personnalisme.

Selon Emmanuel Mounier, fondateur d'Esprit, le mot "personnalisme" a été utilisé en 1903 par Charles Renouvier pour qualifier sa philosophie. Puis, remarque Mounier, cette notion tomba en désuétude.<sup>1</sup>

Mais la crise de 1929 va faire renaître l'intérêt pour le personnalisme et susciter une réaction qui prendra forme de mouvement et qu'exprimera la revue "Esprit" d'Emmanuel Mounier.

---

<sup>1</sup> Emmanuel MOUNIER, Le Personnalisme, P.U.F., Que sais-je?, Paris, 1978, 13ème édition, p. 3.

Le mouvement personnaliste s'opposera aux explications de la crise fournie par les marxistes et les moralistes. Les premiers n'y voient qu'une crise de structures économique: "guérez l'économie, le malade se remettra", tandis que les seconds réduisent tout à une crise spirituelle: "changez l'homme, et les sociétés guériront".<sup>2</sup> Les personnalistes constatent plutôt que le défaut des matérialistes et des spiritualistes, provient de la même erreur moderne cartésienne résidant dans la séparation arbitraire du "corps" et de l'"âme," de la pensée et l'action, de "l'homo faber et l'homo sapiens".<sup>3</sup> Pour eux, la crise était en même temps économique et spirituelle, "une crise des structures et une crise de l'homme". "Nous ne reprenions pas, disaient-ils, seulement la parole de Péguy: "La Révolution sera morale ou ne sera pas." Mais ils précisaient: "La Révolution morale sera économique ou ne sera pas. La Révolution économique sera "morale" ou ne sera rien".<sup>4</sup>

Pour Mounier, "le personnalisme n'est pas un système", mais une "philosophie", mais bien qu'il ne soit pas un système, il ne refuse pas la "systématisation", car cette dernière lui permet de mettre de l'ordre dans les "concepts, logique, schémas d'unification". Et puisque par là il précise des structures, il est encore "une philosophie et non pas seulement

<sup>2</sup> Emmanuel MOUNIER, "Situation du Personnalisme", in Esprit, N. 118 de janvier 1946, p. 7.

<sup>3</sup> Ibid., p. 7.

<sup>4</sup> Ibid., p. 7.

une attitude". Ce qui est original dans le personalisme, c'est qu'"il introduit au coeur de ces structures un principe d'imprévisibilité qui disloque toute volonté de systématisation définitive", car il affirme essentiellement "l'existence de personnes libres et créatrices":

Rien ne peut lui répugner plus profondément que le goût, si commun aujourd'hui, d'un appareil de pensée et d'action fonctionnant comme un distributeur automatique de solutions et de consignes, barrage devant la recherche, assurance contre l'inquiétude, l'épreuve et le risque. Au surplus, une réflexion neuve ne doit pas trop vite lier la gerbe de ses problèmes.<sup>5</sup>

Le personalisme, d'après Mounier, doit définir l'homme et non les objets extérieurs à l'homme, l'homme "qui marche, qui pense et qui veut"; "la personne n'est pas un objet",<sup>6</sup> mais "la seule réalité que nous connaissons et que nous fassions en même temps du dedans. Présente partout, elle n'est donnée nulle part". Ici, Mounier s'oppose catégoriquement, par exemple, à la démarche d'Aldous Huxley qui, par le conditionnement de chaque individu, veut faire de l'humanité "une immense et parfaite pouponnière".<sup>7</sup>

Ce genre de conditionnement et de contrainte, nous dit Mounier, va à l'encontre de la "liberté responsable", mais

<sup>5</sup> MOUNIER, Le Personalisme, p. 4.

<sup>6</sup> Ibid., p. 5.

<sup>7</sup> Ibid., p. 6.

rien, constate-t-il, ne peut épuiser la ressource indéfinie de la personne.

Elle est une activité vécue d'auto-création de communication et d'adhésion, qui se saisit et se connaît dans son acte, comme mouvement de personnalisation.<sup>8</sup>

Ainsi, la personne, pour Mounier, "n'est pas un objet que l'on sépare et que l'on regarde, mais un centre de réorientation de l'univers objectif".<sup>9</sup> Quant au personnalisme, il ne signifie pas, pour lui, un "spiritualisme" ne s'occupant que de ce qui est spirituel; mais le personnalisme, précise-t-il, "saisit tout problème humain sur toute l'ampleur de l'humanité concrète, de là plus humble condition matérielle à la plus haute possibilité spirituelle".<sup>10</sup> Il consiste non seulement à établir des "méthodes et des perspectives générales d'action, mais des lignes précisées de conduite".<sup>11</sup> Ces lignes se traduisent par les règles suivantes, formant sa stratégie:

1. L'indépendance vis-à-vis des partis et des groupements; elle signifie la "liberté d'exercice suffisante" laissée à l'adhérent; mais elle n'affirme pas "un anarchisme ou un apolitisme de principe", ou un "isolement".

2. Pour que l'affirmation des valeurs spirituelles ne risque pas d'être "mystificatrice", il convient qu'elle

<sup>8</sup> MOUNIER, Le Personnalisme, p. 6.

<sup>9</sup> Ibid., p. 14.

<sup>10</sup> Ibid., p. 22.

<sup>11</sup> Ibid., p. 109.

"ne sera pas accompagnée d'une assignation rigoureuse de leurs conditions d'action et de leurs moyens".

3. En toute question, il faut considérer solidairement le "spirituel" et le "matériel", afin que "toute la problématique soit embrassée", allant des données "viles" aux données "nobles".

4. La recherche doit s'éloigner de "tout a priori doctrinaire" afin qu'elle réponde au "sens de la liberté" et reste "fidèle au réel et à son esprit".

5. La révolution ne se caractérise pas par la destruction brusque et totale, par "le mythe de la révolution-table rase", mais plutôt par "une révision profonde des valeurs, une réorganisation des structures et un renouvellement des élites".<sup>12</sup>

Ces principes conduisent à une simple définition du personnalisme qui les explique, définition que nous donne Maurice Nédoncelle quand il écrit que le personnalisme est une "doctrine" donnant aux personnes une grande importance dans la réalité, et les considérant même "à fortiori" comme "la seule réalité"; et sur le plan de la morale comme sur celui de l'organisation sociale, ce personnalisme se traduit par la réclamation du "respect de la personne humaine".<sup>13</sup>

<sup>12</sup> Ibid., pp. 112-113.

<sup>13</sup> PRELOT et LESCUYER, Histoire des Idées Politiques, p. 736.

Pour sortir de la crise générale, les personalistes soutiennent donc qu'il ne faut pas séparer la morale et l'économie, l'âme et le corps, l'action et la pensée, la matière et l'esprit. Cela nous semble nécessaire, car ce sont les hommes qui sont responsables de toute crise et non pas les seules structures. Et cela parce que seule la raison est dynamique. Sans la raison humaine, ni le monde physique ni l'univers spirituel n'aurait changé. Donc, pour sortir de la crise, dépasser le "mythe de la révolution tablerase", et permettre l'aspiration à un avenir prospère, il faut commencer par changer les mentalités, mais les changer dans le sens de l'intérêt général. Que l'on se soucie non seulement de l'intérêt personnel, mais aussi de l'intérêt national! Car, qu'est ce qui permet à l'homme de choisir, de décider? N'est-ce pas la raison? Faisons donc en sorte que cette raison s'ennoblisse de plus en plus, d'où bienveillance et sollicitude, d'où épanouissement et prospérité humanitaires.

Au fond, quelle est l'essence des êtres humains, si ce n'est cet esprit qui les distingue des autres êtres? A ne pas considérer, son esprit, sa vie morale en société, l'homme devient presque semblable à une bête. Ce qui le distingue c'est l'esprit qui conçoit, pense, trace, prévoit, initie, presse, s'acharne, s'enthousiasme, rit, pleure, dirige, distingue le bien du mal.

Nous pensons donc qu'il faut changer l'homme d'abord, et ensuite les structures. Celles-ci changent, ce nous semble, en conséquence, en bien ou en mal, selon l'orientation, l'éducation, que la personne reçoit depuis la naissance jusqu'à la mort.

Voilà le personnalisme que nous pensons retrouver dans la pensée de Bourguiba.

En effet, dès la période de la lutte nationale, nous découvrons que la personne, pour lui, signifie cette dignité qui distingue l'être humain des autres êtres. Nous l'avons vu déjà protester contre la dépersonnalisation du peuple tunisien, ce qui est à l'origine de son engagement politique. Cette dignité exige la liberté, la possession de soi, le sentiment de vivre souverainement.

Ainsi à l'aube de l'indépendance, Bourguiba déclarait ce qu'il n'avait et n'a cessé de rappeler:

Il ne peut être question, dit-il, d'élever le niveau de vie de nos peuples avant de les avoir rétablis dans leur dignité. Pour nous, comme pour tout homme qui mérite ce nom, la dignité vient avant le pain.<sup>14</sup>

Son attachement à cette dignité, à cet honneur, et à la concrétisation de celle-ci, se traduit par son adoption de la maxime d'Auguste Comte, "vivre pour autrui": "Pour

<sup>14</sup> BOURGUIBA, Discours, Publication du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1975, tome III, pp. 260-261.

libérer ce peuple et le promouvoir, dit-il, j'ai fait don de ma personne et j'ai tout sacrifié pour le servir".<sup>15</sup>

Car, Bourguiba considère que la doctrine pour laquelle il a opté est "essentiellement humaniste".

Pour nous, l'homme est une fin en soi. Nous croyons profondément au caractère sacré de sa condition. Aussi, est-il inconcevable qu'on puisse tracer des limites à l'activité de l'une quelconque des facultés créatrices. Nous sommes donc fermement attachés au respect de la raison humaine, de la science et de la liberté de l'esprit. Il nous répugne de lui imposer des vérités qu'elle n'a pas établies par sa propre démarche. Mais autant nous demeurons fidèles à ces principes, autant nous avons la conviction que toute science qui tourne le dos à la vie et ignore le réel, trahit la mission de l'esprit dont la fonction est de donner de nouvelles dimensions à la vie ou plutôt de la renouveler et de la créer.<sup>16</sup>

Et pour mettre en relief ce respect de la raison humaine et cette liberté de l'esprit, Bourguiba déclare que:

Rien, ni loi ni tradition, n'empêche le citoyen d'épanouir sa personnalité; doué, expérimenté et compétent, le citoyen peut gravir tous les degrés de l'échelle sociale.<sup>17</sup>

Pour Bourguiba, l'individu est une "cellule" de la société; de ce fait, il est essentiellement un "être social"; il ne s'accomplit, ne donne toute sa mesure et ne "trouve sa pleine

<sup>15</sup> BOURGUIBA, Discours, Publication du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1975, tome II, p. 187.

<sup>16</sup> BOURGUIBA, Discours, Publications du Ministère de l'Information, Tunis, 1979, tome XVI, p. 111.

<sup>17</sup> BOURGUIBA, Discours, Publications du Ministère de l'Information, Tunis, 1979, tome XVI, p. 193.

réalisation existentielle" que "dans le cadre de la société" où sa "condition...se confond avec la responsabilité existentielle".<sup>18</sup>

Et l'achèvement de sa condition d'homme dans la société constitue l'essence du personnalisme de Bourguiba. Il s'agit, en effet, pour lui, de former de "bons citoyens". Ce qui ne réside pas dans la constitution "des têtes bien pleines" seulement de connaissances, mais aussi "d'une haute conscience", car, "science sans conscience n'est que ruine de l'âme",<sup>19</sup> car, "l'homme majeur est celui qui réagit positivement", c'est-à-dire réagit "dans le sens de l'intérêt général de l'ensemble", "dans le sens de la préservation de la collectivité nationale".<sup>20</sup>

Or, il est clair que la préservation de la collectivité nationale, ne consiste pas, pour Bourguiba, à "s'attaquer aux bourgeois", sous prétexte de lutte de classes, mais à considérer "d'abord l'homme, avec ses défauts et ses qualités qu'il soit ouvrier, intellectuel ou bourgeois" et à ne pas "oublier l'homme dans son existence concrète, avec ses sentiments, ses mobiles...".<sup>21</sup> Bourguiba, reconnaissant que "l'homme est à la fois ange et bête",<sup>22</sup> tâche de "permettre

<sup>18</sup> BOURGUIBA, Discours, Publication du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1978, tome XIV, p. 45.

<sup>19</sup> BOURGUIBA, Discours, Publication du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1978, tome XIII, p. 13.

<sup>20</sup> BOURGUIBA, Discours, Publication du Ministère de l'Information, Tunis, 1979, tome XVII, p. 139.

<sup>21</sup> Ibid., p. 117.

<sup>22</sup> BOURGUIBA, Discours, Publication du Ministère de l'Information, Tunis, 1979, tome XVI, p. 208.

aux esprits de s'épanouir pour que chaque citoyen s'élève au niveau de ses responsabilités".<sup>23</sup>

Cet épanouissement des esprits se réalise, selon Bourguiba, par "l'éducation" qui "doit suivre la vie":

Or la vie est une évolution permanente et rien d'aussi dangereux, ni d'aussi catastrophique que des méthodes ou des doctrines placés sous le signe de l'accoutumance et de l'habitude; il en est comme des eaux dormantes qui croupissent et qui stagnent...<sup>24</sup>

Ici, ce que Bourguiba entend par éducation, c'est une "fonction sociale" qui "ne concerne plus seulement l'individu" ("n'est plus simplement...l'apanage exclusif d'une minorité privilégiée"), mais est "partie intégrante de la vie nationale".<sup>25</sup>

Bourguiba aspire donc à la formation "d'un homme nouveau" dont la promotion est "liée à un épanouissement total de toutes les facultés". En effet, "n'avoir pour souci, dit-il, que le développement matériel, aux dépens des valeurs spirituelles, c'eût été exposer la Nation aux pires dérèglements".<sup>26</sup>

Pour la réussite de tout oeuvre, il faut, associer le citoyen à la conception de l'oeuvre à entreprendre; de ce fait, il "se sentira personnellement concerné et apportera une adhésion totale et enthousiaste à son exécution"; mais pour cela, selon Bourguiba, "il importe...d'améliorer d'abord les conditions

<sup>23</sup> BOURGUIBA, Discours, Publication du Ministère de l'Information, Tunis, 1979, tome XVII, p. 38.

<sup>24</sup> BOURGUIBA, Discours, Publication du Ministère de l'Information, Tunis, 1981, tome XXI, p. 271.

<sup>25</sup> BOURGUIBA, Discours, Publication du Ministère de l'Information, Tunis, 1979, tome XVI, p. 98.

<sup>26</sup> BOURGUIBA, Discours, Publication du Ministère de l'Information, Tunis, 1979, tome XVII, p. 296.

sociales, intellectuelles et sanitaires de la population", puisque, soutient-il "l'élévation du niveau social est une condition nécessaire au développement économique" et que ce "développement économique doit aller de pair avec l'épanouissement des facultés humaines".<sup>27</sup>

Ces principes sont confirmés par l'action politique du leader de la nation tunisienne.

Dès l'indépendance de la Tunisie, il faut le rappeler, Bourguiba s'est mis à améliorer le milieu social en se souciant plus particulièrement de l'éducation nationale pour enrayer l'ignorance humaine et consolider ainsi une démocratie saine, basée sur une discussion éclairée, libre et rationnelle. Mais c'est là une position qui s'élabore dès le début de son action politique en réaction contre la décadence des sociétés musulmanes et en particulier de la société tunisienne par suite de la carence de l'esprit, le fatalisme, la résignation, etc...D'où l'appel à la raison et au rationalisme tant dans la société que dans l'Etat et le parti Néo-Destour.

Bourguiba ne néglige donc jamais le problème moral, car, pour lui, "science sans conscience n'est que ruine de l'âme". C'est par la raison, la force morale, que Bourguiba est parvenu à résoudre les difficultés rencontrées durant la lutte nationale. Toujours, il a fait appel à la loi de la raison pour

---

<sup>27</sup>BOURGUIBA, Discours, Publication du Ministère de l'Information, Tunis, 1981, tome XX, p. 169.

la lutte contre l'injustice et contre tout ce qui pousse l'homme à s'éloigner du droit chemin et à suivre les pentes faciles.

Mais ce qui est original, ici, chez Bourguiba, c'est qu'il ne fait pas face aux problèmes politiques seulement avec l'arme de la raison, mais aussi et avec une passion profonde, la passion de son peuple et de sa patrie.

Animé par un tel sentiment, il tente de répondre aux aspirations de son peuple, tout en les canalisant vers une action sociale fructueuse et bienfaisante. N'est-il pas lui, tout jeune avocat, qui apporte aux Tunisiens ce qui devait leur manquer cruellement depuis la décadence de Carthage en 146 avant J.-C., une politique tirant sa force du peuple tout entier, une politique se souciant de desseins nationaux continus, empreinte de décisions mûries et de mesures bien définies?

Nous avons vu ainsi Bourguiba s'acharner à faire de son régime, non un "laissez faire", à l'instar de celui établi d'abord par les Beys et ensuite par le Protectorat français, où l'individu, pauvre ou riche vivait dans une insécurité totale. Ce régime n'avait qu'un principe: "chacun pour soi et après moi le déluge". Bourguiba s'efforce, au contraire, d'établir un ordre où l'homme ne se sent plus seul et n'est point menacé de faim ou de dénuement. Le souci de Bourguiba est d'assurer la collectivité contre les coups durs, de permettre une instruction gratuite, des débouchés à la

production agricole, etc. L'homme doit pouvoir se considérer désormais comme

intégré dans une communauté attentive et généreuse où les responsables sont là pour le guider, l'orienter, l'instruire, l'élever moralement, et le cas échéant, le mettre hors d'état de nuire.<sup>28</sup>

Contrairement à Karl Marx, Habib Bourguiba, comme nous l'avons vu, ne croit pas à la lutte des classes et refuse la haine entre ces classes. Il ne considère pas l'aveuglement et l'égoïsme comme le "monopole" des patrons et des riches seulement. Mais il croit que le bien et le mal, l'égoïsme et l'altruisme, l'ange et la bête résident dans tout homme.

Bourguiba entend donc s'employer à combattre ce mal en l'homme et non l'homme lui-même. Car, pour lui, il ne s'agit pas, comme l'ont fait tant de pays, de spolier tous les propriétaires ou même de les liquider physiquement. Ainsi, croit-on, par cette spoliation et par cette liquidation, on détruit complètement le mal. Mais pour Bourguiba le mal n'a pas été détruit complètement; car l'esprit du mal existe dans toutes les classes.

A l'encontre d'une stratégie de changement basée sur l'idée de la lutte des classes, Bourguiba propose de nouvelles voies permettant l'établissement progressif de son idéal de justice sociale. Ces voies peuvent se résumer ainsi:

<sup>28</sup>BOURGUIBA, Discours, Publication du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1977, tome XI, p. 106.

- La distribution équitable des richesses à tout le corps social, sous la surveillance de l'Etat. Car l'amour du lucre, l'égoïsme féroce, s'ils ne sont pas neutralisés par l'Etat sont source de haine et d'anarchie. Mais, ici la condition est l'honnêteté indéfectible des agents de l'Etat et le souci sans faille du bien commun.

- La conjuration de la myopie intellectuelle: élargir l'horizon intellectuel afin que l'esprit perçoive l'harmonie entre l'intérêt particulier et l'intérêt général.

- L'extraction de la racine du mal en l'homme. Et le meilleur moyen à cet effet consiste, pour Bourguiba, à relever le niveau moral de l'homme, en lui faisant sentir la joie, saisir l'enthousiasme et l'extase de vivre pour autrui et de servir fidèlement, honnêtement et loyalement l'intérêt public; car,

la valeur morale en effet ne réside pas seulement dans des vertus négatives, comme de ne pas voler ou de ne pas tuer; elle consiste surtout à faire don de soi à la société en lui vouant sincèrement sa vie et ses efforts. Alors, l'amour du lucre et la tendance à exploiter le prochain s'évanouissent.<sup>29</sup>

Nous constatons que Bourguiba n'a jamais perdu de vue ce principe moral et qu'il l'a pratiqué honnêtement durant toute la lutte pour la libération, et le pratique encore pour la souveraineté nationale, pour la dignité humaine, en un mot, pour la promotion de l'homme,

<sup>29</sup> Ibid., p. 102.

Grâce à ces trois voies ou principes qui fondent l'éthique bourguibienne, Bourguiba ne cessant de croire à la perfectibilité de l'homme, ne prétend pas tuer complètement la bête en l'homme et faire jaillir l'ange, mais il s'efforce d'aider l'homme à s'éclairer. En effet, nous semble-t-il, sa doctrine se résume en l'homme, en sa dignité et sa promotion. Et toutes les positions prises pendant la lutte pour la libération d'abord et pour le développement ensuite, en font foi. L'objectif de cette doctrine, nous l'avons constaté plus d'une fois, est de rendre concrètement les Tunisiens plus libres, selon l'assertion de Voltaire: "plus les peuples sont éclairés plus ils seront libres". Rendre les Tunisiens plus libres moralement, intellectuellement, matériellement, voilà l'objectif du socialisme néo-destourien, une doctrine tirant son origine de la réalité tunisienne et se caractérisant par le concret et par l'action. du feu: hâter la maturité de tous les esprits des citoyens en relevant leur niveau moral et intellectuel.

Mais si, pour cela, une certaine contrainte s'avère indispensable, elle atteint le coupable non parce qu'il est bourgeois ou propriétaire, mais parce qu'il porte préjudice à l'intérêt de la société et, par conséquent, à son intérêt propre; et, même dans ce cas, Bourguiba insiste sur le respect de la personne humaine.

Et, ici, il faut rappeler le respect humain dont Bourguiba a fait preuve vis-à-vis de la France colonisatrice,

vis-à-vis de ses compagnons de lutte qui l'ont abandonné au cours de route, vis-à-vis de quelques-uns de ses ministres et de certains hauts responsables du gouvernement et de l'Etat qui ont failli jeter le pays dans la guerre civile. Bourguiba n'a jamais négligé le côté psychologique, le respect humain et la perfectibilité de l'homme, même dans l'adversité.

Mais l'essentiel, pour lui, est toujours d'éduquer les masses pour qu'elles vainquent d'abord la partie "bête" qui y gîte, et pour qu'elles permettent ensuite à l'autre partie "ange" de se manifester dans leur comportement, dans leur prise de conscience de leur responsabilité dans les affaires publiques: faire des masses une force redoutable qui méprise tout danger menaçant l'intérêt national, élever donc leurs niveaux moral et matériel afin qu'elles rejettent tout asservissement.

De ces faits, nous constatons que la politique de Bourguiba sert à promouvoir la qualité humaine des hommes et non à les manipuler comme des objets. Elle vise à délivrer de l'homme le mal et à lui inculquer l'amour, l'affection, la modération, la tempérance, la bienveillance et la bravoure. Nous croyons bien que la politique de Bourguiba consiste ici à attirer l'homme envers la perfection, attirance envers le bien et le beau (nous pensons ici à Platon).

A ce propos, Camille Bégué écrit:

A cette heure tragique où les bases des civilisations chancellent, où on est en droit de craindre que, par un mouvement d'involution rapide, l'homme ne régresse vers l'animalité, la Tunisie se profile comme le promontoire de l'hominisation. Et ce miracle est dû au seul Habib Bourguiba.<sup>30</sup>

Pour Bourguiba, la conscience politique est celle qui conduit l'homme à mettre toute son énergie au service de la communauté nationale pour l'épanouissement et l'élévation maximale de la condition humaine. Et cet épanouissement vrai ne se réalise que par l'esprit. La primauté que donne Bourguiba à l'esprit est considérable. Elle traduit la conviction de Bourguiba de faire de l'homme un sujet et non un objet: "L'esprit est sur la matière". Il considère l'homme comme le seul être qui conditionne sa vie et contrôle son histoire. C'est lui qui conduit son destin et non le destin qui conduit l'homme. L'homme est une fin en soi.

Dans cette voie, nous voyons Bourguiba pousser d'abord son peuple pour se révolter activement et efficacement contre tout ordre exploiteur infâme, dédaigneux, usurpateur, humiliateur, méprisant, et l'inciter ensuite à participer à l'oeuvre commune: l'édification de l'Etat et le développement économique. Ainsi, nous constatons que les buts ayant trait

<sup>30</sup> Camille BEGUE, Le Message de Bourguiba, p. 30.

aux domaines politique, social, économique, tracés par le Chef d'Etat, avec la consultation et la participation populaires, se réalisent efficacement. / Ainsi, les hommes incités avec enthousiasme et aidés dans l'accomplissement des affaires avec persuasion rationnelle, agissent favorablement. Car, rien, à notre avis, ne déprime les sentiments humains, l'action populaire, que l'abandon de cette conscience organique communautaire.

Pour Bourguiba, c'est dans cette conscience que réside le progrès du peuple. C'est quand le citoyen parvient, de bon gré, à penser à l'autre, quand il a la conviction de ne pas vivre seulement pour lui, mais aussi pour les autres et pour la postérité, pour les générations futures. Nous croyons que Bourguiba a voulu inculquer ses sentiments propres: "vivre pour autrui" à ceux, hommes et femmes, qui constituent la nation tunisienne. C'est par ce sentiment que Bourguiba a gagné les cœurs de ses citoyens et a formé une force inébranlable, celle du peuple voué au sacrifice, cette force sur laquelle Bourguiba s'est appuyé durant la bataille pour la libération nationale et s'appuie encore pour la bataille contre le sous-développement. La première bataille a été remportée; la seconde se poursuit et la Tunisie s'achemine de plus en plus vers une prospérité croissante comme le constate maintenant la Banque Mondiale, quand un de ses experts, Melhem Selman, déclare en 1979:

Pour nous, l'expérience de la Tunisie en matière de développement est une réussite. Car ce jeune pays a pu en peu de temps développer des institutions modernes capables de supporter le poids du développement. C'est un pays où les responsables croient à l'importance du développement et vont beaucoup plus que les slogans. D'autre part, le modèle tunisien ne manque pas d'originalité puisque à l'initiative privée est venu se greffer un secteur étatique dynamique et efficace. D'ailleurs, que de fois la Banque Mondiale a fait appel à des experts tunisiens pour les faire associer à des projets de développement dans les pays jeunes. Ces projets qui couvrent des secteurs dans lesquels la Tunisie a acquis une grande expérience tels que l'agriculture et les PME.<sup>31</sup>

La politique de Bourguiba n'a donc jamais fait fi de la morale. Elle n'est jamais une politique de force et de puissance hors de tout principe moral. Ce fut déjà bien clair lors de l'invasion de la France par les Allemands: Bourguiba n'a pas voulu profiter de la position de faiblesse de la France pour se ranger du côté des plus forts. Il a plutôt lancé un appel à son peuple pour soutenir la France et l'aider à sortir de l'humiliation. Ce n'est pas là, croyons-nous, la politique de Machiavel: laisser la morale de côté et poursuivre le but coûte que coûte, serait-ce dans la haine et dans le sang. On y est loin d'une politique machiavélique. Il s'agit ici d'une autre politique qui place l'être humain au-dessus du tout. Et comment non! Ne sacrifie-t-il pas sa vie pour son peuple?

<sup>31</sup> Le journal tunisien, L'Action, du 18 octobre 1979.

La politique est une affaire de conscience, dit-il, de probité, de désintéressement, de volonté tendue sans défaillance vers les objectifs, quelque tortueuses que soient les voies qui y conduisent. La route est parsemée d'embûches, les accusations y foisonnent. Nous avons accepté de souffrir et, au prix de ces souffrances morales, réaliser nos objectifs nationaux, c'est-à-dire libérer notre pays et restaurer son indépendance et sa souveraineté.<sup>32</sup>

Nous constatons ainsi, que le point de vue de Bourguiba rejoint dans l'ensemble celui de Mounier qui recommande de considérer, en toute question, la solidarité du spirituel et du matériel afin d'embrasser toute la problématique. Tous deux voient que la personne n'est pas un objet, mais une activité auto-créatrice, une fin en soi. L'homme est tout. Et "il n'y a de richesse que l'homme".<sup>33</sup> Tous deux exigent également que la recherche soit dépourvue de "tout a priori doctrinaire", de tout dogmatisme. Et la Révolution, pour eux, n'est pas une cassure totale, mais une évolution permanente, réformatrice de valeurs et de structures, orientée vers le sens de la vie, sens révélateur de progrès, d'épanouissement, de liberté et de dignité.

Toute la pensée de Bourguiba et sa pratique politique se fondent principalement sur la raison et sur la force morale

<sup>32</sup> BOURGUIBA, Discours, Publication du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1976, tome IX, p. 150.

<sup>33</sup> BOURGUIBA, Discours, Publication du Ministère de l'Information, Tunis, 1981, tome XXI, p. 97.

qui peuvent alors servir de règles pour modifier l'état positif des choses. Autrement dit, la méthode bourguibienne ne tient pas à ce que les lois immanentes de la nature ou de l'histoire soient maîtresses du destin de l'homme, mais plutôt à ce que celui-ci en tant que personne spécifique soit le maître ultime de son destin. Et cela parce que c'est la raison, la raison de l'homme qui dirige, modifie, glorifie ou dégrade le présent et l'avenir. C'est elle qui forge en bien ou en mal le destin de l'homme. Mais, au fond, demandons-nous, qu'est-ce que la vie humaine si celle-ci était dépourvue de raison? Elle ne serait que vie bestiale caractérisée tout au plus par l'instinct animal. La raison, à notre avis, demeure l'apanage seul de l'homme. C'est elle qui fait de l'homme un être unique.

Voilà pourquoi pour Bourguiba toute politique doit être rationnelle et viser exclusivement par suite la promotion humaine. Elle doit considérer l'homme non comme un moyen, mais comme une fin en soi. C'est pourquoi l'homme doit jouir de ses droits qui sont inaliénables.

Là, simplement, se résume définitivement toute la pensée et toute la politique de Bourguiba. Là aussi est le sens le plus évident de la position et de la philosophie personnaliste.

## CONCLUSION

Au terme de cette longue analyse de la pensée du Président Bourguiba et de l'action qui en découle et qui l'explique, il est évidemment impossible d'y voir la pensée d'un philosophe appliqué à formuler un nouveau système théorique ou à poursuivre les méandres d'une pensée universelle. Bourguiba n'invente pas une nouvelle philosophie, il ne développe pas dans l'abstraction des concepts pour eux-mêmes.

C'est qu'il est un homme politique, un homme d'action dont la pensée est tout entière soumise aux impératifs de l'action et d'une action bien définie par le problème national tunisien, celui de l'indépendance d'abord et ensuite celui du développement. Sa pensée n'a d'existence, n'a de finalité et de sens que par cette intentionalité. Elle n'a de contenu que par le but visé, c'est-à-dire par son application et sa réussite et non par sa cohérence interne et sa valeur intrinsèque de vérité.

L'épistémologue pourra bien discuter d'une telle conclusion, mais elle semble, à l'évidence, correspondre au véritable statut de la pensée de Bourguiba et constituer le critère essentiel pour en juger la valeur. Celle-ci répond donc plus à la logique de la réussite de l'action qu'à la cohérence théorique de la connaissance pure.

Ainsi, dans ce contexte, le rôle de la pensée de Bourguiba consiste, ce nous semble, à:

- donner une formulation proprement tunisienne à des thèmes (nationalisme, etc.) qui ont une signification universelle;

- transformer ces idées en force sociale pour la libération, puis pour le développement de la Tunisie, c'est-à-dire faire en sorte que de grandes idées dirigent son action et sa stratégie, tout en évitant le dogmatisme et la démagogie.

C'est ainsi que dès sa jeunesse, Bourguiba a voulu ressusciter l'idée de Jugurtha tombée en déshérence: l'idéal de liberté, d'indépendance et de souveraineté. Bourguiba répond, ici, à un appel lointain, venu du fond de l'histoire, pour assumer la tâche de récupérer la liberté et la souveraineté.

Puis, après l'indépendance, Bourguiba continue à construire cette souveraineté nationale. C'est pour cela qu'il reconstitue un Etat national qui se doit d'être fait pour affronter le défi du développement, mais un Etat fort plus par la cohésion populaire que par la puissance militaire.

Oui, à l'aube de l'indépendance, nous voyons Bourguiba s'empresser d'établir un régime républicain. Pourquoi? Les principes qui le guident l'amènent à choisir avant tout, avant même son propre pouvoir personnel, l'émancipation de l'individu, de sa conscience, l'élévation de sa dignité, le règne de la justice, la marche vers une plus grande égalité sociale.

Ceci rend bien compte de son attachement à la raison, à la liberté vraie, à la perfectibilité de l'être humain, à l'épanouissement d'une pensée aspirant à la vérité et à la beauté, mais sans dogmatisme. Et de là découle aussi la qualité de la volonté, volonté décidée, desseins fermes, compréhension d'autrui, concessions parfois, mais obstination dans l'essentiel. C'est cette pensée et cette volonté qui donnent naissance à la stratégie de l'action chez Bourguiba et commandent sa tactique concrète. Ici, il nous faut préciser ce que nous pouvons faire en analysant la politique du compromis et celle des étapes si caractéristiques de Bourguiba.

La politique des étapes de Bourguiba ne traduit pas le dicton populaire: "Prends ce qu'on te donne et demande de nouveau".

Car, ce serait, déclarait Bourguiba, nous réduire au rôle d'éternels quémandeurs, prenant les bribes qu'on veut bien nous jeter et reprenant éternellement nos suppliques. Cette méthode d'agir n'a rien à voir avec le bourguibisme, sinon la Tunisie n'aurait jamais réussi à se débarrasser de la domination française".<sup>1</sup>

Donc cette politique des étapes de Bourguiba ne veut pas dire: prends tout ce qu'on te donne et demande autre chose après. Non. Bourguiba, comme nous l'avons vu tout au long de cette thèse, ne consent à une étape que si celle-ci lui permet d'accéder à une autre le rapprochant du but fondamental. Et le but fondamental de Bourguiba c'est toujours l'indépendance de la Tunisie.

<sup>1</sup>BOURGUIBA, Discours, Publications du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1976, tome IX, p. 313.

C'est pour cela que Bourguiba est exigeant quand il s'agit de compromis. Toujours fidèle à la cause nationale, Bourguiba ne concède un compromis que lorsqu'il ne remet pas en question, son but fondamental. Le compromis auquel consent Bourguiba, représente toujours une étape heureuse dans l'histoire politique de la Tunisie.

Politique des étapes et compromis distinguent fort bien la stratégie et la tactique de Bourguiba. Telle politique et tel compromis exigent pour leur réussite, comme nous avons vu, une bonne intelligence; autrement dit, ils ne se basent pas seulement sur l'action, mais aussi sur la pensée.

Ainsi, nous remarquons que le régime bourguibien possède une véritable philosophie politique, il ne fait pas abstraction des idées et des principes. L'action suit la pensée qui la commande et la dirige. D'ailleurs Bourguiba a toujours recours, d'abord, à la raison et à la conviction.

L'aptitude de convaincre, chez Bourguiba, ne consiste pas à gagner les points de vue par n'importe quels moyens: crainte, démagogie, mais à gagner une réelle conviction par le raisonnement. La preuve de cela: ses maints exemples concrets fournis au peuple depuis le commencement de sa lutte pour la libération: les méfaits de la francisation, le trucage du budget, l'usurpation des ressources du pays.

Dès le commencement de cette lutte, Bourguiba a habitué son peuple à des propos sincères, fidèles. D'où l'attachement du peuple à la personne de son leader, attachement résultat d'un processus démocratique. Par ce processus démocratique, Bourguiba tâche de faire du peuple tunisien, un peuple mûr, c'est-à-dire un peuple parvenant à croire qu'il n'y a pas de plus grande valeur que la liberté et la dignité et devenant conscient de son rôle à jouer dans le gouvernement de son pays et de sa responsabilité dans tout ce qui arrive.

Ce résultat auquel aboutit la lutte menée par Bourguiba, pour la cause nationale d'abord, et pour le développement ensuite, nous fait découvrir une vérité: c'est la raison qui détermine le destin des hommes et non pas la ruse, la tromperie et la force, comme semblait le penser Machiavel. La démagogie et la cruauté peuvent donner la victoire, mais une telle victoire s'avère, à notre sens, toujours éphémère.

Aussi à remarquer chez Bourguiba, son optimisme. "Je n'ai pas cessé, dit-il, d'être heureux tout au long de cette lutte". Le pessimisme, c'est son dégoût: tout en encourageant son peuple à croire à la liberté et à la dignité, il ne perd pas aussi espoir à ce que la France retourne à la raison, et de là jaillit une coopération libre, égale, entre deux partenaires souverains.

Cette longue expérience bourguibienne nous fait découvrir aussi que toutes les crises et décadences, et tous les malheurs qui frappent et frapperont les peuples, sont et seront toujours

les conséquences d'un manque d'une tête pensante, d'une pensée saine, fidèle, obéissante à la conscience, altruiste, d'une "pensée directrice" qui doit et devra conduire ces peuples.

Ainsi, Bourguiba, croyons-nous, n'a pas seulement une conception expérimentale de la vie (conception positiviste croyant que la politique découle de l'observation, dont le champ est l'histoire), mais aussi et surtout une conception rationnelle. Un jour, Bourguiba faisant mention de la haute responsabilité que nécessite l'accomplissement du spirituel et du temporel en même temps, rappela que le prophète Mahomet recevait les instructions de Dieu par l'intermédiaire de l'ange Gabriel, instructions ordonnant à Mahomet ce qu'il devait accomplir pour le spirituel et le temporel. Mais, lui, Bourguiba n'avait aucun ange pour lui communiquer les directives de Dieu. Seule sa raison pouvait le guider. Cela, croyons-nous, est un fait. Mais bien que Bourguiba ne reçut la visite d'aucun ange, il ne perd pas pourtant de vue, dans sa pensée et dans son action politiques et sociales, les principes divins, dictés à Mahomet. Et si Dieu a dit à Mahomet qu'il était le dernier de ses prophètes, cela n'empêche pas, en considération de la lutte de Bourguiba pour la cause nationale et de son esprit de sacrifice, de constater les ressemblances de tâches entre le prophète Mahomet et le leader Habib. D'ailleurs, Camille Bégué dit de Bourguiba:

Bourguiba, tout au long de ses discours, se flatte de bénéficier d'une adhésion populaire qui dépasse le stade de la simple confiance politique. En vérité, son pouvoir est d'ordre charismatique. Comment s'en étonnerait-on? Il a réussi le miracle de la libération à une époque et dans des conditions où rien ne permettrait de l'attendre. Il donne depuis tantôt cinquante ans le spectacle d'une activité entièrement et exclusivement consacrée à son pays....<sup>2</sup>.

Rousseau voyait dans le dirigeant menant une transformation morale du peuple, une grandeur d'âme qui susciterait une volonté générale purifiée capable de maintenir une société égalitaire, libre et démocratique. Pareille qualification a aujourd'hui l'attribut de "charismatique". Et comme nous l'avons vu plus haut, Bourguiba, depuis son avènement sur la scène politique, n'a cessé de transformer les mentalités du peuple tunisien, par la force de son exemple et de sa persuasion. Et la société nouvelle tunisienne n'a pas été établie par un régime autoritaire ou par une révolution strictement prolétarienne ou par une avant-garde composée de plusieurs personnes, mais par un leader, un dirigeant, ayant justement cette âme grande dont parle Rousseau. Et encore ici ce ne sont pas la démagogie et l'opportunisme de mauvais aloi qui caractérisent Bourguiba et son influence sur son peuple.

De ce fait, nous pouvons situer la doctrine de Bourguiba parmi les doctrines préparatoires ou "prophétiques", ainsi que

<sup>2</sup>BOURGUIBA, Discours, Publications du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1974, tome I, p. XVII.

parmi les doctrines "apologétiques"; en effet, Bourguiba, comme nous l'avons mentionné dans cette thèse, par ses interventions publiques sur "le voile", par ses articles de presse, par sa théorie révolutionnaire et par ses contacts directs, prépare la voie à un grand ébranlement qui va modifier le cours des choses.

Bourguiba a tenu bon dans cette combinaison solide de pensée et d'action jusqu'à la réalisation de l'objectif essentiel. Il s'est ainsi efforcé d'établir un régime politique correspondant exactement à son idéologie politique. Dès son entrée sur la scène politique, Bourguiba ne faisait que confirmer son principe qui était de rassembler le peuple et de le persuader de rejeter le fatalisme et la résignation et d'entreprendre tout ce qui est nécessaire et indispensable à la dignité et à la liberté; et ce rassemblement est né du contact direct: une vraie démocratie. Ce principe, rassemblement, cohésion, nous le voyons concrétisé, pratiqué et consolidé, dès l'aube de l'indépendance de la Tunisie: l'établissement d'une Constitution démocratique, autrement dit, la fondation de la République et l'abolition de la Monarchie. Ainsi, la République de Carthage a été récupérée.

Cet objectif une fois atteint, Bourguiba n'a pas renié l'idéal d'égalité dans les relations avec la France, auquel il n'a pas cessé d'aspirer durant toute la bataille pour la libération. Logique encore il a posé les bases de liens solides avec la France, liens basés sur le respect mutuel, sur

la souveraineté et la dignité, sur une coopération libre, entre deux partenaires égaux.

Nous constatons donc que la doctrine de Bourguiba est une harmonie, symbiose entre son idéologie politique et son régime politique, toujours fidèle à ses principes d'abord conçus authentiquement et auxquels il tient fidèlement, et sans hypocrisie même dans le feu et dans le sang jusqu'à la réalisation ou la mort. Il tente de garder toujours ses principes purs de toute compromission et rejette la haine et la rancune, envers même l'adversaire, haine et rancune favorisées pourtant par tant d'événements.

Bourguiba, enfin, croyons-nous, demeure fidèle aux préceptes de l'Islam qui préconise pour la nation musulmane un équilibre entre le spirituel et le temporel. Ainsi il ne perd pas de vue les hautes valeurs de la spiritualité et édifie en conséquence, une société fondée sur la justice sociale et sur le bien tout en aspirant dans ce monde et dans l'au-delà, au bonheur.

Il est évident qu'il y a toujours un décalage entre l'idéal, la théorie, et la pratique, mais Bourguiba a toujours tenté de réduire ce décalage malgré les obstacles. Ainsi de son idéal, il est parvenu à réaliser l'indépendance nationale politique par l'autonomie, mais aussi l'indépendance sociale et économique en mettant en place à la fois les éléments essentiels de la démocratie et du développement qui font, par

là, de la Tunisie, un modèle en Afrique. Le développement présent de la Tunisie assure non seulement son autonomie politique mais aussi en grande partie son autonomie vis-à-vis des dépendances informelles des grandes puissances économiques. C'est là un cas presque unique qui témoigne de la réussite pratique de la pensée politique et sociale de Bourguiba et du modèle de société qu'à travers la lutte et les obstacles, il a commencé à élaborer dès sa jeunesse et qui l'ont toujours guidé jusqu'à nos jours.

En terminant qu'on nous permette un souhait que cette thèse puisse servir à illustrer pour les citoyens, les jeunes et les générations futures, comment un homme avec des moyens modestes (sans puissance militaire, ni richesse); et dans une conjoncture difficile, complexe, équivoque (l'attachement obstiné et inéluctable de la France, à l'expansion territoriale, à l'assimilation et à l'acculturation des colonies d'outre-mer), a pu réussir à amener une grande puissance à composer, à la détourner de son objectif impérialiste poursuivi avec acharnement et à transformer les liens de dominants et dominés en liens de coopération libre entre deux partenaires égaux, entièrement souverains. Une telle politique bourguibienne suivie fidèlement et honnêtement permettra non seulement à la Tunisie de ne connaître plus de domination étrangère, mais aussi à tous d'être plus libres, plus égaux, plus humains, dans un monde où la paix règnera et où il n'y aura plus de place pour la crainte et la haine.

## BIBLIOGRAPHIE

### I. - Les sources: les oeuvres du Président Bourguiba:

- \_\_\_\_\_, Articles de presse 1929-1934, Edition du Centre de Documentation Nationale, Tunis, 1967.
- \_\_\_\_\_, Citations, Editions Dar El Amal, Tunis, 1978.
- \_\_\_\_\_, Discours, Publications du Ministère de l'Information, Tunis, 1974-1981, tomes I-XXIV.
- \_\_\_\_\_, La Tunisie et la France, Maison Tunisienne d'Edition, Tunis, 1954.
- \_\_\_\_\_, Ma Vie Mes Idées Mon Combat, Publications du Secrétariat d'Etat à l'Information, Tunis, 1977.

### II.- Les ouvrages sur la Tunisie, Le Président Bourguiba et la pensée arabe.

#### A. - Sur la Tunisie: .

- Amin, Samir, Le Maghreb Moderne, Editions de Minuit, Paris, 1970.
- Bournand, François, Tunisie et Tunisiens, Editions J. Lefort, Paris, 1893.
- Bousquet, G.H., Les Berbères, Que sais-je?, P.U.F., Paris, 1974.
- Chabbi, Aboul-Qacem, Poèmes, Editions Seghers, Paris, 1959.
- Decret, François, Carthage ou l'empire de la mer, Editions du Seuil, Paris, 1977.
- Flaubert, Gustave, Salammbô, Garnier-Flammarion, Paris, 1964.
- Ganiage, J., Les Origines du Protectorat Français en Tunisie (1861-1881), Maison Tunisienne d'Edition, Tunis, 1968.
- Imprimerie Officielle Tunis, Vème Plan de développement économique et social, 1977-1981.

Julien, Charles-André, "Colons Français et Jeunes-Tunisiens", Extrait de la Revue Française d'Histoire d'Outre-mer, tome LIV-1967.

Julien, Charles-André, L'Afrique du Nord en marche, Edition René Julliard, Paris, 1972.

Julien, Charles-André, Histoire de l'Afrique Blanche, Que sais-je, P.U.F., Paris, 1976.

Laroui, Abdallah, L'Histoire du Maghreb (2 tomes), Petite Collection Maspero, Paris, 1976.

Mendès-France, Pierre; Choisir, Editions Stock, Paris, 1974.

Poncet, Jean, Le sous-développement vaincu?, Editions Sociales, Paris, 1970.

Poncet, Jean, La Tunisie à la Recherche de son avenir, Editions Sociales, Paris, 1974.

Raymond, André et Poncet, Jean, La Tunisie, Que sais-je, P.U.F., Paris, 1971.

Rossi, Pierre, La Tunisie de Bourguiba, Editions Kahia, Tunis, 1967.

Université de Tunis, Identité culturelle et Conscience nationale en Tunisie (Actes du colloque de Tunis, 1974), Centre d'Etudes et de Recherches Economiques et Sociales, Tunis, 1974.

B. - Sur la pensée de Bourguiba:

Bégué, Camille, Le Message de Bourguiba, Librairie Hachette, Paris, 1972.

Centre de Documentation nationale, Le Néo-Destour face à la première épreuve (1934-1936), S.E.A.C.I., Tunis, 1969.

Centre de Documentation nationale, Le Néo-Destour et le Front populaire en France, Le Dialogue (1936-1938), Editions S.E.A.C.I., Tunis, 1969.

Centre de Documentation nationale, Le Néo-Destour et le Front populaire en France, La Rupture (1936-1938), Editions, S.E.A.C.I., Tunis, 1969.

Centre de Documentation nationale, Le Néo-Destour face à la deuxième épreuve, 1938-1943 (cinq ans de résistance), Edition de l'Imprimerie Officielle, Tunis, 1970.

Centre de Documentation nationale, Le Néo-Destour face à la deuxième épreuve, 1938-1943 (dans l'engrenage de la deuxième Guerre Mondiale), Editions de la Société l'Action, Tunis, 1970.

Dimassi, Ali, Habib Bourguiba, l'Apôtre de la Liberté Tunisienne, Edition Ali Dimassi, Sousse (Tunisie), 1979.

Sayah, Mohamed, Le Néo-Destour face à la troisième épreuve, -L'échec de la répression-, Edition Dar El Amal, Tunis, 1979.

Sayah, Mohamed, Le Néo-Destour, face à la troisième épreuve -La victoire-, Edition Dar El Amal, Tunis, 1979.

Sayah, Mohamed, Le Néo-Destour face à la troisième épreuve -L'indépendance-, Edition Dar El Amal, Tunis, 1979.

C. - Sur la pensée arabe:

Berque, Jacques, Mahreb Histoire et Sociétés, Editions Duclot, Bruxelles, 1974.

Serouya, Henri, La Pensée Arabe, Que sai-je, P.U.F., Paris, 1967.

III.- Les ouvrages généraux:

Aristote, La politique, Editions Gonthier, Paris, 1971.

Aristote, Ethique de Nicomaque, Garnier-Flammarion, Paris, 1965.

Aron, Raymond, Démocratie et Totalitarisme, Paris, 1965.

Aron, Raymond, Les Etapes de la pensée sociologique, Editions Gallimard, Paris, 1967.

Burdeau, Georges, La Démocratie, Editions du Seuil, Paris, 1966.

- Burdeau, Georges, L'Etat, Editions du Seuil, Paris, 1970.
- Burdeau, Georges, Le Libéralisme, Editions du Seuil, Paris, 1979.
- Chevalier, Jean-Jacques, Les Grandes Oeuvres Politiques, Armand Colin, Paris, 1970.
- Descartes, René, Discours de la Méthode, Editions Gallimard, Paris, 1970.
- Domenach, Jean-Marie, "Les nationalismes et le dépassement des nations," in Esprit, N. 224, mars 1955.
- Durkheim, Emile, Le socialisme, P.U.F., Paris, 1974..
- Fourastier, Jean et Vimont, Claude, Histoire de Demain, Que sais-je, P.U.F., Paris, 1968.
- Habermas, J., Théorie et Pratique (2 tomes), Payot, Paris, 1975..
- Hallowell, John H., Les Fondements de la Démocratie, Les Editions Inter-nationales, Paris, 1972.
- Hegel, Préface à la Phénoménologie de l'Esprit, Editions Aubier-Montaigne, Paris, 1966.
- Haupt, Georges et Cie, Les Marxistes et la Question Nationale, Editions l'Etincelle, Montréal, 1974.
- Laski, Harold J., Le Libéralisme Européen, Editions Emile-Paul Frères, Paris, 1950.
- Horkheimer, Max, Eclipse de la Raison, Payot, Paris, 1974.
- Lacroix, Jean, "Y a-t'il deux démocraties? De la Démocratie libérale à la Démocratie massive", in Esprit, N. 120, du 1er mars 1946.
- Lenine, L'Etat et la Révolution, Editions Gonthier, Paris, 1976.
- MacPherson, C.B., Le Véritable monde de la Démocratie, Les Presses de l'Université du Québec, Montréal, 1976.
- Mounier, Emmanuel, "Situation du Personnalisme", in Esprit, N. 118 de janvier 1946.

- Mounier, Emmanuel, Introduction aux existentialismes, Editions Gallimard, Paris, 1962.
- Mounier, Emmanuel, Le Personnalisme, Que sais-je, P.U.F., Paris, 1978.
- Parkinson, C. Northcote, L'Evolution de la Pensée Politique (2 tomes), Editions Gallimard, Paris, 1964.
- Platon, La République, Editions Gonthier, Paris, 1971.
- Prelot, Marcel et Lescuyer, Georges, Histoire des Idées Politiques, Dalloz, Paris, 1977.
- Prelot, Marcel, La Science Politique, Que sais-je, P.U.F., Paris, 1977.
- Shafer, Boyd C., Le Nationalisme, Payot, Paris, 1964.
- Sweezy, Paul M. et Bettelheim, Charles, Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme, Petite Collection Maspero, Paris, 1972.
- Touraine, Alain, L'après socialisme, Grasset, Paris, 1980.
- Vachet, André, L'Idéologie Libérale, Editions Anthropos, Paris, 1970.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION .....	3.
Première partie: Le contexte, la formation et les grands thèmes de la pensée du Président Habib Bourguiba .....	18
Chapitre I. - Le contexte politico-social: l'histoire de la Tunisie .....	19
Chapitre II. - L'engagement politique et la formation de la pensée d'Habib Bourguiba .....	40
Chapitre III. - L'affirmation de la personnalité tunisienne .....	63
Chapitre IV. - L'opposition du Protectorat et le contact direct avec le peuple .....	75
Chapitre V. - Vers la libération nationale .....	104
Deuxième partie: La pensée du Président Bourguiba et les idéologies .....	150
Chapitre VI. - Bourguiba et le nationalisme .....	152
Chapitre VII. - Bourguiba et le libéralisme .....	181
Chapitre VIII. - Bourguiba et le socialisme .....	214
Chapitre XI. - Bourguiba et la démocratie .....	246
Chapitre X. - Bourguiba et le personnalisme .....	271
CONCLUSION .....	292
BIBLIOGRAPHIE .....	302
TABLE DES MATIERES .....	307